



Managem

Creating value beyond mining

RAPPORT
**Financier
Annuel**
2021



SOMMAIRE

04 I. PRÉSENTATION DE MANAGEM

- › MANAGEM, acteur majeur de l'industrie minière en Afrique
- › Chiffres clés
- › Dates clés
- › Une présence dans les régions à fort potentiel minier
- › Une maîtrise de la chaîne de valeur minière
- › Un portefeuille d'actifs équilibré à différents stades de développement
- › Une stratégie à la hauteur des enjeux
- › Une équipe dirigeante engagée
- › Un actionnariat stable

30 II. RAPPORT D'ACTIVITÉ

- › Principales réalisations de l'année
- › Revue des activités du Groupe
- › Performance opérationnelle & financière

42 III. RAPPORT ESG

- › Méthodologie et périmètre du reporting
- › Un fort engagement RSE, fruit d'une réflexion stratégique impliquant les différentes parties prenantes
- › L'environnement, un axe fondamental dans le développement des activités de MANAGEM
- › Les collaborateurs, au coeur de la transformation du Groupe MANAGEM
- › Assurer une gouvernance responsable

100 IV. COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

- › Comptes sociaux
- › Comptes consolidés
- › Rapport de gestion
- › Résumé des notes aux comptes consolidés
- › Rapport des CAC
- › Déclaration des honoraires des contrôleurs des comptes

NOTE

Le présent Rapport Financier Annuel de MANAGEM regroupe les informations financières et les indicateurs extra-financiers (ESG), conformément aux exigences de la circulaire de l'AMMC n°03/19 du 20 février 2019 relative aux opérations et informations financières.



01

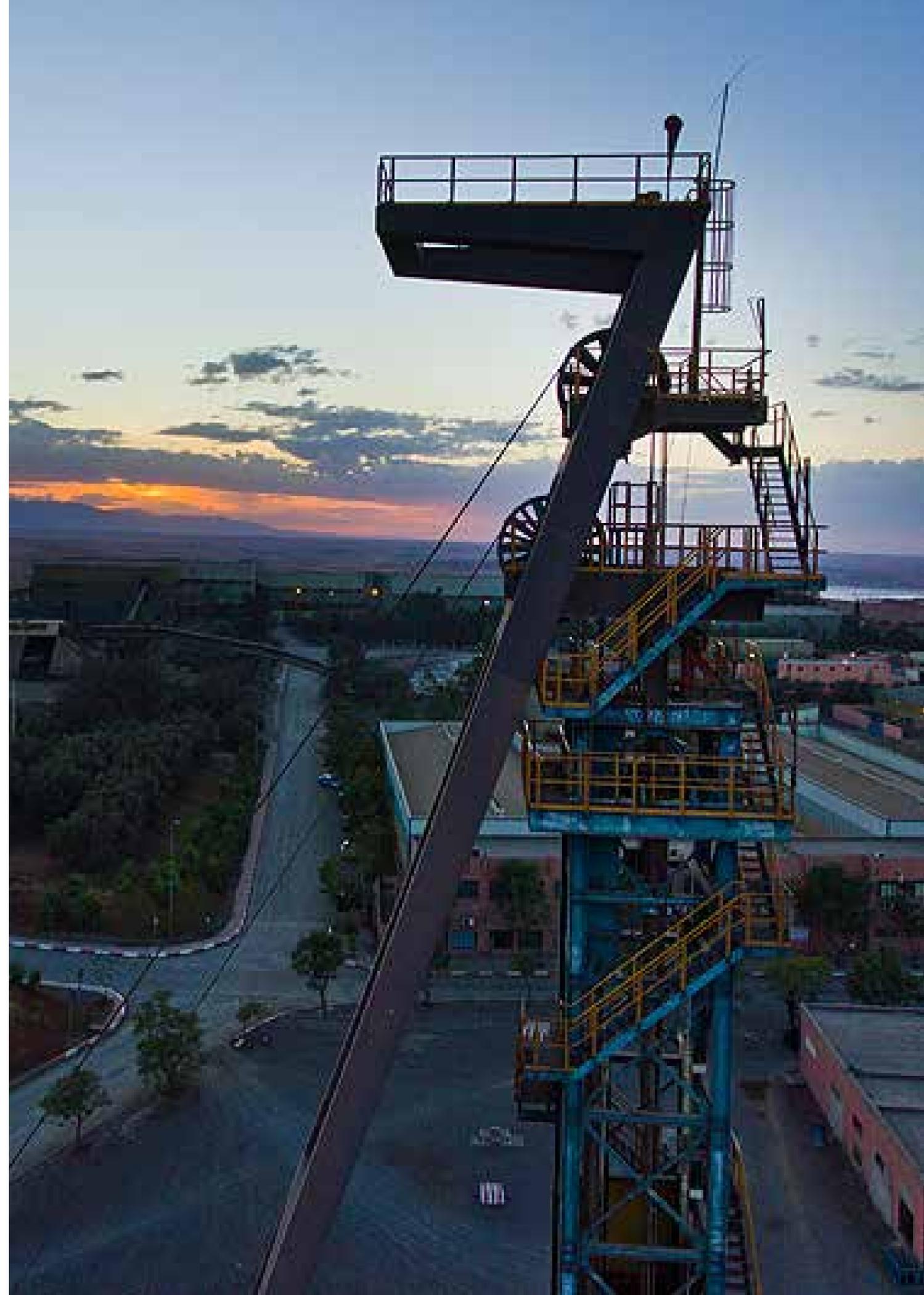
PRÉSENTATION
DE MANAGEM

MANAGEM acteur majeur de l'industrie minière en Afrique

MANAGEM est un Groupe minier panafricain intégré qui a vu le jour au Maroc en 1928 et qui développe un patrimoine minier de 46 000 Km² à travers le continent, produisant un portefeuille équilibré entre métaux de base, métaux précieux, métaux spéciaux et substances utiles. Depuis sa création, le Groupe s'est développé grâce à la mise en valeur de gisements de grande envergure à travers une politique d'exploration ciblée et une expertise avérée en matière d'ingénierie, d'exploitation et de traitement.

Avec comme objectif de répondre aux besoins croissants des acteurs de l'industrie, de la technologie ainsi qu'aux besoins de l'économie mondiale en matières premières stratégiques, MANAGEM s'est engagé dans une stratégie de croissance en Afrique ainsi que dans une politique de renforcement de ses investissements dans des projets à haut potentiel sur le continent.

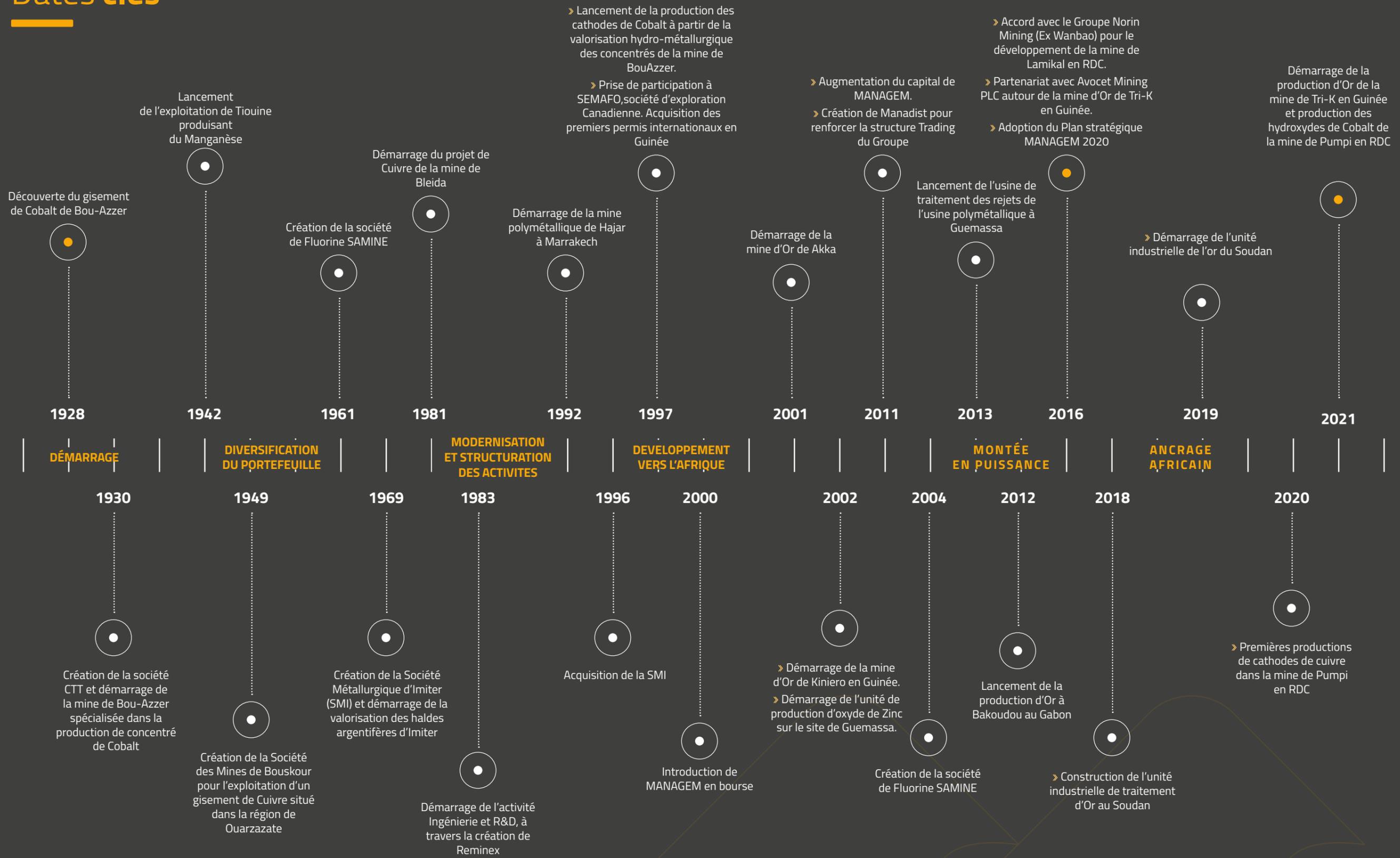
Parallèlement, MANAGEM a fait preuve depuis sa création d'engagement en faveur du respect de l'environnement et de dialogue avec ses parties prenantes.



Chiffres clés



Dates clés

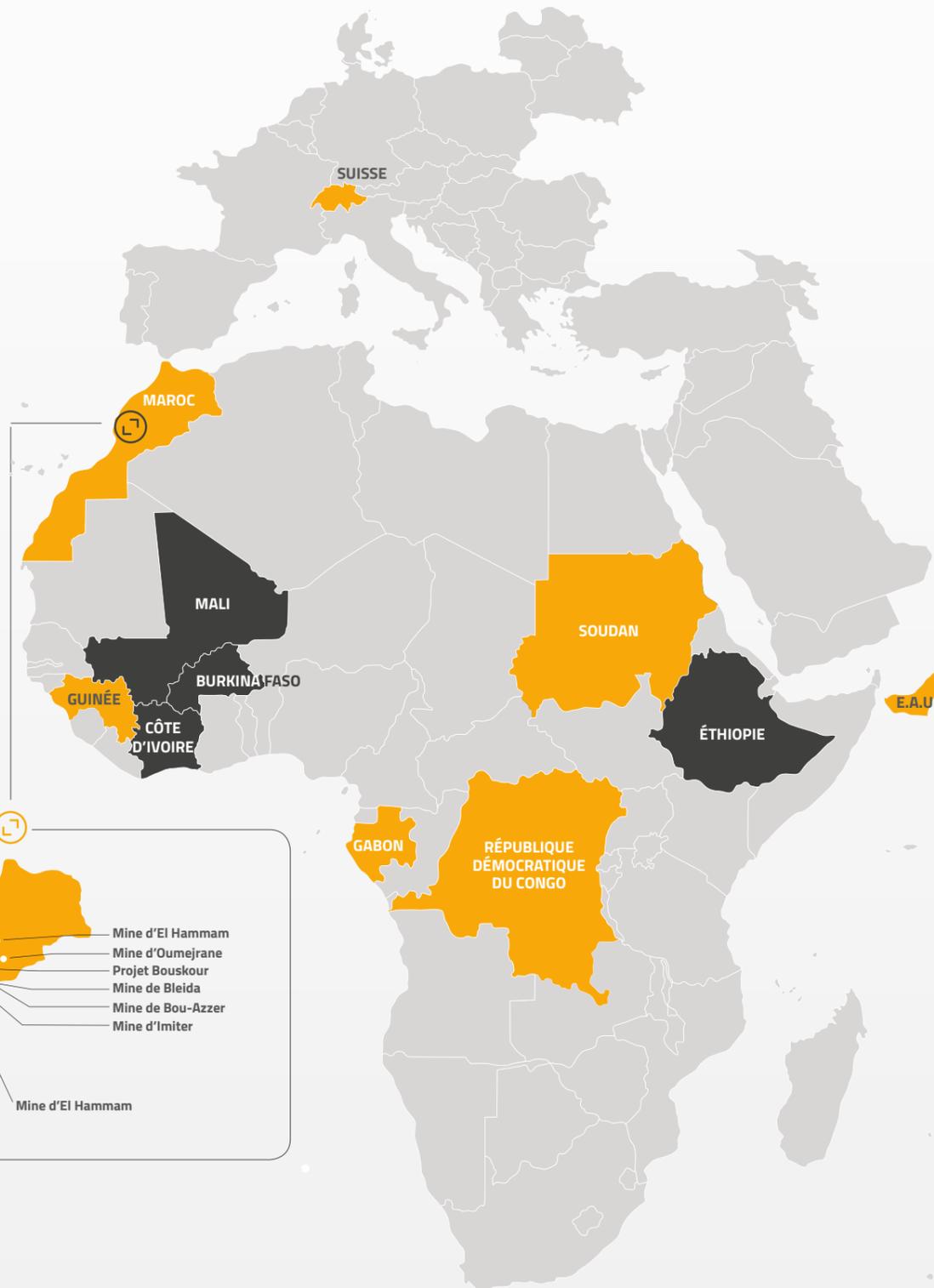


Une chaîne de valeur maîtrisée

Depuis 1990, le Groupe MANAGEM bâtit un modèle opérationnelle basé sur la maîtrise de chaque étape de l'industrie minière. Cette maîtrise contribue à la réussite des différents projets entrepris par le Groupe et à l'amélioration continue de sa performance opérationnelle.



Une présence dans les régions à fort potentiel minier



- Siège de MANAGEM
- Mine de Draâ Sfar
- Complexe hydrométallurgique de Guemassa
- Mine d'El Hammam
- Mine d'El Hammam
- Mine d'Oumejrane
- Projet Bouskour
- Mine de Bleida
- Mine de Bou-Azzer
- Mine d'Imiter



Un portefeuille d'actifs équilibré à différents stades de développement

MANAGEM exploite un portefeuille composé de plusieurs minerais : des métaux de base (cuivre, zinc et plomb), des métaux précieux (or, argent) ainsi que des métaux spéciaux et substances utiles (cobalt, fluorine). Outre les 15 mines opérationnelles situées dans 9 pays d'Afrique, des projets sont en cours de développement au Maroc, au Gabon, en RDC, au Soudan, au Congo Brazzaville, au Burkina Faso, au Mali, en Guinée et en Côte d'Ivoire.



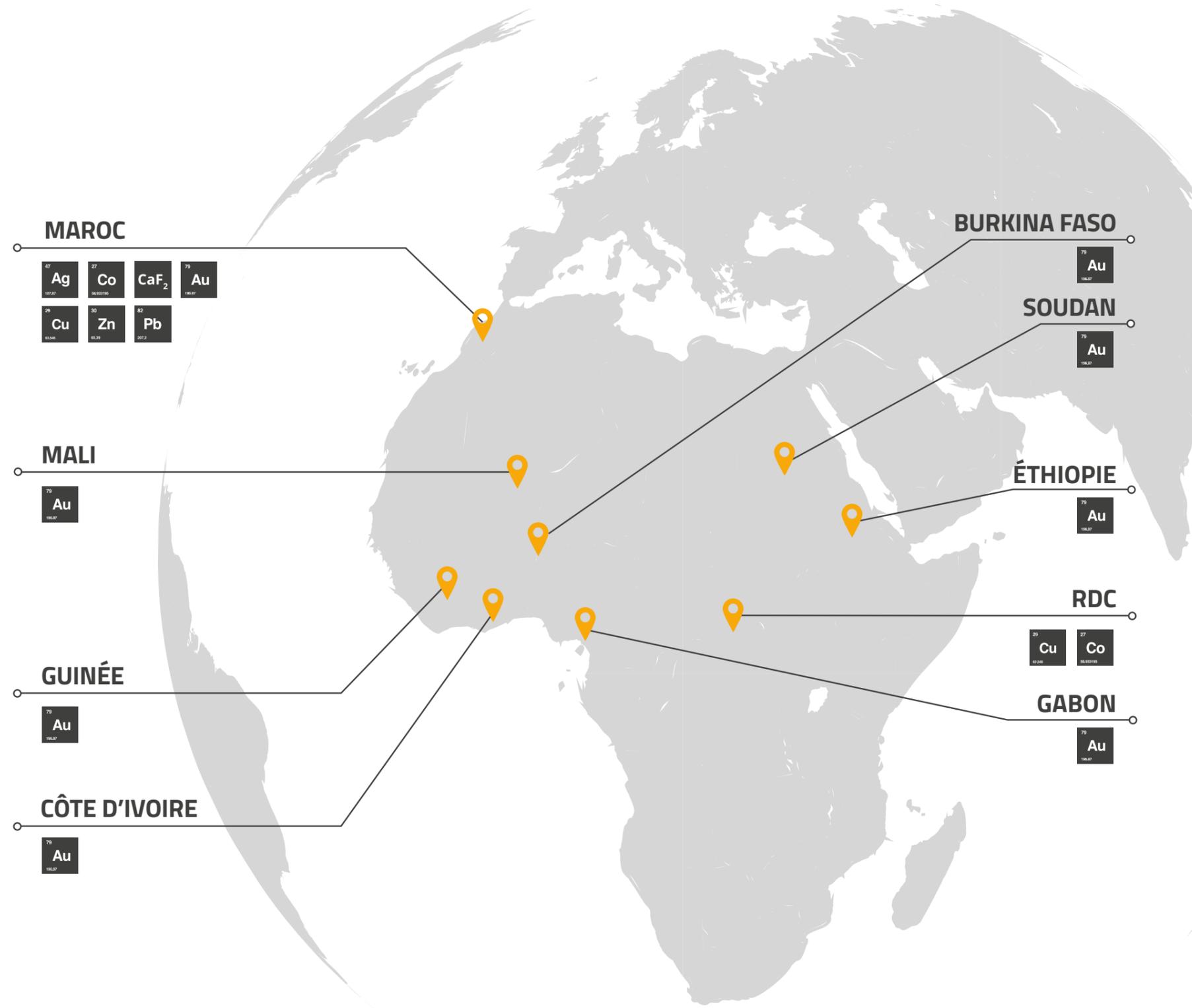
755

Permis, licences et concessions



46 000 km²

Patrimoine miniers

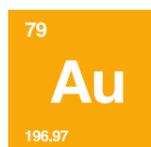


Présentation des activités



Activité Or

Le Groupe MANAGEM a acquis une expertise avérée dans la valorisation et le développement des gisements aurifères en Afrique. Le développement de l'activité Or a connu une forte impulsion à partir de 2015, avec une stratégie qui combine l'exploration greenfield et l'acquisition de projets en exploration avancée. L'activité Or du Groupe MANAGEM compte aujourd'hui plusieurs projets de grande envergure, dans des régions à fort potentiel minier en Afrique, à des niveaux de maturité variable, entre les projets en production et les projets en exploration.



Ressources totales	6 084 Koz
Réserves totales	3 336 Koz
Sites en production	Soudan (Bloc 15) - Guinée Tri K
Projets en développement	Soudan (Bloc 15 et Pilote Gabgaba) - Guinée Tri K- Gabon Eteke



Activité Argent

L'activité Argent de MANAGEM est portée par la filiale SMI (Société Métallurgique d'Imiter) qui exploite un gisement reconnu pour les qualités de son minerai, produisant un Argent d'une pureté de 99,5%, sous formes d'anodes d'Argent. La filiale SMI est engagée dans un programme de recherche continue pour le renouvellement de ses réserves et déploie un programme d'exploration soutenu pour la mise en valeur de nouveaux gisements. Depuis 2019, la SMI dispose d'une nouvelle usine de traitement qui permet de valoriser les haldes de la digue et d'augmenter sa production annuelle d'Argent.





Activité Cobalt

A travers la filiale CTT, le Groupe MANAGEM exploite l'un des rares gisements de Cobalt primaire au Monde, qui le positionne comme leader de la production de Cobalt en Afrique. L'activité Cobalt capitalise sur l'expertise du Groupe en hydrométallurgie, grâce à la valorisation des haldes de Cobalt qui a permis de mettre en place un procédé et une marque brevetées (CMBA). A ce titre, MANAGEM figure parmi les cinq plus grands producteurs de cathode de Cobalt haute pureté au Monde, un positionnement qui en fait un partenaire de plusieurs Groupes industriels, notamment pour la fabrication de batteries électriques.

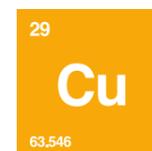


Ressources totales	140 KTM
Réserves totales	96 KTM
Sites en production	Bou Azzer (Maroc) – Pumpi (RDC)
Projets en développement	Pumpi (RDC)



Activité Cuivre

MANAGEM développe son activité cuprifère depuis plus de 25 ans. Aujourd'hui, le Groupe dispose de plusieurs actifs miniers au Maroc exploités par les filiales AGM, SOMIFER, CMO et CMG. Le développement de l'activité en Afrique Sub-Saharienne a démarré avec le projet Pumpi en RDC en partenariat avec le Groupe Norin Mining (Ex Wanbao). MANAGEM a également mis en évidence des réserves et des ressources au niveau du Projet Tizert, situé au Sud du Maroc, considéré comme un projet d'envergure sur le plan national.



Ressources totales	2 034 KTM
Réserves totales	1 288 KTM
Sites en production	Bleida (Maroc) – Akka (Maroc) – Ouansimi (Maroc) Oumjrane (Maroc) – Pumpi (RDC)
Projets en développement	Bouskour (Maroc) - Tizert (Maroc) - RDC (Pumpi)





Activité Zinc & Plomb

La production du Zinc et du Plomb est assurée par les mines polymétalliques de la filiale CMG (Compagnie Minière de Guemassa), qui dispose également d’une expertise en matière d’hydrométallurgie pour la production des concentrés de Zinc et de Plomb, en plus de l’oxyde de Zinc.

30
Zn
65.39

82
Pb
207.2

Ressources totales	Zinc : 117 KTM - Plomb 74 KTM
Réserves totales	Zinc : 349 KTM - Plomb : 112 KTM
Sites en production	Hajjar (Maroc) – Draâ Sfar (Maroc) – Koudiat Aïcha (Maroc)



Activité Fluorine

A travers sa filiale SAMINE , le Groupe MANAGEM extrait de la Fluorine avec une qualité élevée de concentré atteignant une teneur de 98% en CaF₂. SAMINE figure parmi les premiers producteurs de Fluorine au Monde.

CaF₂



Une stratégie de développement à la hauteur des enjeux

NOTRE AMBITION

Développer un portefeuille résilient et profitable, à travers des projets de grande taille autour de métaux à forte valeur ajoutée en Afrique et assurer une croissance régulière ainsi qu'une création de valeur durable pour nos parties prenantes

LES ENJEUX & DÉFIS LIÉS À L'INDUSTRIE MINIÈRE

L'industrie minière est au centre des changements profonds que traversent le monde actuellement. Pour les opérateurs du secteur, tel que MANAGEM, il est impératif d'être acteur de ce changement, pour relever les défis majeurs auxquels ils devraient faire face.



Changement climatique



Transition numérique



Préservation de l'environnement



Développement social des régions d'implantation



Développement technologique



Reconfiguration de la supply chain



Santé & Sécurité du capital humain

NOS AXES DE DÉVELOPPEMENT



Se focaliser sur les métaux à forte valeur ajoutée

La profonde mutation des économies et l'émergence de nouvelles tendances dans les industries et les services s'accompagnent d'un besoin croissant pour certains produits miniers en particulier. MANAGEM est déterminé à se doter d'un portefeuille minier capable d'accompagner les nouvelles tendances mondiales.



Renforcer notre empreinte géographique en Afrique

MANAGEM a bâti un savoir-faire reconnu dans le développement de projets miniers en Afrique et se positionne comme un partenaire fiable et responsable des pays du continent disposant d'un potentiel minier avéré.



Assurer un développement responsable à l'égard des parties prenantes

Pour la durabilité de ses activités, MANAGEM fait le choix d'aborder ses différents projets sous l'angle de la création de valeur partagée.

OBJECTIFS

RÉSILIENCE - CROISSANCE - PROFITABILITÉ

NOS LEVIERS STRATÉGIQUES

EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE



Déployer une démarche permanente pour l'amélioration des procédés industriels dans un esprit de PMO avec l'adhésion et l'implication de tous les collaborateurs et une transformation de la culture d'entreprise, afin de gagner en profitabilité.

DIGITALISATION



Introduire les nouvelles technologies à tous les niveaux de la chaîne de valeur de MANAGEM et évoluer vers un Groupe minier 4.0, avec une optimisation des délais de réalisations des projets et une amélioration de leur rentabilité.

EXPLORATION À FORT IMPACT



Cibler les géographies et les pays à fort potentiel minier afin de mettre en valeur des gisements d'envergure mondiale pour des métaux à forte valeur ajoutée.

CROISSANCE EXTERNE & PARTENARAT



Mettre en œuvre une stratégie appropriée pour le développement de partenariats capitalistiques et l'acquisition d'actifs miniers afin d'accélérer la croissance de MANAGEM.

Une équipe dirigeante engagée

M. IMAD TOUMI

Président Directeur Général

M. TOUMI est diplômé de l'Ecole Polytechnique (X-1982), titulaire d'un doctorat de l'Université Paris 6, et d'un MBA de l'école des Hautes Etudes Commerciales de Paris (MBA HEC 2000). Il a une expérience de plus de 20 ans en MANAGEM de projets industriels dans le domaine de l'énergie et des mines (Commissariat à l'Energie Atomique, AREVA, AREVA South Africa et Areva Niger, La Mancha Resources). M. TOUMI a également été membre du Comité de Direction de la branche Mines d'AREVA et administrateur de plusieurs sociétés minières en Afrique et au Canada.

M. YOUSSEF EL HAJJAM

Directeur Général des opérations métaux de base

Diplômé de l'Ecole Polytechnique en 1993 puis de l'Ecole des Mines de Paris en 1995, M. EL HAJJAM rejoint MANAGEM la même année en tant qu'ingénieur en charge du traitement à CTT Guemassa. Il occupera ensuite plusieurs postes de responsabilité et de direction avant d'être nommé Directeur Général de la Branche métaux précieux, en 2008, puis Directeur Général de la Branche étaux précieux & Fluorine en 2011. Depuis Juillet 2019, M. EL HAJJAM est Directeur Général des opérations métaux de base.

M. ZAKARIA RBII

Directeur Exécutif des Ressources Humaines, de la Communication et du développement durable

M. RBII est ingénieur de formation, il a commencé sa carrière au sein de la société multinationale ST Microelectronics au niveau de la fonction des Ressources Humaines et a évolué essentiellement dans un environnement international en tant que Directeur des Ressources Humaines dans divers secteurs (grande consommation, automobile) et plusieurs pays (Algérie, Tunisie, Chine). M. RBII a rejoint MANAGEM en 2018 et il est par ailleurs Président de l'Association Nationale des Gestionnaires et Formateurs des Ressources Humaines (AGEF).

M. LHOU MAACHA

Directeur Exécutif de l'Exploration

M. MAACHA est titulaire d'un doctorat d'État en Géophysique et Métallogénie (2013), d'un Diplôme d'Études Approfondies de l'université Cadi Ayyad (1994), et d'un Diplôme d'Ingénieur d'État (1989). Son domaine d'expertise couvre plusieurs types de minéralisations et de commodités notamment les métaux précieux, les métaux de base, le Cobalt et les minéralisations magmatiques. Il dispose de plus de 29 ans d'expérience dans le domaine de l'exploration, la génération de projet et le développement tant au Maroc qu'à l'international. M. MAACHA est administrateur de plusieurs filiales du Groupe et Vice-Président de l'Association Marocaine des Sciences de la Terre au Maroc.

M. MOHAMED AMINE AFSABI

Directeur Exécutif Marketing & Commercial

Monsieur AFSABI est diplômé de l'École Spéciale des Travaux Publics de Paris (1992) et titulaire d'un MBA de l'école des Ponts et Chaussées (2005). Il a rejoint MANAGEM en 1993 en tant que Responsable des Méthodes de la filiale CMG et a occupé plusieurs postes de direction liés aux métiers de l'eau, de l'environnement et de l'assainissement de 1997 à 2004. Par la suite, M. AFSABI a pris en charge le Risk MANAGEM et le Contrôle de Gestion Corporate de MANAGEM, avant d'être nommée, en 2005, Directeur des Achats et de la Logistique, puis, en 2008, Directeur Général des Activités Supports, regroupant Reminex. Après avoir occupé la fonction de Directeur des projets de valorisation en 2011, M. AFSABI a été désigné Directeur Exécutif Marketing & Commercial en Juin 2016.

MME. NAOUAL ZINE

Directrice Générale Reminex & Projets

Mme ZINE est diplômée de l'Ecole Mohammedia des Ingénieurs (1998). Elle rejoint MANAGEM la même année pour prendre en charge la gestion du projet d'extension de l'usine à la mine de SMI, pour évoluer ensuite dans les fonctions de contrôle de gestion et gestion des investissements de l'activité minière du groupe. Elle est nommée Directrice chargée du contrôle général en 2005 et a occupé la fonction de Directrice Financière et du Contrôle de Gestion Corporate de 2009 jusqu'à 2017, année de sa nomination en tant Directrice Générale Adjointe Stratégie & Finance.

Depuis Juillet 2019, Mme ZINE est Directrice Générale Reminex & Projets

M. OMAR NAIMI

Directeur Achats, Approvisionnement & Logistique ; Chargé de mission auprès du PDG

M. NAIMI est diplômé de l'Ecole Mohammedia des Ingénieurs en 1997, il a rejoint MANAGEM la même année en tant qu'ingénieur maintenance à la mine de Bou azzer (CTT), avant d'être désigné Responsable Maintenance et activités supports de la mine de Kiniera en Guinée. Durant la période 2003-2005, M. NAIMI a évolué au sein de la Direction des achats, en tant que Responsable Achats Investissements, PDR & Consommables spécifiques & chargé des achats pour les filiales à l'international. Par la suite, M. NAIMI prend en charge les opérations au niveau de la mine de Akka dont il sera Directeur de l'exploitation en 2007 avant de prendre la Direction de la filiale Techsub en 2008, une fonction qu'il occupe en parallèle à la Direction des opérations à l'international à partir de 2016.

Depuis Février 2017, M. NAIMI est Directeur des achats, approvisionnement & logistique, chargé de mission auprès du Président Directeur Général.

MME. MOUNA MAHFOUD

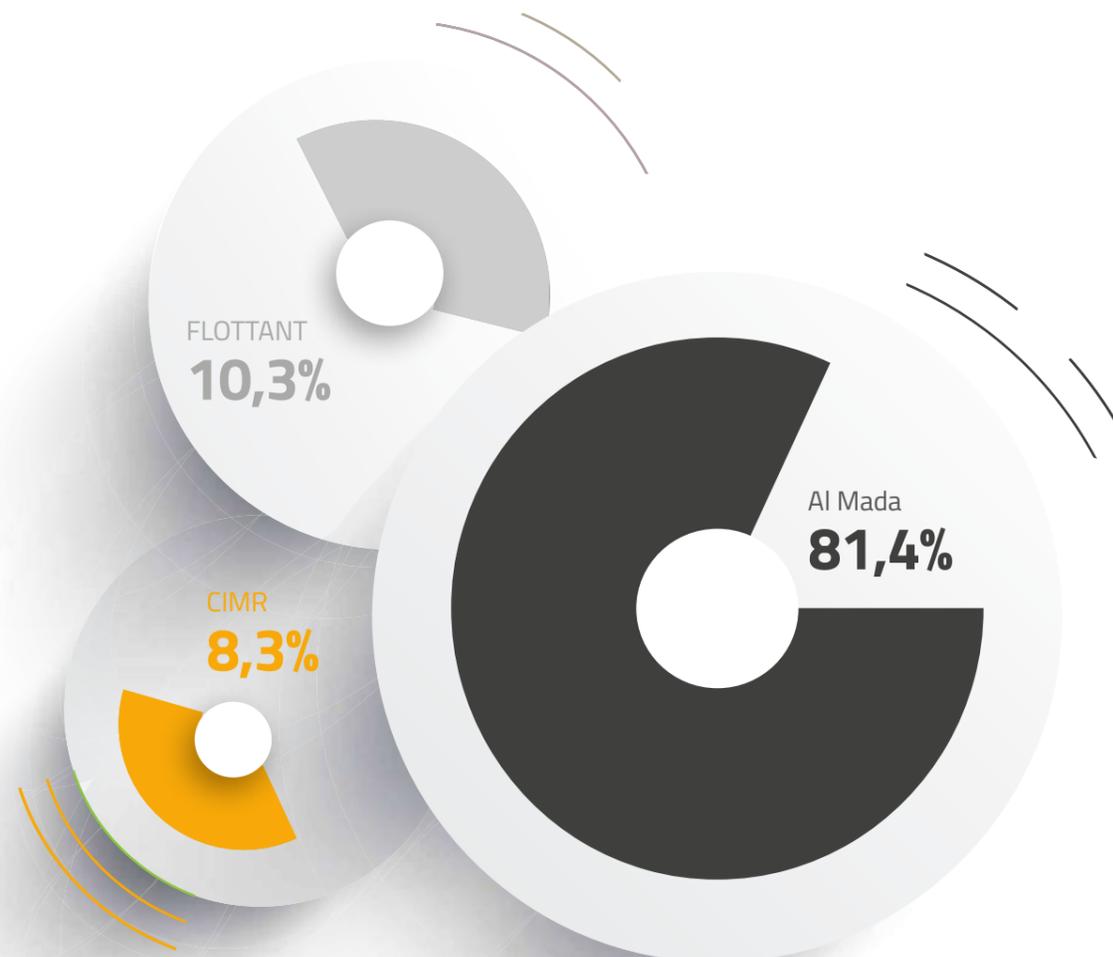
Directrice Financière de MANAGEM

Mme MAHFOUD est lauréate de l'école Mohammedia des Ingénieurs, elle a rejoint Managem en 1997 en tant qu'ingénieur process. Affectée aux unités hydro métallurgiques du site de Guemassa pour contribuer au développement de la production des cathodes de cobalt, elle y prend plusieurs responsabilités notamment celles des usines de production de cobalt, cuivre, et oxyde de zinc. En 2003, elle se réoriente vers le contrôle de gestion et devient en 2008, Directrice en charge du Contrôle de gestion opérationnel rattachée à la Direction Générale. En 2018, elle regroupe le contrôle de gestion de l'ensemble des activités opérationnelles du Groupe Managem, au Maroc et à l'international. En 2020, Mme MAHFOUD est nommée Directrice Executive Finance



Un actionnariat stable

Structure de l'actionnariat au 31 décembre 2021



AL MADA-Positive Impact : Actionnaire de référence

Al Mada est un fonds d'investissement privé marocain à vocation panafricaine, ayant pour ambition d'investir à long terme dans des secteurs d'activité structurants, favorisant l'émergence d'une économie moderne et l'amélioration des conditions de vie des territoires et populations auprès desquels il intervient, notamment sur le continent, participant ainsi à la dynamique de coopération Sud-Sud. Le fonds investit dans les secteurs des services financiers, matériaux de construction, distribution, télécommunications, mines, énergie et immobilier & tourisme.

CIMR (Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraite)

La CIMR est la caisse de retraite complémentaire dédiée au secteur privé, dotée du statut de société mutuelle de retraite régie par la loi 64-12 portant création de l'Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale (ACAPS). Elle a pour mission de promouvoir un régime de retraite pérenne, équilibré et solidaire, garantissant aux bénéficiaires une pension équitable dans le cadre d'une gestion efficace et de qualité.

Elle est gérée par un Conseil d'Administration dont les membres sont élus par l'Assemblée Générale des adhérents.





02

RAPPORT
D'ACTIVITÉ

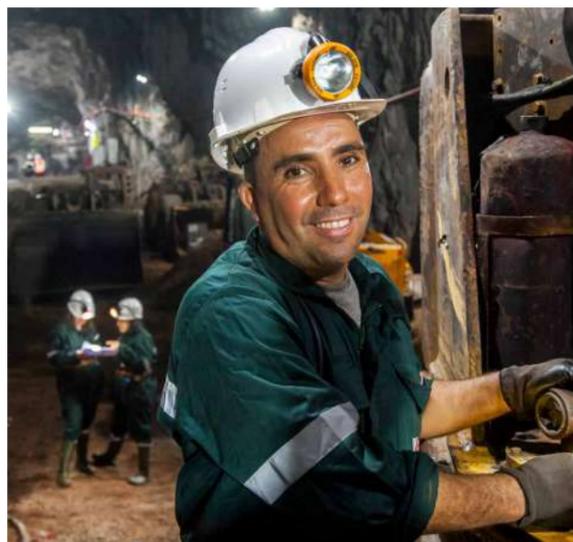
Principales réalisations de l'année 2021

2021 a connu la consolidation des efforts déployés depuis plusieurs années, visant à renforcer le positionnement du Groupe MANAGEM, en tant que référence panafricaine de l'industrie minière avec un modèle économique résilient, un portefeuille équilibré et des activités profitables. Les réalisations de l'année 2021 marquent un tournant stratégique dans le développement de MANAGEM et lui ouvre de nouvelles perspectives dans une industrie minière en mutation profonde.

2021, une année clé dans le développement du Groupe MANAGEM

Durant l'année 2021, MANAGEM a franchi une étape décisive dans sa trajectoire de développement. Le Groupe a enregistré l'aboutissement de projets majeurs sur les métaux à fortes valeurs ajoutées, grâce à la mise en production de la mine d'Or de Tri-K et la réalisation des premières ventes de Cuivre et de Cobalt issus du projet Pumpi en RDC, exploité en partenariat avec le groupe chinois Norin Mining (Ex Wanbao).

L'exécution réussie de la stratégie de transformation de MANAGEM et la mise en œuvre de sa démarche d'excellence opérationnelle ont permis de capitaliser sur les retombées positives des projets de développement. Par ailleurs, le portefeuille des métaux du Groupe MANAGEM a profité du contexte favorable au niveau des cours sur les marchés internationaux, qui a également permis de relever les défis conjoncturels liés à la baisse de la production d'Argent et aux perturbations de la production au Soudan.



Au terme de cette année, le Groupe MANAGEM consolide sa production de métaux stratégiques et son portefeuille d'activités équilibré. Ce positionnement est renforcé par l'instauration progressive d'une culture d'excellence opérationnelle et par le déploiement de la transformation digitale du Groupe et par l'introduction de nouvelles technologies.



Démarrage de la mine d'Or de Tri-k en Guinée et début de la production

Le projet de TRI-K est situé au Nord-Est de la Guinée, en haute Guinée plus précisément, dans la préfecture de Mandiana, région administrative de Kankan. MANAGEM à travers ses deux filiales SMM et SEM, détient 5 permis de recherche en Guinée, l'ensemble de ces permis constitue un seul bloc avec une superficie globale de 490 Km².

Après les premiers travaux d'exploration en 2019 et la construction de l'usine entre 2020 et 2021, le projet Tri-k a connu la production de ses premiers lingots d'Or en Juin 2021, contribuant à la consolidation de l'activité Or avec la production de 3 422 Kg M, soit 70% de la production de l'Or du Groupe. À ce titre, les travaux d'exploration se poursuivent et révèlent de nouvelles ressources.

Développement de projet cuprifère de grande taille au Maroc

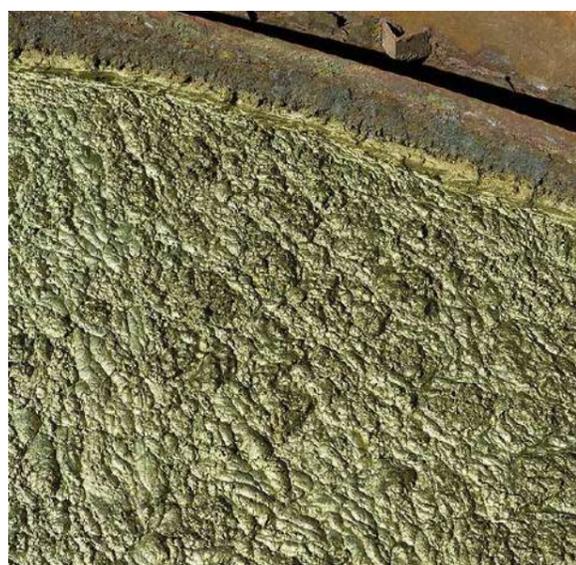
Après la finalisation de l'étude de faisabilité en 2020 et la réalisation du trade-off en 2018, le projet cuprifère de Tizert dans la province de « Taroudant » a été marqué par le déploiement des travaux d'exploration durant l'année 2021. Ces travaux ont permis de consolider le potentiel du patrimoine minier de Tizert, avec 7 permis d'exploitation, dont l'exploration a permis de mettre en évidence de nouvelles Ressources Minérales. Les conclusions des travaux d'exploration révèlent également l'envergure du projet Tizert, dont les ressources le classent au rang d'actif minier de taille importante.





Début de la production de Cuivre à Pumpi en RDC et extension du projet

En RDC le Groupe détient des permis d'exploitation de Cuivre et de Cobalt dans la Copper Belt de la province du Katanga. Ces permis sécurisent le gisement de cobalt et de cuivre de Pumpi dont les Ressources Minérales s'élèvent à 846 400 tonnes métal en Cuivre et de 123 600 tonnes métal en Cobalt et des teneurs très riches en tout venant de 2,35% de Cuivre et de 0,39% en Cobalt. Les ressources inférées sont de l'ordre de 36 600 tonnes en Cuivre à une teneur de 1,86% en tout venant et de 6200 tonnes métal de Cobalt à une teneur de 0,33% en tout venant. MANAGEM est en partenariat avec le Groupe Chinois Norin Mining Ltd pour ce projet qui est en cours de production.



Extension des capacités du projet Or au Soudan

Confiant dans le potentiel aurifère considérable du Soudan, le Groupe MANAGEM poursuit ses investissements de développement avec l'extension de l'usine au niveau du Bloc 15, en y apportant les améliorations techniques pour augmenter le rendement de ses lignes de production.

En 2021, MANAGEM a également conclu un accord de partenariat avec Noring Mining pour accélérer le développement de ses projets aurifères dans le pays. Ce partenariat porte notamment sur la réalisation d'un programme d'exploration ambitieux ainsi que le développement du Grand projet West Gabgaba

Accélération de la dynamique d'excellence opérationnelle

En 2021, le Groupe MANAGEM a mobilisé l'ensemble de ses collaborateurs à travers ses différents sites de production et ses filiales, dans une démarche participative pour l'amélioration de ses processus. Organisés en deux programmes, MANAGEM Excellence et OPTIMUM, les collaborateurs du Groupe ont donné vie à leurs 160 initiatives, soit en moyenne 10 initiatives par site. Le suivi de l'exécution de ces initiatives a été assuré dans une démarche de PMO (Project Management Office), de façon quotidienne et avec une implication forte à tous les niveaux de la hiérarchie.

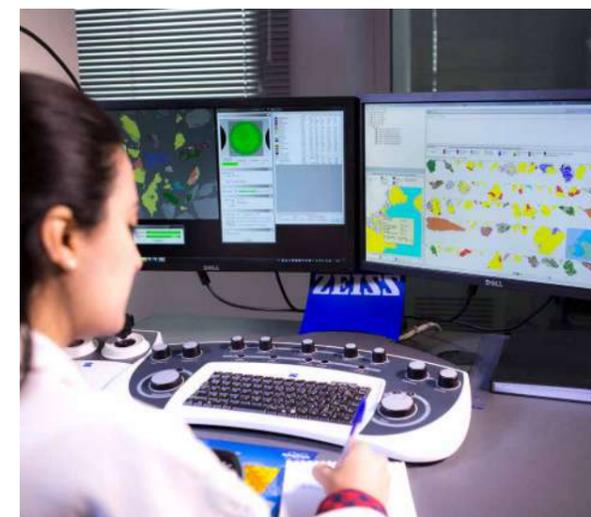
L'approche collaborative adoptée par MANAGEM dans sa démarche d'excellence opérationnelle a permis d'accélérer sa transformation digitale, de renforcer la culture de l'innovation et de la prise d'initiative et d'assurer l'adhésion des collaborateurs à sa stratégie de développement. L'ensemble des initiatives mises en place dans le cadre de MANAGEM Excellence et OPTIMUM, se sont traduites par l'amélioration significative de la rentabilité des opérations du Groupe.



Déploiement réussi de la feuille de route digitale de MANAGEM

En s'appuyant sur l'expertise de sa filiale Reminex, le Groupe MANAGEM a démarré les premiers jalons de sa feuille de route digitale, à travers un premier programme de digitalisation portant sur le développement de la mine Tri-K.

Baptisé 3-K 4.0, le programme ambitieux de faire de la mine Tri-K un site connecté et disposant des outils avancés aussi bien en matière d'exploration des réserves que sur le plan des opérations, de l'extraction et du traitement de minerai. Grâce à des techniques innovantes pour la mesure, le traitement de données et le ciblage de l'exploration, le programme a permis d'optimiser les coûts, de raccourcir les délais et d'augmenter la probabilité de succès des différentes interventions. Avec le succès du programme 3-K 4.0, le Groupe MANAGEM se projette dans l'ère de l'industrie minière digitalisée.

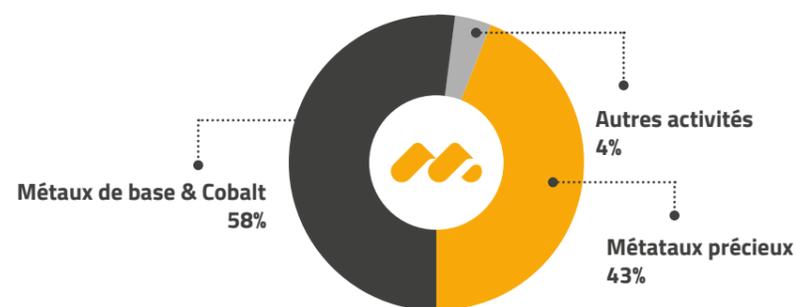




Revue des activités du Groupe

Le développement du Groupe MANAGEM durant les dernières années et son accélération en 2021 ont porté les différentes activités vers des niveaux soutenables en matière de production, notamment au niveau des métaux à forte valeur ajoutée. Au terme de l'année 2021, le Groupe MANAGEM affiche un portefeuille équilibré. Résultat d'une politique ciblée de développement et d'exploration de projets de grande taille et de l'apport des technologies digitales adoptées, le patrimoine minier du Groupe MANAGEM se renforce davantage.

Répartition du chiffre d'affaires par activité



Or



La production de l'Or au titre de l'année a été de l'ordre de 4901 kg avec une forte contribution de la mine Tri-K dont la production a démarré à la fin du second trimestre de l'année.

La performance de Tri-K a par ailleurs permis de compenser la baisse de la production au Soudan, qui a été impactée par la situation politique du pays.

Indicateur Groupe MANAGEM

Production
4 901 KG
+168% VS. 2020

Part dans le chiffre d'affaires consolidé
32%

Argent



La production de l'Argent du Groupe MANAGEM a été impactée par le faible niveau des volumes extraits ainsi que la faible teneur des volumes traités durant l'année.

Afin d'optimiser les volumes traités au niveau d'Imiter, MANAGEM a démarré en 2021 l'exploitation de la carrière dont la production devrait compenser la baisse graduelle de la teneur au niveau de la digue. En parallèle à cette démarche, le Groupe a poursuivi son programme d'exploration visant à mettre en évidence le patrimoine minier d'Imiter.

Indicateur Groupe MANAGEM

Production
117 545 KG
-18% VS. 2020

Part dans le chiffre d'affaires consolidé
9%



Cuivre



Le Groupe MANAGEM a tiré profit du contexte mondial et a augmenté sa production de Cuivre au Maroc à travers la hausse des volumes traités et l'amélioration sensible des teneurs, ainsi qu'en RDC avec la commercialisation de la quote-part de MANAGEM dans la production de la mine de Pumpi.

Indicateur
Groupe MANAGEM

Production	Part dans le chiffre d'affaires consolidé
110 013 TC +2% VS. 2020 pour les mines MANAGEM MAROC	38 508 TM en RDC 31%

Zinc



Le rythme de la production du Zinc du Groupe MANAGEM a été impacté par des perturbations d'ordre opérationnel et technique au niveau du site de production et s'établit à 52 706 TC, en baisse de 12% par rapport à 2020.

Indicateur
Groupe MANAGEM

Production	Part dans le chiffre d'affaires consolidé
52 706 TC -12% VS. 2020	6%

Cathode de Cobalt



La production de Cathode de Cobalt du Groupe MANAGEM s'établit à 1 796 MT contre 2 416 MT en 2020.

Ce repli est dû principalement au renchérissement du coût des matières et aux problématiques de la chaîne logistique.

Indicateur
Groupe MANAGEM

Production	Part dans le chiffre d'affaires consolidé
1 796 TM -26% VS. 2020	14%

Plomb



L'activité Plomb du Groupe MANAGEM a enregistré une production de 12 574 TC, en raison de la baisse de la teneur du concentré de Plomb issus des gisements polymétalliques de la filiales CMG.

Indicateur
Groupe MANAGEM

Production	Part dans le chiffre d'affaires consolidé
12 574 TC -9% VS. 2020	2%



Performance opérationnelle & financière

Le déploiement soutenu de la stratégie de développement du patrimoine du Groupe s'est traduit, en 2021, par l'entrée en production du projet Tri-k, un actif minier central pour la croissance future de MANAGEM. Les différents efforts mis en œuvre durant l'année ont fortement contribué à la performance du Groupe en 2021. Profitant d'une conjoncture favorable en termes de cours des métaux, le Groupe MANAGEM a capitalisé sur son patrimoine minier, à travers la mise en place d'une feuille de route pour la digitalisation de ses activités et d'une démarche d'excellence opérationnelle. Ces mesures se sont traduites par une forte progression de la profitabilité des activités du Groupe, accompagnée d'un renforcement de sa solidité financière.

Forte croissance du chiffre d'affaires, soutenue par un portefeuille équilibré

Au titre de l'année 2021, le Groupe MANAGEM réalise un chiffre d'affaires de 7 423 MDH, en forte progression par rapport à 2020. Cette performance résulte du rythme soutenu des opérations sur l'ensemble des métaux et d'un contexte favorable avec les niveaux élevés des cours des métaux, ainsi que l'entrée en production de la mine de Tri-K en Guinée qui a contribué à hauteur de 23% au chiffre d'affaires.

En termes de production des métaux précieux, 2021 a été l'année de la montée en puissance de la l'activité Or, grâce à l'entrée en production de la mine de Tri-K en Guinée; ce qui a permis de compenser la baisse de la production de l'Argent de la mine d'Imiter et de l'Or au Soudan, en raison de perturbations opérationnelles et conjoncturelles.

Par ailleurs, la production de métaux de base, 2021 a été marquée par la consolidation des productions de Cuivre et de Cobalt, et par un recul au niveau des autres métaux, notamment le Zinc et le Plomb. Les ventes de métaux de base et Cobalt ont également profité de la commercialisation des premières cathodes de Cuivre et hydroxydes de Cobalt attribuables à MANAGEM, issus de la mine de Pumpi en RDC.

Nette amélioration de la profitabilité

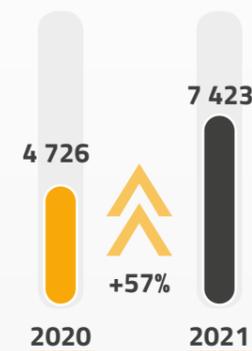
La profitabilité du Groupe MANAGEM affiche une forte amélioration en 2021, grâce aux effets combinés de la hausse des ventes et des retombées positives des efforts d'excellence opérationnelle, déployés durant l'année. À ce titre, l'excédent brut d'exploitation s'établit à 2 724 MDH, en hausse de 70% par rapport à 2020.

Après prise en compte des éléments liés aux amortissements, MANAGEM affiche un résultat d'exploitation consolidé de 1 260 MDH, avec un gain de 816 MDH par rapport à 2020.

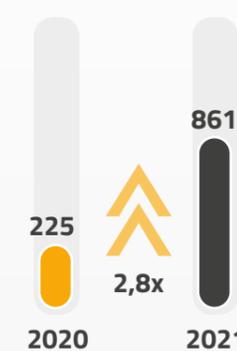
Maintien de la dynamique d'investissement et maîtrise progressive de l'endettement

Le développement soutenu du Groupe, à travers des projets d'envergure mondiale, s'est poursuivi durant cette année avec un budget investissement de 2 362 MDH et concerne notamment la finalisation de la construction de la mine Tri-k en Guinée, l'étude de faisabilité du projet Tizert. Malgré la dynamique continue d'investissement, le Groupe réussit à maîtriser son endettement net, qui ressort en baisse de -21% et s'établit à 4 345 MDH à fin 2021.

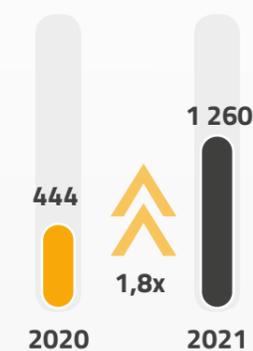
Chiffre d'affaires consolidé en MDH



Résultat net part du Groupe en MDH



Résultat d'exploitation consolidé en MDH

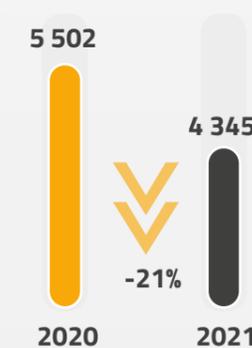


2 724 MDH +70%
Excédent Brut d'Exploitation

Investissements en MDH



Endettement net en MDH





03

RAPPORT
ESG

Méthodologie et périmètre du reporting

Ce rapport présente la performance extra- financière du Groupe **MANAGEM**. La mesure de cette performance s'appuie sur un ensemble d'indicateurs formalisés en vue de rendre compte de la démarche de responsabilité sociale, environnementale et de gouvernance, à l'égard des différentes parties prenantes



Périmètre de reporting

Les données extra-financières concernent les indicateurs sociaux, sociétaux, environnementaux et de gouvernance et couvrent l'ensemble des activités du Groupe au Maroc et à l'international sauf lorsque des exceptions sont explicitement mentionnées.

Période de reporting

L'ensemble des indicateurs contenus dans le présent rapport couvrent les entités du Groupe pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année. Les années de référence sont communiquées selon la disponibilité et la complétude des données. Ainsi, l'évolution des indicateurs est mentionnée lorsque les données sont à un périmètre constant en termes géographique et de modalités de calcul des indicateurs.

Référentiel du reporting

Les indicateurs suivis au sein du Groupe sont en conformité avec les standards Global Reporting Initiative (GRI) de responsabilité sociétale, ISO 26000 et la circulaire de l'AMMC n°03/19 du 20 février 2019 relative aux opérations et informations financières en termes de pertinence pour le secteur d'activité et la spécificité de ses opérations.

Le Groupe intègre également les Objectifs de Développement Durables (ODD), pour communiquer sur sa contribution à cet égard. Fixés par l'ONU selon un agenda adopté en septembre 2015, les dix-sept ODD visent à « éliminer la pauvreté, protéger la planète et améliorer le quotidien de tous les citoyens, partout dans le monde ».

Modalités de reporting

Les données recueillies suivent un processus formalisé de collecte, de contrôle et de validation des données.

- › Les données sociales relatives à l'effectif et à la formation sont centralisées et extraites des systèmes d'informations dédiés.
- › Les informations relatives à l'accidentologie du travail et les relations sociales reposent sur la remontée des sites du Groupe selon des canevas harmonisés.
- › Les données environnementales et sociétales hors financières sont remontées selon des formules de calcul harmonisées et contrôlées au niveau de chaque site avant d'être consolidées au niveau Groupe.

- › Les données de gouvernance relatives notamment au fonctionnement du Conseil et la tenue des Assemblées Générales sont communiquées par la Direction Juridique du Groupe.
- › Le recueil de chaque indicateur est réalisé par une personne désignée qui est également responsable de son contrôle sur son périmètre de reporting.
- › Une fois les données remontées, la Direction RSE procède, en vue de limiter le risque d'erreur, à un autre niveau de contrôle à travers la vérification du respect des formules de calcul, de la cohérence des données ainsi que du respect des périmètres géographiques et temporels de reporting.



Des reconnaissances à la hauteur de l'engagement

L'engagement de MANAGEM en matière de responsabilité sociale et de respect de l'environnement a permis à l'entreprise de se distinguer et de figurer parmi les références nationales et internationales en matière de politique RSE.

Distinction	Description
 Best Emerging Market performers	Depuis 2016, Managem maintient sa présence au Palmarès des « Best Emerging Market performers », choisis parmi plus de 850 entreprises de référence, issues de 31 pays différents.
 Top Performers RSE	Depuis 2012, Managem maintient sa position dans le Palmarès des « Top performers », mettant en évidence les efforts déployés en matière de pratiques de responsabilité sociale.
 Label RSE	En 2011, la CTT est la première filiale de Managem à se voir attribuer le Label RSE de la CGEM, couronnant son engagement volontariste en faveur du développement durable. Depuis 2019, huit autres entités du Groupe bénéficient de ce label : Managem, AGM, CMG, CTT, Reminex, Samine, SMI et Techsub.
 Casablanca ESG 10	Depuis septembre 2018, Managem figure dans l'indice ESG 10 mis en place par la Bourse de Casablanca et Vigeo Eiris. Les entreprises qui composent l'indice ont été évaluées et classées sur la base de leur conformité à 38 critères et plus de 330 indicateurs de responsabilité environnementale de gouvernance, sociale et sociétale appliqués par Vigeo Eiris.
 Attestation de maturité ISO 26000	Depuis 2017, Managem et neuf de ses filiales détiennent une attestation de maturité pour leur démarche de responsabilité sociétale, selon la norme ISO 26000. Il s'agit de AGM, CMG, CTT, Manub, Reminex, Samine, SMI, Somifer et Techsub.
 RMI	En 2021, l'audit réalisé par un cabinet agréé par la Responsible minerals initiative, a été reconduit et a abouti à l'obtention de la certification RMI pour CTT
 ISO 9001 ISO 14001 ISO 45001	Des filiales de MANAGEM ont été certifiées ISO successivement depuis 1994, et maintiennent ces certifications à aujourd'hui.
 NQC	CTT : Réussite de l'évaluation NQC pour le compte du client BMW.
 V.E	Top 25 les efforts en matière de la prévention de la corruption dans l'étude « Preventing Corruption - The State of Play » 2020

Engagements phares 2021

	Morocco4diversity: une initiative lancée par la CGEM et l'IFC, visant à mobiliser les entreprises marocaines autour de la question de l'égalité professionnelle et le renforcement de la participation économique des femmes. MANAGEM s'est engagée dans cette initiative pour promouvoir l'entrepreneuriat social des femmes autour de ses sites et leur donner le coup de pouce nécessaire pour devenir les actrices économiques de leurs communautés.
	We4She : une émanation du Women Working for Change (WFC), initiée par 9 dirigeantes marocaines, est un réseau panafricain de femmes dirigeantes adossé à l'Africa CEO Forum, l'engagement de MANAGEM s'inscrit dans une forte volonté de nourrir et promouvoir le leadership Féminin Africain.
	London Metal Exchange: Le Groupe MANAGEM à travers sa filiale Manatrade est membre du Cobalt Committee de la LME, dont l'objectif premier est de maintenir la surveillance, de recommander des modifications et de promouvoir les spécifications des produits Cobalt.
	Cobalt Institute: MANAGEM est membre du Cobalt Institute, une association professionnelle composée de producteurs, d'utilisateurs, de recycleurs et de négociants de cobalt, qui encourage la production et l'utilisation durables et responsables du cobalt sous toutes ses formes.

Les valeurs du Groupe

La Bienveillance, l'Intégrité, l'Audace et l'Engagement dictent, la conduite des affaires du Groupe MANAGEM, sur toute sa chaîne de valeur.

INTÉGRITÉ

pour être transparent, loyal, honnête, équitable et respectueux

envers ses collaborateurs, son environnement et ses communautés riveraines

ENGAGEMENT

afin de participer activement à la construction de demain en ciblant l'excellence et en défendant les intérêts du Groupe

pour explorer, faire preuve d'agilité, de résilience et oser la transformation

BIENVEILLANCE

AUDACE





Stratégie RSE

En tant qu'industrie extractive au cœur des changements économiques et sociaux, Le Groupe MANAGEM construit sa stratégie RSE autour de thématiques transversales, basées sur la Co-construction et la durabilité, intégrées à sa stratégie de croissance.

En ligne avec l'orientation de son actionnaire de référence AL MADA, fonds panafricain dont la raison d'être est le « positive impact », la stratégie RSE du Groupe est conçue pour créer de la valeur partagée avec et pour les parties prenantes internes et externes, sur toute la chaîne de valeur.

La concrétisation de cette stratégie sur le terrain, repose d'abord sur la constitution d'un capital humain diversifié et l'instauration d'un environnement de travail sain et sécurisé pour l'ensemble des collaborateurs.

L'organisation du Groupe, telle qu'elle est conçue avec ses instances de gouvernance, favorise un travail collaboratif entre les différentes équipes et filiales en s'alignant sur les aspects de la durabilité, à la fois environnementale et sociale, déclarés à travers la charte RSE du Groupe. Ces aspects, guident la conduite des affaires au quotidien du Groupe.

La durabilité environnementale, se matérialise à travers une démarche d'économie circulaire, centrée sur la préservation des ressources et réduction de leur consommation (Eau, énergie, matière première...), ainsi que sur l'optimisation du recyclage (eau, déchets miniers...), tout en considérant l'aspect lié aux changements climatiques. L'innovation grâce aux investissements dans la Recherche et Développement assurée par l'une des filiales du Groupe, constitue la clé de voûte de cette démarche.

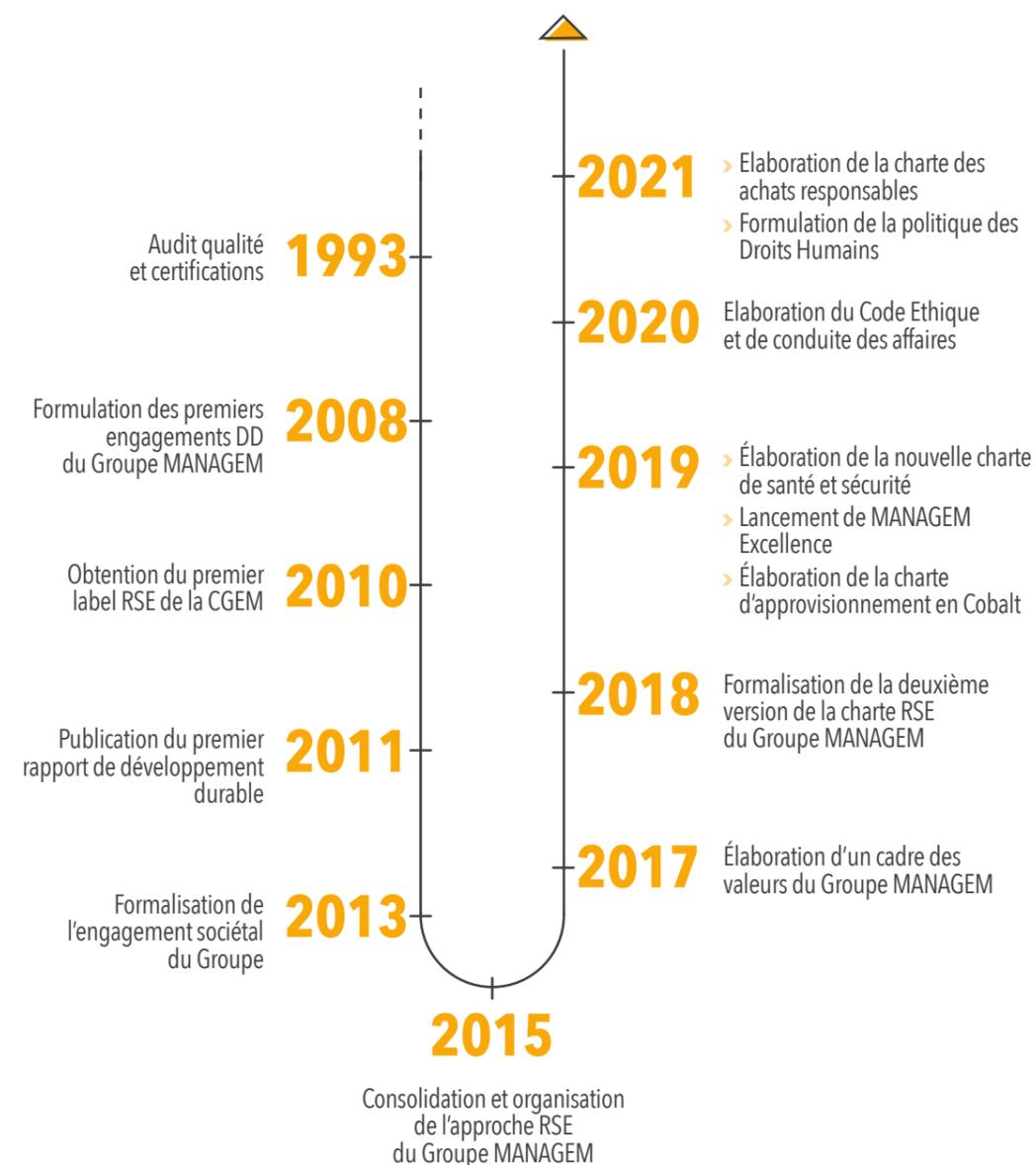
Grâce à son ancrage territorial établi sur plus de 90 ans au Maroc et plus de 20 ans dans d'autres pays africains où il opère, le Groupe MANAGEM, continue son engagement pour le développement socio-économique des communautés riveraines à travers des opérations au Maroc et dans ses différents pays d'implantation.

Les engagements de MANAGEM sont également en ligne avec la norme de responsabilité sociétale ISO26000, les principes du Pacte Mondial (ONU) et répondent aux standards de l'ICMM (International Council on Mining & Metals).

Un engagement qui s'est construit dans le temps

Engagé en faveur du développement économique et social dans l'ensemble de ses territoires d'implantation, MANAGEM a créé de manière continue de la valeur durable et partagée avec ses différentes parties prenantes tout en prenant en compte des enjeux en matière environnementale.

C'est ainsi que depuis plus de 20 ans, MANAGEM continue à développer son activité et de l'étendre à l'échelle du continent en intégrant dans ses orientations stratégiques des initiatives en lien direct avec les questions de développement durable.





MANAGEM, contributeur aux Objectifs de Développement Durable des Nations Unies

Inscrit dans une vision à long terme, dans un contexte mondial, et dans une démarche de contribution au « positive impact », le Groupe MANAGEM a publié son premier rapport sur sa contribution aux objectifs de développement durable (ODD), sur toute sa chaîne de valeur.

À moins de dix ans pour atteindre les objectifs adoptés par l'Organisation des Nations Unies en 2015, ce rapport dresse un premier bilan de l'apport du Groupe dans la lutte internationale face aux défis mondiaux, en mettant en évidence les opportunités saisies, et les défis liés à l'industrie extractive, sans perdre de vue les engagements à prendre pour continuer à faire la différence.

A travers ce rapport, MANAGEM cartographie le lien entre sa démarche RSE et l'agenda 2030, dans le contexte particulier lié à la pandémie et les caractéristiques singulières du secteur minier.

Le Groupe a cartographié les thématiques sur lesquelles il intervient et les engagements pris dans sa charte RSE, et les a mis en lien avec les ODD et les cibles sous-jacentes, où le Groupe a eu l'opportunité de contribuer jusqu'en 2020.

Ce rapport est le premier d'une série de rapports périodiques, qui continueront à suivre et tracer l'évolution de la contribution du Groupe aux ODD et les ajustements mis en place pour y arriver.

Bien que le Groupe contribue aux 17 Objectifs de Développement Durable, de par leur interconnexion, ce premier rapport souligne l'intégration de 11 de ces objectifs, les plus en ligne avec sa stratégie RSE, dans ses activités quotidiennes.

Les domaines d'engagements de la stratégie RSE de MANAGEM	Les Objectifs Du Développement Durable (ODD)
PRÉSERVER LA SANTÉ ET SÉCURITÉ DE NOS COLLABORATEURS	
RESPECTER LES DROITS HUMAINS	  
VALORISER LE CAPITAL HUMAIN DU GROUPE	  
RESPECTER L'ETHIQUE DES AFFAIRES ET LES RÈGLES DU MARCHÉ	
PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT	    
CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DES RÉGIONS D'INTERVENTION AU MAROC ET À L'INTERNATIONAL	   
RESPECTER DES RÈGLES DE GOUVERNANCE RESPONSABLE	  



Un fort engagement RSE, fruit d'une réflexion stratégique impliquant les différentes parties prenantes

Les relations du Groupe avec ses parties prenantes sont essentielles pour la conduite de ses activités. MANAGEM veille à renforcer ces relations par le maintien d'un dialogue permanent et optimal pour chacune des parties prenantes à travers différents canaux. Ce dialogue est primordial pour une compréhension mutuelle des intérêts, attentes et ambitions, et leur matérialisation pour une gestion efficace.

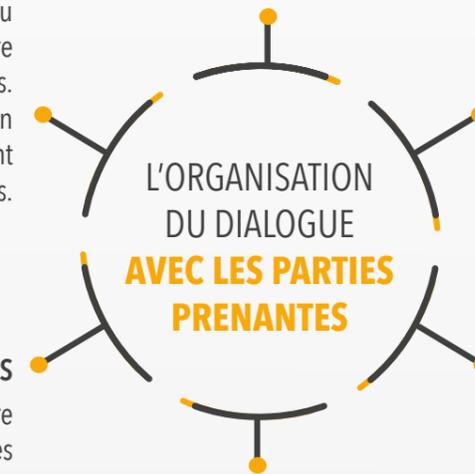


RESSOURCES HUMAINES
L'écoute et les échanges avec les collaborateurs et représentants du personnel se font de manière régulière à travers des instances dédiées. Les comités spécifiques mettent en œuvre les actions sociales et répondent aux préoccupations ponctuelles.

PARTENAIRES D'AFFAIRES
Le dialogue se fait de manière individuelle dans le respect des principes de concurrence saine et des règles éthiques du Groupe. Cette démarche est complétée par les enquêtes de satisfaction et des évaluations.

COMMUNAUTÉS RIVERAINES ET AUTORITÉS LOCALES
Le dialogue se fait au niveau des sites où le groupe opère. Le responsable RSE site est le point focal à l'écoute des riverains.

ASSOCIATIONS ET SOCIÉTÉ CIVILE
Un dialogue est instauré au niveau groupe avec les associations et la société civile. Il couvre les sujets sociétaux et les causes d'intérêt général et concerne particulièrement les partenariats institutionnels dont le champ d'intervention couvre tout le territoire ou plusieurs régions.



AUTRES PARTIES PRENANTES
La mise à jour régulière du site web de MANAGEM permet de rendre compte de l'actualité du Groupe. Ce qui répond à la fois aux préoccupations de la communauté financière et à celles des autres parties prenantes avec une section dédiée aux sujets liés à la RSE.

ACTEURS DE L'INVESTISSEMENT RESPONSABLE
Le Groupe répond aux sollicitations des banques d'investissement, agences de notation en responsabilité sociale, ainsi que les médias à travers des entretiens physiques ou des échanges écrits. MANAGEM communique également sa performance ESG à travers la publication de rapports annuels.



Matérialité

La matrice de matérialité, permet d'associer les attentes les plus pertinentes des parties prenantes internes et externes, à leur potentiel impact sur le Groupe, sous le prisme des activités propre au métier. Cette analyse vise à faire ressortir les enjeux RSE prioritaires pour l'entreprise, et contribue à la définition de la stratégie de développement durable du Groupe.

Une analyse de matérialité globale est conduite périodiquement, de par la nature à long terme des opérations dans l'industrie minière, induisant une faible variabilité des thématiques de développement durable déterminées d'une année à une autre. Une actualisation annuelle est cependant menée, pour refléter les soucis d'actualité émergents.

Les sujets suivants ont été identifiés comme des priorités environnementales, sociales et de gouvernance dans la matrice de matérialité partagée en 2020, et mise à jour en 2021 sur la base du baromètre de perception RSE, soulignant l'attente prioritaire qui porte sur les conditions de travail et le bien-être des collaborateurs, ainsi que l'intérêt des parties prenantes externes, davantage concentrées sur les sujets liés au changement climatique.

Le Groupe procédera à une nouvelle analyse de matérialité en 2022. Le prochain exercice permettra également d'affiner davantage les contributions aux Objectifs de Développement Durable.

La « matrice de matérialité » est une représentation en 2 dimensions des facteurs de responsabilité sociale d'une entreprise compte tenu, d'une part, de leur potentiel d'impact sur les intérêts de l'entreprise et, d'autre part, de leur « importance » pour ses parties prenantes.

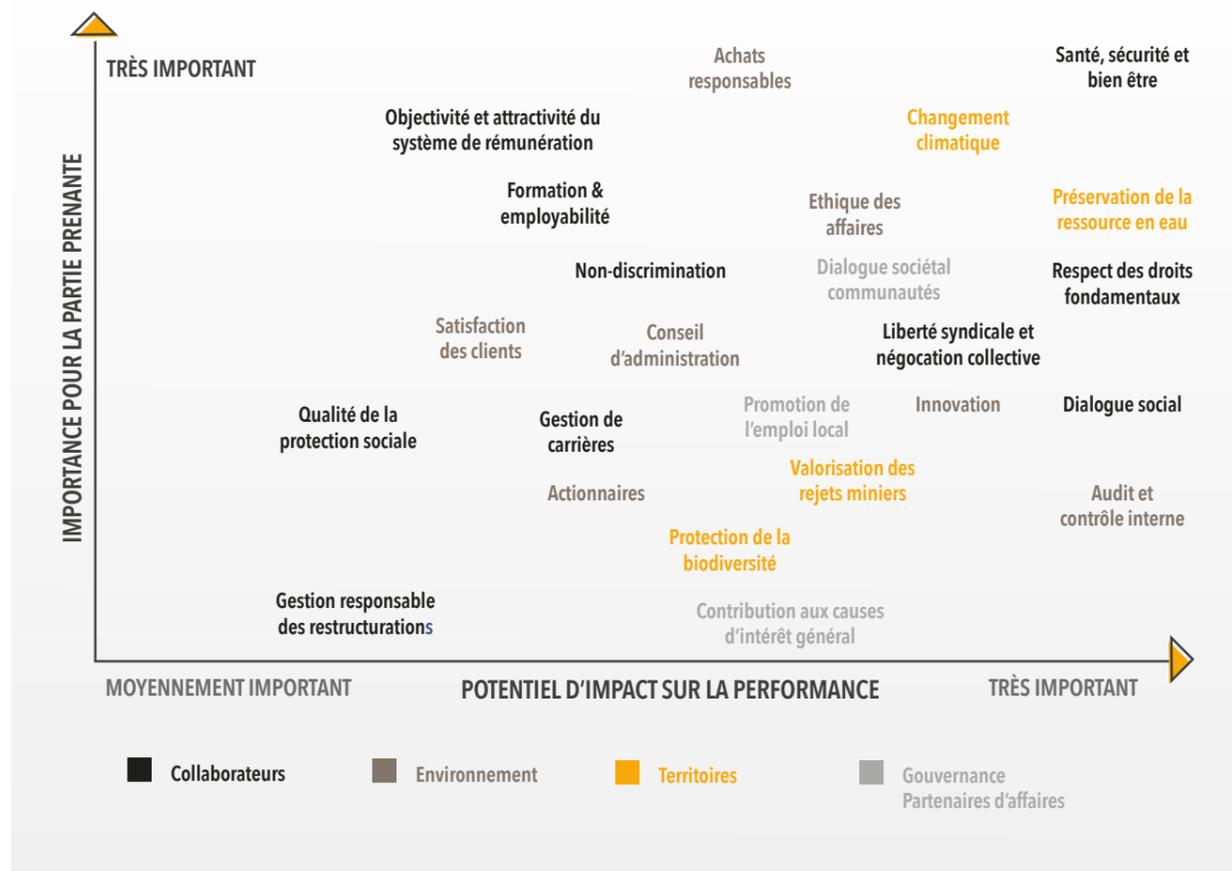
Le potentiel d'impact des facteurs de responsabilité sociale pour l'entreprise découle de l'analyse de deux facteurs :

- › La nature des objectifs de responsabilité sociale, hiérarchisés selon leur degré d'opposabilité (fondamentaux, essentiels, sensibles).

- › La densité des risques et des opportunités potentiellement associées à ces facteurs de responsabilité: réputation et image de marque, cohésion du capital humain, coopération, innovation, productivité, efficacité de l'organisation, efficacité des processus, sécurité juridique.

L'importance des facteurs de responsabilité sociale pour les parties prenantes est estimée en fonction de leur vulnérabilité par rapport à l'entreprise ou à son secteur d'activité :

- › Plus les parties prenantes sont vulnérables et plus le facteur de responsabilité sociale concerné sera considéré comme important.
- › La vulnérabilité est mesurée selon une échelle à trois niveaux

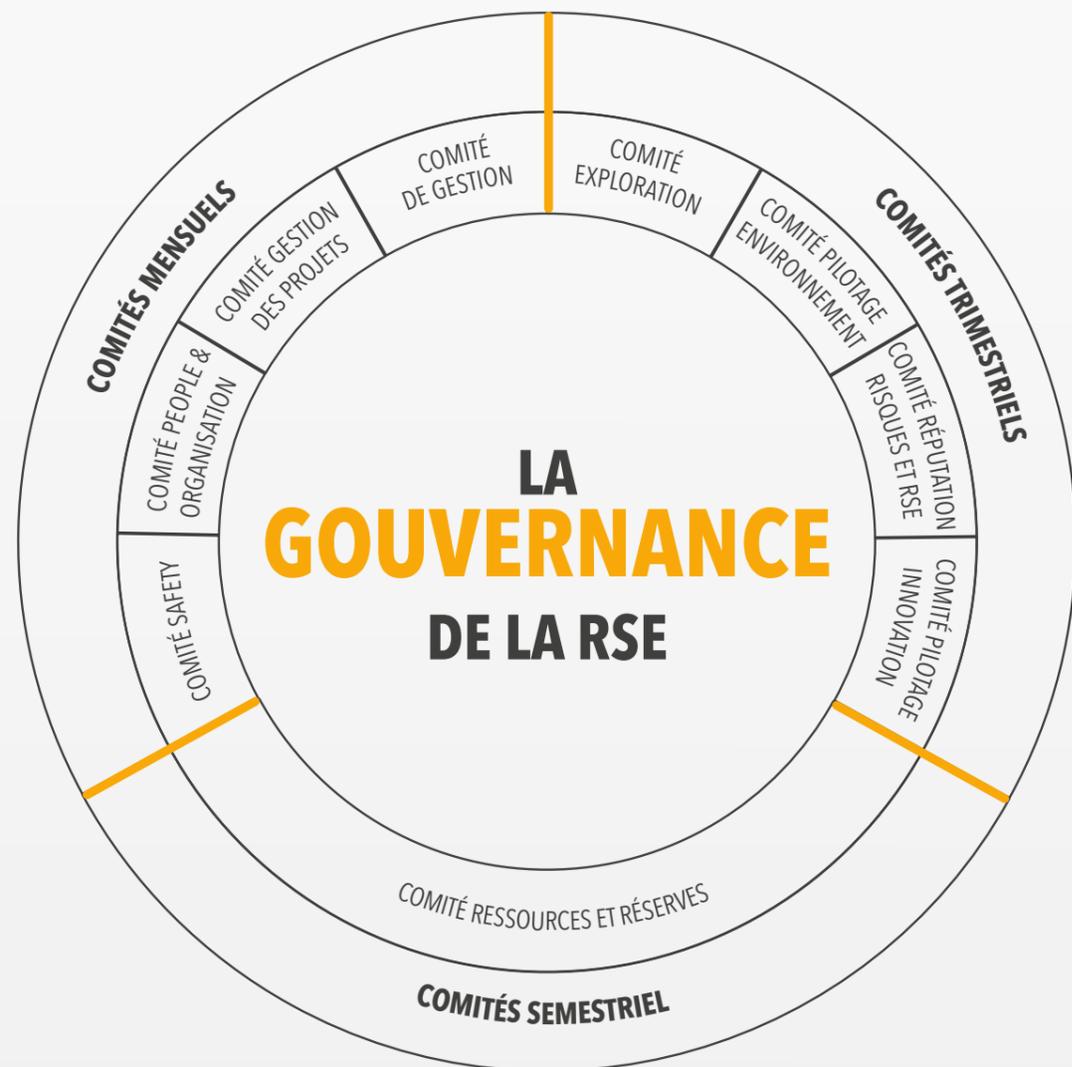


Les axes stratégiques d'engagement de MANAGEM



Un pilotage de la stratégie RSE à travers une gouvernance dédiée

Pour accompagner le déploiement des actions qui découlent des axes stratégiques d'engagement, MANAGEM a mis sur pied plusieurs comités internes à fréquence variable. Constitués d'un panel d'experts, ces différents comités sont les garants de la mise en œuvre de la feuille de route définie par le Groupe. Chaque comité rend compte de manière régulière de l'état d'avancement des actions qui lui sont dévolues.



Comités

Principales missions

Comités	Principales missions
Comités mensuels	
Comité Safety	<ul style="list-style-type: none"> - Définir le plan stratégique de la Santé et Sécurité au Travail (SST) - Piloter l'analyse des risques Opérationnels Safety et définir/suivre les Plans de mitigation - Définir l'organisation, la gouvernance et les budgets de la SST - Coordonner les actions et le suivi des Comités SST au niveau des entités de MANAGEM
Comité People & Organisation	<ul style="list-style-type: none"> - Approuver le Plan Stratégique, le budget et le forecast des effectifs et de la masse salariale - Revoir et approuver le plan annuel de la formation et des nominations - Évaluer et valider les augmentations annuelles de mérite et les bonus
Comité Gestion de Projets	<ul style="list-style-type: none"> - Pour le portefeuille projets : Aligner le programme de développement sur la stratégie du Groupe, optimiser l'affectation des ressources humaines et financières - Pour chaque projet : Valider la stratégie de développement et d'exécution, l'organisation et le programme du projet, piloter l'avancement global et valider le Go ou No Go pour les étapes successives du projet
Comité de Gestion	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi des KPI et des travaux de développement impactant le budget - Atterrissage trimestriel et semestriel - Revue des performances par activité et des recommandations des COGES
Comités trimestriels	
Comité Exploration	<ul style="list-style-type: none"> - Orienter la stratégie d'exploration et de prospection et statuer sur les stades d'avancement des projets - Valider les budgets, les objectifs stratégiques, les plans d'action et les choix technologiques. - Suivi des réalisations et des résultats d'exploration, de la prospection, et du patrimoine minier
Comité Pilotage Environnement	<ul style="list-style-type: none"> - Définir le plan stratégique environnemental - Définir et analyser les KPIs et Balance Scorecard environnementale - Analyser la cartographie des risques environnementaux et piloter les études d'impact
Comité Réputation, Risques et RSE	<ul style="list-style-type: none"> - Définir le plan stratégique pour l'amélioration de la réputation de MANAGEM - Piloter l'analyse des risques business et définir/suivre les plans de mitigation
Comité Pilotage Innovation	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un système de gouvernance facilitant la prise de décision - Veiller à ce que les efforts d'innovation soient dotés de financement et soutenus par les compétences et les ressources nécessaires à la mise en oeuvre des projets d'innovation - Adopter des indicateurs et des incitatifs qui concordent avec la stratégie d'innovation pour récompenser les réalisations des collaborateurs
Comité semestriel	
Comité Ressources et Réserves	<ul style="list-style-type: none"> - Évalue périodiquement le processus de calcul des ressources et réserves et valide leurs estimations - S'assure de la maîtrise des dispositions réglementaires de la norme NI43101 et des bonnes pratiques - Mandate les auditeurs internes chargés d'examiner, et les auditeurs externes chargés de certifier le processus d'estimation des ressources et réserves





L'environnement, un axe fondamental dans le développement des activités de MANAGEM

Stratégie

Le Groupe MANAGEM accorde une attention particulière à son empreinte environnementale tout au long de sa chaîne de valeur. Conscient qu'une gestion environnementale saine, contribue significativement à un meilleur rendement, une réduction des coûts et des risques opérationnels ainsi qu'une meilleure attractivité concurrentielle.

Adoptant une approche d'économie circulaire, la stratégie environnementale mise en place visant à contrôler l'empreinte environnementale de ses activités et à en améliorer les performances par une mise à niveau permanente de ses processus et outils de production, s'articule autour des axes suivants :

› Définir et mettre régulièrement à jour la stratégie environnementale.

- › Intégrer les processus environnementaux au système de gestion des risques, sur la base de principes scientifiques objectifs et de données fiables et transparentes.
- › Préserver la ressource en eau, à travers l'optimisation de sa consommation et son recyclage et la promotion de l'utilisation des eaux non conventionnelles dans les opérations.
- › Prévenir et maîtriser les risques de pollution : risques de pollution accidentelles, risques d'émission de substances polluantes dans l'air, risques de pollution des sols et des nappes aquifères.
- › Prévenir les pollutions locales et réduire les nuisances liées au bruit, aux vibrations aux émissions de poussières et sur les paysages.

Organisation

À l'instar des autres sujets RSE portés par MANAGEM, la gestion environnementale requiert une organisation dédiée, pour décliner sa démarche environnementale, au niveau des opérations minières industrielles ou de support.

L'organisation mise en place, déploie les actions au quotidien de la démarche de gestion environnementale, sous le contrôle d'un comité de pilotage de l'environnement composé d'experts des différentes entités du Groupe, qui se réunit périodiquement.

Chaque entité dispose ainsi d'un programme de management environnemental avec un plan d'actions recouvrant à la fois les axes majeurs d'impacts propres à ses activités ainsi que des sujets transverses émanant du Comité de pilotage. Les équipes de cette organisation, travaillent dans un schéma collaboratif pour le partage des bonnes pratiques entre les différentes entités.



Suivi & Reporting

Ces dernières années, Managem a renforcé son action sur la gestion des digues et des rejets solides, la préservation de la ressource hydrique, l'optimisation de la consommation énergétique et la refonte des indicateurs dans le cadre de la footprint scorecard, communiquée périodiquement au comité de Direction et aux instances de gouvernance.

Les indicateurs suivis, tout au long de l'année, font objet de vérifications minutieuses et validation à différents niveaux de l'organisation, pour communiquer une donnée significative et fiable qui permet de traduire la réalité du terrain et d'indiquer précisément les anomalies pour une intervention rapide.

	ISO 14001 v 2015	
	Année 1 ^{ère} certification	2020/2021
CTT Guemassa	Depuis 2003	Maintien
CMG Hajjar	Depuis 2003	Maintien
CMG Draa Lasfar	Depuis 2013	Maintien
CTT Bouazzer	Depuis 2015	Maintien
AGM	Depuis 2015	Maintien
SOMIFER	Depuis 2016	Maintien
CMO	Depuis 2017	Maintien
Reminex Centre de Recherche	Depuis 2003	Maintien
SMI	Depuis 2013	Maintien
SAMINE	Depuis 2014	Maintien
TECHSUB	Depuis 2003	Maintien

Gestion intégrée de l'impact environnemental

Dès la conception des nouveaux projets, le volet environnemental est intégré dans les choix et décisions d'investissement. Les études des impacts environnementaux et sociaux sont systématiquement menées, conformément aux réglementations en vigueur des pays d'implantation et selon les standards du Groupe en la matière. Chaque étude permet ainsi de mieux connaître et d'enrichir la cartographie des impacts et aspects environnementaux potentiels ainsi que les lignes directrices de prévention, atténuation et compensation.

Afin de s'engager pleinement dans la maîtrise des incidences environnementales, Managem

consacre des ressources humaines et financières importantes pour répondre aux exigences environnementales les plus avancées du secteur. Des efforts particuliers sont portés à la sensibilisation et la responsabilisation du capital humain aux enjeux de protection de l'environnement.

Le système de management environnemental mis en place par MANAGEM, conçu pour piloter une démarche d'amélioration continue des performances conformément aux différentes exigences, à travers l'organisation dédiée présente au niveau des différents sites d'exploitation, a été couronné par une certification selon la norme environnementale ISO 14001, par des auditeurs tiers accrédités ISO.



Recherche & développement

Depuis plus de 30 ans, le Groupe Managem s'appuie sur son centre de recherche REMINEX, spécialisé dans les sciences et technologies minières. Forte de ses expertises portant sur les infrastructures, les technologies et les ressources de pointe, la R&D accompagne les activités du Groupe sur toute la chaîne de valeur : l'extraction, l'hydrométallurgie, le traitement de minerais, l'environnement, l'analyse et la caractérisation minéralogique.

L'équipe R&D s'assure non seulement de la qualité du produit mais également de l'optimisation des ressources, de la protection de l'environnement et de la satisfaction des parties prenantes. Certifié ISO 9001, ISO 14001 et ISO 45001, le centre de recherche développe des solutions innovantes et

étudie des phénomènes scientifiques associés à plusieurs enjeux, notamment :

- › La mise au point de procédés et de nouvelles technologies dans le traitement des minerais, l'hydrométallurgie et la création de nouveaux produits ;
 - › Les analyses chimiques et minéralogiques pour l'exploration et les opérations d'extraction ;
 - › Les techniques minéralurgiques se basant sur la séparation physique entre les minéraux (flottation, gravimétrie, séparation magnétique, séparation, densimétrie) ;
 - › Les techniques et procédés hydrométallurgiques, depuis la mise en solution à la purification et à la récupération ;
 - › L'appui aux industriels pour leurs démarches de progrès continu.
- REMINEX est certifié ISO 17025 depuis 1997.



La préservation de la ressource en eau

Ressource vitale partagée, entre les populations et les opérateurs économiques, la préservation de l'eau et l'optimisation de sa consommation, par les différentes parties, est primordiale. Conscient du rôle prépondérant et la rareté de cette denrée particulièrement dans les zones minières, la préservation des ressources en eau est au cœur de l'engagement environnemental du Groupe.

Dans cette optique, le Groupe a mis en place des consignes, déclinées au niveau de ses opérations, à travers des politiques individualisées et adaptées à leurs contextes respectifs, de rationalisation de l'usage de l'eau et d'optimisation de son recyclage, pour les activités minières et industrielles nécessaires à l'extraction et au traitement des minerais.

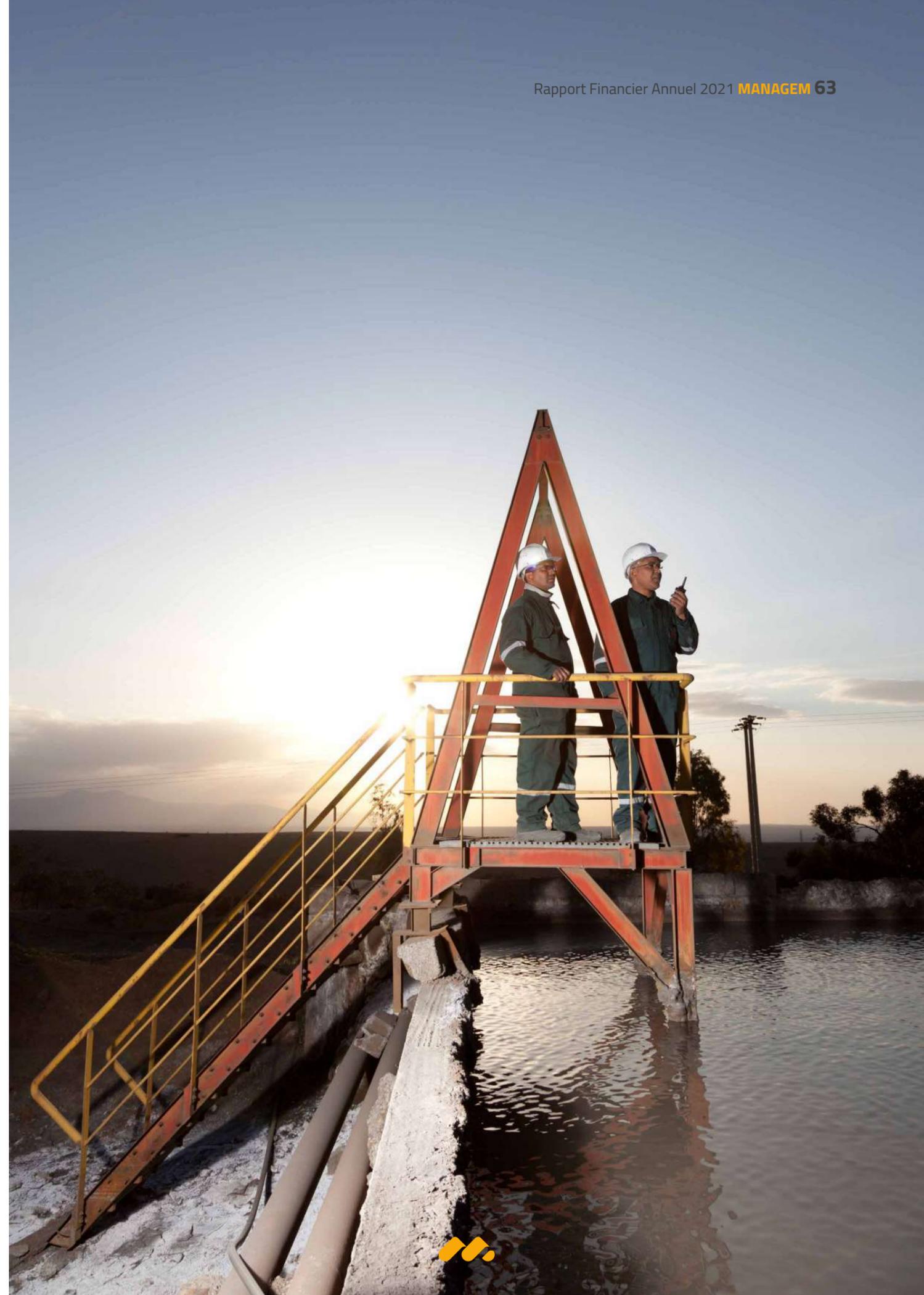
Ces politiques locales sont traduites en objectifs annuels et font l'objet d'un suivi régulier des indicateurs de consommation d'eau. Cette démarche, outre le suivi de la performance, permet l'identification précoce des anomalies et la mise en place d'actions pour y remédier.

A cet effet, les responsables Qualité et Environnement des sites, s'assurent du respect des règles générales, particulièrement le respect des dimensionnements prévus pour les prélèvements et consommations d'eau, et de leur correspondance aux quantités de matériaux extraits et traités, tout en optimisant la substitution des eaux fraîches par des eaux recyclées. Pour cela, un accompagnement technique de la part des unités de production est mis en place, ainsi que des outils de suivi permettant la mesure des débits d'eau prélevés et utilisés à titre régulier.

Indicateur	2019	2020	2021**
Consommation Eau (m ³)	12 331 079	8 972 759	9 957 320
Ratio de consommation d'eau par tonnage traité (m ³ /TT)	1,68	1,4*	1,26
Taux de recyclage	60%	62%	65%

*Indicateur revu depuis 2020, pour mieux mettre en évidence l'utilisation de l'eau fraîche.

**Changement de périmètre : les indicateurs de 2021 comprennent les données relatives aux opérations de la SMM, filiale de MANAGEM en Guinée Conakry, depuis le lancement de ses activités en juin 2021.





L'action climatique

L'industrie minière se retrouve face à un double enjeu, celui de pouvoir répondre à la demande croissante pour certains minerais essentiels à la transition énergétique et en même temps réduire sa propre empreinte carbone.

Engagé dans la stratégie nationale de lutte contre les changements climatiques, le groupe continue d'œuvrer pour la maîtrise de ses émissions de gaz à effet de serre, en accord avec les efforts internationaux face à l'urgence climatique.

Pour accompagner cette démarche, les collaborateurs de MANAGEM sont sensibilisés aux enjeux du changement climatique et sont impliqués dans la contribution à sa maîtrise. Dans ce sens, MANAGEM prévoit des formations à l'attention des nouvelles recrues afin qu'ils maîtrisent l'usage des équipements et qu'ils sachent comment optimiser les consommations d'énergie et éviter les déperditions.

MANAGEM est également signataire du Pacte Qualit'air, stratégie climat volontariste pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), initié par la Fondation Mohammed VI pour l'Environnement et la CGEM, convergeant les efforts individuels des signataires pour un effet synergique, en promouvant l'innovation et les meilleures techniques et technologies en faveur du climat.

En interne, MANAGEM déploie une stratégie en cohérence avec les orientations nationales et recommandations des études internationales sur le changement climatique visant à :

- › Optimiser sa consommation énergétique, à travers la réalisation d'audits énergétiques, par un cabinet agréé. Il s'agit également de mettre en place des systèmes de Management d'efficacité énergétique. Par ailleurs, le Groupe prévoit dans son plan stratégique de certifier ses systèmes de management d'efficacité énergétique par la norme ISO 50001.
- › Renforcer l'apport des énergies renouvelables dans son mix énergétique. D'ailleurs, la synergie créée à travers le partenariat avec NAREVA, leader de l'éolien au Maroc, a permis au Groupe en 2021, de couvrir 57% de sa consommation électrique par des énergies renouvelables. Les sites couverts par le contrat NAREVA, peuvent atteindre 100% d'énergie renouvelable dans leur mix énergétique.
- › Généraliser la réalisation du bilan carbone à l'ensemble de ses activités, après une expérience concluante au niveau de la filière Cobalt. En 2021, les consultations ont été lancées pour la sélection du cabinet qui portera ce projet, dont le lancement est prévu en début d'année 2022.

Indicateur	2019	2020	2021**
Consommation globale d'électricité (MWH)	403 356	379 377	398 857
Ratio de consommation d'électricité de source propre	57%	57%	54%
Ratio de consommation d'électricité par tonnage traité (KWH/TT)	53	53	46

** Changement de périmètre : les indicateurs de 2021 comprennent les données relatives aux opérations de la SMM, depuis le lancement de ses activités en juin 2021.





La gestion des déchets miniers

Managem s'est engagé à promouvoir l'utilisation, la réutilisation, le recyclage et l'élimination responsable des déchets issus de ses activités, dans une démarche d'économie circulaire, visant à la préservation des ressources, l'optimisation du recyclage, et la promotion de l'innovation.

Grâce aux efforts déployés en faveur de solutions de valorisation des déchets, le Groupe a obtenu un label officiel (décerné par le comité de pilotage de la COP 22) pour son projet d'usine d'acide sulfurique. Le principe de ce projet repose sur la valorisation des rejets miniers du site CMG pour couvrir une partie des besoins énergétiques du site. Un tel dispositif entraîne un impact positif sur l'environnement à travers le recyclage de déchets

miniers, la production d'énergie propre pour l'alimentation du site et la réduction des émissions de CO₂ consécutive à l'élimination du transport de l'acide sulfurique entre le fournisseur et les sites.

La filiale SMI, quant à elle, a créé une nouvelle usine de valorisation des haldes en 2018. Le processus de traitement a été conçu pour fonctionner en circuit fermé avec des eaux issues du recyclage. Le restockage des rejets est réalisé dans des digues avec des géo-membranes pour une meilleure prévention de l'impact des rejets solides. En 2021, près de 50% du minerai argent produit, provient de la valorisation des rejets miniers.

Depuis 2019, tous les sites du Groupe sont inscrits dans un projet de valorisation des rejets miniers.



Protéger la biodiversité

Managem a fait le choix d'une approche proactive pour préserver la biodiversité de l'ensemble des impacts environnementaux qui pourraient résulter de ses activités.

L'aspect de la biodiversité est pris en compte lors des différentes étapes des projets et ce depuis les premières phases, à travers la réalisation d'études d'impact, en passant par l'exploitation en cours des sites, l'actualisation régulière de la revue des impacts environnementaux, dont la dernière en date a été réalisée en 2021, jusqu'à la fin de vie, avec la concrétisation des plans de réhabilitations établis lors de la réalisation de l'étude d'impact.

En effet, le Groupe anticipe le devenir des sites d'exploitation, par souci de respect à la biodiversité, à travers des études techniques

dédiées, lesquelles formalisent les plans de réhabilitations des sites miniers en fin de vie, et accompagnent également les sites pour déployer des actions de réhabilitation en parallèle à l'exploitation quand c'est possible.

Par ailleurs, Managem continue de renforcer son dispositif visant à réduire les risques d'accidents environnementaux, notamment les risques d'incendies et les déversements de produits dangereux, en engageant l'ensemble des collaborateurs par des sensibilisations et formations ainsi que des simulations de situations de risques au profit des collaborateurs des sites, avec des fréquences adaptées à ces risques, personnalisées pour chacun d'entre eux.

Le Groupe Managem n'a pas fait l'objet de litige ou de poursuite judiciaire à caractère environnemental au cours de l'année 2021.





L'excellence opérationnelle dans les domaines de la santé & la sécurité

Premier engagement de la charte RSE, le Groupe MANAGEM, définit la santé & sécurité des collaborateurs comme priorité absolue.

La démarche de Santé & Sécurité au travail du groupe MANAGEM, est principalement basée sur l'anticipation et la prévention des risques santé et sécurité de ses collaborateurs, sous-traitants et de toute autre partie prenante concernée par ses activités, dans un esprit de responsabilité individuelle et collective.

Cette démarche adoptée par le Groupe depuis 2019, et qui est basée sur une approche normalisée, reflète l'engagement du Groupe à continuer ses efforts dans l'établissement d'une culture partagée par tous les collaborateurs, et qui n'admet aucune tolérance au non-respect des règles de sécurité.

Cette démarche SST, indispensable à la performance opérationnelle, est basée principalement sur les 5 axes suivants :



	2019	2020	2021
Pourcentage de l'effectif formé	95	60	56
Pourcentage du budget formation par rapport à la masse salariale	1%	0,35%	1%

Le déploiement de cette démarche, concrétisant les engagements de la charte santé et sécurité, dont l'objectif principal est de tendre vers le « zéro accident », s'appuie sur :

- › Une organisation maillée à tous les niveaux du Groupe : les SST Managers des activités, les Responsables SST des sites, les services de santé au travail composés des médecins et infirmiers sur tous les sites MANAGEM, et une direction SST du groupe.
- › Des référentiels Santé, et Sécurité répondant aux exigences des normes ISO 45001 qui permettent de piloter la maîtrise des risques et l'amélioration de la performance opérationnelle en SST de MANAGEM.

- › La formation en continue des équipes sur les sujets techniques et organisationnels liés à la santé et sécurité.

Afin de garantir l'efficacité de son approche SST, un programme d'audit systématique est lancé annuellement au niveau de tous les sites Managem au Maroc et à l'international, en partenariat avec un cabinet de consulting expert en gestion de la sécurité. Cet audit est basé principalement sur une évaluation selon les pôles d'excellence de culture sécurité, dont l'objectif est d'évaluer le niveau de maturité de chaque site, ainsi que la performance et la conformité du système de management SST.

Indicateurs :

Année	2019	2020	2021
Nombre d'accidents	95	60	56

Prévention de la COVID-19

En 2021, les mesures de prévention instaurées en 2020 contre la COVID-19, ont été maintenues et renforcées, en accord avec les recommandations des instances sanitaires nationales et internationales, pour un retour optimal des équipes en présentiel. Le Groupe a appuyé les efforts nationaux pour la généralisation de la vaccination, en encourageant les collaborateurs à adhérer à la campagne nationale.

Indicateurs :

Total des tests réalisés en 2021	46 985
----------------------------------	--------

Digitalisation SST

À l'instar des autres processus, et dans le cadre du projet de transformation digitale, le groupe Managem, a lancé en 2021 une nouvelle plateforme digitale dédiée à la gestion des processus SST du groupe MANAGEM qui permettra de :

- › Améliorer l'analyse de risque par l'anticipation et la remontée à temps des anomalies,
- › Améliorer la réactivité du système face aux anomalies remontées,
- › Analyser les données et mettre en place des plans d'action efficaces face aux risques,
- › Consulter la performance SST en temps réel,
- › Améliorer la qualité des outils de prévention SST,
- › Standardiser les reporting SST.





Dialogue Social

En accord avec la législation sociale nationale en vigueur, et les conventions de l'OIT ratifiées par le MAROC, le Groupe MANAGEM respecte la liberté syndicale et la négociation collective, et veille à maintenir une communication interne permanente et transparente, pour assurer un dialogue social constructif.

A MANAGEM, les partenaires sociaux sont des acteurs clés dans la cohésion sociale et l'amélioration significative de performance au sein du Groupe, et particulièrement lors des moments marqués par les défis et l'incertitude, à l'instar de l'année de 2020, où le rôle des partenaires sociaux dans le processus de gestion, du côté des ressources humaines, de la crise sanitaire, était crucial.

Des réunions régulières, formelles et informelles, sont tenues pour assurer un travail collaboratif avec les partenaires sociaux, et aboutir à des conventions collectives qui répondent aux besoins des collaborateurs, à leur sécurité et à leur bien-être. Les échanges formels, tels que décrits dans les dispositions législatives, sont relayés par les instances représentatives du personnel, notamment le comité d'hygiène et de sécurité et le comité d'entreprise.

Chaque année, des protocoles d'accord relatifs à la rémunération et aux avantages sociaux sont signés avec les organisations syndicales représentatives au niveau des sites. Ces accords reflètent une volonté partagée d'œuvrer en faveur de l'intérêt commun des collaborateurs et du Groupe.

	2019	2020	2021
Représentants du personnel	114	108	156
Nombre de jours de grève*	38	10	1



Droits humains

La politique des droits humains du Groupe, trouvant source dans la charte RSE et le code d'éthique et de conduite des affaires, a été établie en se référant à une batterie de principes directeurs, conventions et chartes internationales. Ces engagements couvrent, entre autre, les collaborateurs, les fournisseurs, les partenaires et les communautés, sur toute sa chaîne de valeur.

Cette politique, formalisée en 2021, souligne les positions fermes et intransigeantes du Groupe et ses filiales, et incite ses partenaires (sous-traitants, fournisseurs,...) à s'aligner aux mêmes principes, à l'encontre du :

- Travail infantile, le travail forcé, l'esclavage moderne et la traite des êtres humains,

- Toute forme d'abus et violences physiques ou morales au travail
- L'imposition par la menace ou la force des heures supplémentaires ou de travail,

Dans ce sens, le Groupe ainsi que ses filiales s'engagent à :

- Promouvoir le travail décent et l'emploi librement consenti
- Respecter les droits relatifs à la liberté d'association et de la négociation collective,
- Evaluer les risques de violations des droits de l'Homme dans le cadre du recours aux services de sécurité,
- Promouvoir une culture de santé et sécurité dans l'ensemble des opérations du Groupe





Les collaborateurs, au coeur de la transformation du Groupe MANAGEM

La transformation entamée par le Groupe MANAGEM en faveur de l'excellence opérationnelle passe notamment par son capital humain, ceci a conduit MANAGEM à élaborer une stratégie RH à horizon 2025 pour assurer les conditions de réalisation des objectifs du Groupe en matière de performance opérationnelle, que ce soit au niveau de l'attrait des profils et leur fidélisation, le développement de leurs compétences et les perspectives d'évolution qui leur sont offertes.

Le capital humain est aujourd'hui au cœur de la stratégie de développement de MANAGEM qui travaille depuis plusieurs années sur le développement de ses équipes avec des standards de haute performance, des outils modernes de management de la performance et de PMO, rétribué par des systèmes d'incitation et des programmes de reconnaissances à tous les niveaux de collaborateurs.

Le recrutement et le développement des Femmes au sein de Managem est également encouragé, à travers des programmes ciblés de recrutement, la création d'un Club de Femmes de Managem appelé « Rise-up » et l'équité en terme de salaire et de carrière.

La mission de la politique de management du capital Humain est d'accompagner le business à explorer, développer et préserver la ressource la plus précieuse, qu'est la ressource humaine.

Ce positionnement stratégique du capital humain vise à faire de Managem un employeur de référence sur les marchés marocain et africain, à travers l'attractivité de profils talentueux et diversifiés, le développement de leurs compétences métiers et transverses et l'amélioration continue de l'expérience collaborateur.

La politique de management du capital Humain repose sur différentes activités complémentaires permettant à ses acteurs d'agir en réels partenaires du business :

Attirer les talents

Afin d'alimenter le vivier de candidats potentiels pour le sourcing, en réponse aux besoins de staffing émanant de la dynamique d'organisation et des nouveaux projets, Managem s'appuie sur une forte marque employeur attractive construite et nourrie au fil des années, notamment, à travers les relations de partenariats historiques nouées avec les établissements de formation au Maroc et à l'international, ainsi que les communautés étrangères, et concrétisées par différentes actions:

- › Opportunités d'encadrement de stages et de projets de fin d'études ;
- › Opportunités de recrutement, notamment via le programme MGP ;
- › Visites opérationnelles des sites ;
- › Sponsoring des forums de recrutements et des activités des clubs des étudiants

Ces actions permettant aux futurs lauréats



représentant des candidats potentiels de bénéficier d'un encadrement de qualité et de conseils précieux en orientation et en développement personnel, à travers l'interaction avec les professionnels RH et les experts métiers de Managem, ce qui favorise considérablement leur immersion professionnelle.

Pour accroître son attractivité et renforcer son positionnement en tant qu'employeur de référence, Managem conduit également trois programmes ciblés de recrutement des talents :

- › Programme dit « Scouting » pour l'identification et l'attractivité des talents marocains expérimentés du secteur industriel en général et du secteur minier en particulier ;
- › Programme dit « Blue ocean » pour l'identification et l'attractivité des talents et Experts internationaux du secteur minier sur des postes non-disponibles au Maroc ;
- › Programme MGP (Managem Graduates Program) pour le recrutement de jeunes lauréats sortie d'écoles ou ayant une première expérience dans différentes disciplines (Mine, digital, Géologie, etc.)



Il convient de souligner que parallèlement à la nature de ses activités et métiers, le sourcing à Managem se veut diversifié par rapport à la répartition des effectifs recrutés par :

- › Niveau d'études (base ouvrière, techniciens, Agents de maîtrise, cadre et Directeurs) ;
- › Nature des établissements de formations (Instituts, facultés, grandes écoles de commerce, de gestion et d'ingénieurs au Maroc ou à l'international) ;
- › Niveau d'expérience (juniors et expérimentés) ;
- › Genre (les femmes sont recrutées, notamment, dans nos métiers de base, réputés historiquement pour être dédiés aux hommes, et dans des postes de management, ce qui contribue à accroître le taux de mixité de nos effectifs) ;
- › Nationalités (Guinée, Soudan, Ghana, Philippines, Burkina Fasso, France, Australie, Afrique du sud, Ukraine ... ce qui traduit notre identité marocaine ouverte à l'international et conforte notre présence par nos projets d'envergure dans plusieurs pays de l'Afrique subsaharienne, pour une dynamisation de l'emploi et de l'économie locaux).

Le recrutement à Managem se veut en faveur du principe d'inclusion et repose ainsi sur les fondamentaux de diversité et d'égalité des chances, d'insertion des jeunes à l'emploi, de promotion de l'approche genre et d'interdiction du travail des enfants, en conformité avec sa charte de recrutement.

Aussi, il est à noter que l'amélioration de l'expérience candidat tout au long du processus de recrutement est un souci permanent qui alimente

la marque employeur du Groupe, et ce depuis le premier contact établi, passant par les différents feed-back assurés à chaque étape de la sélection et même jusqu'après la contractualisation, à travers toutes les actions entreprises pour favoriser l'immersion à l'échelle Groupe de la nouvelle recrue.

Dans le cadre du processus de management des Talents, la mobilité interne reste une voie de sourcing privilégiée qui vise à accompagner la dynamique de l'organisation, en associant les collaborateurs qui se distinguent à des perspectives d'évolution valorisantes (au Maroc ou à l'international, fonctionnelles ou verticales) favorisant la reconnaissance des compétences internes et contribuant à la fidélisation des talents.



25%
Femmes
dans le COMEX

10%
Des Directeurs
sont des femmes

15%
Des Cadres
sont des femmes

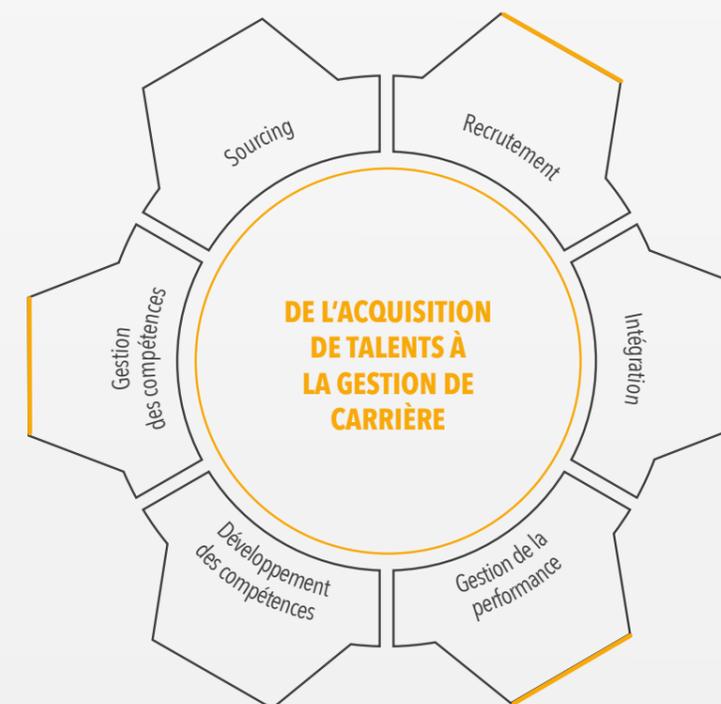
15%
De femmes occupent des
fonctions managériales

Le cycle de Management des Talents

Il s'articule autour de deux composantes importantes : l'évaluation des performances d'une part, et l'appréciation et le développement des compétences d'autre part. Il est ponctué tout au long de l'année par des étapes complémentaires, permettant à chacune des parties prenantes (collaborateur, Manager et RH) de s'exprimer, et de contribuer ainsi aux décisions à prendre qui impactent directement l'architecture et la performance de l'organisation, ainsi que le parcours professionnel des talents. Le cycle de management des talents s'appuie sur des outils et pratiques agiles qui permettent d'identifier les

talents, et au fil du temps, créer les conditions de leur développement dans l'entreprise, ce qui requiert au-delà de la simple analyse de leur performance, de bien appréhender leur potentiel et leurs attentes.

L'évaluation de la performance à Managem s'appuie sur Le Plan de Revue de Performance (PRP) qui permet l'alignement des efforts des collaborateurs avec les objectifs du Groupe, déclinés en objectifs collectifs et individuels au niveau de l'ensemble des entités fonctionnelles et opérationnelles. Il représente un outil permettant de garantir une rétribution factuelle et équitable basée sur les réalisations.



Il s'agit d'un processus unifié et formel dédié aux Managers et Collaborateurs qui leur permet d'avoir des moments d'échange constructifs et de partage privilégiés tout en assurant un feed-back permanent, via des conversations de développement des compétences (CDC) régulières portant sur :

- › La connectivité avec les autres (animer, communiquer, engager, déployer, etc.),
- › La contribution aux résultats (par la réalisation des objectifs individuels et collectifs),
- › Les compétences démontrées (Compétences Leadership Agilité ou Compétences métiers),
- › Le chemin de carrière souhaitée et possible (actions de développement, formations, projets, etc.),



La conversation de développement doit aboutir à :

- › Evaluer le progrès à date par rapport aux objectifs et compétences démontrées
- › Identifier les problèmes qui peuvent entraver la réalisation des objectifs
- › Agréer des actions concrètes pour solutionner les problèmes et maintenir le cap des objectifs

L'appréciation des agilités à Managem s'appuie sur la People Review qui permet de positionner les collaborateurs évalués sur la Matrice « Talent » par rapport au référentiel d'agilités (Agilité stratégique, Agilité Changement, Agilité People, Agilité Résultats et Agilité Connaissance de soi) interne du Groupe, selon sa conception du Talent. Le positionnement des Cadres repose sur deux paramètres importants: la performance durable et le niveau d'agilité observé par rapport au niveau requis selon le référentiel du Groupe.

La People Review permet de produire le Plan de Développement Individuel (PDI) qui correspond à l'ensemble des actions RH à entreprendre pour parfaire les compétences des collaborateurs et assurer une relève qualifiée et un vivier de talents en ligne avec les besoins de Managem.

Le bilan de compétences issu de la people Review fourni l'orientation professionnelle du collaborateur en définissant son projet professionnel en termes de perspectives de carrière, d'accompagnement et d'actions RH (mobilité, rémunération, promotion...).

Le plan de succession est un outil permettant de garantir la continuité de l'organisation en identifiant les postes clés, et en mettant en œuvre les actions nécessaires pour en assurer la succession, ce qui offre aux collaborateurs de nouvelles perspectives d'évolution et de carrière.

Les plans d'intérim définissent en amont les personnes de l'organisation en mesure d'assurer provisoirement la continuité d'un poste clé en attendant d'activer les plans de succession.



Le développement des compétences et des Talents

La formation est pilotée par « Managem Academy » qui dispose de programme de formation ciblés et variés qui vont des formations métiers (Géologie, digital, Mine, R&D, Finance, Achats, etc.) aux formations en management et leadership (Managem Leadership, Lean-Six Sigma, intégration des nouvelles recrues, etc.).

Le développement des collaborateurs est l'un des éléments clefs de la politique RH de Managem. Il inclut toutes les actions visant à maintenir, mettre à jour, renforcer les connaissances, compétences, capacités et révéler les potentiels des collaborateurs dans l'objectif de :

- › Promouvoir le déploiement de la culture sécurité ;
- › Accompagner la mise en œuvre de la stratégie du groupe et développer la culture de la performance
- › Favoriser l'agilité, l'ouverture, la créativité développer le leadership ;
- › Révéler les potentiels et faire émerger des leaders ;
- › Capitaliser le savoir-faire et développer l'expertise
- › Renforcer les valeurs et la culture du groupe

Ainsi Managem Academy s'est fixée plusieurs engagements qui représentent des guidelines de son activité :

- › Offrir des programmes qui visent l'ensemble des métiers et des catégories du personnel de Managem ;
- › Répondre à toutes les demandes exprimées et validées dans le cadre du processus de formation en respectant les priorités et le cadre budgétaire fixés ;
- › Communiquer sur son activité. Donner un feed-back sur les formations réalisées à la hiérarchie, tenir à la disposition du corps RH et du Management les enregistrements nécessaires ;
- › Préserver la confidentialité des données personnelles des collaborateurs échangés pendant la formation ;
- › Offrir une prestation de qualité tant sur le contenu, l'environnement d'apprentissage et l'améliorer en continu en se référant aux standards internationaux ;
- › Aider les managers à identifier leurs besoins en formation et à adopter la démarche appropriée dans l'évolution des compétences de leurs collaborateurs.



Indicateurs sociaux

Répartition de l'effectif propre par genre	2019	2020	2021
Femmes	223	223	220
Hommes	5 203	5 051	5 283
Total effectif	5 426	5 274	5 503

Répartition Effectif propre par nature du contrat de travail	2019	2020	2021
Contrat à durée indéterminée	5 241	5 157	5 129
Contrat à durée déterminée	179	115	372
Formation Insertion	6	2	2
Total	5 426	5 274	5 503

Répartition par catégorie déclinée par genre	2019	2020	2021
Femmes direction	1	2	2
Femmes cadres	80	77	77
Femmes non cadres	131	130	129
Total femmes	212	209	208
Hommes direction	5	7	6
Hommes cadres	412	390	412
Hommes non cadres	4 527	4 352	4 322
Total hommes	4 944	4 749	4 740
Total effectif	5 156	4 958	4 948

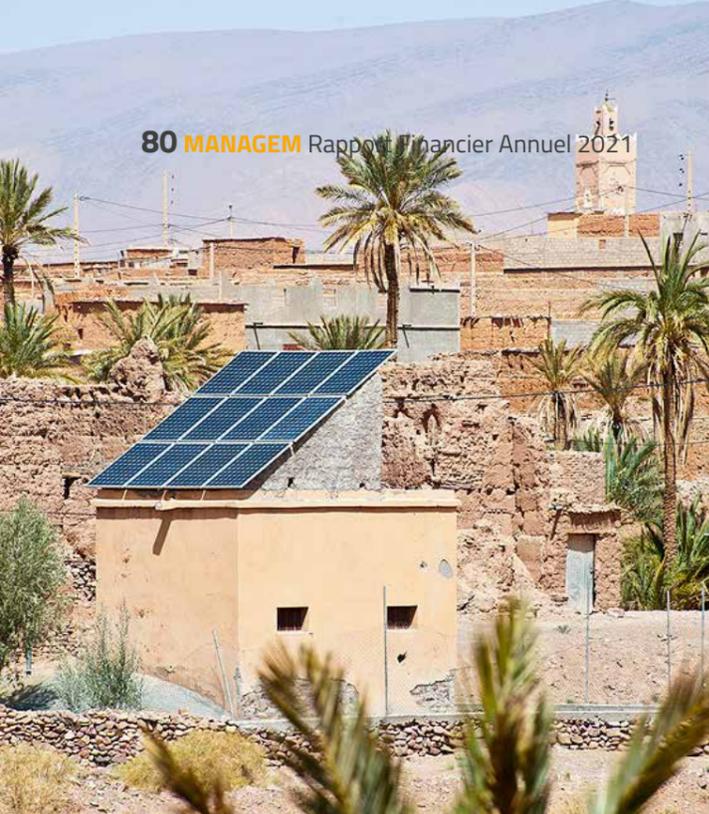
Répartition de l'effectif total par branche d'activité	2019	2020	2021
Opérations	4 472	4 358	4 535
Support Technique	754	722	771
Fonctions Corporate	200	194	197
Total effectif	5 426	5 274	5 503

Répartition par ancienneté	2019	2020	2021
0 - 2 ans	521	339	602
2 - 5 ans	1 630	1 211	708
5 - 12 ans	2 012	2 344	2 807
12 - 20 ans	856	938	894
20 - 25 ans	210	258	320
25 ans et plus	197	184	172
Total effectif	5 426	5 274	5 503

Formation globale	2019	2020	2021
Nombre de salariés ayant bénéficié d'une formation en % de l'effectif global	56%	51%	52%
Budget formation en % de la masse salariale	0,82%	0,38%	0,73%
Nombre de jours de formation / salarié	2,8	1,9	2,3

Évolution de l'emploi	2019	2020	2021
Nombre de recrutements	121	136	398
Nombre de démissions	88	55	158
Nombre de licenciements	43	10	11





Engagement communautaire

La contribution au développement socio-économique durable des communautés, au sein desquelles MANAGEM opère, est portée au plus haut niveau des instances de gouvernance du Groupe et inscrite dans sa stratégie de développement.

La présence du Groupe depuis plus de 90 ans, au sein des communautés a permis d'instaurer des relations solides avec les parties prenantes riveraines à ses opérations, basées sur le dialogue permanent et la Co-construction. Cette proximité a permis un ancrage territorial durable, qui a fait ses preuves de résilience face aux défis mondiaux communs, notamment la crise sanitaire liée au COVID-19 en 2020.

Pour l'année 2021, Ernst & Young a par ailleurs souligné, pour la 3^{ème} année consécutive, dans son rapport annuel sur les risques et opportunités de l'industrie minière, la prépondérance du risque lié à la licence d'exploitation, particulièrement suite à la crise sanitaire, durant laquelle toutes les parties prenantes contribuant à la licence d'exploitation ont été affectées.

L'analyse des risques sociétaux conduite semestriellement par la Direction Audit et contrôle Interne, Risques et Assurance, en collaboration avec la Direction Développement durable et

RSE, permet de contextualiser l'engagement communautaire propre du Groupe et d'élaborer le plan de mitigation des risques sociétaux.

L'approche sociétale du Groupe est fondée sur une démarche inclusive et agile, en ligne avec les standards existants en matière de RSE, et déclinée en des procédures traduisant l'implication de MANAGEM auprès de ses parties prenantes :

- › Consultation des parties prenantes : renforçant la communication claire et les consultations avec les représentants des communautés riveraines, afin de les inclure dans le processus décisionnel, sur les sujets qui les impactent ou pourraient les impacter.
- › Etude des doléances : assurant la traçabilité de toutes les doléances émises des parties prenantes, et la transparence sur toutes les étapes du mécanisme.
- › Veille sociétale : Permettant de rester à l'écoute des attentes, des changements et des perceptions sociétales, et par conséquent optimiser la gestion des risques, uniformiser les principes et les pratiques inter-sites, d'adapter l'offre sociétale à son environnement.

Cette approche, déclinée grâce à l'organisation de responsables sociétaux présents au niveau de chaque site, permet d'élaborer un plan d'action sociétal annuel, en étroite concertation avec les parties prenantes externes, qui prend en considération les spécificités locales, tout en étant harmonieux avec les valeurs et la stratégie du Groupe et de son principal actionnaire.

Le partenariat avec les communautés riveraines et les autres parties prenantes locales, et l'appropriation des programmes Co-construits, représentent la pierre angulaire de l'engagement sociétal de MANAGEM, puisqu'il vise à créer et maximiser l'impact positif en explorant les potentialités et compétences locales, afin de les fédérer pour devenir leurs propres acteurs économiques.

Performance

MANAGEM Group (Maroc)	2019	2020	2021
Partenaires	20	28	38
Nombre de réunions avec les partenaires sociétaux	78	133	103

MANAGEM, conçoit sa contribution communautaire pour favoriser les initiatives dans différents domaines interconnectés qui forment les axes stratégiques du Groupe et en ligne avec les Objectifs de développement durable :

- › L'entrepreneuriat social
- › L'éducation et la jeunesse
- › La culture et le bien-être.



MANAGEM Group (Maroc)	2019	2020	2021
Contribution budgétaire dans l'axe de bien-être	51%	89%	32%
Contribution budgétaire dans l'axe d'entrepreneuriat et de l'Education & Jeunesse	49%	11%	68%





Entrepreneuriat social

En tant que principal acteur économique dans les zones où il opère, de par la nature de ses activités, le groupe MANAGEM, contribue par sa présence dans ces zones, à la dynamisation de l'économie locale, à travers notamment :

- › Le maintien au sein de nos filiales d'une politique de recrutement local, à ce jour le taux d'emploi local pour les opérateurs varie entre 60% et 80% ;
- › L'appui à la création d'entreprises locales sous-traitantes ou l'implantation d'entreprises nationales, favorisant l'emploi des compétences locales ;
- › Le soutien financier des activités génératrices de revenus pour le lancement des activités et la participation à la commercialisation des produits et favorisant l'échange entre les différentes régions du Royaume, en participant aux différents salons régionaux et nationaux.

En 2021, MANAGEM a continué ses efforts pour développer l'entrepreneuriat social autour de ses activités, à travers notamment le renouvellement de son partenariat avec l'Association INJAZ AL MAGHRIB, avec la perspective d'intégrer d'autres acteurs institutionnels régionaux et nationaux pour asseoir les acquis des précédentes réalisations et les développer.

Le programme « INJAZ FACTORY », a été conçu après des expériences concluantes menées dans le cadre d'un précédent partenariat avec INJAZ AL MAGHRIB, ciblant l'initiation à la culture entrepreneuriale à partir du plus jeune âge.

Ce nouveau programme, lancé dans la province de Zagora, et qui a ciblé dans un premier temps 573 bénéficiaires, vise à aider les porteurs de projets à concrétiser leurs idées entrepreneuriales d'une façon optimale, à travers une série de formations adaptées. Aussi, l'objectif du programme est d'accompagner ces entrepreneurs à présenter devant des incubateurs et à intégrer les initiatives nationales et régionales.

Education & jeunesse

Le volet dédié aux jeunes et à leur éducation, vise à réduire les disparités territoriales et contrecarrer la déperdition scolaire notamment dans les rangs des filles, plus prononcée en milieu rural, en rapprochant l'offre scolaire et en cherchant à l'améliorer.

La contribution du Groupe couvre l'offre scolaire depuis la petite enfance, à l'enseignement secondaire et même au-delà, le Groupe intervient sur plusieurs volets pouvant améliorer les opportunités qui s'offrent aux futurs acteurs de développement, et favoriser leur réussite :

- › Promotion du préscolaire : il s'agit notamment de construire, d'aménager et d'équiper des classes et d'affecter des monitrices. A ce jour, 12 villages autour du complexe hydro-métallurgique de GUEMASSA ont bénéficié de ces actions.
- › Réhabilitation d'infrastructures scolaires : MANAGEM porte une attention particulière à la construction et la rénovation de classes, de cantines et notamment de blocs sanitaires, qui restent l'un des facteurs décisifs dans la continuité des études pour les filles notamment.
- › Appui au transport scolaire : pour lutter contre la déperdition scolaire en son absence, le Groupe MANAGEM participe au financement pour l'achat ou la location de bus. Au cours des trois

dernières années, cette action a permis d'assurer le transport scolaire à plus de 2000 élèves et étudiants.

- › Soutien des activités parascolaires : MANAGEM participe au financement de colonies de vacances, d'appui à la participation aux activités culturelles et sportives locales et régionales.
- › Encouragement dans la poursuite des études : Contribution à la distribution de kits scolaires, et des prix pour les élèves méritants.



Culture & Bien-être

A travers sa contribution pour le bien-être communautaire, MANAGEM vise à réduire la précarité qui caractérise ces zones d'opération et réduire la disparité entre les milieux ruraux et urbains. L'intervention consiste essentiellement en l'appui pour faciliter l'accès des populations riveraines aux infrastructures et services sociaux de base, notamment :

- › L'accès à l'eau potable ;
- › La démocratisation de l'utilisation de l'énergie renouvelable à travers l'équipement en plaques solaires,
- › Le renforcement de l'offre sanitaire, par la contribution aux caravanes médicales et la réhabilitation et l'équipement de centres de santé
- › Le désenclavement des villages et la favorisation de circulation, à travers la réhabilitation et aménagement des routes et pistes d'accès aux villages, particulièrement en cas d'intempéries.
- › L'accès à l'énergie électrique,
- › La préservation du patrimoine matériel et immatériel, en contribuant à l'organisation des festivités locales.





Assurer une gouvernance responsable



Structure de gouvernance

MANAGEM est une société anonyme administrée par un conseil composé de trois membres au moins et par douze membres au plus, nommés par l'Assemblée Générale et renouvelés ou révoqués par elle. Le Conseil d'Administration définit les orientations stratégiques de la société et veille à leur mise en œuvre. Il procède également aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns et se saisit de toute question relative à la bonne marche de la société.

Au 31 décembre 2021, le Conseil d'administration de MANAGEM est composé de 9 membres. Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou morales. Dans ce dernier cas, lors de sa nomination, la personne morale est tenue de désigner un représentant permanent pour une durée de mandat identique au sien.

Membres du Conseil d'Administration	Fonction	Nomination	Dernier Renouvellement	Expiration du mandat	Lien avec le Groupe MANAGEM
M. Imad TOUMI	Président Directeur Général	28/01/2016	27/05/2016	AGO 2026	Président Directeur Général du Groupe et Président Directeur Général de Africaplane
M. Bassim JAI HOKIMI	Administrateur	23/04/2002	22/05/2014	AGO 2025	Administrateur Al Mada (maison mère) et SMI (filiale)
M. Hassan OURIAGLI	Administrateur	09/11/2009	15/05/2015	AGO 2026	Administrateur Al Mada (maison mère), SMI (filiale) et Africaplane
Mme Noufissa KESSAR	Administrateur	10/09/2015	27/05/2016	AGO 2021	Administrateur SMI, CMG et CTTA (filiales)
M. Frédéric TONA	Administrateur indépendant	24/09/2019	25/06/2020	AGO 2025	Aucun
M. Samir IDRISSE OUDGHIRI	Administrateur indépendant	25/06/2020	-	AGO 2026	Aucun
AL MADA rep. par M. Hassan OURIAGLI	Administrateur	16/03/2011	16/06/2017	AGO 2022	Actionnaire
ONHYM Rep. par Mme Amina BENKHADRA	Administrateur	16/09/1996	25/06/2020	AGO 2025	Administrateur CMG et SMI (filiales)
SIGER Rep. par M. Karim KHETTOUCH	Administrateur	04/06/2002	25/06/2020	AGO 2025	Actionnaire Al Mada actionnaire de MANAGEM

MANAGEM est en conformité avec les dispositions de l'article 41 bis de la loi n° 20-19, publiés au bulletin officiel en avril 2019, modifiant et complétant la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes, et notamment sur les critères d'indépendance des administrateurs.

Le Conseil d'Administration de MANAGEM S.A compte depuis 2020 deux administrateurs indépendants.

Le tableau suivant présente les représentants des administrateurs personnes morales au 31 décembre 2021 :

Membres du Conseil d'Administration	Fonction actuelle (MANAGEM)	Personne morale administrateur représentée	Fonction actuelle (Société représentée)	Lien de la société représentée avec MANAGEM
Hassan OURIAGLI	Administrateur	AL MADA	Président Directeur Général	Maison mère de MANAGEM
Amina BENKHADRA	Administrateur	ONHYM	Directrice Générale	Actionnaire dans CMG (filiale de MANAGEM)
Karim KHETTOUCH	Administrateur	SIGER	Directeur Général	Actionnaire dans Al Mada (maison mère de MANAGEM)

Fonctionnement du Conseil d'Administration

Durée des fonctions des administrateurs

La durée des fonctions des administrateurs est de six années, chaque année étant entendue comme la période courue entre deux Assemblées Générales Ordinaires annuelles consécutives.

Rémunération des administrateurs

Au titre de l'exercice 2021, l'Assemblée Générale Ordinaire a fixé les jetons de présence alloués aux membres du Conseil et du Comité des Risques et des Comptes à 1 622 000 MAD.

Parité

Le taux de représentation des femmes au Conseil d'administration est de 22%.

Taux de présence effective aux séances du conseil d'administration

Au cours de l'exercice 2021, le Conseil d'Administration a tenu 5 réunions, les administrateurs étaient présents à l'unanimité.

Rémunérations des dirigeants

Le montant global de la rémunération brute annuelle attribuée aux principaux dirigeants de MANAGEM au titre de l'année 2021 s'élève à 19,6 M MAD.



Biographies des administrateurs

M. Imad Toumi, *Président Directeur Général*

Monsieur Imad TOUMI est diplômé de l'Ecole Polytechnique (X 1982), titulaire d'un doctorat de l'Université Paris 6, et d'un MBA de l'école des Hautes Etudes Commerciales de Paris (MBA HEC 2000). Il a une expérience de plus de 20 ans en MANAGEMENT de projets industriels dans le domaine de l'énergie et des mines. Après un début de carrière au sein du Commissariat à l'Energie Atomique (CEA), il rejoint AREVA en 2002 où il occupera plusieurs postes, dont la Direction Générale de AREVA South Africa, puis de AREVA Niger. Il a aussi été membre du Comité de Direction de la branche Mines d'AREVA et administrateur de plusieurs sociétés minières en Afrique et au Canada.

M. Bassim JAI HOKIMI, *Administrateur*

Diplômé de l'Ecole Polytechnique et d'un Master en Computer Science à l'Université de Stanford en Californie aux Etats-Unis. M.HOKIMI occupe actuellement le poste de Président Directeur Général d'ATLAMED, une société anonyme basée à Casablanca, ayant pour objet le capital investissement et le conseil financier.

Après ses expériences dans les systèmes d'information (Royal Air Maroc), la banque de marchés (Mediafinance au Maroc), et le conseil (Orga Consultants à Paris), M.HOKIMI prendra la présidence du groupe SNI/ONA (actuellement AL MADA) de 2002 à 2005.

M. Hassan OURIAGLI, *Administrateur*

Diplômé de l'Ecole Polytechnique et de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, M. OURIAGLI occupe actuellement les postes de Président Directeur Général du groupe AL MADA, et d'administrateur dans plusieurs filiales du groupe. Auparavant, M. OURIAGLI occupait les postes suivants :

- › Directeur associé à Cap Gemini Ernst & Young, à Paris ;
- › Directeur attaché à la présidence ONA, chargé des participations financières ;
- › Directeur délégué de l'ONA, absorbée par la SNI en 2010.

M. Frédéric TONA, *Administrateur indépendant*

Docteur en géologie appliquée de l'Université Pierre et Marie Curie de Paris, M. TONA exerce actuellement en tant que consultant indépendant en géologie et stratégie minière. Auparavant, M. TONA occupait plusieurs postes dont :

- › Géologue minier à la Société Minière et Métallurgique de Peñarroya Espagne ;
- › Exploration Manager AMOK CLUFF MINING Canada ;
- › Chef des Missions Préliminaires de COGEMA - France ;
- › Directeur des Recherches Minières de COGEMA - France ;
- › Directeur du Secteur Mines Chimie Enrichissement d'AREVA - France.

Mme. Noufissa KESSAR, *Administrateur*

Diplômée de l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne, Mme KESSAR occupe depuis 2015 le poste de Directrice exécutive d'AL MADA (ex SNI). Auparavant, elle occupait les postes suivants :

- › Ingénieur-cadre à la direction de l'organisation du groupe Nestlé, à Vevey (Suisse) ;
- › Directrice d'Attijari Finances Corp ;
- › Directrice de la direction des financements structurés au sein du groupe Attijariwafa bank ;
- › Directrice exécutive du groupe Attijariwafa bank, en charge de la création de la banque privée.

M. Samir IDRISSE OUDGHIRI *Administrateur indépendant*

Ingénieur Arts et Métiers et ingénieur Pétrole et Moteurs, M. OUDGHIRI occupait auparavant les postes suivants :

- › Ingénieur de production au sein de Sprint Metal Imphy ;
- › Directeur de l'Unité chez Ahsen Inox ;
- › Directeur d'Usine à Dar El Berrad ;
- › Directeur de la région Casa Centre, puis Directeur Marketing et Commercial chez Air Liquide Maroc ;
- › Directeur Commercial, Directeur Général Adjoint puis Directeur Général Délégué au Groupe Lesieur Cristal ;
- › Directeur Général exécutif de Lesieur Cristal.

Mme. Amina BENKHADRA, *Administrateur représentante de l'ONHYM*

Diplômée et ingénieur civil des mines de l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Nancy en 1978. Mme Benkhadra a également un doctorat en sciences et techniques minières (ENSM Paris), en plus d'une double formation en MANAGEMENT à l'Université de Columbia (1990). Aujourd'hui, elle occupe le poste de Directrice Générale de l'ONHYM. Auparavant, elle occupait les postes suivants :

- › Directrice Générale de l'Office national de recherches et d'exploitations pétrolières (Onarep) ;
- › Directrice générale du Bureau des recherches et participations minières (BRPM) ;
- › Directrice des mines au ministère de l'Energie et des Mines ;
- › Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie et des Mines, chargée du Développement du secteur minier ;
- › Ministre de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement.

M. Karim KHETTOUCH, *Administrateur représentant de SIGER*

Directeur Général de Siger.



Les organes de direction

Liste des principaux dirigeants

Dirigeants	Fonction actuelle	Date d'entrée en fonction
Imad TOUMI	Président Directeur Général	Janvier 2016
Youssef EL HAJJAM	Directeur Général des opérations Maroc	Octobre 2020
Naoual ZINE	Directrice Générale Reminex	Juillet 2019
Lhou MAACHA	Directeur Exécutif de l'Exploration	Juin 2016
Omar NAIMI	Directeur Exécutif Achats et Supply Chain	Octobre 2019
Zakaria RBII	Directeur Exécutif Capital Humain, Développement durable, Communication et Technologies de l'Information	Juin 2018
Amine AFSAHI	Directeur Exécutif Trading et Commercial	Juin 2016
Mouna MAHFOUD	Directrice Exécutive Finance	Février 2020

M. Imad TOUMI

Président Directeur Général

Monsieur Imad TOUMI est diplômé de l'Ecole Polytechnique (X 1982), titulaire d'un doctorat de l'Université Paris 6, et d'un MBA de l'école des Hautes Etudes Commerciales de Paris (MBA HEC 2000). Il a une expérience de plus de 20 ans en MANAGEMent de projets industriels dans le domaine de l'énergie et des mines. Après un début de carrière au sein du Commissariat à l'Energie Atomique (CEA), il rejoint AREVA en 2002 où il occupera plusieurs postes, dont la Direction Générale de AREVA South Africa, puis de AREVA Niger. Il a aussi été membre du Comité de Direction de la branche Mines d'AREVA et administrateur de plusieurs sociétés minières en Afrique et au Canada.

M. Youssef EL HAJJAM

Directeur Général des opérations métaux de base

Diplômé de l'Ecole Polytechnique en 1993 puis de l'Ecole des Mines de Paris en 1995, M. EL HAJJAM rejoint MANAGEM la même année en tant qu'ingénieur en charge du traitement à CTT Guemassa. Il occupera ensuite plusieurs postes de responsabilité dans l'activité hydrométallurgie, notamment Responsable du projet Hydro II et Responsable d'exploitation des usines Cobalt II. En 2002, il rejoint l'activité « ingénierie » en tant que Directeur de projet. Il est ensuite chargé de la Direction de la mine de SAMINE. En 2005, il occupe le poste de Directeur technique des exploitations minières avant d'être nommé Directeur de développement. En 2008, il est nommé Directeur Général de la Branche Métaux Précieux puis Directeur Général de la Branche métaux précieux & Fluorine en 2011.

Depuis Juillet 2019, M. EL HAJJAM est Directeur Général en charge des opérations métaux de base.

Mme Naoual ZINE

Directrice Générale Reminex & Projets

Mme ZINE est diplômée de l'Ecole Mohammedia des Ingénieurs (1998). Elle rejoint MANAGEM la même année en charge de la gestion du projet d'extension de l'usine à la mine de SMI. Une année après, elle prendra en charge le service de planification minière à SMI. En 2003 elle rejoint la Direction Générale des exploitations minières Maroc en tant que Responsable du contrôle de gestion et gestion des investissements de l'activité minière du Groupe. À partir de 2005, elle est nommée Directrice chargée du contrôle général qui regroupe les trois fonctions : contrôle de gestion stratégique, audit interne et risk MANAGEMENT. En 2009, elle est nommée Directrice Financière et du Contrôle de Gestion Corporate et en 2017 Directrice Générale Adjointe Stratégie & Finance. En juillet 2019, Mme ZINE a été nommée Directrice Générale Reminex & Projets.

M. Omar NAIMI

Directeur Achats, Approvisionnement & Logistique ; Chargé de mission auprès du PDG

M. NAIMI est diplômé de l'Ecole Mohammedia des Ingénieurs en 1997 et rejoint le Groupe MANAGEM la même année en tant qu'ingénieur maintenance à la mine de Bou azzer (CTT). En 2001, il est expatrié en Guinée pour occuper le poste de Responsable Maintenance et activités support de la mine de Kiniero. En 2003, il intègre la Direction des achats au Maroc en tant que Responsable Achats Investissements, PDR & Consommables spécifiques & chargé des achats pour les filiales à l'international. M. NAIMI revient aux opérations dès 2005 quand il est nommé Chef d'exploitation à la mine de Akka et est promu Directeur des exploitations à la même mine dès

2007. En 2008, il prend la Direction de Techsub à laquelle il rajoute la Direction des opérations à l'international au sein de la Direction Générale du développement et des activités à l'international en 2016. Depuis Février 2017, M. NAIMI est nommé Directeur des achats, approvisionnement & logistique ; chargé de mission auprès du PDG.

M. Zakaria RBII

Directeur Exécutif des Ressources Humaines, de la Communication et du développement durable

Ingénieur de formation, démarrant sa carrière au sein des ressources humaines de ST Microelectronics, M. Zakaria RBII a ensuite occupé plusieurs fonctions en Ressources Humaines dans divers secteurs, notamment les produits de grande consommation et le secteur automobile. Directeur des Ressources Humaines Maroc, Algérie et Tunisie auprès d'Unilever, il a également fait ses armes auprès de Mondelez et Toyota. Il a travaillé dans plusieurs pays comme l'Algérie, la Tunisie, la Chine et la région MENA. Il est par ailleurs Président de l'Association Nationale des Gestionnaires et Formateurs des Ressources Humaines (AGEF). Après 7 ans passés chez Centrale Danone, M. Zakaria RBII rejoint MANAGEM à la tête de la Direction des Ressources Humaines, de la Communication et du Développement Durable en 2018.



M. Lhou MAACHA*Directeur Exécutif de l'Exploration*

Fort d'une expérience de plus de 29 ans dans le domaine de l'exploration, la génération de projet et le développement tant au Maroc qu'à l'international, titulaire d'un doctorat d'État en Géophysique et Métallogénie (2013), d'un diplôme d'études approfondies à l'Université Cadi Ayyad (1994), et d'un diplôme d'Ingénieur d'État (1989), M. Lhou MAACHA a commencé sa carrière en tant que géologue minier à la mine polymétallique de Hajjar, la mine de Cobalt à Bou-Azzer et la mine de Cuivre à Beida. Ensuite, Directeur d'Exploration, puis, Directeur Général Exploration et Développement au sein du Groupe, son domaine d'expertise couvre plusieurs types de minéralisations et de commodités notamment les métaux précieux, les métaux de base, le Cobalt et les minéralisations magmatiques. Il a été également Directeur des Opérations de MANAGEM. Il est administrateur de plusieurs filiales du Groupe et Vice-Président de l'Association Marocaine des Sciences de la Terre au Maroc.

Mme Mouna MAHFOUD*Directrice Exécutive Finance*

Lauréate de l'école Mohammadia des Ingénieurs, Mme MAHFOUD a rejoint MANAGEM en 1997 en tant qu'ingénieur process. Affectée aux unités hydro métallurgiques du site de Guemassa pour contribuer au développement de la production des cathodes de cobalt, elle y prend plusieurs responsabilités notamment celles des usines de production de cobalt, cuivre, et oxyde de zinc. En 2003, elle se réoriente vers le contrôle de gestion et devient en 2008, Directrice en charge du Contrôle de gestion opérationnel rattachée à la Direction Générale. En 2018, elle regroupe le contrôle de gestion de l'ensemble des activités opérationnelles du Groupe MANAGEM, au Maroc et à l'international. En 2020, elle est nommée Directrice Financière de MANAGEM.

M. Mohamed Amine AFSABI*Directeur Exécutif Marketing & Commercial*

Diplômé de l'École Spéciale des Travaux Publics de Paris (1992), et titulaire d'un MBA de l'école des Ponts et Chaussées (2005), M. AFSABI rejoint le Groupe MANAGEM en mars 1993 pour une première expérience à CMG dans le domaine de la maintenance et en tant que Responsable des Méthodes. En 1997, il intègre la Direction de Développement de l'Intelligence Économique et du Développement des Métiers de l'Eau et de l'Environnement. En 2000, il est nommé Directeur Adjoint de l'Eau et de l'Assainissement, détaché au sein de Veolia - Tétouan. En 2004, il revient au sein du Groupe pour prendre en charge le Risk MANAGEMENT et le Contrôle de Gestion Corporate. En 2005, il est nommé Directeur des Achats et de la Logistique, puis, en 2008, Directeur Général des Activités Supports, regroupant Reminex. En 2011, il prend en charge la direction des grands projets de valorisation puis la commercialisation et le marketing des produits de MANAGEM à partir de 2013.

Depuis Juin 2016, M. AFSABI est Directeur Exécutif Marketing & Commercial.

Autres mandats des administrateurs de MANAGEM SA**M. Imad TOUMI**

Société	Activité	Lien avec le Groupe MANAGEM	Fonction
AKKA GOLD MINING (AGM)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
COMPAGNIE DE TIFNOUT TIRANIMINE (CTT)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
COMPAGNIE MINIERE DE GUEMASSA (CMG)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
SAGAX Maghreb S.A	Travaux d'exploration minière	Filiale	Président Directeur Général
CIMR	Caisse de Retraite	Aucun	Représentant de MANAGEM Administrateur
CTTA	Transport et travaux aériens	Filiale	Président Directeur Général
AFRICAPLANE	Transport aérien	GIE	Président Directeur Général
REMINEX	Recherche et Ingénierie minière	Filiale	Président Directeur Général
SOCIETE METALLURGIQUE D'IMITER (SMI)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
SOCIETE ANONYME D'ENTREPRISES MINIERES (SAMINE)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
SOCIETE MINIERE DE BOU GAFFER (SOMIFER)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
TECHSUB	Sondages et travaux souterrains miniers	Filiale	Président Directeur Général
COMPAGNIE MINIERE D'OUMJRANE (C.M.O.)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
COMPAGNIE MINIERE DE SAGHRO (C.M.S.)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
COMPAGNIE MINIERE DE DADES	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
MANACET	Holding de participation	Filiale	Président Directeur Général
MANATRADE	Commercialisation de minerais	Filiale	Président Directeur Général
MANAGEM INTERNATIONAL	Holding de participation	Filiale	Président Directeur Général
SMM	Prospection géologique	Filiale	Administrateur Président
MANUB	Exploitation minière	Filiale	Administrateur
MCM	Exploitation minière	Filiale	Président du Conseil d'administration
NIGIEM	Exploitation minière	Filiale	Président du Conseil d'administration
MANAGOLD	Holding de participation	Filiale	Président Directeur Général
TRADIST	Commercialisation	Filiale	Président Directeur Général
Fondation ONA	Association d'utilité publique	MANAGEM membre de la fondation ONA	Représentant de MANAGEM Administrateur



M. Hassan OURIAGLI

Sociétés	Fonction
AL MADA	Président Directeur Général
COMPAGNIE CHERIFIENNE DES PRODUITS DU NAPHTA NAPHTA	Président Directeur Général
COMPAGNIE MAROCAINE D'HUILERIE CMH	Président Directeur Général
DAN MAROC	Président Directeur Général
FINANCIERE DE PRISE DE PARTICIPATIONS	Président Directeur Général
FIRST CONNECT SAT	Président Directeur Général
GLOBAL COMMUNICATIONS	Président Directeur Général
INVEST CO HOLDING INVEST CO	Président Directeur Général
LONGOMETAL Afrique	Président Directeur Général
ONA COURTAGE	Président Directeur Général
ONA INTERNATIONAL	Président Directeur Général
RESERVES IMMOBILIERES	Président Directeur Général
FONDATION AI MADA	Président
FONDATION SUZANNE ET JEAN EPINAT	Président
IMMO MASUR	Gérant
ACIMA	Administrateur
AFRICAPLANE	Administrateur
ATTIJARIWafa BANK AWB	Administrateur
COMPAGNIE OPTORG	Administrateur
COPROPAR	Administrateur
DIGIBAY	Administrateur
GROUP INVEST	Administrateur
HOSPITALITY HOLDING COMPANY H.Co	Administrateur
LAFARGE MAROC	Administrateur
LAFARGEHOLCIM MAROC LHM	Administrateur
LAFARGEHOLCIM MAROC AFRIQUE LHMA	Administrateur
MANAGEM	Administrateur
MARJANE HOLDING MARJANE	Administrateur
NAREVA HOLDING NAREVA	Administrateur
NAREVA POWER	Administrateur
OFNA	Administrateur
OMNIUM DE GESTION MAROCAIN OGM	Administrateur
ONAPAR-AMETYS	Administrateur
ORIENTIS INVEST	Administrateur
PRESTIGE RESORTS	Administrateur
RADIO MEDITERRANEE INTERNATIONALE RMI	Administrateur
RIHLA IBN BATTUTA PROD	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERE AGENA	Administrateur
SOCIETE AFRICAINE DE TOURISME SAT	Administrateur
SOCIETE CENTRALE D'INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS SCII	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERE CENTURIS	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERE DARWA	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERE MANDARONA	Administrateur
SOCIETE METALLURGIQUE D'IMITER SMI	Administrateur
SOCIETE FINANCIERE DE GESTION ET DE PLACEMENT	Président du Conseil d'Administration
COPROPAR	Administrateur
Wafa ASSURANCE	Administrateur
WANA CORPORATE	Administrateur

M. Bassim JAI HOKIMI

Sociétés	Fonction
ATLAMED	Président Directeur Général
AM INVEST MOROCCO	Président Directeur Général
COFIMAG	Président Directeur Général
INVOLYS	Président Directeur Général
GEMA CORP	Administrateur
GEMADEC	Administrateur
SECURIMAG	Administrateur
SOFRENOR	Administrateur
EGFI	Administrateur
INTEX CO	Administrateur
WATEC	Administrateur
3P FUND	Administrateur
AL MADA	Administrateur
SMI	Administrateur
Tuyauto Gestamp Morocco	Administrateur

Mme. Amina BENKHADRA

Sociétés	Fonction
CMG	Administrateur
SMI	Administrateur

M. Samir Idrissi OUDGHIRI

Sociétés	Fonction
Raffinerie Africaine	Administrateur
Hay Al Habaib	Administrateur
Fireal	Administrateur
Astra Maroc	Administrateur
ANIOM	Administrateur
COSTOMA	Administrateur



Mme. Noufissa KESSAR

Sociétés	Fonction
ORIENTIS INVEST	Administrateur
PRESTIGE RESORTS	Administrateur
MARJANE HOLDING	Administrateur
COMPAGNIE CHERIFIENNE DES PRODUITS DU NAPHTE	Administrateur
ONAPAR-AMETYS	Administrateur
SOPRIAM	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERE CENTURIS	Administrateur
COMPAGNIE DE TRANSPORTS ET DE TRAVAUX AERIENS (CTTA)	Administrateur
OMNIUM DE GESTION MAROCAIN	Administrateur
COMPAGNIE OPTORG	Administrateur
SOTHERMA	Administrateur
MANAGEM	Administrateur
SMI	Administrateur
COMPAGNIE MINIERE DES GUEMASSA	Administrateur et Représentant permanent SOMIFER
WADIS	Représentant permanent d'Al Mada
ROYAL AIR MAROC	Représentant permanent d'Al Mada
AMARJANE AGADIR FOUNTY	Représentant permanent d'Al Mada
MARJANE AIN SEBAA	Représentant permanent d'Al Mada
MARJANE MARRAKECH MENARA	Représentant permanent d'Al Mada
MARJANE RABAT HAY RIAD	Représentant permanent d'Al Mada
MARJANE TIKIOUINE	Représentant permanent d'Al Mada
SODIGEC	Représentant permanent d'Al Mada
TRACTAFRIC EQUIPMENT MAROC	Représentant permanent d'Al Mada
DIGIBAY	Représentant permanent d'Al Mada
SODIGEC 2	Représentant permanent d'Al Mada
TACHEFINE CENTER	Représentant permanent d'Al Mada
TEXTIBAY	Représentant permanent d'Al Mada
ACIMA	Représentant permanent d'Al Mada
VETIBAY	Représentant permanent d'Al Mada
WADIS II	Représentant permanent d'Al Mada
RENAULT COMMERCE MAROC	Représentant permanent d'Al Mada
AKKA GOLD MINING	Représentant permanent REMINEX
SAGAX MAGHREB	Représentant permanent REMINEX

M. Frédéric TONA

M. Frédéric TONA n'a pas d'autres mandats d'administrateur dans d'autres entités.

M. Karim KHETTOUCH

M. Karim KHETTOUCH est Directeur Général de la Siger.



Comités spécialisés

Conformément aux dispositions de la loi sur les sociétés anonymes, le Groupe s'est doté de trois comités spécialisés : le Comité des Risques et des Comptes, le Comité stratégique et le Comité de rémunération:

Intitulé	Comité des Risques et des Comptes
Périodicité	Semestrielle
AM INVEST MOROCCO	M. Samir IDRISSE OUDGHIRI - Administrateur indépendant de MANAGEM M. Frédéric TONA - Administrateur indépendant de MANAGEM Mme Amina BENKHADRA - Administrateur de MANAGEM Mme Noufissa KESSAR - Administrateur de MANAGEM Mme Mouna Mahfoud - Secrétaire et invité permanent
COFIMAG	S'assurer de l'équilibre financier du Groupe et surveiller les risques auxquels pourraient être exposés les sociétés du Groupe.
INVOLYS	Le Comité d'Audit couvre : - La méthode d'élaboration des comptes sociaux et consolidés ; - L'examen des comptes annuels et semestriels, ainsi que de la situation financière - L'examen et le suivi de l'indépendance des commissaires aux comptes, en particulier pour ce qui concerne la fourniture de services complémentaires à l'entité contrôlée ; - Le dispositif du contrôle interne, de la gestion des risques, des règles de gouvernance et de la déontologie.

En plus de la surveillance des risques, ce comité endosse les responsabilités du comité d'audit exigé des sociétés anonymes (article 106 bis de la loi 17-95 sur les sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée). Dans ce sens, le comité se tient chaque semestre en deux réunions distinctes. La première réunion a pour objet de faire le point sur les missions d'audit réalisées, les missions d'audit de suivi, les missions à venir

sur 3 ans, ainsi que sur le risque management (cartographie des risques, etc.). La deuxième réunion se tient avant le conseil d'administration, en présence des CAC, afin de présenter les arrêtés des comptes semestriels. Il est à noter que MANAGEM est en conformité avec la loi 20-19 modifiant et complétant la loi 17-95 en matière d'indépendance des administrateurs et de composition du comité d'audit.

Intitulé	Comité Stratégique
Périodicité	Au besoin
Membres	M. Hassan OURIAGLI – Administrateur de MANAGEM M. imad toumi – Administrateur de MANAGEM M. karim khettouch – Administrateur de MANAGEM M. Bassim JAI HOKIMI – Administrateur de MANAGEM M. Frédéric TONA – Administrateur indépendant de MANAGEM Mme Amina BENKHADRA – Administrateur de MANAGEM Mme Noufissa KESSAR – Administrateur de MANAGEM
Objectif	Orientation stratégique générale de l'entreprise
Attributions	Opérations d'investissement ou de désinvestissements Achats et sélection des fournisseurs de services ou de produits dont le montant est supérieur à 50 MDH Opérations d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou de scission Partenariats Opérations d'acquisition ou de cession d'actifs immobiliers hors exploitation
Intitulé	Comité de Rémunération
Périodicité	Au moins une fois par an et chaque fois que nécessaire
Membres	Mme Noufissa KESSAR M. Hassan OURIAGLI M. Karim KHETTOUCH M. Imad TOUMI
Objectif	S'assurer de la juste rémunération des cadres dirigeants.
Attributions	Examen de la situation des cadres clés : - Cadres Dirigeants, Directeurs rattachés hiérarchiquement aux Présidents Directeurs Généraux et aux Présidents du Directoire des participations et Hauts Salaires des participations (recrutement, nomination, renouvellement, rémunération, départs...) - Examen du plan de succession - Examen du bilan social - Système d'intéressement à moyen terme



Information des actionnaires durant l'exercice 2021

Conformément aux exigences réglementaires, MANAGEM informe régulièrement ses actionnaires par le biais de son site internet où sont répertoriés l'ensemble des publications légales exigées pour toute société cotée en bourse.

Par ailleurs, l'entreprise a publié ses informations financières au cours de l'année 2021 selon le calendrier suivant :

Communiqués de Presse	Date de Publication
Communiqué de presse relatif à la signature d'un partenariat avec le Groupe Norin Mining (Ex Wanbao)	1 ^{er} février 2021
Communiqué de presse relatif aux indicateurs du 4 ^e trimestre 2020	26 février 2021
Communiqué financier relatif aux résultats 2020	25 mars 2021
Communiqué de presse relatif au RFA 2020	30 avril 2021
Communiqué de presse relatif aux indicateurs du 1 ^{er} trimestre 2021	24 mai 2021
Communiqué de presse relatif au démarrage de la mine Tri-K en Guinée	24 juin 2021
Communiqué de presse relatif aux indicateurs du 2 ^e trimestre 2021	05 août 2021
Communiqué des résultats financiers du 1 ^{er} semestre 2021	30 septembre 2021
Communiqué de presse relatif aux indicateurs du 3 ^e trimestre 2021	15 novembre 2021
Communiqué de presse relatif à l'émission d'un emprunt obligataire ordinaire de 15 milliards de dhs	06 décembre 2021
Communiqué de presse suite au visa de l'AMMC sur le dossier d'information relatif au programme d'émission de billets de trésorerie	08 décembre 2021
Communiqué de presse relatif à la clôture de l'emprunt obligataire	22 décembre 2021

Éthique et conduite des affaires

En 2017, MANAGEM Group a défini un nouveau socle de valeurs, en phase avec la mission de l'entreprise et en appui de sa vocation de croissance durable. Ces valeurs, incarnent la culture d'entreprise « le MANAGEM Group Way » et guident les ambitions de MANAGEM Group et les actions quotidiennes de ses collaborateurs.

Conformément aux dispositions relatives aux sociétés cotées, MANAGEM dispose d'un code de déontologie et a nommé un déontologue depuis juillet 2014.

Le risque de corruption est intégré au périmètre sous revue du Risk management Group et du contrôle interne et des missions d'audit internes sont menées à fréquence régulière pour en vérifier la conformité et prévenir les risques potentiels de corruption.

Des procédures sont formalisées au niveau des achats qui définissent plusieurs niveaux de contrôle et de validation avant l'étape de la contractualisation, tout en maintenant des évaluations périodiques intégrant les sujets RSE.

Le Groupe a par ailleurs, formalisé son engagements de responsabilité, à travers une charte des achats responsables, qui vient compléter le dispositif des standards mis en place pour assurer une chaîne d'approvisionnement responsable.

En vue de se hisser aux meilleurs standards en matière d'éthique, MANAGEM a lancé un Code d'Éthique et de Conduite des affaires en mars 2020. Le Code a été conçu selon les principes éthiques fondamentaux suivants :

- › Le respect du droit et des lois applicables comme priorité ;
- › Le respect des Droits de l'Homme comme principe ;
- › L'esprit entrepreneurial comme conduite ;
- › Le développement durable comme modèle ;
- › L'excellence comme exigence.

Le Code éthique engage aussi bien MANAGEM envers ses différentes parties prenantes, que les collaborateurs du Groupe. Ainsi, par l'adoption de ce Code, les salariés du Groupe MANAGEM s'engagent également à protéger l'image de MANAGEM et d'agir de façon responsable et éthique dans le respect des ambitions RSE du Groupe.

Un programme de formation a été mené en collaboration avec MANAGEM Academy depuis mai 2020. Pour compléter le dispositif, MANAGEM a introduit un système d'alerte professionnelle accessible par e-mail, voie postale ou par téléphone mobile. Ces moyens d'alerte garantissent l'anonymat et la confidentialité et protègent les lanceurs d'alerte contre d'éventuelles représailles. En 2021, aucune alerte n'a été remontée.





COMPTES ANNUELS
ET RAPPORTS

Rapport de Gestion

Faits marquants

Opérations/Productions : Démarrage de la production de la mine de Tri-K, consolidation des performances des activités métaux de base et du Cobalt, toutefois retrait des volumes de production de l'Argent d'Imiter et l'Or de MANUB

- › La production de l'Or Groupe s'établit à 4901 Kg M en forte progression de +3071 Kg M par rapport à fin 2020 grâce au démarrage de la production d'or provenant de TriK (SMM) en Juin 2021 qui s'établit à 3422 Kg M. La production provenant du Soudan a connu une baisse de 356 Kg M en raison principalement des perturbations qu'a connues le pays ces derniers mois;
- › Retrait de la production d'Argent en glissement annuel de -18 % suite à la baisse des tonnages traités, néanmoins, on note une hausse de la production du deuxième semestre par rapport au premier semestre de +20% ;
- › La production du Cuivre Groupe est en hausse de +2% par rapport à l'année dernière grâce à la consolidation des performances des mines cuprifères, permettant ainsi de profiter du cycle haussier des cours du Cuivre ;
- › La production du Cobalt est en repli de 26%, suite principalement à la baisse importante de la production des cathodes en provenance des Matières Secondaires (conditions d'achat défavorables combinés aux perturbations

de la chaîne d'approvisionnement). On note la consolidation de la production du Cobalt provenant de la mine de Bou Azzer;

- › Baisse de la production du Zinc de -12% marquée par quelques perturbations des activités durant le troisième trimestre suite à un incident survenu au niveau du transformateur de Draa sfar ;
- › Baisse de la production de la Fluorine suite à l'épuisement du Gisement.

Projets de développement : Avancées majeures dans la concrétisation des projets de développement du groupe

- › Démarrage de la production de la mine d'Or de TRIK en Guinée en Juin 2021 conformément aux prévisions. L'objectif de ce projet est de produire annuellement plus de 3 tonnes métal d'Or. Les réserves d'Or sont de l'ordre de 1,3 millions d'Oz ;
- › Poursuite des travaux de développement des projets du Bloc 15 au Soudan ;
- › Concrétisation de l'accord de partenariat entre Managem et Wanbao Mining devenu effectif à partir du 1er Mars 2021 pour le développement des projets Or au Soudan ;
- › Retard dans l'avancement de l'extension de capacité à 1.6 Mtpa au Soudan en raison des perturbations socio-politiques que connaît le pays;
- › Avancement dans les travaux de la BFS (Etude de faisabilité bancaire) du grand projet West

Gabgaba (WG).

Projet cuprifère Tizert :

- › Finalisation de la mise à jour de l'étude de faisabilité bancaire (BFS) ;
- › Lancement du processus de financement avec les banques marocaines ;
- › L'avancement de processus de validation du projet par les organes de gouvernance.

Marchés/Résultats financiers/Situation financière : Nette amélioration du RNPG

- › Hausse importante des cours des métaux de base et Cobalt suite aux blocages des chaînes d'approvisionnement et du resserrement des stocks mondiaux. Performance mitigée de l'Or, impactée essentiellement par une bonne reprise du Dollar et des marchés financiers ;
- › Forte croissance du Chiffre d'affaires dépassant le CAP de 7Milliards de dirhams grâce notamment au démarrage de la production de la mine TRIK, la commercialisation de la part de production de Managem provenant de la mine de cuivre et de cobalt de Pumpi en RDC, exploitée en partenariat avec le groupe Wanbao Mining ainsi que la hausse des cours des métaux.
- › Amélioration du taux de marge consolidé (Hors CA de l'offtake) de 8 points par rapport à 2020 à 41,6% à fin 2021;
- › Consolidation des activités de LAMIKAL (Projet Pumpi en RDC), il est à noter que les contributions de ce projet aux indicateurs

financiers consolidés sont de 881 MDH en CA et 67 MDH en RNPG suite à la consolidation par mise en équivalence de LAMIKAL;

- › Concrétisation de l'accord de partenariat avec WANBAO avec un impact positif sur le cash in du Groupe de l'ordre de 84 MUSD.
- › Recouvrement des créances de crédits TVA pour 630 MDH dont 500 MDH par voie d'affacturage;
- › Souscription d'un emprunt obligataire pour 1,5 Milliard de DH.



Revue du Marché

Après une année 2020 marquée par une crise économique mondiale d'une ampleur inégalée, 2021 s'est caractérisée par une reprise économique. Le retour de la croissance économique s'est déroulé de manière progressive et hétérogène dans les différentes régions du monde. Après avoir connu une récession en début d'année 2021, la zone euro en est sortie et a connu une reprise économique de +5,2%, une performance un peu moins forte qu'aux États-Unis qui affiche une croissance de +5,7%. La Chine, l'un des rares pays à avoir connu une croissance positive en 2020, a quant à elle connu une croissance plus faible qu'au cours de la décennie écoulée.

L'année 2021, a été marquée particulièrement par un retour important de l'inflation (6,8 % aux États-Unis et 4,9 % en zone euro), ce qui a poussé les banques centrales à adopter des mesures moins accommodantes et relever leur taux d'intérêts. Si les premiers facteurs (croissance économique) ont positivement impacté les cours des matières premières et stratégiques, le contexte financier a par contre favorisé le marché des devises au détriment de valeurs refuges telles que l'Or.

Or

Evolution des cours de l'Or de Janvier 2020 à Décembre 2021



Cours moyen 2021	Evolution 21 / 20	Meilleure performance 2021	Plus faible performance 2021
1 801	+ 2 %	1 957	1 685
Cours moyen 2020 1 763		06/01/2021	31/03/2021

Malgré l'accumulation de facteurs favorables pour une performance exceptionnelle du métal « refuge » (crise sanitaire du Covid 19, confinements et récessions économiques, politiques budgétaires et monétaires spécifiques au contexte actuel, tensions géopolitiques dans diverses zones, etc.), l'or n'a affiché qu'une timide performance de + 2% par rapport à 2020. Par rapport au premier semestre de 2021, les cours moyens des six derniers mois ont affiché une régression de -2%.

Le caractère mitigé et cyclique des cours du métal jaune peut être expliqué par les facteurs suivants :

Marché boursier et matières premières :

- En 2021, les actions mondiales ont continué de rebondir vers de nouveaux sommets. L'indice MSCI (anciennement Morgan Stanley) tous pays a progressé de +19 % en 2021 et, à la fin de l'année, de +29 % par rapport à son sommet d'avant le COVID, en février 2020. Des secteurs comme les technologies de l'information, l'énergie et la finance ont dominé, tandis que les secteurs défensifs comme les télécommunications et les services publics ont signalé une récession. On note également que la plupart des gains ont été enregistrés au premier semestre 2021.
- Le marché obligataire a quant à lui signalé de bonnes performances, expliquées par un comportement prudentiel des investisseurs face aux effets des nouveaux variants du Covid-19 et une abondance de liquidité générée par une inflation historique. Cette dernière a comme résultat également une augmentation des taux d'intérêts qui défavorisent l'investissement en Or Métal.

Demande mondiale : un essor économique mondial, une appréciation du Dollar, une demande physique en reprise, sont des facteurs qui resserrent les prix

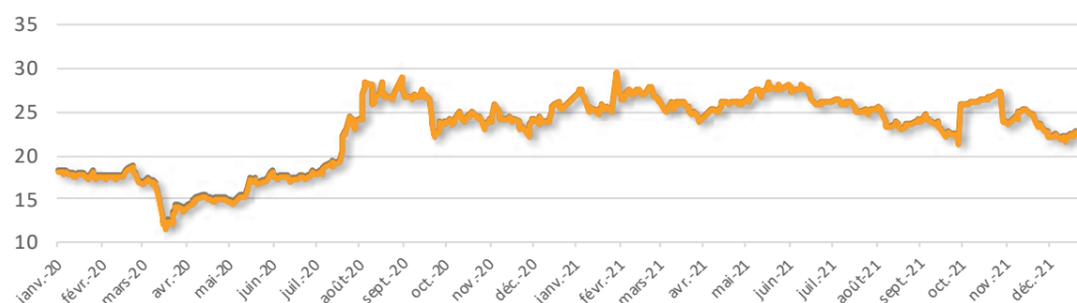
- L'économie mondiale, surtout en Europe et aux États-Unis est en pleine ré-accélération post-Covid. Cette reprise tend à doper le marché de l'emploi (niveau de chômage le plus bas depuis le début de la crise sanitaire -3.5%) et ainsi la consommation interne. A cet effet, les placements deviennent moins orientés vers des valeurs refuges telles que l'Or.
- La reprise du Dollar demeure épaulée par la reconduction de J. POWELL à la tête de la Réserve fédérale, et qui tend à adopter une politique monétaire moins accommodante. Les analystes et investisseurs sont très attentistes à un relèvement échelonné des taux d'intérêts, et tendent à se dépasser des achats en métaux précieux au profit de placements dans des secteurs en plein essor et en achats de la devise verte.
- Les banques centrales se sont portées acheteuses d'or en 2021 en prévision de nouveaux épisodes de crise sanitaire et des tensions géopolitiques. En tête de liste on retrouve la Thaïlande (+90 tonnes), le Japon (+81t), l'Inde (+71t) la Hongrie (+63t), le Brésil (+62t), l'Ouzbékistan (+43t), et Singapour (+26t).
- La demande physique a connu un net rebond en 2021 (prévu à 28.4%) par rapport à l'année précédente qui avait connu le report ou annulation des fêtes traditionnelles dans les pays classiquement demandeurs (Inde, Chine). Par ailleurs, la demande en ETF demeure négative en 2021;
- La production minière a augmenté de +2.2% en 2021, tandis que la demande prévoit une baisse de -9.8% suite aux facteurs précités, rendant ainsi les stocks importants (prévisions de 1590 t).

Prévisions de 2022 et 2023 :

Dans la continuité des faits relatés auparavant, et avec une reprise robuste de l'économie mondiale, les analystes prévoient les cours de l'or vers 1 700 \$ en 2022 et à 1600 \$ en 2023.

Argent

Evolution des cours de l'Argent de Janvier 2020 à Décembre 2021



Cours moyen 2021 25.43	Evolution 21 / 20 +24 %	Meilleure performance 2021 29,59 01/09/2021	Plus faible performance 2021 21.53 30/09/2021
Cours moyen 2020 20.49			

L'argent a continué sa trajectoire haussière durant l'année 2021 et, à l'instar du premier semestre de l'année, a affiché une bonne moyenne de 24\$ lors des six derniers mois. En glissement annuel, on constate une évolution de +24% ; par rapport au six derniers mois de 2020, on remarque une performance presque identique.

L'argent métal, et en confirmation du constat lors du premier semestre 2021, se sépare graduellement du métal corrélé à la performance de l'or (malgré que ce dernier a tiré vers le bas la performance de l'argent entre Septembre et Octobre), du fait qu'il s'oriente de plus vers une nécessité industrielle qu'une valeur refuge.

La bonne performance de l'argent métal trouve ses origines dans ce qui suit :

Demande industrielle/Physiques :

- › Cette demande reste stimulée par les besoins de secteurs tels que les photovoltaïques (+13%), produits électriques / électroniques (+10%), logements et construction (Etats-Unis et Europe). La demande du secteur des automobiles a été également stimulatrice des cours avec une nette reprise en 2021. La demande industrielle est par ailleurs mouvementée par l'engagement des principales économies mondiales en faveur de la neutralité carbone ainsi que le déploiement de la technologie 5G qui connaît son lancement massif.

- › Les données des experts indiquent que les ventes de pièces et de lingots d'argent ont augmenté de 48 % en glissement annuel en Amérique du Nord et de 22 % en Europe. A titre d'exemple, ce segment a été marqué par la commercialisation des pièces d'argent American Eagle bullion dans le nouveau design, que l'US Mint a lancé en juillet.

- › La demande en Inde connaît un retour à la norme en achats de lingots et de pièces, surtout pour des besoins relatifs aux fêtes traditionnelles et aux habitudes de thésaurisation.

Investissement des ETF et tendances économiques mondiales :

- › Ce type d'investissement a nettement fléchi en 2021, avec une progression maximale signalée depuis 2021. Cette évolution est principalement attisée par une spéculation montante sur les réseaux sociaux. La demande en ETF a avoisiné 300 Moz en 2021.
- › Le phénomène « d'inflation transitoire » qui a connu son sommet aux Etats-Unis a pesé négativement (d'une manière partielle entre Juin et Septembre) sur le rendement des cours de l'argent.

Ratio Or / argent :

Cet indicateur majeur de la performance de l'argent signale un bon chiffre avec un ratio de l'ordre de 80 à fin Novembre 2021. Ainsi, l'argent consolide sa qualité de métal refuge.

Stocks mondial :

L'offre mondiale a connu une bonne reprise en 2021 (+6%) en dépassant des effets de la crise sanitaire du Covid-19, réduisant ainsi le déficit du stock mondial. La production de l'argent métal est également favorisée par la hausse du rendement des mines de Cuivre et du Plomb dont l'argent est un by-product; Les plus fortes augmentations de production proviendront du Pérou, du Mexique et de la Bolivie. ;

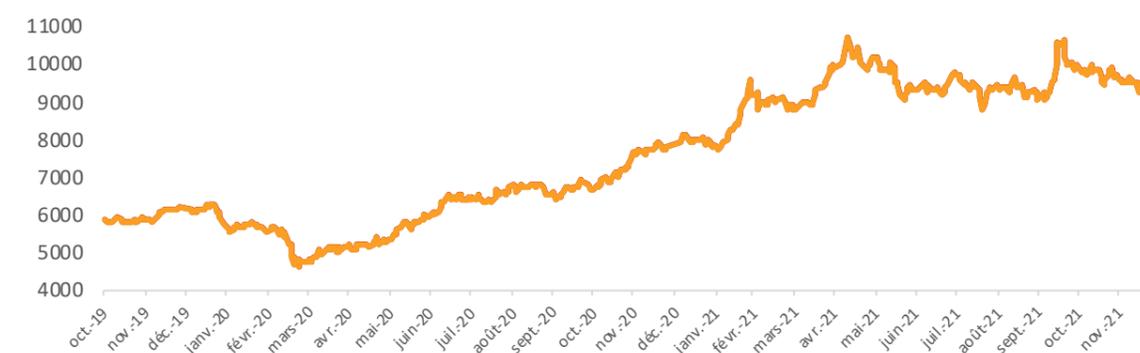
Néanmoins, cette production ne suit pas le trend haussier de la demande et induit les stocks vers un déficit le plus haut depuis des années ce qui a contribué à favoriser les cours du métal.

Prévisions de 2022 et 2023 :

Malgré une demande industrielle prévue à la hausse pour les prochaines années, les facteurs macroéconomiques (tels que les instabilités, le retour vers les marchés financiers, la pénurie des matières premières et les problèmes de la chaîne d'approvisionnement) poussent les analystes de Macquarie à prévoir des cours de 21.3\$ en 2022 et 20.3 \$ en 2023.

Cuivre

Evolution des cours du Cuivre de janvier 2020 à Décembre 2021



Cours moyen 2021	Evolution 21 / 20	Meilleure performance 2021	Plus faible performance 2021
9 318	+ 55 %	10 725	7 776
Cours moyen 2020		10/05/2021	02/02/2021

Les cours du cuivre ont continué leur surperformance depuis 2018 en atteignant un pic historique de 10 725 \$ en Mai 2021. La moyenne annuelle de 2021 est en hausse de +55% par rapport à celle de 2020. Lors de la deuxième moitié de l'année, la tendance était plus ou moins contradictoire tout en réalisant une moyenne de 9 537\$, soit une évolution de +44% par rapport à la même période en 2020.

Les cours du cuivre ont été impactés par les facteurs suivants :

Demande en Chine :

- Réduction des RSB (China's State Reserves Board): Après avoir renforcé sa réserve fédérale en 2020 et en début 2021, la Chine a procédé à une libération de son stock RSB (plus de 110 K tonnes en 2021). Cette décision est appuyée à la fois par les restrictions environnementales imposées par le gouvernement local, ainsi que l'orientation vers la consommation de la ferraille et déchets de cuivre, plus précisément après l'adoption des standards d'imports de haute qualité. Ainsi, les imports du raffiné ont diminué aux profit de la ferraille qui a augmenté de +85% (la Malaisie demeure un principal fournisseur de ce segment). Cette démarche prône également de pallier à l'envolée des cours qui menace la reprise chinoise, dope l'inflation et comprime les marges des industriels.
- Croissance économique : par souci de contrecarrer la spéculation et la thésaurisation qui a touché son économie locale, la Chine a opté pour un freinage de sa croissance économique (+4.9% lors de T3 2021 Vs T3 2020, +4% lors de T4 2021 Vs T4 2020). Les cours régressent à cet effet, en répondant à leur corrélation habituelle à la croissance économique et la demande industrielle.
- Secteur immobilier et manufacturier : en 2021, les ventes des 100 principaux promoteurs Chinois ont reculé de -3,5 %, la première baisse depuis 2016. Le secteur manufacturier affiche également une contreperformance ce qui affecte négativement les cours du cuivre.
- Facteurs naturels : La Chine a connu des coupures d'électricité ainsi que les inondations en 2021, ces facteurs ont altéré le rendement des chaînes logistiques et d'approvisionnements. Les cours du cuivre restent également sous effets d'apparition de nouveaux variants du Covid-19.

Demande en Europe et aux Etats-Unis :

En Europe et aux Etats-Unis, les secteurs des infrastructures et industriels ont connu un net rebond depuis la sortie du grand cycle de la crise sanitaire. L'Europe est même en phase d'entamer son projet de « global Gateway », en concurrence au méga projet Chinois de la route de la soie. Aux Etats-Unis, le plan Biden pour solidifier des infrastructures est en cours d'exécution et favorise les cours du Cuivre. Contrairement à la Chine, La demande en Europe n'a été que peu impactée par les perturbations en matière d'approvisionnement en énergies.

Offre et stocks :

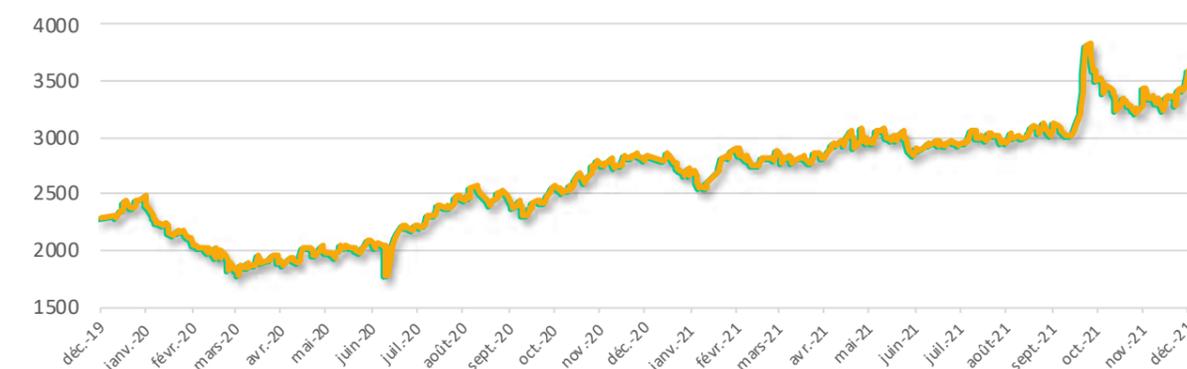
- Malgré les maux devenus habituels de la production en Amérique Latine (notamment les manifestations communautaires au Pérou, les changements politiques au Chili avec possibilités d'impositions de redevances à l'export) et des perturbations d'ordre gouvernemental en RDC qui n'affectent pas pour autant la production locale, l'offre minière mondiale a été en hausse (légère) de +1.3%. Le Brésil se présente comme nouvel acteur majeur de la production mondiale.
- Suite à la libération des stocks mondiaux du cuivre (RSB comme précité et les stocks du LME qui sont au plus bas niveau de 15 K tonnes depuis des décennies), en plus de la timide augmentation des productions, on constate bien un déficit cumulé de -200 kt à fin 2021, ce qui produit un resserrement du marché et des cours.

Prévisions de 2022 et 2023 :

La production mondiale est prévue à une reprise massive des régimes normaux de production surtout au Chili et au Pérou, sans négliger les bons plans de production en RDC. Quoi que la demande sera positivement tirée par l'accélération des méga projets d'infrastructures et de mises à niveau de secteurs tels que les automobiles et les télécoms, le marché sera en équilibre. Les analystes tablent sur des baisses des cours à 8750 \$ et 8000 \$ en 2022 et 2023 respectivement, avant de reprendre un cycle haussier à partir de 2024 suite au rehaussement de la demande.

Zinc

Evolution des cours du Zinc de Janvier 2020 à Décembre 2021



Cours moyen 2021	Evolution 21 / 20	Meilleure performance 2021	Plus faible performance 2021
3 304	+33 %	3 815	2 539
Cours moyen 2020		18/10/2021	02/02/2021
2 250			

Les cours du Zinc ont continué à réaliser des performances historiques depuis des années, avec un pic de 3 915 \$ signalé en Octobre 2021. Les prix ont manifesté une nette progression de +33% en glissement annuel par rapport à l'année précédente. Le deuxième semestre de l'année affiche une amélioration de +6% par rapport aux six premiers mois.

Les cours ont été impactés par les facteurs suivants :

Une demande mondiale soutenue :

La demande mondiale, malgré un ralentissement temporaire du secteur des automobiles, reste robuste surtout pour les besoins manufacturiers et des dépenses d'infrastructures. Globalement, la demande en 2021 s'est appréciée de +5.8%.

Production mondiale perturbée et des stocks resserrés:

- › Le Pérou, l'un des plus grands pays producteurs du Zinc, a connu des perturbations de sa chaîne logistique (par exemple Cerro Lindo et Boliden qui sont des exportateurs principaux pour les fonderies).
- › La production reste encourageante en 2021, avec une progression de +5%, mais ne suit pas le rythme soutenu de la demande. Cette situation a comme résultante un stock en déficit de -93 Kt
- › Les stocks LME sont en baisse suite aux perturbations précitées, ainsi que le rendement mitigé des fonderies. Ces stocks sont particulièrement touchés par le rendement des raffineries Européennes qui ont connu des pénuries d'énergie et les prix énergétiques qui étaient élevées. Par contre, la Chine a, comme pour les autres matières premières, libéré ses stocks stratégiques afin de stabiliser les cours flambants.

Prévisions de 2022 et 2023 :

Les perturbations de production ainsi que de la chaîne logistique, combinées à la fin attendue de la crise des semi-conducteurs qui a freiné en partie le régime de production automobile, mettront plus de pression sur le marché en 2022, avant de retrouver un équilibre à partir de 2023. Ainsi, les analystes Macquarie tablent sur des cours de 2975 \$ en 2022 et 2650 \$ en 2023.

Plomb

Evolution des cours du Plomb de Janvier 2020 à Décembre 2021



Cours moyen 2021	Evolution 21 / 20	Meilleure performance 2021	Plus faible performance 2021
2 203	+21 %	2 504	1 896
Cours moyen 2020		18/08/2021	18/03/2021
1 825			

Les cours du plomb sont dans la continuité de leur rally en 2020. En 2021, le Plomb a ainsi affiché une performance de +21% en glissement annuel ; Lors du deuxième semestre, les cours ont signalé une moyenne remarquable de 2334 \$, soit une amélioration de +13% par rapport aux six premiers mois de l'année.

La bonne performance du plomb trouve ses arguments dans ce qui suit :

Resserrement du marché suite à un déséquilibre entre la demande et l'offre :

Le marché du plomb a connu durant l'année 2021 un resserrement qualifié de « polarisé » induit par :

- › Un excédent au niveau de la Chine qui a diminué sa réserve nationale SRB à l'instar des autres matières premières pour répondre aux besoins accentués de secteurs tels que les infrastructures et l'automobile. Ce dernier signale une progression en 2021, et restera solide malgré la transition progressive vers les voitures électriques qui, pour remarque, continueront à utiliser les batteries en plomb en partie ;
- › Un déficit dans le reste du monde induit par une chaîne logistique en difficultés (des stocks contradictoires entre le SHFE et le LME, les SHFE profitant de la progression de la production secondaire du plomb). Le déficit trouve également ses arguments dans l'incapacité des fonderies (même aux Etats-Unis) de générer des marges respectables sur l'activité plomb. Les stocks LME demeurent suite aux idées avancées incapables de satisfaire les volumes croissants de la demande industrielle;
- › Les perturbations au niveau des mines en Amérique du Sud (changement politique au Pérou) ont également contribué à ce resserrement suite aux mouvements sociaux qui caractérisent ces mines.
- › A ces perturbations s'additionnent les contraintes d'énergies pour les fonderies Européennes ainsi que des blocages d'ordre climatiques des fonderies au nord telle que Tara en Irlande.
- › Ce déséquilibre a réduit les stocks de 83k tonnes en 2020 à 48k tonnes en 2021, soit une régression de -58%;

Prévisions de 2022 et 2023 :

L'offre minière connaîtra un redressement positif en 2022, solidifiée par de nouveaux projets, la reprise normale d'activité chez les grands producteurs et la reprise du rythme normale des exports prévenants de la Chine. Cette abondance de stocks, soutenue par un essor important de l'activité de recyclage des batteries, mettra plus de pression sur les cours et les analystes de Macquarie prévoient des prix moyens respectifs pour 2022 et 2023 de 2 075 \$ et 1 950 \$.

Cobalt

Evolution des cours du Cobalt entre Janvier 2019 et Décembre 2020



Cours moyen 2021 23.89	Evolution 21 / 20 +54 %	Meilleure performance 2021 33.5 18/08/2021	Plus faible performance 2021 15.3 18/03/2021
Cours moyen 2020 15.41			

Après une légère baisse en 2020 due au recul de la demande des secteurs industriels dans un contexte de crise sanitaire, les cours du cobalt ont surperformé cette année avec une hausse de +54% en glissement annuel. La deuxième moitié de l'année a même affiché une moyenne des cours de 26.9 \$, avec notamment un pic important de 33.5 \$ en Décembre dernier.

Les facteurs ayant tiré vers le haut les cours du cobalt sont :

Demande importante pour le marché des batteries et autres secteurs industriels :

- Le marché des batteries à base de cobalt « NCM » connaît toujours un essor hors Chine surtout avec les plans de développement des grands constructeurs en Europe et aux Etats-Unis, et également en Asie (Japon, Corée). Le marché des voitures électriques en Chine ont notamment augmenté de +62%, tandis que l'Europe compte plus de 22% de ses ventes en automobiles concentrés en voiture à batteries NCM. Ces dernières démontrent toujours une forte résistance face aux substituts tels que les LFP.
- Le secteur aéronautique et aérospatial qui se développe suite à l'assouplissement des restrictions pandémiques ainsi que le solide redressement du trafic domestique dans le monde (revenu en juillet 2021 à 84% de son niveau de juillet 2019). A cette bonne nouvelle, s'ajoute la volonté mondiale de transition énergétique et l'utilisation des technologies plus consommatrices de cobalt.
- On signale à titre d'exemple la demande émanant de raffineries telles que le Canadien Electra Batteries Matériels qui compte hausser sa production à + 6.5 kT /an.

Chaîne logistique mondiale :

Les deux plus grands pays la Chine et le RDC, se retrouvent en blocage de leurs chaînes d'approvisionnement et ainsi de l'acheminement vers les ports. Ces blocages sont dus à des facteurs naturels, encombrement au niveau des plateformes des ports, manque d'énergies, etc., augmentant ainsi le coût du fret.

Production mondiale :

Volonté de la RDC pour une transformation locale:

Ce pays qui possède la réserve mondiale la plus importante et qui est connu comme étant le premier exportateur, tend désormais à conserver une partie de sa production afin de produire ses propres batteries, resserrant ainsi davantage le stock mondial.

Offre minière :

L'offre minière a signalé une hausse de +13 %, expliquée par une offre excédentaire depuis 2021 surtout en RDC et qui sera soutenue par un important projet de Glencore. Des pays comme l'Indonésie et le Nigeria affichent de nouvelles ressources exploitables et ainsi augmentent leurs productions.

Stock mondial :

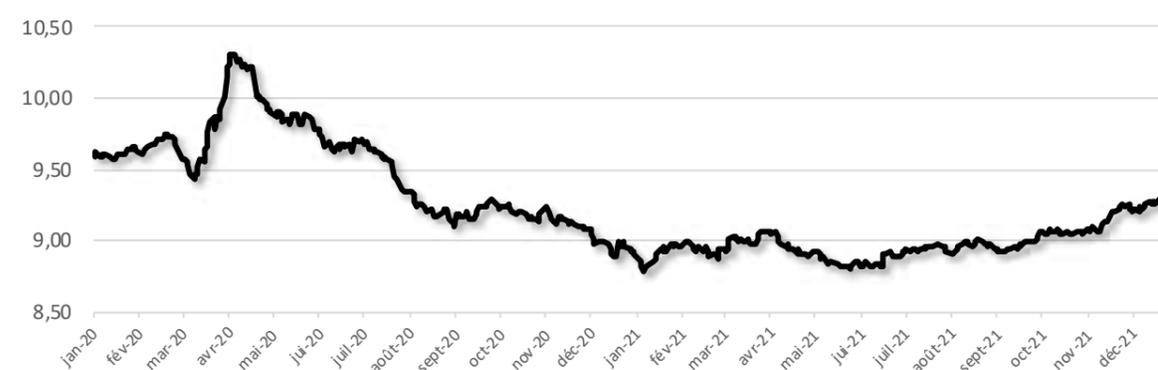
Les facteurs précités laissent présager un fort déséquilibre du marché et une pénurie du cobalt. Néanmoins, la libéralisation du stock Chinois (SRB), combinée au déstockage induit par les producteurs des voitures électriques, ont eu comme effet de réduire cette situation et à contrebalancer le manque des stocks mondiaux. Le stocks actuel est estimé à plus de 8 Kt ;

Prévisions de 2022 et 2023 :

Le resserrement des stocks mondiaux ainsi que l'accentuation de la demande en VE mènent les analystes à prévoir le renforcement du cours en 2022, avec surtout un premier semestre très tendu. Ainsi, les cours varieront entre 30 et 40 \$ en 2022. La bonne reprise de production en RDC et surtout le nouveau venant qui est l'Indonésie, poussent les analystes à prévoir des cours variant entre 20 et 25 \$ en 2023.

Parité USD/MAD

Evolution des cours du Dollar de Janvier 2020 à Décembre 2021



Cours moyen 2021	Evolution 21 / 20	Meilleure performance 2021	Plus faible performance 2021
8.99	-5 %	9.28	8.79
Cours moyen 2020 9.49		31/12/2021	06/01/2021

La baisse de la devise verte depuis le deuxième trimestre de 2020 a connu son dénouement, quoique limité, au courant de 2021, surtout en deuxième semestre qui marque un rendement de +1.5% par rapport aux six premiers mois.

Le rendement limité de la devise verte avait comme sources :

- › La faiblesse de l'Euro face au dollar, en passant d'une parité de 1.23 en début d'année à une valeur de 1.13 en fin d'exercice. Cette situation est expliquée par les tensions en Europe suite aux contestations contre la vaccination, la crise sanitaire en continu, les problèmes de migrants à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne et par l'accumulation de troupes russes à la frontière de l'Ukraine.
- › La FED qui mettra fin à la politique d'assouplissement quantitatif, pour stimuler l'économie locale sur fond d'une inflation « transitoire » de 6%.
- › Le rendement de l'économie Américaine prévu à une augmentation de +5.7% en 2021 par le FMI, avec un rythme plus rapide que la zone Euro et la Chine, ce qui favorise, à court terme, la devise verte ;
- › Accentuation des rendements obligataires Américains et ajustement des positions des marchés des actions, donnant plus de latitude aux investisseurs de se positionner sur le dollar;
- › Les inquiétudes mondiales suscitées par l'apparition de nouveaux variants du Covid-19, menant les investisseurs Américains à conserver leurs positions sur le marché local, au profit du Dollar.

Partant de ces divers constats, les analystes tablent sur la continuité du relèvement de valeur en 2022, attisé par la politique « déflationniste » de la FED ainsi qu'une décision très proche de hausse des taux directeurs, avec au préalable l'arrêt progressif de rachat obligataire.

Activité

■ Production

Productions Groupe		31/12/2021	31/12/2020	Evolution % Vs 2020	30/06/2021
Concentrés Zinc	(TC)	52 706	60 003	-12%	26 875
Concentrés Plomb	(TC)	12 574	13 882	-9%	6 627
Concentrés Cuivre	(TC)	110 013	107 600	2%	54 465
Concentrés Cuivre CMG	(TC)	8 471	8 700	-3%	4 180
Concentrés Cuivre AGM	(TC)	39 458	40 676	-3%	20 320
Concentrés Cuivre SOMIFER	(TC)	44 760	42 114	6%	21 427
Concentrés Cuivre CMO	(TC)	17 324	16 110	8%	8 538
Argent	(Kg)	117 545	143 133	-18%	53 505
Or	(Kg)	4 901	1 830	168%	1 025
Or Maroc	(Kg)	147	143	3%	79
Or SMM	(Kg)	3 422		NS	225
Or Soudan	(Kg)	1 332	1 688	-21%	721
Fluorine	(T)	34 945	39 847	-12%	18 458
Cathodes de cobalt					
TM		1 796	2 416	-26%	1 109
Arsenic	(T)	6 883	7 694	-11%	396
Dérivés de Nickel	(T)	147	142	4%	77
Oxyde de Zinc	(T)	2 237	4 791	-53%	1 607



■ Production

Productions de LAMIKAL		31/12/2021	31/12/2020	Evolution % Vs 2020	30/06/2021
Cathodes Cuivre	TM	38 508	9 646	NS	22.496
Hydroxydes de Cobalt	TM	3 186		NS	1.729

Tableau : Synthèse de l'évolution des principales productions à fin Décembre 2021

A fin Décembre 2021, la production a connu les faits marquants suivants :

- › Baisse de la production du Zinc de 12% marquée par l'incident survenu au niveau du transformateur de Draa sfar ayant impacté la production du troisième trimestre;
- › Baisse de la production du Concentré Plomb de 9%, by-product des gisements polymétalliques de CMG, à cause de la diminution de la teneur moyenne traitée de 13% ;
- › La production du Cuivre Groupe est en hausse de 2% marquée par :
- › La hausse des volumes traités et l'amélioration de la récupération métal de SOMIFER ;
- › Légère baisse de la production du Cuivre d'AGM, marquée par une hausse des volumes traités limitant ainsi l'impact de la faible baisse de la teneur moyenne;
- › L'augmentation de la production du Cuivre de CMO de 7.5% grâce à la consolidation des performances des fondamentaux : tonnages, teneur moyenne et récupération métal ;
- › Leger repli de la production du Cuivre de CMG de 2,6%, by-Product des gisements polymétalliques de CMG, suite à la baisse de la teneur moyenne traitée de 13% ;
- › Retrait de la production d'Argent à Imiter par rapport à la clôture 2020, marquée par les événements suivants :
- › La diminution des tonnages due aux perturbations sociales en raison de la crise sanitaire, la pénurie d'eau et les perturbations liées à la disponibilité de l'usine et des engins d'exploitation des haldes ;
- › La baisse de teneur traitée de la digue suite à l'épuisement des zones riches
- › Le démarrage du projet d'exploitation de la carrière, avec une contribution de 4 tonnes métal

Notons toutefois, que les performances d'Imiter ont connu une amélioration notable le deuxième semestre avec une hausse de la production de 20% par rapport au premier semestre ;

- › La production de l'Or Groupe s'établit à 4901Kg en progression notable par rapport à 2020 grâce à la production d'or provenant de TriK (SMM). La production provenant de MANUB au Soudan a connu une baisse en raison des perturbations qu'a connues le pays ces derniers mois ;
- › La production du Cobalt est en repli par rapport à 2020, suite principalement à la baisse importante de la production des cathodes en provenance de la matière secondaire. Expliqué par les perturbations d'approvisionnement qu'a connu cette matière ainsi que le renchérissement des payables. On note la consolidation de la production du Cobalt provenant de la mine de Bou-Azzer ;
- › Baisse de la production de la Fluorine suite à l'épuisement du Gisement ;
- › Recul de la production de l'Oxyde de Zinc, destiné aux fertilisants, de 53% en raison de l'orientation vers la production de l'oxyde de zinc à partir des poussières d'aciéries uniquement ;
- › L'augmentation de la production des Dérivés de Nickel de 3.6% contre la baisse de la production de l'Arsenic de 10.5% ;

- › Bonne performance des productions de cathodes de Cuivre et Hydroxydes de Cobalt à partir de la mine de Pumpi en RDC exploitée par Wanbao Mining.

Couvertures

› Bilan des Couvertures au 31/12/2021:

- › Le bilan de couvertures matières est de -21.7MUSD dont -14.1MUSD relatif au bilan réalisé sur l'Argent, -6.0 MUSD sur le Cuivre et -1.3 MUSD par l'Or;
- › Le gain sur les couvertures du change est de +2,2 MDH, suite au dénouement de 15 MUSD à un cours moyen de couverture de 8.99 contre un cours marché de 8.84.

Métaux / Change	USD/MAD	Ag	Au	Cu	Pb	Zn
Positions Couvertes	15 MUSD	2 243 893	23 850	9 725	1 290	5 100
Cours moyen d'engagement	8.99	19.40	1 726	8 661	2 168	2 803
Cours moyen de Clôture	8.84	25.66	1 782	9 275	2 189	2 874
Bilan de couvertures	2.2 MDH	-14.1 MUSD	-1.3 MUSD	-6.0 MUSD	0.0 MUSD	-0.4 MUSD

Tableau : Synthèse du bilan de couvertures à fin Décembre 2021

Engagements de couvertures au 31/12/2021

Sous-jacent	Année	Protection (Oz/T)	Cours de protection (\$/T/Oz)	Engagement (Oz/T)	Cours d'engagement (\$/T/Oz)
Argent	2022	64 445	18.35	77 778	19.33
Cuivre	2022	3 660	9 312	3 660	10 062
Zinc	2022	5 000	3 189	5 000	3 568
Plomb	2022	1 500	2 193	1 500	2 308
	2022	52 150	1 535	52 150	1 804
Or Tri-K	2023	40 100	1 532	40 100	1 740
	2024	38 100	1 539	38 100	1 735
\$/DH	2022	30 000 000	8.98	30 000 000	8.98

Tableau : Tableau des engagements de couvertures au 31/12/2021



Mark To Market du Hedging Book au 31/12/2021 :

A fin Décembre 2021, le Mark to Market des engagements de couvertures se présente comme suit :

› -22 149 KUSD pour les matières premières contre -50 814 KUSD fin Décembre 2020 soit une variation positive de +28 666 KUSD, expliquée principalement par le dénouement des positions d'Argent et la baisse du cours de l'Or ;

› Une variation pour le change de – 10 772 KDH

Matière première	31/12/2020	31/12/2021	Variation
Argent	-16 399	-311	16 088
Or	-33 930	-20 963	12 967
Cuivre	-386	-144	242
Zinc	-105	-674	-570
Plomb	5	-57	-61
MtM en K\$	-50 814	-22 149	28 666
MtM impactant les capitaux propres	-49 761	-22 095	27 666
MtM impactant le P&L	-1 053	-53	999
Dérivés change	31/12/2020	31/12/2021	Variation
En Cash-Flow Hedge (CFH)	1 830	-8 942	-10 772
En Trading	0	0	0
Total MtM KMAD	1 830	-8 942	-10 772

Tableau : Evolution du Mark to Market au 31/12/2021 par rapport au 31/12/2020

Ventes

	31/12/2021	31/12/2020	Evolution % Vs 2020	30/06/2021	
Chiffre d'affaires Consolidé	7 423	4 726	57%	3 011	
Parité moyenne de vente	9.00	9.44	-5%	8.93	
	Chiffre d'affaires	458	323	42%	209
Zinc	Quantité	52 510	60 525	-13%	26 888
	Cours	3 038	2 358	29%	2 850
Plomb	Chiffre d'affaires	141	158	-10%	76
	Quantité	12 478	15 584	-20%	6 889
-	Cour	2 259	1 811	25%	2 060
	Chiffre d'affaires	1 575	1 243	27%	743
Cuivre Mines Maroc	Quantité	109 851	111 180	-1%	52 421
	Cours	9 140	6 341	44%	8 710
	Chiffre d'affaires	683	837	-18%	293
Argent SMI	Quantité	116 260	139 708	-17%	53 313
	Cours	20.87	20.07	4%	19.97
	Chiffre d'affaires	2 366	861	175%	411
Or Groupe	Quantité	4 585	1 763	160%	835
	Cours	1 779	1 727	3%	1 732
	Chiffre d'affaires	95	124	-24%	48
Fluorine (*)	Quantité	35 602	39 531	-10%	17 780
	Cours	304	330	-8%	316
	Chiffre d'affaires	820	766	7%	430
Cathodes de cobalt CTT (**)	Quantité	1 835 401	2 397 058	-23%	1 134 401
	Cours	22.0	15.2	44%	18.8
Produits de l'hydrométallurgie		122	188	-35%	74
Cuivre Cobalt Pumpi		881			625
Services et autres produits		282	225	25%	103

(*) En dehors du concentré Fluorine vendus aux cimentiers

(**) Cathodes de Cobalt incluant celles issues de la matière secondaire traitée

Tableau : Synthèse de l'évolution des ventes (quantités, prix de vente et chiffre d'affaires) à fin Décembre 2021

Le chiffre d'affaires à fin Décembre 2021 s'établit à 7422.8 MDH contre 4725.8 MDH à fin Décembre 2020, soit une forte augmentation de +2697.1 MDH (+57%). Cette évolution s'explique principalement par les effets suivants :



- › Impact positif de la hausse des volumes vendus de +1838.5 MDH
- › Impact positif des prix moyens de vente des minerais pour +959.3 MDH
- › Baisse du taux de change moyen avec un impact de -165,9 MDH

L'effet des volumes est de +1838.5 MDH, résultant principalement de :

- › La vente de l'Or provenant de la production de la mine de TRIK en Guinée, démarrée fin Juin 2021, pour +1688.2 MDH ;
- › La commercialisation de la quote-part de Managem dans les productions (Cuivre & Cobalt) provenant de la mine de PUMPI en RDC, soit un chiffre d'affaires de +881 MDH ;
- › La baisse des volumes vendus en Fluorine (C1 titrant 99,7%) pour -12,4 MDH
- › La baisse des volumes vendus en Cuivre pour -22,9 MDH ;
- › La baisse des volumes vendus en Oxyde de Zinc pour -58,2 MDH
- › La baisse des volumes vendus en Zinc et Plomb pour -76,5 MDH ;
- › La baisse des volumes vendus en Argent pour -140.5 MDH ;
- › La baisse des volumes vendus en Cobalt, provenant du traitement des matières secondaires pour -186,7 MDH ;
- › La baisse des volumes vendus en Or de MANUB pour -192.0 MDH ;

L'effet prix de vente moyen des métaux est de +959.3 MDH, se déclinant principalement comme suit :

- › Appréciation des cours du Cuivre, pour un impact de +408,1 MDH ;
- › Amélioration des cours du Cobalt pour +263.6 MDH ;
- › Amélioration des cours du Zinc pour +195,7 MDH ;
- › Hausse du cours de vente de l'Or pour un effet de +50.1 MDH ;
- › Hausse des cours de Plomb pour +21,4 MDH ;
- › Appréciation du cours de vente d'Argent pour +25,5 MDH ;

Investissements

Les investissements consolidés à fin Décembre 2021 s'élèvent à 2 326,3 MDH expliqués ci-après par nature :

- › Investissements de recherche et développement des filiales en exploitation : 347.0 MDH ;
- › Investissements Physiques/Autres : 448.9 MDH ;
- › Investissements d'Infrastructures : 402.9 MDH ;
- › Investissements réalisés au titre des nouveaux projets de développement du groupe pour 1127.5 MDH, comprenant principalement la finalisation des travaux de construction du projet aurifère TRIK pour 879.6 MDH, l'avancement des travaux de l'extension à MANUB pour 126.4 MDH ainsi que la finalisation des études du projet Tizert et avancement de ses travaux d'exploration pour un montant de 75 MDH

Développement

Recherche

Tableaux récapitulatifs des ressources et réserves

Principales filiales en exploitation (**)

		Réserves	Ressources
Cuivre	KTM	198	165
Chantiers CMG	KTM	59	25
Cuivre AGM	KTM	47	92
Cuivre SOMIFER	KTM	56	31
Cuivre CMO	KTM	37	17
Zinc CMG	KTM	349	117
Plomb CMG	KTM	112	74
Cobalt CTT	KTM	13	3

(*) Ressources restantes

(**) Pour la filiale SMI : le programme de digitalisation des données géologiques se poursuit, ce qui permettra d'un côté d'établir un modèle d'exploration régional pour de nouvelles découvertes et d'un autre côté d'affiner le processus d'estimation des ressources et réserves

Pour la filiale SAMINE : la production à partir du Fond serait arrêtée à partir de 2022, seule la production du concentré titrant 30% à partir de la digue serait réalisée

Projets en développement (***)

		Réserves	Ressources (* *)
Cuivre	KTM	593	1.156
Cuivre Bouskour	KTM	150	275
Cuivre Tizert	KTM	443	881

		Réserves	Ressources (* *)
Or	Koz	3.336	6.084
Or TRIK	Koz	1.402	1.970
Or ETEKE	Koz	292	458
Or MANUB (Bloc 15)		1.720	3650

(**) Incluant les Réserves



Projets

Projet Cuivre de Tizert

Le projet cuprifère de Tizert dans la province de « Taroudante » recèle d'importantes ressources géologiques estimées à environ 881 000 tonnes métal contenu.

L'étude de faisabilité du projet est finalisée à fin 2020, Le PVI (Project Value Improvement) réalisé par le cabinet Hatch a identifié des opportunités d'amélioration de la rentabilité du projet.

Ainsi cette année a connu :

- › La mise à jour de l'étude de faisabilité bancaire réalisée en 2020.
- › Le démarrage du processus de recherche de financement.
- › L'avancement de processus d'accord et validation du projet par les organes de gouvernance.

Projet Or TRI-K

Le Projet TRI-K est situé à 90km au nord-est de Kankan en Guinée, dans une zone d'exploration d'une superficie de 490 km². Son objectif est de produire annuellement plus de 3 tonnes métal d'Or. La réserve globale totalise environ 1,3 millions d'Oz d'Or.

La construction du projet lancée durant le deuxième semestre de 2019 a nécessité une enveloppe globale de l'ordre de 210 MUSD.

Le premier semestre de 2021 a connu l'achèvement des travaux de construction et l'entrée en production fin juin 2021 conformément aux prévisions. La production globale sur 2021 de la mine de TRIK est de 3422 Kg Métal.

Projet d'extension Usine au Soudan

Le potentiel aurifère au Soudan est considérable. En effet, MANAGEM détient trois blocs d'exploration prometteurs, en plus d'une unité de production au bloc 15.

Après le démarrage de la nouvelle Usine 2400 T/J au Soudan en Février 2019, MANUB poursuit les travaux de développement du projet d'extension de l'usine de la zone centrale du Bloc 15 au Soudan notamment la modification du design de l'usine actuelle pour maintenir la capacité de traitement et faire face à la baisse de la teneur moyenne du gisement sur le LOM (Life Of Mine).

L'année 2021 a connu plusieurs avancées dans la concrétisation des projets de développement du Bloc 15 au Soudan, notamment :

- › Accord de partenariat entre Managem et Wanbao Mining devenu effectif à partir du 1er Mars pour le développement des projets Or au Soudan ;
- › L'avancement de l'extension de capacité à 1.6Mtpa au Soudan, toutefois, ces travaux ont enregistré quelques retards en raison des perturbations socio-politiques que connaît le pays ;
- › Avancement dans les travaux de la BFS du grand projet West Gabgaba avec le partenaire Wanbao

Projet Or d'ETEKE

Les gisements aurifères d'Etéké sont situés dans la région de Mouila au Gabon.

Le domaine minier ETEKE couvre une superficie de 1408 km², afin d'améliorer l'économie du projet, il a été décidé de d'actualiser l'étude de faisabilité par un cabinet international et l'étude d'impact environnemental.

Parallèlement, les discussions avec les autorités Gabonaises sont en cours pour la signature de la convention minière pour le développement du projet, et ce en vue de faire bénéficier le projet des incitations fiscales (congé fiscal, exonération TVA) et douanières (tarifs réduits) et également l'implication des pouvoirs publics et autorités locales pour faciliter les démarches et procédures administratives par tous les moyens appropriés conformément au Droit Applicable et à fournir toute l'assistance raisonnable qui serait nécessaire à la réalisation du Projet.



Indicateurs clés

Résultats consolidés (En IFRS)

Synthèse des indicateurs clés IFRS et EBE par métal

Synthèse des indicateurs clés IFRS

		Réalisé	Rappel	Evolution Vs 2020		Réalisé
		2021	2020	En MDH	En %	S1-2021
Chiffre d'affaires	MDH	7.422,8	4.725,8	2.697,1	57,1%	3.011,2
Excédent Brut d'exploitation *	MDH	2.724,1	1.603,7	1.120,4	69,9%	788,2
Résultat d'exploitation courant	MDH	1.317,4	522,1	795,3	<100%	189,6
Résultat d'exploitation	MDH	1.259,6	443,7	815,9	<100%	183,0
Résultat financier	MDH	-248,6	-141,7	-106,9	75,5%	-90,6
Résultat avant impôts	MDH	1.011,0	302,0	709,0	<100%	92,4
Part dans les résultats des sociétés Mises en équivalence	MDH	67,0	-10,6	77,6	NS	133,3
Résultat net consolidé	MDH	926,1	249,0	677,2	<100%	169,8
Résultat net part du groupe	MDH	861,5	224,8	636,6	<100%	184,8

(*) EBE de pilotage de MANAGEM tel que remontés dans les tableaux de bord de gestion du groupe

Tableau : Evolution des indicateurs clés consolidés en Normes IFRS à fin Décembre 2021 par rapport à fin Décembre 2020

EBE par métal : L'EBE de 2724.1 MDH du groupe est réparti comme suit, par métal et activité

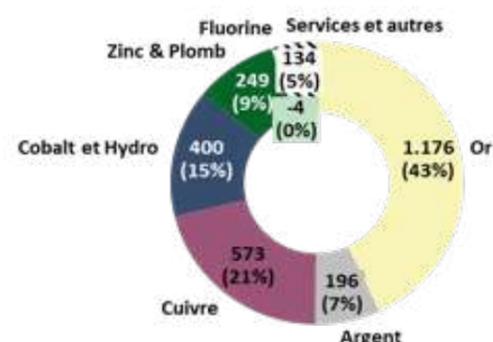


Figure : Répartition EBE groupe par métal/activité

» Commentaire des évolutions des résultats

Le résultat d'exploitation courant réalisé à fin Décembre 2021 s'élève à 1317.4 MDH, soit en hausse notable de 795.3MDH par rapport à fin Décembre 2020. Cette évolution s'explique principalement par les faits marquants suivants :

- » Impact positif des cours pour +770,3MDH, incluant l'effet issu de l'appréciation des cours des métaux limités en partie par la baisse du taux moyen de change USD-MAD
- » Impact positif de la forte contribution de la mine de Tri-K pour +896,3 MDH ;
- » Impact négatif dû au repli des activités métaux précieux Or de MANUB et l'argent de SMI, pour respectivement -212,6 MDH et -197,3 MDH
- » Autres Variations pour -278 MDH comprenant notamment l'impact de la hausse des dotations aux amortissements et provisions pour -157 MDH

Le résultat d'exploitation s'établit à 1259.6 MDH, soit une surperformance de 815.9 MDH par rapport à fin Décembre 2021, expliquée principalement comme suit :

- » Variation du résultat d'exploitation courant de +795.8 MDH
- » Impact positif dû à la non récurrence de dépenses liées à la crise sanitaire COVID-19 pour + 32 MDH
- » Autres variations pour -11,9 MDH

Le résultat financier s'établit à -248.6 MDH, en baisse de 106.9 MDH par rapport à fin Décembre 2020, expliqué principalement par les charges d'intérêts courus du second semestre non activés par la filiale SMM suite au démarrage de la 1ere production commerciale en juin 2021.

Le résultat Net Consolidé s'élève à 926.1 MDH à fin Décembre 2021 contre 249.0 MDH à fin Décembre 2020, soit une nette amélioration de 677.1 MDH qui s'explique par :

- » Hausse du résultat d'exploitation de 815.9 MDH ;
 - » Baisse du résultat financier de 106.9 MDH ;
 - » Variation des impôts pour -109.4 MDH ;
 - » Evolution positive de la part dans les résultats des sociétés mises en équivalence (LAMIKAL) pour +77.6 MDH
- Le résultat Net Part du Groupe ressort à 861.5MDH, en rebond de 636.6MDH par rapport à fin Décembre 2020, suite à :
- » La hausse du résultat Net Consolidé de 677.1MDH ;
 - » La variation des intérêts minoritaires pour -40.6 MDH.

Situation financière

En MDH	Clôture 2021	Clôture 2020	Variation
Capitaux propres	6 244.2	4 494.6	1 749.6
Endettement (*)	3 893.9	5 127.5	-1 233.6
Endettement (**)	4 345.0	5 502.5	-1 157.4
Ratio d'endettement	69.6%	122.4%	-52.8%

(*) Composé des dettes LMCT, diminué de la trésorerie actif en tenant compte des comptes courants associés hors groupe et hors dettes liées aux contrats de location

(**) Endettement (*) en intégrant le MtM et les contrats de location, ainsi que les CCA envers les sociétés non intégrées globalement dans le périmètre de consolidation

Tableau : Situation financière à la clôture 2021 par rapport à la clôture 2020

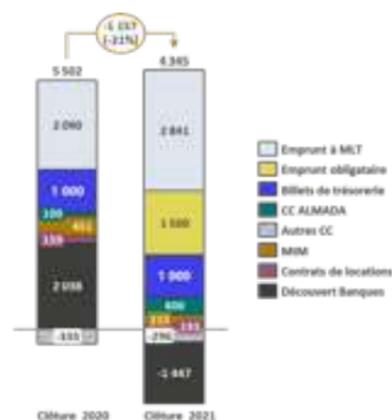


Figure : Répartition de l'endettement du groupe

Commentaire :

A fin Décembre 2021, les capitaux propres de l'ensemble ont augmenté de 1749.7 MDH par rapport à la clôture 2020. Cette évolution s'explique comme suit :

- › Le résultat net consolidé à fin Décembre 2021 de +926.1 MDH ;
- › Variation positive nette du Mark to Market de 212.1 MDH ;
- › Dividendes versés de -16,2 MDH ;
- › Impact issu du partenariat WANBAO de +555.4 MDH : s'agissant d'une cession sans perte de contrôle, cette transaction est comptabilisée directement en capitaux propres et ne génère donc aucun impact résultat consolidé et ce conformément à l'approche de l'entité économique ;
- › Autres variations pour +72.3 MDH composées principalement des écarts de conversion.

L'endettement financier** diminue de +1 157.4 MDH. Cette amélioration s'explique par les effets suivants :

- › CAF de 2 323.7 MDH et un CAPEX de 2326.4MDH dont 1 127.5 MDH lié aux nouveaux projets de développement et 1 198.9 MDH aux activités actuelles ;
- › Amélioration du BFR pour 346.1 MDH, marquée essentiellement par l'impact positif de recouvrement des créances de crédits TVA ;
- › Impact positif du partenariat Wanbao (hors cession de 35% des créances CCA) pour 555.4 MDH ;
- › Baisse du Market to Market (MtM) pour 236.2 MDH.

Le Gearing Ratio s'établit à 69.6%, le plus bas des trois dernières années, enregistrant ainsi une nette amélioration de 53 points grâce à la fois à la baisse de l'endettement et la hausse des capitaux propres.

Résultats sociaux : MANAGEM SA

	31/12/2021	31/12/2020	Var° Vs 2020	30/06/2021
Chiffre d'affaires	293.5	228.9	64.6	117.7
Excédent Brut d'exploitation	117.1	89.3	27.7	50.0
Résultat d'exploitation	62.3	75.6	-13.2	27.4
Résultat financier	317.0	-455.0	772.1	53.0
Résultat courant	379.4	-379.5	758.8	80.4
Résultat Non courant	241.6	123.6	117.9	5.7
résultat avant impôts	620.9	-255.9	876.8	86.1
Résultat net	618.3	-257.8	876.1	84.8

- › Le chiffre d'affaires et l'Excédent Brut d'exploitation s'élèvent, respectivement à 293.5 MDH et à 117,1 MDH à fin Décembre 2021 en amélioration par rapport à 2020, grâce notamment à la hausse des rémunérations de gestion et prestations Managem effectuées en particulier pour le compte des filiales internationales
- › Le résultat d'exploitation s'établit à 62.3 MDH en diminution de 13.2MDH par rapport à fin Décembre 2020 suite à la hausse de l'EBE, atténuée par la hausse des amortissements des immobilisations incorporelles ;
- › Le résultat financier s'établit à 317.0MDH, contre -455,0MDH réalisé à fin Décembre 2020, soit une forte hausse de 772.1MDH qui résulte de la reprise des provisions pour dépréciation des titres de participations CMG & CMO et l'impact des dividendes provenant de la SMI;
- › Le résultat non courant est en hausse de 117.9 MDH grâce à :
 - › Reprise du reliquat de la provision pour dépréciation des comptes courants d'associés CMO comptabilisée en 2019, pour 264 MDH, suite notamment à l'appréciation des capitaux propres de CMO passant ainsi de -264MDH en 2020 à 27 MDH en 2021 sous les effets conjugués de la baisse de l'endettement de -200MDH et l'appréciation de cash-flow de +67 MDH ;
 - › Constatation d'une provision pour dépréciation complémentaire du compte courant envers SAMINE;
- › Le résultat net est de 618.3 MDH à fin Décembre 2021, contre -257.8 MDH réalisé à fin Décembre 2020, soit un rebond de 876.1 MDH qui s'explique essentiellement par l'évolution positive du résultat financier et du résultat non courant.

Décomposition du solde des dettes fournisseurs par date d'échéance :

En MDH	Non échues	0-30		31-60		61-90		>90		Total des dettes	intérêts de retard
		Dettes Frns	intérêts de retard								
MANAGEM	8.3	0.3	0.0	0.9	0.0	0.8	0.0	5.3	1.3	15.6	1.3

Indicateurs clés

Bénéficiant d'une conjoncture favorable des cours, MANAGEM déploie des efforts considérables pour consolider ses productions afin de capter le niveau haut des cours et aussi atteindre le régime de croisière de la production d'Or de la mine de TRI-K en Guinée.

Le Groupe lance la construction du projet cuprifère de Tizert, qui conduirait à une hausse significative des productions du Cuivre au Maroc à horizon 2025

Le Groupe aspire également à consolider les performances des sites en exploitation à travers le programme d'excellence opérationnelle lancé depuis fin 2019.

En lançant sa feuille de route de transformation digitale en 2021, le groupe souhaite pérenniser sa dynamique de transformation.

Pour l'Or :

- › Après un démarrage réussi de la production d'Or en Guinée (Projet TRIK) en Juin 2021; la production à moyen et long terme devrait atteindre 4 tonnes d'Or ;
- › Développer de nouveaux projets de grande taille au Soudan dans le cadre de partenariat avec Wanbao mining, permettant d'atteindre une production de 4 à 6 Tonnes d'Or à horizon 2024.

Pour l'Argent :

- › Atteindre le régime de croisière de la production provenant de la carrière ;
- › Poursuivre le programme d'exploration afin de pérenniser l'actif ;
- › Consolider les performances de SMI dans un contexte de baisse des teneurs.

Pour le Cuivre :

- › Consolider le portefeuille de production de cuivre au Maroc et saturer les capacités de productions existantes ;
- › Lancer le projet cuprifère de Tizert ;
- › Poursuivre le programme d'optimisation des charges d'exploitation en vue de réduire davantage les cash cost.

Pour le Cobalt :

- › Poursuivre le programme d'exploration pour pérenniser l'actif de Bou-Azzer ;
- › Poursuivre le programme de prospection et valorisation des matières secondaires cobaltifères pour la saturation des installations ;
- › Poursuivre le programme d'optimisation des charges d'exploitation en vue de réduire davantage les cash cost.

Annexes

Périmètre de consolidation

Dénomination sociale	Pays	Déc 2020	Déc 2021	Méthode de consolidation
Managem	Maroc	100.00%	100.00%	Consolidante
Compagnie Minière des Guemassa	Maroc	86.96%	86.96%	IG(*)
Compagnie de Tifnout Tighanimine	Maroc	99.79%	99.79%	IG
Akka Gold Mining	Maroc	93.48%	93.48%	IG
Manatrade	Suisse	100.00%	100.00%	IG
Managem international	Suisse	100.00%	100.00%	IG
Manadist	Suisse	100.00%	---	IG
Société Métallurgique d'Imiter	Maroc	80.26%	80.26%	IG
Société Anonyme d'entreprise Minière	Maroc	99.79%	99.79%	IG
Somifer	Maroc	99.79%	99.79%	IG
Reminex	Maroc	100.00%	100.00%	IG
Techsub	Maroc	99.87%	99.87%	IG
Cie minière de SAGHRO	Maroc	100.00%	100.00%	IG
Cie minière Dadès	Maroc	100.00%	100.00%	IG
Cie minière d'Oumejrane	Maroc	100.00%	100.00%	IG
REG	Gabon	75.00%	75.00%	IG
LAMIKAL	RDC	20.00%	20.00%	ME (**)
MANUB	Soudan	78.00%	50,70%	IG
MANAGOLD	EAU	100.00%	100.00%	IG
MCM	Soudan	100.00%	65.00%	IG
TRADIST	EAU	100.00%	100.00%	IG
MANAGEM GABON	Gabon	100.00%	100.00%	IG
SMM	GUINEE	85.00%	85.00%	IG
MANACET	MAROC	100.00%	100.00%	IG
Mawa holding	EAU		65.00%	IG
MANA Holding	Soudan		65.00%	IG
MW GOLD	EAU		65.00%	IG

(*) : Intégration globale

(**) Mise en équivalence



Compte de résultat consolidé

	Exercice Déc 2021	Exercice Déc 2020
Chiffre d'affaires	7 422 838	4 725 785
Autres produits de l'activité	209 932	-7 952
Produits des activités ordinaires	7 632 771	4 717 832
Achats	-3 253 917	-1 967 471
Autres charges externes	-1 875 227	-1 134 221
Frais de personnel	-1 138 554	-1 084 561
Impôts et taxes	-78 941	-47 001
Amortissements et provisions d'exploitation	-1 452 826	-1 125 415
Autres produits et charges d'exploitation	1 484 039	1 162 892
Charges d'exploitation courantes	-6 315 426	-4 195 777
Résultat d'exploitation courant	1 317 345	522 055
Cessions d'actifs	1 000	1 294
Résultats sur instruments financiers	8 870	-4 111
Autres produits et charges d'exploitation non courants	-67 651	-75 596
Autres produits et charges d'exploitation	-57 781	-78 413
Résultat des activités opérationnelles	1 259 564	443 643
Produits d'intérêts	39 662	56 153
Charges d'intérêts	-312 704	-238 731
Autres produits et charges financiers	24 459	40 902
Résultat financier	-248 583	-141 676
Résultat avant impôts des entreprises intégrées	1 010 981	301 967
Impôts sur les bénéficiaires	-79 705	-46 066
Impôts différés	-72 114	3 628
Résultat net des entreprises intégrées	859 162	259 528
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	67 001	-10 590
Résultat de l'ensemble consolidé	926 163	248 938
Intérêts minoritaires	64 668	24 113
Résultat net - Part du groupe	861 495	224 826

Bilan consolidé

	Exercice 2021	Exercice 2020
Goodwill	305 397	305 397
Immobilisations incorporelles	2 365 205	2 218 798
Immobilisations corporelles	6 700 485	5 786 103
Immobilisations en droit d'usage	250 707	290 298
Immeubles de placement	8 858	8 858
Participations dans les entreprises associées	194 483	120 441
Autres actifs financiers	318 204	313 034
Dont Prêts et créances non courants	56 493	53 781
Dont Titres disponibles à la vente	261 711	259 253
Impôts différés actifs	128 646	231 313
Actifs non-courants	10 271 985	9 274 243
Autres actifs financiers courants		1 830
Dont Instruments dérivés de couverture		1 830
Stocks et en-cours	1 131 338	867 560
Créances clients	2 227 115	977 442
Autres débiteurs courants	1 536 369	1 622 831
Trésorerie et équivalent de trésorerie	1 726 921	917 896
Actifs courants	6 621 742	4 387 560
TOTAL ACTIF	16 893 726	13 661 803
Passif		
Capital	999 131	999 131
Primes d'émission et de fusion	1 657 269	1 657 269
Réserves	2 117 065	1 264 626
Ecarts de conversion	154 382	69 015
Résultats net part du groupe	861 495	224 826
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la société mère	5 789 342	4 214 866
Intérêts minoritaires	454 858	279 674
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	6 244 201	4 494 540
Provisions non courantes	161 026	115 438
Avantages du personnel	298 259	258 848
Dettes financières non courantes	5 425 846	3 443 917
Dont Instruments dérivés de couverture	205 055	449 644
Dont Dettes envers les établissements de crédit	2 588 138	1 835 376
Dont Dettes représentées par un titre	2 500 000	1 000 000
Dont Dettes liées aux contrats à droit d'usage	132 653	158 897
Impôts différés passifs	32 230	33 119
Autres créanciers non courants	304	395
Passifs non courants	5 917 665	3 851 718
Dettes financières courantes	542 591	3 213 422
Dont Instruments dérivés de couverture	9 916	3 369
Dont Dettes envers les établissements de crédit	532 675	3 210 053
Dettes fournisseurs courantes	1 327 673	797 383
Autres créanciers courants	2 861 596	1 304 740
Passifs courants	5 315 545	5 315 545
TOTAL PASSIF	10 649 525	9 167 263
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	16 893 726	13 661 803



Tableau des flux de trésorerie

	Exercice 2021.12	Exercice 2020.12
Résultat net de l'ensemble consolidé	926	249
Ajustements pour		
Dotations aux amortissements et provisions, pertes de valeur	1.453	1.169
Profits/pertes de réévaluation (juste valeur)	(9)	4
Résultats de cession et des pertes et profits de dilution		(1)
Produits des dividendes		(0)
Elimination des profits et pertes sur JV Quote part Mise en équivalence	(67)	11
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	2.303	1.431
Elimination de la charge (produit) d'impôts	152	42
Elimination du coût de l'endettement financier net	313	239
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net impôt	2.768	1.712
Incidence de la variation du BFR	346	101
Impôts différés	10	(0)
Impôts payés	(80)	(46)
Flux net de trésorerie liés aux activités opérationnelles	3.044	1.767
Incidence des variations de périmètre	(3)	0
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(2.371)	(2.320)
Acquisition d'actifs financiers	(0)	(0)
Variation des autres actifs financiers	(1)	(41)
Subventions d'investissement reçues		
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	10	64
Cessions d'actifs financiers		
Dividendes reçus		0
Intérêts financiers versés	(313)	(239)
Flux net de trésorerie liés aux activités d'investissement	(2.678)	(2.536)
Augmentation de capital	0	(0)
Transactions entre actionnaires (acquisitions)		
Transactions entre actionnaires (cessions)	555	0
Emission de nouveaux emprunts	3.622	607
Remboursement d'emprunts	(1.422)	(215)
Variation des créances et dettes résultant de contrats location-financement		
Remboursement De loc fi	(26)	10
Autres flux liés aux opération de financement		
Dividendes payés aux actionnaires de la société mère	0	(0)
Dividendes payés aux minoritaires	(16)	(73)
Variation des comptes courants associés	357	18
Flux net de trésorerie provenant des activités de financement	3.070	346
Incidence de la variation des taux de change	48	(38)
Incidence de changement des méthodes et principes comptables		
Variation de la trésorerie et équivalent de trésorerie	3.484	(462)
Trésorerie et équivalents de trésorerie net à l'ouverture*	(2.038)	(1.576)
Trésorerie et équivalents de trésorerie net à la clôture*	1.447	(2.038)
Variation de la trésorerie et équivalent de trésorerie	3.484	(462)

comptes sociaux



BILAN ACTIF Exercice clos le 31 décembre 2021

ACTIF	Exercice			Exercice Précédent
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ				
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS (A)	47 678 974,45	45 205 020,47	2 473 953,98	4 761 260,96
▪ Frais préliminaires	34 787 141,25	34 787 141,25		3 565 508,15
▪ Charges à répartir sur plusieurs exercices	12 891 833,20	10 417 879,22	2 473 953,98	1 195 752,81
▪ Primes de remboursement des obligations				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	225 846 449,67	154 969 365,59	70 877 084,08	114 187 410,78
▪ Immobilisation en recherche et développement	121 452 087,87	119 085 421,22	2 366 666,65	4 733 333,34
▪ Brevets, marques, droits et valeurs similaires	38 783 316,93	35 883 944,37	2 899 372,56	1 814 531,88
▪ Fonds commercial				
▪ Autres immobilisations incorporelles	65 611 044,87		65 611 044,87	107 639 545,56
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	172 491 352,23	102 394 596,94	70 096 755,29	73 778 605,32
▪ Terrains	12 787 930,78		12 787 930,78	12 787 930,78
▪ Constructions	65 555 224,76	18 521 251,32	47 033 973,44	50 345 018,36
▪ Installations techniques, matériel et outillage	5 947 374,35	3 725 793,62	2 221 580,73	2 748 202,75
▪ Matériel transport	2 135 297,74	1 029 749,47	1 105 548,27	
▪ Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	84 656 386,56	79 117 802,53	5 538 584,03	3 604 288,09
▪ Autres immobilisations corporelles				
▪ Immobilisations corporelles en cours	1 409 138,04		1 409 138,04	4 293 165,34
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (D)	3 606 704 504,19	442 590 031,21	3 164 114 472,98	3 035 591 090,79
▪ Prêts immobilisés	296 229 688,32		296 229 688,32	393 348 069,31
▪ Autres créances financières	10 000,00		10 000,00	70 000,00
▪ Titres de participation	3 310 464 815,87	442 590 031,21	2 867 874 784,66	2 642 173 021,48
▪ Autres titres immobilisés				
ÉCARTS DE CONVERSION-ACTIF (E)				
▪ Diminution des créances immobilisées				
▪ Augmentation des dettes de financement				
TOTAL I (A+B+C+D+E)	4 052 721 280,54	745 159 014,21	3 307 562 266,33	3 228 318 367,85
ACTIF CIRCULANT				
STOCKS (F)				
▪ Marchandises				
▪ Matières et fournitures consommables				
▪ Produits en cours				
▪ Produits intermédiaires et produits résiduels				
▪ Produits finis				
CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	3 499 574 014,22	142 583 307,69	3 356 990 706,53	3 228 519 446,11
▪ Fournisseurs, débiteurs, avances et acomptes	29 167 413,77		29 167 413,77	29 167 413,77
▪ Clients et comptes rattachés	507 803 464,20	8 603 834,40	499 199 629,80	287 838 571,64
▪ Personnel - Débiteur	292 803,83		292 803,83	417 850,10
▪ État - Débiteur	107 331 372,83		107 331 372,83	77 554 631,08
▪ Comptes d'associés	2 852 223 880,93	133 979 473,29	2 718 244 407,64	2 771 456 990,79
▪ Autres débiteurs				5 994,09
▪ Comptes de régularisation-Actif	2 755 078,66		2 755 078,66	62 077 994,64
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)				
ÉCARTS DE CONVERSION-ACTIF (I) (Eléments circulants)	35 560 555,63		35 560 555,63	60 624 681,92
TOTAL II (F+G+H+I)	3 535 134 569,85	142 583 307,69	3 392 551 262,16	3 289 144 128,03
TRÉSORERIE				
TRESORERIE-ACTIF				
▪ Chèques et valeurs à encaisser	17 749 764,23		17 749 764,23	180 907 328,96
▪ Banques, TG et CCP débiteurs	17 607 563,45		17 607 563,45	180 636 011,22
▪ Caisse, régie d'avances et accreditifs	142 200,78		142 200,78	271 317,74
TOTAL III	17 749 764,23		17 749 764,23	180 907 328,96
TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	7 605 605 614,62	887 742 321,90	6 717 863 292,72	6 698 369 824,84

BILAN PASSIF Exercice clos le 31 décembre 2021

PASSIF	Exercice	Exercice Précédent Net
FINANCEMENT PERMANENT		
CAPITAUX PROPRES		
▪ Capital social ou personnel (1)	999 130 800,00	999 130 800,00
▪ Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé		
= Capital appelé dont versé.	999 130 800,00	999 130 800,00
▪ Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 684 101 323,00	1 684 101 323,00
▪ Écarts de réévaluation		
▪ Réserve légale	99 913 080,00	99 913 080,00
▪ Autres réserves	300 472 670,00	300 472 670,00
▪ Report à nouveau (2)	-959 643 983,80	-701 751 808,94
▪ Résultats nets en instance d'affectation (2)		
▪ Résultat net de l'exercice (2)	618 283 922,83	-257 892 174,86
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	2 742 257 812,03	2 123 973 889,20
CAPITAUX PROPRES ASSIMILÉS (B)		
▪ Subventions d'investissement		
▪ Provisions réglementées pour amortissements dérogatoires		
▪ Provisions réglementées pour plus-values en instance d'imposition		
▪ Provisions réglementées pour investissements		
▪ Provisions réglementées pour reconstitution des gisements		
▪ Provisions réglementées pour acquisition et construction de logements		
▪ Autres provisions réglementées		
DETTES DE FINANCEMENT (C)	2 646 300 000,00	1 292 600 000,00
▪ Emprunts obligataires	1 500 000 000,00	
▪ Emprunts auprès des établissements de crédit	1 146 300 000,00	1 292 600 000,00
▪ Avances de l'État		
▪ Dettes rattachées à des participations et billets de fonds		
▪ Avances reçues et comptes courants bloqués		
▪ Fournisseurs d'immobilisations, cautionnements reçus et autres dettes de financement		
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES & CHARGES (D)		6 104 700,00
▪ Provisions pour risques		6 104 700,00
▪ Provisions pour charges		
ÉCARTS DE CONVERSION - PASSIF (E)		
▪ Augmentation des créances immobilisées		
▪ Diminution des dettes de financement		
TOTAL I (A+B+C+D+E)	5 388 557 812,03	3 422 678 589,20
PASSIF CIRCULANT		
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)	1 083 185 805,57	855 831 475,29
▪ Fournisseurs et comptes rattachés	42 518 728,85	44 007 166,41
▪ Clients créditeurs, avances et acomptes		
▪ Personnel - Créancier	14 486 274,81	12 785 681,45
▪ Organismes Sociaux	11 728 038,45	9 742 569,08
▪ État - Créancier	8 629 619,70	12 962 539,95
▪ Comptes d'associés - Créanciers	981 069 288,74	726 459 288,74
▪ Autres Créanciers		
▪ Comptes de régularisation - Passif	24 753 855,02	49 874 229,66
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)	35 560 555,63	60 624 681,92
ÉCARTS DE CONVERSION - PASSIF (Eléments circulants) (H)	9 584 942,30	2 910 018,29
TOTAL II (F+G+H)	1 128 331 303,50	919 366 175,50
TRÉSORERIE		
TRÉSORERIE - PASSIF		
▪ Crédits d'escompte		
▪ Crédits de trésorerie	200 000 000,00	2 330 000 000,00
▪ Banques (soldes créditeurs)	974 177,19	26 325 060,00
TOTAL III	200 974 177,19	2 356 325 060,00
TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	6 717 863 292,72	6 698 369 824,70

(1) capital personnel débiteur (-)

(2) bénéficiaire (+) ; déficitaire (-)



COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES)

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

NATURE	Opérations		Totaux de l'exercice 3=1+2	Totaux de l'exercice précédent 4
	Propres à l'exercice 1	Concernant les exercices précédents 2		
EXPLOITATION				
PRODUITS D'EXPLOITATION				
▪ Ventes de marchandises (en l'état)				
▪ Ventes de biens et services produits	293 527 097,17		293 527 097,17	228 919 939,64
▪ Variation de stocks de produits(±) (1)				
I ▪ Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	3 075 258,88		3 075 258,88	14 039 405,33
▪ Subventions d'exploitation				
▪ Autres produits d'exploitation	300 000,00		300 000,00	9 300 114,22
▪ Reprises d'exploitation, transferts de charges				
TOTAL I	296 902 356,05		296 902 356,05	252 259 459,19
CHARGES D'EXPLOITATION				
▪ Achats revendus (2) de marchandises	24 514 482,87	63 026,45	24 577 509,32	27 262 926,80
▪ Achats consommés (2) de matières et fournitures	57 718 580,13	1 784 943,87	59 503 524,00	58 764 622,69
II ▪ Impôts et taxes	9 088 590,12	39 399,00	9 127 989,12	580 942,06
▪ Charges de personnel	83 970 935,49	2 359 541,29	86 330 476,78	67 085 797,24
▪ Autres charges d'exploitation	1 977 000,00		1 977 000,00	640 000,00
▪ Dotations d'exploitation	53 053 080,38		53 053 080,38	22 428 076,75
TOTAL II	230 322 668,99	4 246 910,61	234 569 579,60	176 762 365,54
III RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			62 332 776,45	75 497 093,65
FINANCIER				
PRODUITS FINANCIERS				
▪ Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	66 018 000,00		66 018 000,00	4 653 890,50
IV ▪ Gains de change	2 366 873,29		2 366 873,29	978 260,39
▪ Intérêts et autres produits financiers	152 203 400,36		152 203 400,36	142 744 604,56
▪ Reprises financières, transferts de charges	286 326 445,10		286 326 445,10	2 017 023,58
TOTAL IV	506 914 718,75		506 914 718,75	150 393 779,03
CHARGES FINANCIÈRES				
▪ Charges d'intérêts	143 690 444,23		143 690 444,23	141 813 443,62
▪ Pertes de change	10 644 380,28		10 644 380,28	4 712 915,55
V ▪ Autres charges financières				
▪ Dotations financières	35 560 555,63		35 560 555,63	458 916 476,31
TOTAL V	189 895 380,14		189 895 380,14	605 442 835,48
VI RÉSULTAT FINANCIER (IV-V)			317 019 338,61	-455 049 056,45
VII RÉSULTAT COURANT (III+VI)			379 352 115,06	-379 551 962,80
NON COURANT				
PRODUITS NON COURANTS				
▪ Produits des cessions d'immobilisations	5 336 409,65		5 336 409,65	30 000,00
▪ Subventions d'équilibre				
VIII ▪ Reprises sur subventions d'investissement				
▪ Autres produits non courants				
▪ Reprises non courantes, transferts de charges	269 690 700,00		269 690 700,00	166 381 494,41
TOTAL VIII	275 027 109,65		275 027 109,65	166 411 494,41
CHARGES NON COURANTES				
▪ Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	5 336 409,65		5 336 409,65	
IX ▪ Subventions accordées				
▪ Autres charges non courantes	1 194 800,00		1 194 800,00	1 342 600,00
▪ Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions	26 944 092,23		26 944 092,23	41 461 575,47
TOTAL IX	33 475 301,88		33 475 301,88	42 804 175,47
X RÉSULTAT NON COURANT (VIII+IX)			241 551 807,77	123 607 318,94
XI RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (VII-X)			620 903 922,83	-255 944 643,86
XII IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	2 620 000,00		2 620 000,00	1 947 531,00
XIII RÉSULTAT NET (XI-XII)			618 283 922,83	-257 892 174,86
XIV TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VIII)			1 078 844 184,45	569 064 732,63
XV TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XII)			460 560 261,62	826 956 907,49
XVI RÉSULTAT NET (PRODUITS-CHARGES)			618 283 922,83	-257 892 174,86

(1) Variation de stocks : stock final-stock initial; augmentation (+) ; diminution (-)

(2) Achats revendus ou consommés : achats - variation de stocks.



TABLEAU DE FINANCEMENT

Exercice Clos le 31.12.2021

I. SYNTHÈSE DES MASSES DU BILAN	EXERCICE N	EXERCICE N-1	VARIATION A-B	
			EMPLOIS C	RESSOURCES D
1 Financement permanent	5 388 557 812,03	3 422 678 589,20		1 965 879 222,83
2 Moins actif immobilisé	3 307 562 266,33	3 228 318 367,85	79 243 898,48	
3 =FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)	2 080 995 545,70	194 360 221,35		1 886 635 324,35
4 Actif circulant	3 392 551 262,16	3 289 144 128,03	103 407 134,13	
5 Moins passif circulant	1 128 331 303,50	919 366 175,50		208 965 128,00
6 =BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5) (B)	2 264 219 958,66	2 369 777 952,53		105 557 993,87
7 TRÉSORERIE NETTE (Actif-Passif) A-B	-183 224 412,96	-2 175 417 731,18	1 992 193 318,22	
II. EMPLOIS ET RESSOURCES				
	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
* AUTOFINANCEMENT (A)		439 530 540,03		168 902 396,28
* Capacité d'autofinancement		439 530 540,03		168 902 396,28
* Distribution de bénéfices				
* CESSION ET RÉDUCTION D'IMMOBILISATIONS (B)		102 514 790,64		30 000,00
▪ Cession d'immobilisations incorporelles		5 336 409,65		
▪ Cession d'immobilisations corporelles				30 000,00
▪ Cession d'immobilisations financières				
▪ Récupération sur créances immobilisées		97 178 380,99		
* AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS (C)				
* Augmentations de capital, apports				
* Subvention d'investissement				
* AUGMENTATIONS DES DETTES DE FINANCEMENT (D)		2 500 000 000,00		1 172 600 000,00
(nettes de primes de remboursement)				
TOTAL I. RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)		3 042 045 330,67		1 341 532 396,28
II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE				
* ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)	6 220 006,32		611 374 995,44	
* Acquisitions d'immobilisations incorporelles	2 164 483,88		14 039 405,33	
* Acquisitions d'immobilisations corporelles	4 055 522,44		3 927 520,80	
* Acquisitions d'immobilisations financières			593 408 069,31	
* Augmentations des créances immobilisées				
* REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)				
* REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)	1 146 300 000,00		1 000 000 000,00	
* EMPLOIS EN NON-VALEURS (H)	2 890 000,00			
TOTAL II. EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	1 155 410 006,32		1 611 374 995,44	
III. VARIATION DE BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G)		105 557 993,87		188 468 413,43
IV. VARIATION DE LA TRÉSORERIE	1 992 193 318,22			81 374 185,73
TOTAL GÉNÉRAL	3 147 603 324,54	3 147 603 324,54	1 611 374 995,44	1 611 374 995,44



ÉTAT DES SOLDES DE GESTION (E.S.G.)

I - TABLEAU DE FORMATION DU RÉSULTAT (T.F.R)

Exercice Clos le 31.12.2021

ÉLÉMENTS		EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
1	Ventes de marchandises (en l'état)		
2	- Achats revendus de marchandises		
I	= MARGES BRUTES SUR VENTES EN L'ÉTAT		
II	+ PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)	296 602 356,05	242 959 344,97
3	Ventes de biens et services produits	293 527 097,17	228 919 939,64
4	Variation de stocks de produits		
5	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle même	3 075 258,88	14 039 405,33
III	- CONSOMMATION DE L'EXERCICE (6+7)	84 081 033,32	86 027 549,49
6	Achats consommés de matières et fournitures	24 577 509,32	27 262 926,80
7	Autres charges externes	59 503 524,00	58 764 622,69
IV	= VALEUR AJOUTÉE (I+II+III)	212 521 322,73	156 931 795,48
8	+ Subventions d'exploitation		
V	9 - Impôts et taxes	9 127 989,12	580 942,06
10	- Charges de personnel	86 330 476,78	67 085 797,24
	= EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION (E.B.E)	117 062 856,83	89 265 056,18
	= INSUFFISANCE BRUT D'EXPLOITATION (I.B.E)		
11	+ Autres produits d'exploitation	300 000,00	9 300 114,22
12	- Autres charges d'exploitation	1 977 000,00	640 000,00
13	+ Reprises d'exploitation: transfert de charges		
14	- Dotations d'exploitation	53 053 080,38	22 428 076,75
VI	= RÉSULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)	62 332 776,45	75 497 093,65
VII	RÉSULTAT FINANCIER	317 019 338,61	-455 049 056,45
VIII	= RÉSULTAT COURANT (+ ou -)	379 352 115,06	-379 551 962,80
IX	RÉSULTAT NON COURANT (+ ou -)	241 551 807,77	123 607 318,94
15	- Impôts sur les résultats	2 620 000,00	1 947 531,00
X	= RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)	618 283 922,83	-257 892 174,86
II - CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F) - AUTOFINANCEMENT			
1	- Bénéfice +	618 283 922,83	
	- Perte -		-257 892 174,86
2	+ Dotation d'exploitation (1)	53 053 080,38	22 428 076,75
3	+ Dotations financières (1)		404 396 494,39
4	+ Dotations non courantes (1)		
5	- Reprises d'exploitation. (2)		
6	- Reprises financières (2)	225 701 763,18	
7	- Reprises non courantes (2) (3)	6 104 700,00	
8	- Produits des cessions d'immobilisations	5 336 409,65	30 000,00
9	+ Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées.	5 336 409,65	
	CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.)	439 530 540,03	168 902 396,28
I	10 - Distributions de bénéfices		
II	AUTOFINANCEMENT	439 530 540,03	168 902 396,28

PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION SPÉCIFIQUES À L'ENTREPRISE

EXERCICE DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

INDICATION DES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES PAR L'ENTREPRISE

I. ACTIF IMMOBILISÉ

A. ÉVALUATION À L'ENTRÉE

1. Immobilisation en non-valeurs
Les non valeurs correspond aux frais d'augmentation du capital et les frais d'acquisition des immobilisations.
2. Immobilisations incorporelles
Elles sont inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition et/ou de production.
3. Immobilisations corporelles
Elles sont inscrites au coût d'acquisition et/ou de production.
4. Immobilisations financières
Comprenant les prêts, les dépôts et cautionnements comptabilisés à leur valeur nominale les titres sont portés en comptabilité pour leur prix d'achat à l'exclusion des frais d'acquisition.

B. CORRECTION DE VALEUR

1. Méthodes d'amortissement
Les immobilisations en non valeurs sont amorties sur 5 ans.
Les frais de R&D sont amortis sur la durée d'utilité correspondant à la durée d'exploitation estimée des réserves découvertes.
Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de la durée de vie économique probable.
2. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation
A la date d'inventaire, la valeur actuelle est comparée à la valeur d'entrée ou à la VNC pour les éléments amortissables, seules les moins-values dégagées de cette comparaison sont inscrites en comptabilité:
---> sous forme d'amortissements exceptionnels, si elles ont un caractère définitif
---> sous forme de provisions pour dépréciation, si elles n'ont pas un caractère définitif.

La valeur actuelle des titres de participation est déterminée selon l'une des méthodes suivantes:

- Valeur boursière si la participation est cotée
- ou l'une des deux méthodes suivantes si la participation est non cotée:
- Quote-part dans la situation nette de la filiale.
- Actualisation des cash flux futurs (DCF).

II. ACTIF CIRCULANT (Hors trésorerie)

A. ÉVALUATION À L'ENTRÉE

1. Stocks
Non applicable
2. Créances
Les créances libellées en monnaie étrangère sont revalorisées au cours de clôture
3. Titres et valeurs de placement

B. CORRECTIONS DE VALEUR

1. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation
Les avances en comptes courants d'associés sont comptabilisées à leur valeur nominale
Les avances en comptes courants d'associés des filiales sont dépréciées si les perspectives de développement de la filiale s'avèrent pessimistes ou sa continuité d'exploitation est compromise.
2. Méthodes de détermination des écarts de conversion-Actif
Les créances libellées en devise sont converties aux taux de clôture et réajustées par les comptes d'écarts de conversion actif et passif. Les pertes de change latentes font l'objet de provision, en revanche les gains latents ne sont pas portés dans le compte de résultat.

III. FINANCEMENT PERMANENT

1. Méthodes de réévaluation des provisions durables pour risque et charges: la société applique les règles d'évaluation du CGNC en matière d'évaluation des provisions.

IV. PASSIF CIRCULANT (Hors trésorerie)

1. Dettes du passif circulant : les dettes relatives aux créanciers étrangers sont enregistrées à leur valeur nominale sur la base des cours dates des transactions
2. Méthodes de détermination des écarts de conversion-Passif : les dettes libellées en devises sont converties aux taux de clôture et reajustées par les comptes d'écarts de conversion actif et passif. Les pertes de change latentes sont font l'objet de provision pour perte de change . En revanche les gains latents ne sont pas portés dans le compte de résultat

V. TRÉSORERIE

La société applique les règles et principes d'évaluation CGNC



ÉTAT DE DÉROGATIONS

EXERCICE DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

INDICATIONS DES DÉROGATIONS	JUSTIFICATION DES DÉROGATIONS	INFLUENCE DES DÉROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux	Néant	Néant
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	Néant	Néant
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	Néant	Néant

ÉTAT DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES

Exercice Clos le 31.12.2021

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DU CHANGEMENT	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	Néant	Néant
II. Changements affectant les règles de présentation	Néant	Néant

DÉTAIL DES NON-VALEURS

EXERCICE DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

COMPTE PRINCIPAL	INTITULÉ	MONTANT
211	FRAIS PRÉLIMINAIRES	34 787 141,25
2111	Frais de constitution	
2112	Frais préalables au démarrage	
2113	Frais d'augmentation du capital	31 170 049,34
2114	Frais sur opérations de fusions, scissions et transformations	
2116	Frais de prospection	3 617 091,91
2117	Frais de publicité	
2118	Autres frais préliminaires	
212	CHARGES À RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES	12 891 833,20
2121	Frais d'acquisition des immobilisations	793 825,00
2125	Frais d'émission des emprunts	5 726 291,27
2128	Autres charges à répartir	6 371 716,93
213	CHARGES À RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES	
2130	Primes de remboursement des obligations	
	TOTAL	47 678 974,45

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIERS

Exercice Clos le 31.12.2021

NATURE	MONTANT BRUT DÉBUT EXERCICE	AUGMENTATION			DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN EXERCICE
		Acquisition	Production par l'entreprise pour elle-même	Virement	Cession	Retrait	virement	
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	44 788 974,45		2 890 000,00					47 678 974,45
* Frais préliminaires	34 787 141,25							34 787 141,25
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	10 001 833,20		2 890 000,00					12 891 833,20
* Primes de remboursement obligations								
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	228 285 780,44	1 979 225,00	185 258,88	37 969 704,92	5 336 409,65		37 237 109,92	225 846 449,67
* Immobilisation en recherche et développement	84 214 977,95			37 237 109,92				121 452 087,87
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	36 431 256,93	1 619 465,00		732 595,00				38 783 316,93
* Fonds commercial								
* Autres immobilisations incorporelles	107 639 545,56	359 760,00	185 258,88		5 336 409,65		37 237 109,92	65 611 044,87
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	169 168 424,79	4 055 522,44		3 550 734,67			4 283 329,67	172 491 352,23
* Terrains	12 787 930,78							12 787 930,78
* Constructions	65 555 224,76							65 555 224,76
* Installations techniques, matériel et outillage	5 947 374,35							5 947 374,35
* Matériel de transport	871 814,00	1 263 483,74						2 135 297,74
* Mobilier, matériel de bureau et aménagement	79 712 915,56	1 392 736,33		3 550 734,67				84 656 386,56
* Autres immobilisations corporelles Informatique								
* Immobilisations corporelles en cours	4 293 165,34	1 399 302,37					4 283 329,67	1 409 138,04



TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

Exercice Clos le 31.12.2021

NATURE	Cumul d'amortissement début exercice 1	Dotation de l'exercice 2	Amortissements sur immobilisations sorties 3	Cumul d'amortissement fin exercice 4 = 1 + 2 - 3
IMMOBILISATIONS EN NON-VALEURS	40 027 713,49	5 177 306,98		45 205 020,47
* Frais préliminaires	31 221 633,10	3 565 508,15		34 787 141,25
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	8 806 080,39	1 611 798,83		10 417 879,22
* Primes de remboursement obligations				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	114 098 369,66	40 870 995,93		154 969 365,59
* Immobilisation en recherche et développement	79 481 644,61	39 603 776,61		119 085 421,22
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	34 616 725,05	1 267 219,32		35 883 944,37
* Fonds commercial				
* Autres immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	95 389 819,47	7 004 777,47		102 394 596,94
* Terrains				
* Constructions	15 210 206,40	3 311 044,92		18 521 251,32
* Installations techniques, matériel et outillage	3 199 171,60	526 622,02		3 725 793,62
* Matériel de transport	871 814,00	157 935,47		1 029 749,47
* Mobilier, matériel de bureau et aménagement	76 108 627,47	3 009 175,06		79 117 802,53
* Autres immobilisations corporelles Informatique				
* Immobilisations corporelles en cours				

TABLEAU DES PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

Exercice Clos le 31.12.2021

	Compte principal	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur nette d'amortissements	Produit de cession	Plus-values	Moins-values
Immobilisations Incorporelles	22+	5336409,65		5336409,65	5336409,65		
221		5336409,65		5336409,65	5336409,65		
Immobilisations corporelles	23+						
Immobilisations Financières	24+ & 25+						
TOTAL		5 336 409,65		5 336 409,65	5 336 409,65		



TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION

Exercice Clos le 31.12.2021

Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité 1	Capital social 2	Participation au capital en % 3	Prix d'acquisition global 4	Valeur comptable nette 5	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C.P.C de l'exercice 9
						Date de clôture	Situation nette	Résultat net	
						6	7	8	
Sociétés cotées		164 509 000,00		760 629 613,75	760 629 613,75	31/12/2021	1 135 912 567,83	-66 533 913,61	
- S M I	MINES	164 509 000,00	80,26%	760 629 613,75	760 629 613,75	31/12/2021	1 135 912 567,83	-66 533 913,61	66 018 000,00
Sociétés non cotées		1 208 366 870,02		2 549 835 202,12	2 107 245 170,91	31/12/2021	4 616 584 374,02	728 436 768,34	
- C T T	MINES	2 685 000,00	99,78%	147 664 508,25	147 664 508,25	31/12/2021	483 382 525,74	59 645 033,30	
- C M G	MINES	690 000 000,00	80,00%	841 799 385,00	841 799 385,00	31/12/2021	769 135 803,34	27 633 242,61	
- S A M I N E	MINES	26 000 000,00		88,00	88,00	31/12/2021	-162 858 149,99	-126 015 069,46	
- S O M I F E R	MINES	88 888 500,00		134,05	134,05	31/12/2021	372 748 598,51	148 629 513,62	
- R E M I N E X	SERVICES	12 922 700,00	100,00%	14 990 132,00	14 990 132,00	31/12/2021	40 317 841,42	3 531 589,34	
- T E C H S U B	SERVICES	10 162 090,00	98,47%	20 026 090,00	20 026 090,00	31/12/2021	45 676 225,06	-14 169 236,88	
- C T T A	SERVICES	100 000,00	100,00%	105 624,15	105 624,15	31/12/2021	1 426 201,50	1 257 672,43	
- A K K A G O L D M I N I N G	MINES	600 100,00	50,02%	779 261 500,00	779 261 500,00	31/12/2021	471 114 019,45	193 754 305,22	
- M A N A G E M I N T E R N A T I O N A L	SERVICES	133 540 080,02	100,00%	133 540 080,02	133 540 080,02	31/12/2021	1 653 025 927,00	40 792 474,80	
- E S P A T I E L	TELECOMMUNICAT	100 000,00		100,00	100,00	31/12/2021			
- N A P H T A	COMMERCE	900 000,00		100,00	100,00	31/12/2021			
- S I I D E A L	IMPRIMERIE	10 000,00		50,00	50,00	31/12/2021			
- S O C I M O	IMMOBILIER	10 000,00		10,65	10,65	31/12/2021			
- S A G H R O	MINES	50 000 000,00	100,00%	49 999 700,00	49 999 700,00	31/12/2021	49 575 258,96	52 979,94	
- O U M J R A N E	MINES	100 000 000,00	100,00%	469 999 700,00	27 409 668,79	31/12/2021	1 269 134,78	-15 896 158,98	
- M A N A G O L D	SERVICES	42 215 000,00	100,00%	42 215 000,00	42 215 000,00	31/12/2021	796 244 111,90	404 536 589,20	
- T R A D I S T	SERVICES	233 400,00	20,00%	233 400,00	233 400,00	31/12/2021	40 411 145,41	3 403 602,40	
- D A D E S	MINES	50 000 000,00	100,00%	49 999 600,00	49 999 600,00	31/12/2021	55 115 730,94	1 280 230,80	
TOTAL				3 310 464 815,87	2 867 874 784,66		5 752 496 941,85	661 902 854,73	66 018 000,00

La valeur actuelle de la participation AGM (Akka Gold Mining), CMG et OUMEJRANE correspond à leurs valeurs d'utilités obtenues par actualisation des cash flows futurs. Cette valeur d'utilité tient compte des perspectives de développement significatif de l'activité Cuivre et reste supérieure à son prix d'acquisition.



TABLEAU DES PROVISIONS

Exercice Clos le 31.12.2021

NATURE	Montant début exercice	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin exercice
		d'exploitation	financières	Non courantes	d'exploitation	financières	Non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	668 291 794,39					225 701 763,18		442 590 031,21
2. Provisions réglementées								
3. Provisions durables pour risques et charges	6 104 700,00						6 104 700,00	
SOUS TOTAL (A)	674 396 494,39					225 701 763,18	6 104 700,00	442 590 031,21
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	379 225 215,46			26 944 092,23			263 586 000,00	142 583 307,69
5. Autres Provisions pour risques et charges	60 624 681,92		35 560 555,63			60 624 681,92		35 560 555,63
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTAL (B)	439 849 897,38		35 560 555,63	26 944 092,23		60 624 681,92	263 586 000,00	178 143 863,32
TOTAL (A + B)	1 114 246 391,77		35 560 555,63	26 944 092,23		286 326 445,10	269 690 700,00	620 733 894,53

TABLEAU DES CRÉANCES

Exercice Clos le 31.12.2021

CRÉANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ÉCHÉANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Échues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'État et Organismes Publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par effets
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	296 239 688,32	296 239 688,32			296 229 688,32		296 229 688,32	
- Prêts immobilisés	296 229 688,32	296 229 688,32			296 229 688,32		296 229 688,32	
- Autres créances financières	10 000,00	10 000,00						
DE L'ACTIF CIRCULANT	3 499 574 014,22	112 291 907,25	3 215 531 385,51	171 750 721,46	1 228 206 712,23	107 331 372,83	3 226 555 228,93	
- Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	29 167 413,77			29 167 413,77			29 000 000,00	
- Clients et comptes rattachés	507 803 464,20	19 888 808,51	479 310 821,29	8 603 834,40	436 240 330,38		479 310 821,29	
- Personnel	292 803,83		292 803,83					
- État	107 331 372,83	92 403 098,74	14 928 274,09			107 331 372,83		
- Comptes d'associés	2 852 223 880,93		2 718 244 407,64	133 979 473,29	791 966 381,85		2 718 244 407,64	
- Autres débiteurs								
- Comptes de régularisation-Actif	2 755 078,66		2 755 078,66					

Montant brut des avances en compte courants d'associés accordés aux filiales. Ces avances sont provisionnées à hauteur de 134 (Filiales SAMINE) suite à l'arrêt de l'activité fond). Le montant net de ces avances s'élève donc à 2 718 MDH



TABLEAU DES DETTES

Exercice Clos le 31.12.2021

CRÉANCES	ANALYSE PAR ÉCHÉANCE				AUTRES ANALYSES			
	TOTAL	Plus d'un an	Moins d'un an	Échues et non recouvrées	Montants en devises	Montants vis-à-vis de l'État et Organismes Publics	Montants vis-à-vis des entreprises liées	Montants représentés par effets
DE FINANCEMENT	2 646 300 000,00	2 646 300 000,00						
- Emprunts obligataires	1 500 000 000,00	1 500 000 000,00						
- Autres dettes de financement	1 146 300 000,00	1 146 300 000,00						
DU PASSIF CIRCULANT	1 083 185 805,57	67 580,32	1 083 118 225,25		4 087 760,69	20 357 658,15	987 729 668,20	
- Fournisseurs et comptes rattachés	42 518 728,85	67 580,32	42 451 148,53		4 087 760,69		6 660 379,46	
- Clients créditeurs, avances et acomptes								
- Personnel	14 486 274,81		14 486 274,81					
- Organismes sociaux	11 728 038,45		11 728 038,45			11 728 038,45		
- État	8 629 619,70		8 629 619,70			8 629 619,70		
- Comptes d'associés	981 069 288,74		981 069 288,74				981 069 288,74	
- Autres créanciers								
- Comptes de régularisation-Passif	24 753 855,02		24 753 855,02					

TABLEAU DES SÛRETÉS RÉELLES DONNÉES OU REÇUES

Exercice Clos le 31.12.2021

Tiers Crédeurs ou Tiers débiteurs	Montant couvert par la sûreté	Nature	Objet	Valeur comptable nette de la sûreté donnée à la date de clôture
Sûretés données		Néant		
Sûretés reçues				

(1) Gage: 1 - Hypothèque: 2 - Nantissement: 3 - Warrant: 4 - Autres: 5 - (à préciser)

(2) Préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données) (entreprises liées, associés, membres du personnel)

(3) Préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (sûretés reçues)



ENGAGEMENTS FINANCIERS REÇUS OU DONNÉS HORS OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL

Exercice Clos le 31.12.2021

ENGAGEMENTS DONNÉS	Montants Exercice	Montants Exercice précédent
. Avals et cautions	974 000,00	973 000,00
. Engagements en matières de pensions de retraites et obligations similaires	19 704 000,00	13 281 000,00
. Autres engagements donnés		
– Gain latent sur contrats de couvertures		
– Perte latente sur contrats de couvertures	214 283 625,09	450 207 799,76
TOTAL (I)	234 961 625,09	464 461 799,76

(I) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées.....

ENGAGEMENTS REÇUS	Montants Exercice	Montants Exercice précédent
* Avals et cautions		
* Autres engagements reçus		
TOTAL		

TABLEAU DES BIENS EN CRÉDIT BAIL

Exercice Clos le 31.12.2021

Rubriques	Date de la 1 ^{ère} échéance	Durée du contrat en mois	Valeur estimée du bien à la date du contrat	Durée théorique d'amortissement du bien	Cumul des exercices précédents des redevances	Montant de l'exercice des redevances	Redevances restant à payer		Prix d'achat résiduel en fin de contrat	Observations
							A moins d'un an	A plus d'un an		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
BMW	20/08/2018	60	599 999,99	5	369 883,40	153 055,20	153 055,20	77 061,40	50 000,00	
BMW	01/07/2018	60	599 999,99	5	382 638,00	153 055,20	153 055,20	64 306,80	50 000,00	
BMW	01/07/2018	60	599 999,99	5	382 638,00	153 055,20	153 055,20	64 306,80	50 000,00	
BMW	15/04/2019	60	599 999,99	5	283 955,28	162 260,16	162 260,16	153 784,56	6 000,00	
BMW	15/04/2019	60	599 999,99	5	283 955,28	162 260,16	162 260,16	153 784,56	6 000,00	
BMW	01/09/2020	48	599 999,96	4	62 677,00	197 656,56	197 656,56	395 312,64	6 000,00	
DS7	01/06/2021	60	600 887,40	5		70 103,53	120 177,48	410 606,39	4 443,88	

DÉTAIL DES POSTES DU C.P.C

Exercice Clos le 31.12.2021

POSTE	ELEMENTS	EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
611	CHARGES D'EXPLOITATION		
	<u>Achats revendus de marchandises</u>		
	Achats de marchandises		
	Variation des stocks de marchandises (+/-)		
	TOTAL		
612	Achats consommés de matières et fournitures		
	Achats de matières premières		
	Variation des stocks de matières premières (+/-)		
	Achats de matières et fournitures consommables et d'emballages		8 930,90
	Variation des stocks de matières, fournitures et emballages (+/-)		
	Achats non stockés de matières et fournitures	2 424 825,69	2 757 327,25
	Achats de travaux, études et prestations de service	22 152 683,63	24 496 668,65
	TOTAL	24 577 509,32	27 262 926,80
613/614	Autres charges externes		
	Locations et charges locatives	3 784 586,66	3 842 497,69
	Redevances de crédit-bail	1 051 446,01	846 362,92
	Entretien et réparations	10 093 029,83	8 091 337,67
	Primes d'assurances	975 881,04	1 885 611,44
	Rémunérations du personnel extérieur à l'entreprise		
	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	7 968 447,33	13 474 522,28
	Redevances pour brevets, marques, droits...		
	Transports	505 614,91	194 045,26
	Déplacements, missions et réceptions	27 000 000,00	23 305 692,58
	Reste du poste des autres charges externes	8 124 518,22	7 124 552,85
	TOTAL	59 503 524,00	58 764 622,69
617	Charges du personnel		
	Rémunérations du personnel	56 905 653,51	47 751 806,60
	Charges sociales	19 488 635,37	15 425 393,72
	Reste du poste des charges de personnel	9 936 187,90	3 908 596,92
	TOTAL	86 330 476,78	67 085 797,24
618	Autres charges d'exploitation		
	Jetons de présence	1 977 000,00	640 000,00
	Pertes sur créances irrécouvrables		
	Reste du poste des autres charges d'exploitation		
	TOTAL	1 977 000,00	640 000,00
638	CHARGES FINANCIÈRES		
	<u>Autres charges financières</u>		
	Charges nettes sur cessions de titres et valeurs de placement		
	Reste du poste des autres charges financières		
	TOTAL		
658	CHARGES NON COURANTES		
	<u>Autres charges non courantes</u>		
	Pénalités sur marchés et débits		
	Rappels d'impôts (autres qu'impôts sur les résultats)		
	Pénalités et amendes fiscales ou pénales		
	Créances devenues irrécouvrables		
	Reste du poste des autres charges non courantes	1 194 800,00	1 342 600,00
	TOTAL	1 194 800,00	1 342 600,00



DÉTAIL DES POSTES DU C.P.C

Exercice Clos le 31.12.2021

POSTE	ELEMENTS	EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
711	PRODUITS D'EXPLOITATION		
	Ventes de marchandises		
	Ventes de marchandises au Maroc		
	Ventes de marchandises à l'étranger		
	Reste du poste des ventes de marchandises		
	TOTAL		
712	Ventes des biens et services produits		
	Ventes de biens au Maroc		
	Ventes de biens à l'étranger		
	Ventes de services au Maroc	163 905 549,16	157 071 540,12
	Ventes de services à l'étranger	129 621 548,01	71 848 399,52
	Redevances pour brevets, marques, droits...		
	Reste du poste des ventes et services produits		
	TOTAL	293 527 097,17	228 919 939,64
713	Variation des stocks de produits		
	Variation des stocks de biens produits		
	Variation des stocks des services produits		
	Variation des stocks des produits en cours		
	TOTAL		
718	Autres produits d'exploitation		
	Jetons de présence reçus	300 000,00	300 000,00
	Reste du poste (produits divers)		9 000 114,22
	TOTAL	300 000,00	9 300 114,22
719	Reprises d'exploitation; transferts de charges		
	Reprises d'exploitation		
	Transferts de charges		
	TOTAL		
738	PRODUITS FINANCIERS		
	Intérêts et autres produits financiers		
	* Intérêt et produits assimilés	152 203 400,36	142 744 604,56
	* Revenus des créances rattachées à des participations		
	* Produits nets sur cessions de titres et valeurs de placement		
	* Reste du poste intérêts et autres produits financiers		
	Total	152 203 400,36	142 744 604,56

PASSAGE DU RÉSULTAT NET COMPTABLE AU RÉSULTAT NET FISCAL

Exercice Clos le 31.12.2021

INTITULÉS	MONTANT	MONTANT
I- RÉSULTAT NET COMPTABLE		
Bénéfice net	618 283 922,83	
Perte nette		
II- RÉINTEGRATIONS FISCALES	55 961 187,23	
1. Courantes		
Excédent non déductible sur les cadeaux	11 500,00	
Amort et/ou redevance non déductibles (location véhicule)	606 476,64	
Écart conversion Passif	9 584 942,30	
Autres charges sur exercice antérieur	4 246 910,61	
Excédent non déductible sur intérêts comptes courants	11 947 265,45	
Total des réintégrations courantes	26 397 095,00	
2. Non Courantes		
Impôt sur les résultats	2 620 000,00	
Pénalité		
Provision dépréciation Créances	26 944 092,23	
Total des réintégrations non courantes	29 564 092,23	
III- DÉDUCTIONS FISCALES		338 618 718,29
1. Courantes		
Reprise écart de conversion N-2020		2 910 018,29
Dividendes		66 018 000,00
Total des déductions fiscales courantes		68 928 018,29
2. Non Courantes		
Reprise dépréciation créances		263 586 000,00
Reprise pénalité		6 104 700,00
Total des déductions fiscales non courantes		6 104 700,00
Total	674 245 110,06	338 618 718,29
IV- RESULTAT BRUT FISCAL		
Bénéfice brut si T1 > T2 (A)		335 626 391,77
Déficit brut fiscal si T1 < T2 (B)		
Déficit ou fraction de déficit correspondant à la dotation aux amortissements pratiqués."		
Surplus correspondant au déficit d'exploitation.		
V- REPORTS DÉFICITAIRES IMPUTÉS (C) (1)	335 626 391,77	
Exercice N-4		
Exercice N-3		
Exercice N-2	255 408 667,86	
Exercice N-1	80 218 420,00	
Déficit absorbé sur les amortissements indéfiniment reportables		
VI- RÉSULTAT NET FISCAL		
Bénéfice net fiscal (A-C)		
ou		
Déficit net fiscal (B)		
CUMUL DES REPORTS DE DÉFICITS SUR AMORTISSEMENTS		31 179 690,46
CUMUL DES DÉFICITS D'EXPLOITATION RESTANT À REPORTER		277 352 799,81
FISCALEMENT		
Exercice N-4		
Exercice N-3		
Exercice N-2		
Exercice N-1	301 251 189,00	

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)



DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPÔT

Exercice Clos le 31.12.2021

I. DÉTERMINATION DU RÉSULTAT		MONTANT
Résultat courant d'après C.P.C	(+,-)	379 352 115,06
Réintégrations fiscales sur opérations courantes	(+)	26 397 095,00
Déductions fiscales sur opérations courantes	(-)	68 928 018,29
Resultat courant théoriquement imposable	(=)	336 821 191,77
Impôt théorique sur Resultat courant	(-)	2 620 000,00
Résultat courant après impôts	(=)	334 201 191,77
II. INDICATION DU RÉGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYÉS PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LÉGALES SPÉCIFIQUES		

PASSIFS ÉVENTUELS

Exercice Clos le 31.12.2021

Les déclarations fiscales au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), l'impôt sur les revenus (IR) ainsi que les déclarations sociales de la CNSS non prescrites pourraient faire l'objet d'un contrôle et des rappels

DÉTAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Exercice Clos le 31.12.2021

NATURE	Solde au début de l'exercice	Opérations comptables de l'exercice	Déclarations TVA de l'exercice	Solde fin d'exercice
	1	2	3	(1 + 2 - 3 = 4)
A. T V A Facturée	8 883 953,22	17 762 327,66	22 874 866,00	3 771 414,88
B. T V A Récupérable	2 310 505,66	44 978 154,05	42 028 217,05	5 260 442,66
* Crédit antérieurs				
* sur charges	2 310 505,66	37 679 679,49	34 729 742,49	5 260 442,66
* sur immobilisations		7 298 474,56	7 298 474,56	
C. T V A dûe ou crédit de T V A = (A - B)	6 573 447,56			-1 489 027,78

ÉTAT DE RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Montant du capital : 999 130 800 Dh

Exercice Clos le 31.12.2019

Nom, prénom ou raison sociale des principaux associés (1)	Adresse	NOMBRE DE TITRES		Valeur nominale de chaque action ou part sociale	MONTANT DU CAPITAL		
		Exercice précédent	Exercice actuel		Souscrit	Appelé	Libéré
1	2	3	4	5	6	7	8
AL MADA	60, RUE D'ALGER - CASABLANCA	8 135 590	8 135 590	100,00	813 559 000,00	813 559 000,00	813 559 000,00
M. Bassim JAÏ HOKIMI	3 ALLÉE DES MIMOSAS ANFA CASABLANCA	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
M.Abdellaziz ABARRO	7 RUE DES SAPINS ANFA CASABLANCA	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
SIGER	5 AVENUE LA PRINCESSE LAILA MERYEM RABAT	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
S.F.G.P.	60, RUE D'ALGER - CASABLANCA	2	2	100,00	200,00	200,00	200,00
NAPHTA	60, RUE D'ALGER - CASABLANCA	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
SAMINE	Twin Center,Tour A Bd Zerktoumi et Massira - Casablanca	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
CTT	Twin Center,Tour A Bd Zerktoumi et Massira - Casablanca	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
OFFICE NATIONAL DES HYDROCARBURES ET DES MINES	5 BD MOULAY HASSAN RABAT	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
OUHMANE FADWA	10 ANGLE BIR HAKIM ET ABOU DABI OISIS CASABLANCA	44	44	100,00	4 400,00	4 400,00	4 400,00
BENYAKHLEF RACHID		1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
LASKY NAJMA	RUE DE CORIANDRE ANFA CASABLANCA	261	-	100,00			
OURIAGLI MOHAMED HASSAN	VILLA DES IRIS 17 BIS RUE DE LA PAPETERIE QUARTIER DES CRETES	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
NOUFISSA KESSAR	VILLA CAYOLA N° 16 CASA	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
TOUMI IMAD	Twin Center,Tour A Bd Zerktoumi et Massira - Casablanca	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
ARROUB RAMSES		1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
C I M R	100 BD ABDELMOUMEN CASABLANCA	824 919	868 565	100,00	86 856 500,00	86 856 500,00	86 856 500,00
WAFI ASSURANCE	1 BD ABDELMOUMEN CASABLANCA		76 934	100,00	7 693 400,00	7 693 400,00	7 693 400,00
DIVERS PORTEURS		1 030 480	910 161	100,00	91 016 100,00	91 016 100,00	91 016 100,00

(1) Quand le nombre des associés est inférieur ou égal à 10, l'entreprise doit déclarer tous les participants au capital. Dans les autres cas, il y a lieu de ne mentionner que les 10 principaux associés par ordre d'importance décroissante.



ÉTAT POUR LE CALCUL DE L'IMPÔT DÛ PAR LES ENTREPRISES BÉNÉFICIAIRES D'ENCOURAGEMENTS AUX INVESTISSEMENTS

Exercice Clos le 31.12.2021				
	RUBRIQUES 1	Ensemble des produits 2	Ensemble des produits correspondant à la base imposable 3	Ensemble des produits correspondant au numérateur taxable 4
	Ventes			
1	Ventes imposables	163 905 549,16	163 905 549,16	163 905 549,16
2	Ventes exports	129 621 548,01	129 621 548,01	129 621 548,01
3	Ventes exonérées à 50%			
	Lotissement et promotion immobilière			
4	Ventes et locations imposables			
5	Ventes et locations exclues à 100%			
6	Ventes et locations exclues à 50%			
	Prestations de services			
7	Imposables			
8	Exonérées à 100%			
9	Exonérées à 50%			
10	Produits accessoires, Produits financiers, dons & libéralités	230 473 215,95	230 473 215,95	230 473 215,95
11	Subventions d'équipement			
	12 Subventions d'équilibre			
12a	Imposables			
12b	Exonérées à 100%			
12c	Exonérées à 50%			
13	Totaux partiels	524 000 313,12	524 000 313,12	524 000 313,12
14	Profit net global des cessions après abattement pondéré			
15	Autres profits exceptionnels			
16	Total général (13+14+15)	524 000 313,12	524 000 313,12	524 000 313,12

RESULTAT ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ENTREPRISE AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

Exercice Clos le 31.12.2021			
NATURE DES INDICATIONS	Exercice n - 2	Exercice n - 1	Exercice n
SITUATION NETTE DE L'ENTREPRISE			
Capitaux propres plus capitaux propres assimilés moins immobilisation en non valeurs	2 372 505 496,07	2 119 212 628,24	2 739 783 858,05
OPÉRATIONS ET RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
1. Chiffres d'affaires hors taxes	199 538 181,68	228 919 939,64	293 527 097,17
2. Résultat avant impôt	-776 983 705,14	-255 944 643,86	620 903 922,83
3. Impôt sur les résultats	1 581 086,00	1 947 531,00	2 620 000,00
4. Bénéfices distribués	149 869 620,00		
5. Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)			
RÉSULTAT PAR TITRE (Pour les sociétés par action et S A R L)			
Résultat net par action ou part social	**NÉANT**	**NÉANT**	61,88
Bénéfices distribués par action ou part social			
PERSONNEL			
Montant des salaires bruts de l'exercice	48 202 006,52	47 751 806,60	56 905 653,51
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	77,00	89,00	92,00

ÉTAT D'AFFECTATION DES RÉSULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

Exercice Clos le 31.12.2021			
ÉLÉMENTS	MONTANT	ÉLÉMENTS	MONTANT
A. ORIGINE DES RÉSULTATS À AFFECTER		B. AFFECTATION DES RÉSULTATS	
Décision AGO du 25/Juin/2021		* Réserve légale	
* Report à nouveau	-701 751 808,94	* Autres réserves	
* Résultats nets en instance d'affectation		* Tantièmes	
* Résultat net de l'exercice 2020	-257 892 174,86	* Dividendes (affectés après distribution à l'augmentation du Capital social)	
* Prélèvements sur les réserves		* Autres affectations (en instance d'affectation)	
* Autres prélèvements		* Report à nouveau	-959 643 983,80
TOTAL A	-959 643 983,80	TOTAL B	-959 643 983,80
TOTAL A = TOTAL B			

TABLEAU DES OPÉRATIONS EN DEVICES COMPTABILISÉES PENDANT L'EXERCICE

Du 01.01.2021 au 31.12.2021		
NATURE	Entrée Contre -valeur en DH	Sorties Contre -valeur en DH
.Financement permanent		
.Immobilisations brutes	97 118 380,99	
.Rentrée sur Immobilisations		
.Remboursement des dettes de financement		
.Produits	207 183 578,01	
.Charges		17 634 044,54
TOTAL DES ENTRÉES	207 183 578,01	
TOTAL DES SORTIES		17 634 044,54
BALANCE DEVICES		189 549 533,47
TOTAL	207 183 578,01	207 183 578,01

DATATION ET ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS

Exercice Clos le 31.12.2021	
DATE	INDICATION DES ÉVÈNEMENTS
Date de clôture (1)	31-Décembre-2021.
Date d'établissement des états de synthèse (2)	24-Mars-2022.
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèses	
II ÉVÈNEMENTS NÉS POSTÉRIEUREMENT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES À CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1 ^{ère} COMMUNICATION EXTERNE DES ÉTATS DE SYNTHÈSE	
	Favorables
	Défavorables:

comptes consolidés

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Exercice Clos le 31.12.2021

(En millions de dirhams)	31-déc-21	31-déc-20
Chiffre d'affaires	7 422,8	4 725,8
Autres produits de l'activité	209,9	-8,0
Produits des activités ordinaires	7 632,8	4 717,8
Achats	-3 253,9	-1 967,5
Autres charges externes	-1 875,2	-1 134,2
Frais de personnel	-1 138,6	-1 084,5
Impôts et taxes	-78,9	-47,0
Amortissements et provisions d'exploitation	-1 452,8	-1 125,4
Autres produits et charges d'exploitation	1 484,0	1 162,9
Charges d'exploitation courantes	-6 315,4	-4 195,8
Résultat d'exploitation courant	1 317,3	522,1
Cessions d'actifs	1,0	1,3
Charges de restructuration	-	-
Cessions de filiales et participations	-	-
Écarts d'acquisition négatifs	-	-
Résultats sur instruments financiers	8,9	-4,1
Autres produits et charges d'exploitation non courants	-67,7	-75,6
Autres produits et charges d'exploitation	-57,8	-78,4
Résultat des activités opérationnelles	1 259,6	443,6
Produits d'intérêts	39,7	56,2
Charges d'intérêts	-312,7	-238,7
Autres produits et charges financiers	24,5	40,9
Résultat financier	-248,6	-141,7
Résultat avant impôts des entreprises intégrées	1 011,0	302,0
Impôts sur les bénéfices	-79,7	-46,1
Impôts différés	-72,1	3,6
Résultat net des entreprises intégrées	859,2	259,6
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	67,0	-10,6
Résultat net des activités poursuivies	926,2	249,0
Résultat net des activités abandonnées	-	-
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	926,2	249,0
Intérêts minoritaires	64,7	24,1
RÉSULTAT NET - PART DU GROUPE	861,5	224,8

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Exercice Clos le 31.12.2021

(En millions de dirhams)	31-déc-21	31-déc-20
ACTIF		
Goodwill	305,4	305,4
Immobilisations incorporelles, net	2 365,2	2 218,8
Immobilisations corporelles, net	6 700,5	5 786,1
Immobilisations en droit d'usage	250,7	290,3
Immeubles de placement, net	8,9	8,9
Participations dans les entreprises associées	194,5	120,4
Autres actifs financiers	318,2	313,0
- Instruments dérivés de couverture	-	-
- Prêts et créances, net	56,5	53,8
- Actifs financiers disponibles à la vente	261,7	259,3
Créances d'impôts sur les sociétés	-	-
Impôts différés actifs	128,6	231,3
Autres débiteurs non courants, net	-	-
Actif non courant	10 272,0	9 274,2
Autres actifs financiers	-	1,8
- Instruments financiers dérivés	-	1,8
- Prêts et créances et placements, net	0,0	0,0
Stocks et en-cours, net	1 131,3	867,6
Créances clients, net	2 227,1	977,4
Autres débiteurs courants, net	1 536,4	1 622,8
Trésorerie et équivalent de trésorerie	1 726,9	917,9
Actifs non courants destinés à la vente et activités abandonnées	-	-
Actif courant	6 621,7	4 387,6
TOTAL ACTIF	16 893,7	13 661,8
PASSIF		
Capital	999,1	999,1
Primes d'émission et de fusion	1 657,3	1 657,3
Réserves	2 117,1	1 264,6
Écarts de conversion	154,4	69,0
Résultat net part du groupe	861,5	224,8
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la société mère	5 789,3	4 214,9
Intérêts minoritaires	454,9	279,7
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	6 244,2	4 494,6
Provisions	161,0	115,4
Avantages du personnel	298,3	258,8
Dettes financières non courantes	5 425,8	3 443,9
- Instruments financiers dérivés	205,1	449,6
- Dettes envers les établissements de crédit	2 588,1	1 835,4
- Dettes représentées par un titre	2 500,0	1 000,0
- Dettes liées aux contrats de location financement	-	-
- Dettes liées aux contrats à droit d'usage	132,7	158,9
Dettes d'impôts sur les sociétés	-	-
Impôts différés Passifs	32,2	33,1
Dettes fournisseurs non courantes	-	-
Autres créditeurs non courants	0,3	0,4
Passif non courant	5 917,7	3 851,7
Provisions	-	-
Dettes financières courantes	542,6	3 213,4
- Instruments financiers dérivés	9,9	3,4
- Dettes envers les établissements de crédit	532,7	3 210,1
- Dettes représentées par un titre	-	-
- Dettes liées aux contrats de location financement	-	-
- Autres dettes	-	-
Dettes fournisseurs courantes	1 327,7	797,4
Autres créditeurs courants	2 861,6	1 304,7
Passif courant	4 731,9	5 315,5
TOTAL PASSIF	10 649,5	9 167,2
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	16 893,7	13 661,8



TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Exercice Clos le 31.12.2021

(En millions de dirhams)	Capital	Réserves	Écart de conversion	Résultat net part Groupe	Total Part du Groupe	Intérêt minoritaire	Total
AU 1^{ER} JANVIER 2020	999	3 740	159	-427	4 471	395	4 866
Résultat net de la période				225	225	24	249
Résultat couverture des flux de trésorerie		-391			-391	-77	-468
Pertes et profits de conversion			-90		-90	11	-79
Pertes et profits de réévaluation des AFS					-		-
Gains / pertes actuariels		-5			-5	-0	-5
Impôts relatifs aux autres éléments du résultat global		26			26	6	32
Autres éléments du résultat global		-21			-21	-6	-27
Résultat global total de l'année	-	-391	-90	225	-256	-42	-298
Dividendes distribués					-	-73	-73
Augmentation de capital					-		-
Elimination titres d'autocontrôle					-		-
Autres transactions avec les actionnaires					-		-
Transfert en résultat non distribué		-427		427	-		-
Total des transactions avec les actionnaires	-	-427	-	427	-	-73	-73
AU 31 DÉCEMBRE 2020	999	2 922	69	225	4 214	280	4 495
AU 1^{ER} JANVIER 2021	999	2 922	69	225	4 214	280	4 495
Résultat net de la période				861	861	65	926
Résultat couverture des flux de trésorerie		188			188	49	236
Pertes et profits de conversion			94		94	-6	88
Pertes et profits de réévaluation des AFS					-		-
Gains / pertes actuariels		-18			-18	-1	-20
Impôts relatifs aux autres éléments du résultat global		-14			-14	-6	-19
Autres éléments du résultat global					-		-
Résultat global total de l'année	-	156	94	861	1 111	100	1 211
Dividendes distribués					-	-16	-16
Augmentation de capital					-		-
Elimination titres d'autocontrôle					-		-
Autres transactions avec les actionnaires		472	-9		463	91	554
Transfert en résultat non distribué		225		-225	-		-
Total des transactions avec les actionnaires	-	697	-9	-225	463	75	538
AU 31 DÉCEMBRE 2021	999	3 774	154	861	5 789	455	6 244



TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Exercice Clos le 31.12.2021

(En millions de dirhams)	31-déc-21	31-déc-20
Résultat net de l'ensemble consolidé	926	249
Ajustements pour		
Dotations aux amortissements et provisions, pertes de valeur	1 453	1 169
Profits/pertes de réévaluation (juste valeur)	(9)	4
Résultats de cession et des pertes et profits de dilution		(1)
Produits des dividendes		(0)
Élimination des profits et pertes sur JV Quote part Mise en équivalence	(67)	11
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	2 303	1 431
Élimination de la charge (produit) d'impôts	152	42
Élimination du coût de l'endettement financier net	313	239
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net impôt	2 768	1 712
Incidence de la variation du BFR	346	101
Impôts différés	10	(0)
Impôts payés	(80)	(46)
Flux net de trésorerie liés aux activités opérationnelles	3 044	1 767
Incidence des variations de périmètre	(3)	0
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(2 371)	(2 320)
Acquisition d'actifs financiers	(0)	(0)
Variation des autres actifs financiers	(1)	(41)
Subventions d'investissement reçues		
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	10	64
Cessions d'actifs financiers		
Dividendes reçus		0
Intérêts financiers versés	(313)	(239)
Flux net de trésorerie liés aux activités d'investissement	(2 678)	(2 536)
Augmentation de capital	0	(0)
Transactions entre actionnaires (acquisitions)		
Transactions entre actionnaires (cessions)	555	0
Émission de nouveaux emprunts	3 622	607
Remboursement d'emprunts	(1 422)	(215)
Variation des créances et dettes résultant de contrats location-financement		
Remboursement de location-financement	(26)	10
Autres flux liés aux opérations de financement		
Dividendes payés aux actionnaires de la société mère	0	(0)
Dividendes payés aux minoritaires	(16)	(73)
Variation des comptes courants associés	357	18
Flux net de trésorerie provenant des activités de financement	3 070	346
Incidence de la variation des taux de change	48	(38)
Incidence de changement des méthodes et principes comptables		
VARIATION DE LA TRÉSORERIE ET EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	3 484	(462)
Trésorerie et équivalents de trésorerie net à l'ouverture*	(2 038)	(1 576)
Trésorerie et équivalents de trésorerie net à la clôture*	1 447	(2 038)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE ET EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	3 484	(462)

* Ce montant de Trésorerie et équivalents de trésorerie n'est pas en lecture directe au niveau du bilan dans la mesure où la Trésorerie- Passif est comprise dans les dettes courantes envers les établissements de crédit

ÉTAT DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

Exercice Clos le 31.12.2021

(En millions de dirhams)	31-déc-21	31-déc-20
Résultat de l'exercice	926,2	249,0
Autres éléments du résultat global (bruts d'impôts)		
Écart de conversion des activités à l'étranger	87,8	-79,1
Pertes et profits relatifs à la réévaluation des Actifs financiers disponibles à la vente		
Partie efficace des produits ou pertes sur instruments de couverture de flux de trésorerie	236,3	-467,8
Variation de la réserve de réévaluation des immobilisations		
Écarts actuariaux sur les obligations des régimes à prestations définies	-19,5	-5,2
Impôt sur le résultat sur les autres éléments du résultat global	-19,3	32,1
Quote Part des autres éléments du résultat global dans les entreprises associées		
Autres éléments du résultat global	0,0	-27,0
Frais d'augmentation de capital des filiales		
Autres éléments du résultat global nets d'impôts	285,3	-547,1
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL DE L'ANNÉE	1 211,5	-298,1
Dont Intérêts minoritaires	100,1	-41,6
DONT RÉSULTAT GLOBAL NET - PART DU GROUPE	1 111,4	-256,5



Notes aux comptes consolidés

1. DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ

Le Groupe Managem est un opérateur de référence du secteur minier au Maroc et dans la région, avec deux grands métiers : l'exploitation minière et l'hydrométallurgie.

Les activités du Groupe incluent l'exploration, l'extraction, la valorisation et la commercialisation de substances minérales.

Parallèlement à ces activités, le Groupe intervient également au niveau de la recherche & développement et l'ingénierie visant le développement de nouvelles méthodes et procédés d'exploitation des gisements miniers.

Les opérations du Groupe sont principalement conduites au Maroc avec une présence au niveau de certains pays africains, à travers des projets en construction en Guinée, Soudan et en RDC ainsi que des projets d'exploration au Soudan.

Les principaux produits du Groupe sont : Cobalt, Argent, Zinc, Cuivre, Oxyde de Cobalt, Oxyde de Zinc, Fluorine, Or et Plomb.

2. ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS AU COURS DE LA PÉRIODE

- › Démarrage de la production de la mine d'Or de TRI-K en Guinée en Juin 2021 conformément aux prévisions.
- › Croissance importante du Chiffre d'affaires à 7423 MDH grâce notamment au démarrage du projet aurifère TRI-K, la commercialisation des produits issus de l'offtake de LAMIKAL, la consolidation des performances des mines du Groupe et la hausse des cours des métaux ;
- › Consolidation des activités de LAMIKAL (Projet Pumpi en RDC) ;
- › Concrétisation de l'accord de partenariat avec WANBAO avec un impact positif sur le cash du Groupe de plus de 84 MUSD ;
- › Recouvrement des créances de crédits TVA pour 630 MDH dont 500 MDH par voie d'affacturage ;
- › Souscription d'un emprunt obligataire pour 1,5 Milliard de DH.

3. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

3.1. Référentiel comptable

En application de l'avis n°5 du Conseil National de la Comptabilité (CNC) du 26/05/2005 et conformément aux dispositions de l'article 6, paragraphe 6.2 de la circulaire n°07/09 du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) du 26 juin 2009, les états financiers consolidés du Groupe sont établis en conformité avec les normes comptables internationales (« Normes IFRS ») et interprétations telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2021. Par ailleurs, ces états financiers ont été préparés conformément aux normes IFRS émises par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) et leurs interprétations SIC et IFRIC (Standards Interpretations Committee et International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les principes et méthodes comptables du Groupe sont décrits ci-après et ont été appliqués pour l'exercice 2021 ainsi que pour les périodes comparatives présentées.



3.2. Nouvelles normes et interprétations

Normes, interprétations et amendements à des normes existantes d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021

Les normes et amendements suivants, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2021, ont été appliqués, lorsque nécessaire, aux comptes consolidés établis au 31 décembre 2021 :

- › Amendements à IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 « Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 2 » ;
- › Amendements à IFRS 4 « Prolongation de l'exemption temporaire accordée aux assureurs pour l'application de la norme IFRS 9 » ;
- › Amendements à IFRS 16 « Concessions de loyers » relatif aux allègements de loyers dans le cadre de la pandémie de Covid-19 au-delà du 30 juin 2021.
- › Interprétation de IAS 19 « Changement du mode de calcul des engagements relatifs à certains régimes de prestations définies » ;
- › Interprétation de IAS 38 « Coûts de configuration et d'adaptation des logiciels utilisés en mode Saas » ;
- › Interprétation de IFRS 9 « Couverture de la variabilité des flux de trésorerie due au taux d'intérêt réel » ;
- › Interprétation de IAS 2 « Coûts de commercialisation des stocks » ;
- › Interprétation de IFRS 16 « TVA non récupérable sur les loyers » ;
- › Interprétation de IAS 32 « Comptabilisation des bons de souscription classés en tant que dettes lors de leur comptabilisation initiale ».

Ces textes n'ont pas d'impact significatif sur les comptes du Groupe.

Normes, interprétations et amendements à des normes existantes applicables par anticipation aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021 ou postérieurement

Les nouvelles normes, interprétations et amendements à des normes existantes et applicables aux périodes comptables ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2022 ou postérieurement n'ont pas été adoptés par anticipation par le Groupe au 31 décembre 2021. Elles concernent :

- › Amendement à IFRS 3 « Mise à jour du cadre conceptuel » ;
- › Amendement à IAS 37 « Coûts d'exécution d'un contrat » - clarification des coûts à retenir lors de l'analyse des contrats déficitaires ;
- › Amendement à IAS 16 « Revenus de pré-utilisation d'un actif corporel ».
- › Les améliorations annuelles des IFRS – cycle 2018-2020 applicables par anticipation concernent :
 - › IFRS 9 « Précisions sur les frais à inclure dans le test des 10% applicable aux modifications de dettes » ;
 - › IAS 41 « Evaluation à la juste valeur de l'actif biologique » ;
 - › IFRS 16 « Exemples illustratifs » - modification de l'exemple concernant les concessions faites aux locataires ;
 - › IFRS 1 « Précision sur l'évaluation des écarts de conversion ».

Normes, interprétations et amendements à des normes existantes publiés mais non encore applicables

Les nouvelles normes, interprétations et amendements à des normes existantes publiés mais non encore applicables concernent :

- › Amendement à IAS 1 concernant le classement des dettes en courant / non courant (application différée d'un an, soit au 1^{er} janvier 2024) et les informations sur les politiques comptables ;
- › Amendement à IFRS 17 « Norme pour les contrats d'assurance », y compris les amendements publiés en juin 2020 ;
- › Amendement à IAS 8 « Définition des estimations ».

3.3. Bases d'évaluation

Les états financiers consolidés sont présentés en millions de dirhams (MDH), arrondis au million le plus proche. Ils sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux principes édictés par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans le résumé des notes ci-après.

3.4. Utilisation d'estimations et hypothèses

L'établissement des états financiers consolidés, en conformité avec les normes comptables internationales en vigueur, a conduit le Groupe à faire des estimations et formuler des hypothèses ayant une incidence sur les états financiers et les notes les accompagnants.

a) Dépréciation des stocks

Les stocks et en-cours de production industrielle sont évalués au plus bas de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Le calcul de dépréciation des stocks est fondé sur une analyse des changements prévisibles de la demande, des technologies ou du marché afin de déterminer les stocks obsolètes ou en excès.

Les dépréciations sont comptabilisées parmi les charges d'exploitation courantes ou en charges de restructuration, le cas échéant, suivant la nature des montants concernés.

b) Dépréciation des créances clients et des prêts

Une dépréciation des créances clients et des prêts est comptabilisée si la valeur actualisée des encaissements futurs est inférieure à la valeur nominale. Le montant de la dépréciation prend en compte la capacité du débiteur à honorer sa dette et l'ancienneté de la créance. Un taux de recouvrabilité plus faible que celui estimé ou la défaillance de nos principaux clients peut avoir un impact négatif sur nos résultats futurs.

c) Frais de développement capitalisés, goodwill, immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles

Le Groupe active les dépenses d'exploration et de recherche minière selon les principes comptables exposés ci-dessous.

Les dépenses d'exploration activées sont revues pour perte de valeur en cas d'indices de pertes de valeur et elles sont dépréciées dans le cas où la valeur comptable de ces actifs excède leur valeur recouvrable.

Les conditions de capitalisation des frais de développement sont énoncées ci-dessous. Une fois capitalisés, ces frais sont amortis sur la durée de vie estimée des produits concernés.

Le Groupe doit en conséquence évaluer la faisabilité commerciale et technique de ces projets et estimer les durées de vie des produits en résultant. S'il s'avérait qu'un produit n'était pas en mesure de satisfaire aux attentes initiales, le Groupe pourrait être dans l'obligation de déprécier dans le futur, tout ou partie des frais capitalisés ou de modifier le plan d'amortissement initial.

Le Groupe a par ailleurs à son actif des immobilisations incorporelles acquises en espèces ou par le biais d'opérations de regroupement d'entreprises ainsi que les goodwill en résultant.

Outre les tests de dépréciation annuels relatifs aux goodwill, il est procédé à des tests ponctuels en cas d'indice de perte de valeur des actifs incorporels détenus. Les dépréciations éventuelles résultent d'un calcul de flux de trésorerie futurs actualisés et/ou de valeurs de marché des actifs concernés. Une évolution des conditions de marché ou des flux de trésorerie initialement estimés peut donc conduire à revoir et à modifier la dépréciation comptabilisée précédemment.



Concernant les tests de dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles, la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs » précise que lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de dépréciation de ces immobilisations, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à leur valeur recouvrable (la plus élevée de la valeur d'utilité et de la juste valeur diminuée des coûts de vente) pouvant conduire à la comptabilisation d'une perte de valeur. La valeur d'utilité est estimée en calculant la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs. La juste valeur repose sur les informations disponibles jugées les plus fiables (données de marché, transactions récentes ...).

La fermeture planifiée de certains sites, des réductions d'effectifs complémentaires ainsi que la révision à la baisse des perspectives de marché peuvent, dans certains cas, être considérées comme des indices de perte de valeur.

Des hypothèses et estimations sont prises en compte dans la détermination de la valeur recouvrable des immobilisations corporelles, parmi lesquels on notera notamment les perspectives de marché, l'obsolescence et la valeur de réalisation en cas de cession ou de liquidation. Toute modification de ces hypothèses peut avoir un effet significatif sur le montant de la valeur recouvrable et pourrait conduire à revoir le montant des pertes de valeur comptabilisées.

d) Provisions

Le montant des provisions comptabilisé par le Groupe est basé sur la meilleure estimation de la sortie d'avantages économiques futurs à la date où le Groupe a comptabilisé cette obligation. Le montant des provisions est ajusté à chaque date de clôture en tenant compte de l'évolution éventuelle de l'estimation de la sortie d'avantages futurs attendue.

Lorsque l'effet temps est significatif sur l'évaluation d'une obligation de sortie d'avantages futurs, les provisions sont actualisées, l'effet d'actualisation étant comptabilisé ultérieurement en charges financières.

e) Impôts différés

Les impôts différés actifs comptabilisés résultent pour l'essentiel des déficits fiscaux reportables et des différences temporelles déductibles entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs. Les actifs relatifs au report en avant des pertes fiscales sont reconnus s'il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales pourront être imputées.

Les estimations de bénéfices futurs sont réalisées à partir des budgets et prévisions de résultats comptables, ajustés des ajustements fiscaux. Ces estimations sont réalisées sur la base d'hypothèses de marché qui pourraient ne pas être confirmées dans le futur.

Les actifs et passifs d'impôts différés, quel que soit leur échéance, doivent être compensés lorsqu'ils sont prélevés par la même autorité fiscale et concernent une même entité fiscale qui dispose du droit de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles. Ainsi, chaque entité du Groupe a procédé à la compensation de ces impôts différés actifs et passifs.

f) Provision pour retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Le Groupe participe à des régimes de retraites à cotisations définies. Par ailleurs, certains autres avantages postérieurs à l'emploi tels que la couverture médicale, les indemnités de départ en retraite et les médailles de travail font l'objet de provisions. L'ensemble de ces engagements est calculé sur le fondement de calculs actuariels reposant sur des hypothèses telles que le taux d'actualisation, le taux d'inflation médicale, les augmentations de salaires futurs, le taux de rotation du personnel et les tables de mortalité. Ces hypothèses sont généralement mises à jour annuellement.

g) Comptabilisation des revenus

Les revenus sont comptabilisés à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir lorsque l'entreprise a transféré le contrôle du bien ou du service à l'acheteur

h) Juste valeur des dérivés et des autres instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée à l'aide des techniques d'évaluation. Le Groupe sélectionne les méthodes et retient les hypothèses qui lui paraissent les plus adéquates en se basant principalement sur les conditions de marché existant à la date de chaque clôture.

3.5. Principes de consolidation

3.5.1. Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif de fait ou de droit sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir les avantages de ses activités. Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse.

Le contrôle est présumé exister lorsque la mère détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote d'une entité, sauf si dans des circonstances exceptionnelles où il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas le contrôle.

Pour déterminer si une entité du groupe exerce un contrôle sur une autre, il est tenu compte également de l'existence et de l'effet des droits de vote potentiels exerçables à la date d'arrêté des comptes. Cependant, la répartition entre le pourcentage d'intérêt du groupe et les intérêts minoritaires est déterminée sur la base du pourcentage actuel d'intérêt.

La quote-part de résultat net et de capitaux propres est présentée sur la ligne « intérêts minoritaires ».

3.5.2. Participations dans les entreprises associées et coentreprises

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence; l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus.

Selon la méthode de la mise en équivalence, les titres de participation sont comptabilisés au coût, ajusté des modifications post-acquisition dans la quote-part de l'investisseur dans l'entité détenue, et des éventuelles pertes de valeurs de la participation nette.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du Groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée à la date d'acquisition, est comptabilisé en tant que goodwill et inclus dans la valeur comptable de la participation mise en équivalence. Un test de dépréciation est alors effectué pour la valeur comptable totale de la participation (y compris le goodwill). Tout excédent de la quote-part du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité sur le coût d'acquisition, est comptabilisé immédiatement en résultat.

Pour les entités sous contrôle conjoint, le Groupe avait fait le choix de les consolider selon la méthode de l'intégration proportionnelle comme cela était autorisé par la norme IAS 31.

Pour les exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2013, le Groupe se conforme aux dispositions de la norme IAS 28 révisée qui requiert que les entités sous contrôle conjoint soient consolidées par la méthode de la mise en équivalence à l'instar des entreprises associées.

Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer un contrôle conjoint ou une influence notable, ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées conformément aux dispositions d'IAS 39.



Les participations dans des filiales, des coentreprises et des entreprises associées qui sont classées comme détenues en vue de la vente (ou incluses dans un Groupe destiné à être cédé qui est classé comme détenu en vue de la vente selon IFRS 5) sont comptabilisées conformément aux dispositions de cette norme.

Actuellement, le Groupe ne dispose pas dans son périmètre de consolidation de co-entreprise.

3.5.3. Exclusions du périmètre de consolidation

Conformément aux dispositions des IFRS, il n'y a pas d'exemption au périmètre de consolidation du Groupe. Les participations non significatives sont traitées en tant que titres AFS.

3.5.4. Retraitements de consolidation

Toutes les transactions intragroupes, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale ou intégration proportionnelle sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...).

Les résultats des cessions internes réalisées avec les sociétés mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt du Groupe dans ces sociétés.

3.5.5. Date de clôture

Toutes les sociétés du Groupe sont consolidées à partir des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2021.

3.6. Conversion des états financiers et des opérations en monnaies étrangères

La monnaie fonctionnelle de la société MANAGEM est le dirham, c'est également la monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe.

3.6.1. Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les comptes des filiales étrangères autonomes, dont la monnaie fonctionnelle est différente du dirham, sont convertis en dirham comme suit :

- › A l'exception des capitaux propres pour lesquels les cours historiques sont appliqués, les comptes de bilan sont convertis sur la base des taux de change en vigueur à la date de clôture,
- › Les comptes de résultat et les tableaux de flux de trésorerie sont convertis sur la base des taux de change moyens de la période,
- › L'écart de conversion en résultant est porté au poste "Écarts de conversion" inclus dans les capitaux propres.

Les Goodwill et ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère et sont exprimés dans la monnaie fonctionnelle de l'entité acquise et sont convertis en dirham au taux de clôture.

Les comptes des entités étrangères non autonomes, dont la monnaie fonctionnelle est différente du dirham et dont l'activité est le prolongement de la société mère, sont convertis en dirham selon la méthode du cours historique.

3.6.2. Conversion des opérations en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères (c'est-à-dire dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de l'entité) sont converties au cours de change en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et passifs libellés en devises étrangères sont évalués au cours en vigueur à la date de clôture ou au cours de la couverture qui leur est affectée le cas échéant.

Les différences de change correspondantes sont enregistrées au compte de résultat, les variations de juste valeur des instruments de couverture sont enregistrées conformément au traitement décrit dans la note 4.18.3 « Instruments dérivés ci-après ».

3.7. Regroupements d'entreprises

Les acquisitions de filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'acquisition correspond à la contrepartie transférée pour obtenir le contrôle et comprend, à la date du regroupement, les éléments suivants :

- › La juste valeur, à la date d'échange, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés;
- › Les éventuels instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entité acquise.

Les autres coûts éventuellement directement attribuables au regroupement d'entreprises sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils ont été encourus.

Les actifs, passifs, passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui répondent aux critères de comptabilisation énoncés par la norme IFRS 3 révisée sont comptabilisés à la juste valeur à l'exception des actifs (ou groupe d'actifs), répondant aux dispositions de la norme IFRS 5 pour une qualification d'actifs non courants destinés à être cédés, alors comptabilisés et évalués à la juste valeur diminuée des coûts nécessaires à la vente.

Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Lors d'une prise de contrôle d'une cible, dans laquelle le Groupe détenait une participation ne lui conférant pas de contrôle, cette participation est évaluée à la juste valeur en contrepartie du résultat.

Le goodwill correspond à la différence entre la somme du coût d'acquisition et du montant comptabilisé des intérêts non assortis de contrôle et la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables. Il suit les principes définis dans le paragraphe « 4.8 Goodwill ».

3.8. Goodwill

Le goodwill est évalué dans la monnaie fonctionnelle de l'entité acquise. Il est comptabilisé à l'actif du bilan. Il n'est pas amorti et fait l'objet d'un test ou de tests de pertes de valeur annuels ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée au bilan. Les pertes de valeur enregistrées ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise ultérieure.

Le goodwill est déterminé une fois pour toutes à la date de prise de contrôle ; ainsi, il n'est pas possible de l'ajuster au-delà de la période d'évaluation.

Lorsque la quote-part de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquise excède le coût d'acquisition, un écart d'acquisition négatif est immédiatement comptabilisé en résultat.

Lors de la perte de contrôle exclusif d'une filiale, le montant du goodwill attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

Les intérêts minoritaires peuvent être évalués à leur juste valeur (méthode du Goodwill complet).

3.9. Immobilisations incorporelles

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont essentiellement des frais d'exploration et de recherche minière, des brevets et des logiciels.



a. Frais d'exploration et de recherche minière

Conformément à la norme IFRS 6 : « Prospection et évaluation de ressources minérales », le Groupe maintient ses principes comptables relatifs à l'évaluation et à la comptabilisation des dépenses d'exploration minière. Ces dépenses incluent principalement les coûts directement liés aux éléments suivants :

- › Études géologiques d'ordre général pour évaluer le potentiel d'une zone ou d'un permis ;
- › Travaux de géologie de détail et géochimie ;
- › Travaux de géophysique ;
- › Travaux de sondages ;
- › Travaux miniers ;
- › Échantillonnage ;
- › Essais de traitement.

Les dépenses d'exploration incluent également les coûts engagés pour l'obtention ou l'acquisition des droits d'explorer « permis de recherche minière ».

Les dépenses de prospection sont comptabilisées :

- › À l'actif si ces dépenses permettent d'identifier de nouveaux gisements ; où
- › En charges de la période au cours de laquelle elles sont encourues, si elles n'ont pas permis l'identification de nouvelles réserves minières.

Les dépenses d'exploration activées sont amorties sur la durée des réserves identifiées et revues pour perte de valeur en cas d'indices de perte de valeur.

b. Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties en fonction de leur propre durée d'utilité dès leur mise en service.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est indéfinie, ne sont pas amorties mais font l'objet, tous les ans, de tests de perte de valeur ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée au bilan. Le cas échéant, une perte de valeur est enregistrée.

Les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilité est définie sont amorties selon les périodes suivantes :

Ce mode d'amortissement reflète fidèlement le rythme de consommation des avantages économiques.

3.10. Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique ou de fabrication initial, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les intérêts financiers des capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période précédant leur mise en exploitation, font partie intégrante du coût historique.

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui

prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné qui sont alors immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants, et ce dans la limite de la durée de vie du gisement pour les équipements et autres actifs miniers.

Le mode d'amortissement retenu par le Groupe est le mode linéaire. L'ensemble des dispositions concernant les immobilisations corporelles est également appliqué aux actifs corporels détenus par l'intermédiaire d'un contrat de location financement. Les durées d'amortissements de ces immobilisations sont fournies ci-après :

Immobilisation corporelles :

Types d'immobilisations corporelles	Mode d'amortissement	Durée d'amortissement
Infrastructures minières	Linéaire	Durée d'exploitation prévisionnelle du gisement
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel et outillage	Linéaire	5 à 10 ans

3.11. Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont les biens immobiliers détenus afin d'en retirer des loyers et/ou de valoriser le capital, plutôt que de les utiliser dans la production et la fourniture de biens et de services ou à des fins administratives ou les vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40, les immeubles de placement sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

3.12. Actifs biologiques

Conformément à IAS 41, le Groupe comptabilise à partir du 1er janvier 2009, les actifs biologiques, les produits agricoles y afférents au moment de la récolte et les subventions publiques.

Les actifs biologiques sont évalués lors de la comptabilisation initiale et à chaque date de clôture à leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. Aussi, est évaluée à sa juste valeur diminuée des coûts de la vente, la production agricole récoltée à partir des actifs biologiques.

Dans le cadre de la norme IAS 41, la juste valeur est assimilée au prix du marché d'un actif biologique ou d'un produit agricole dans sa situation et son état actuels.

Pour la première application de la norme IAS 41, les actifs biologiques sont valorisés à leurs coûts correspondant aussi bien à leurs valeurs de marché qu'à leurs valeurs d'acquisition.

3.13. Contrats de location

Selon la norme IFRS 16, tous les contrats de location sont comptabilisés au bilan sous la forme d'un droit d'utilisation parmi les immobilisations, et d'un passif locatif.

Ce passif est évalué en date de prise d'effet du contrat de location à la valeur actualisée des paiements futurs sur la durée du contrat de location.

Ces paiements incluent les loyers fixes ou fixes en substance, les loyers variables basés sur un indice ou un taux retenu sur la base du dernier indice ou taux en vigueur, les éventuelles garanties de valeur résiduelle ainsi que le cas échéant toute somme à régler au bailleur au titre des options dont l'exercice est raisonnablement certain.

Le droit d'utilisation est comptabilisé à l'actif en date de prise d'effet du contrat de location pour



une valeur égale au montant du passif locatif à cette date, ajusté des paiements versés au bailleur avant ou à cette date et ainsi non pris en compte dans l'évaluation du passif locatif, sous déduction des avantages incitatifs reçus.

Le droit d'utilisation est amorti linéairement et le passif locatif actuariellement sur la durée du contrat de location en retenant comme taux d'actualisation le taux d'emprunt marginal du groupe.

La durée de location correspond à la période non résiliable pendant laquelle le preneur a le droit d'utiliser le bien sous-jacent à laquelle s'ajoutent, le cas échéant, les périodes couvertes par des options de prolongation dont le preneur juge son exercice raisonnablement certain et les périodes couvertes par des options de résiliation que le preneur a la certitude raisonnable de ne pas exercer.

3.14. Test de dépréciation et pertes de valeur des actifs

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, le Groupe examine au moins une fois par an les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité définie afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ces actifs ont pu perdre de la valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

Les Goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Un test de dépréciation complémentaire est réalisé à chaque fois qu'un indice de perte de valeur a pu être identifié.

Le Groupe a déterminé que le plus petit niveau auquel les actifs pouvaient être testés pour perte de valeur est constitué par les différentes mines exploitées par le Groupe.

Lorsque la valeur recouvrable d'une Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est alors comptabilisée en résultat. Cette perte de valeur est affectée en premier lieu sur la valeur au bilan du goodwill. Le reliquat est affecté au reste des actifs inclus dans l'UGT au prorata de leurs valeurs comptables.

La valeur recouvrable des UGT est déterminée à partir des projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation, sur une durée de cinq ans extrapolée dans la limite de la durée du gisement. Le taux d'actualisation retenu pour ces calculs et le coût moyen pondéré du capital diffèrent en fonction des UGT et des secteurs d'activités dans lesquels elles interviennent. Ces taux varient entre 5 et 10%.

Pour une filiale cotée, la valeur recouvrable de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) retenue est sa capitalisation boursière à moins que celle-ci soit inférieure à la valeur nette comptable, auquel cas, une estimation de la valeur d'utilité est effectuée.

3.15. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Les actifs ou groupes d'actifs destinés à être cédés, satisfont aux critères d'une telle classification si leur valeur comptable sera principalement recouverte par le biais d'une transaction de vente plutôt que par leur utilisation continue. Cette condition est considérée comme remplie lorsque la vente est hautement probable et que l'actif (ou le groupe d'actifs destiné à être cédé) est disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel. La direction doit s'être engagée envers un plan de vente, et dont on s'attend à ce que la vente soit conclue dans un délai de douze mois à compter de la date où l'actif ou groupe d'actifs a été qualifié d'actif non courant destiné à être cédé.

Le Groupe évalue à chaque date d'arrêté s'il est engagé dans un processus de sortie d'actif ou d'activité et présente ces derniers, le cas échéant, en « actifs destinés à être cédés ».

Ces actifs détenus en vue de la vente sont présentés séparément des autres actifs au bilan. Les

éventuelles dettes liées à ces actifs destinés à être cédés sont également présentées sur une ligne distincte au passif du bilan.

Les actifs détenus en vue de la vente et les groupes d'actifs destinés à être cédés sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de sortie. A compter de la date d'une telle classification, l'actif cesse d'être amorti.

Une activité abandonnée représente une activité ou une zone géographique significative pour le Groupe faisant soit l'objet d'une cession soit d'un classement en actifs détenus en vue de la vente. Les résultats des activités abandonnées sont présentés, au compte de résultat, distinctement du résultat des activités poursuivies.

3.16. Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient ou de leur valeur nette de réalisation.

Le coût de revient correspond au coût d'acquisition ou aux coûts de production encourus pour amener les stocks dans l'état et à l'endroit où ils se trouvent. Ces derniers comprennent, sur la base d'un niveau normal d'activité, les charges directes et indirectes de production. Les coûts de revient sont généralement calculés selon la méthode du coût moyen pondéré.

La valeur nette de réalisation des stocks correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité diminué des coûts estimés pour achever les produits et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

3.17. Titres d'autocontrôle et actions propres

Les titres d'autocontrôle et actions propres détenus par le Groupe sont enregistrés en diminution des capitaux propres consolidés pour leur coût d'acquisition. Les cessions ultérieures sont imputées directement en capitaux propres et ne donnent lieu à l'enregistrement d'aucun résultat.

3.18. Actifs financiers

Les actifs financiers doivent être classés selon les quatre catégories suivantes :

- › Actifs évalués à la juste valeur en résultat : juste valeur avec variations de juste valeur en résultat ;
- › Actifs détenus jusqu'à l'échéance : coût amorti, les provisions pour dépréciation éventuelles sont constatées en résultat. Cette catégorie n'est pas utilisée par le Groupe ;
- › Prêts et créances : coût amorti, les provisions pour dépréciation éventuelles sont constatées en résultat ;
- › Actifs disponibles à la vente : juste valeur avec variations de juste valeur en capitaux propres, ou en résultat pour provisionner une dépréciation objective durable (six mois) ou significative (baisse supérieure à 20%) et dans ce cas toute baisse ultérieure sera portée en résultat tandis que toute hausse ultérieure sera portée en capitaux propres.

3.18.1. Évaluation des créances clients et actifs financiers non courants

Les créances clients, prêts et autres actifs financiers non courants sont considérés comme des actifs émis par l'entreprise et sont comptabilisés selon la méthode du coût amorti. Ils peuvent, par ailleurs, faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur.

Une provision pour dépréciation des créances est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité



d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur ou un défaut de paiement constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance. Le montant de la provision représente la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur des flux de trésorerie futurs estimés actualisés le cas échéant. Le montant de la perte est comptabilisé en dépréciation des comptes de créances et contrepartie d'une dotation pour dépréciation de l'actif circulant.

3.18.2. Titres de participation des sociétés non consolidées et autres titres immobilisés

Les titres de participation des sociétés non consolidées et les autres titres immobilisés sont qualifiés d'actifs disponibles à la vente (AFS) et figurent au bilan pour leur juste valeur. Les pertes et gains latents sont enregistrés dans une composante séparée des capitaux propres. Pour les titres cotés, la juste valeur correspond au cours de bourse. Pour les autres titres, si la juste valeur n'est pas estimable de façon fiable, elle correspond au coût d'acquisition net des dépréciations éventuelles.

Une dépréciation est constatée en cas de signes objectifs de dépréciation des actifs autres que ceux classés en transaction. Sauf exception, le Groupe considère qu'une baisse significative ou durable est présumée lorsque l'instrument de capitaux propres a perdu 20 % au moins de sa valeur sur une période de 6 mois consécutifs.

Ce critère de baisse significative ou durable de la valeur du titre est une condition nécessaire mais non suffisante pour justifier l'enregistrement d'une provision. Cette dernière n'est constituée que dans la mesure où la dépréciation se traduira par une perte probable de tout ou partie du montant investi. La reprise de cette perte de valeur par le compte de résultat ne peut intervenir qu'au moment de la cession des titres, toute reprise antérieure étant comptabilisée en capitaux propres.

3.18.3. Instruments dérivés

Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur sur les lignes instruments dérivés en actifs financiers courants ou non courants ou passifs financiers courants ou non courants. L'impact comptable des variations de juste valeur de ces instruments dérivés peut se résumer de la manière suivante :

Application de la comptabilité de couverture :

- › Pour les couvertures de juste valeur d'actifs ou de passifs existants au bilan, la partie couverte de ces éléments est évaluée à sa juste valeur. La variation de cette juste valeur est enregistrée en résultat et compensée pour la part efficace par les variations symétriques de juste valeur des instruments dérivés ;
- › Pour les couvertures de flux futurs de trésorerie, la part efficace de la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée directement en autres éléments du résultat global et la part inefficace impacte les autres produits et charges financiers ;
- › Pour la couverture d'investissement net à l'étranger, le gain ou la perte résultant de la couverture sera différé en autres éléments du résultat global jusqu'à la cession totale ou partielle de l'investissement.

Dans le cas où la comptabilité de couverture n'est pas appliquée, la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée en résultat.

3.19. Valeurs mobilières de placement

Conformément à la norme IAS 39 « Instruments financiers: comptabilisation et évaluation », les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur. Aucun placement n'est analysé comme étant détenu jusqu'à l'échéance. Pour les placements considérés comme détenus à des fins de transaction, les variations de juste valeur sont comptabilisées systématiquement en résultat (en autres produits et charges financiers). Pour les placements disponibles à la vente, les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en autres éléments du résultat global ou en résultat (en

autres produits et charges financiers) dans le cas d'indication objective d'une dépréciation plus que temporaire de la valeur mobilière ou en cas de cession

3.20. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Conformément à la norme IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie », la trésorerie et équivalents de trésorerie figurant au bilan, comprend la trésorerie (fonds en caisse et dépôts à vue) ainsi que les équivalents de trésorerie (placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur). Les placements dans des actions cotées, les placements dont l'échéance initiale est à court ou moyen terme sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions (comptes bloqués) autres que celles liées à des réglementations propres à certains pays ou secteurs d'activités (contrôle des changes, etc.) sont exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie du tableau des flux de trésorerie.

Les découverts bancaires liés à des opérations de financement sont également exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

3.21. Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier tel que défini par la norme IAS 32 « Instruments financiers: informations à fournir et présentation » est sorti du bilan en tout ou partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs de celui-ci et transfère la quasi-totalité des risques et avantages qui lui sont attachés.

3.22. Impôts sur le résultat

3.22.1. Impôts différés

Le Groupe comptabilise les impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan à l'exception de :

- › La comptabilisation initiale du goodwill ; où
- › La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui :
 - N'est pas un regroupement d'entreprises ; et
 - Au moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale).

Les taux d'impôt retenus sont ceux votés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice en fonction des juridictions fiscales.

Le montant d'impôts différés est déterminé pour chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit imposable futur déterminé avec suffisamment de précision sera dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Une entité du Groupe doit compenser les actifs et passifs d'impôt exigible si, et seulement si, cette entité :

- (a) a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés ; et
- (b) a l'intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.



Les actifs et passifs d'impôts différés, quel que soit leur échéance, doivent être compensés lorsqu'ils sont prélevés par la même autorité fiscale et concernent une même entité fiscale qui dispose du droit de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles. Ainsi, chaque entité du Groupe a procédé à la compensation de ses impôts différés actifs et passifs.

3.22.2. Incertitudes relatives au traitement des impôts sur le résultat

Pour évaluer quand et comment une incertitude fiscale affecte la détermination du bénéfice imposable (perte fiscale), des bases d'imposition, des déficits reportables, des crédits d'impôt non utilisés et des taux d'imposition, une entité doit partir de l'hypothèse que l'administration fiscale contrôlera tous les montants qu'elle a le droit de contrôler et qu'elle procédera à ces contrôles en ayant l'entière connaissance de toutes les informations connexes.

Dans l'hypothèse où il serait probable que l'administration fiscale n'accepte pas le traitement fiscal retenu, IFRIC 23 indique que le montant de l'incertitude à refléter dans les états financiers doit être estimé selon la méthode qui fournira la meilleure prévision du dénouement de l'incertitude.

3.23. Avantages du personnel

Les engagements du Groupe au titre des régimes de couverture maladie à prestations définies et des indemnités de fin de carrière sont déterminés, conformément à la norme IAS 19, sur la base de la méthode des unités de crédit projetées, en tenant compte des conditions économiques propres à chaque pays (essentiellement le Maroc pour le Groupe). Les engagements sont couverts par des provisions inscrites au bilan au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés. Les provisions sont déterminées selon la méthode actuarielle dite des unités de crédits projetés (« projected unit credit method ») qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs...

Les primes versées à l'occasion de la remise des médailles du travail pendant toute la période de travail des salariés font l'objet d'une provision. Cette dernière est évaluée en tenant compte des probabilités que les salariés atteignent l'ancienneté requise pour chaque échelon et est actualisée.

Les indemnités de départ en retraite font également l'objet d'une provision. Cette dernière est évaluée en tenant compte de la probabilité de la présence des salariés dans le Groupe, à leur date de départ en retraite. Cette provision est actualisée.

3.24. Provisions

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation légale ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions tiennent compte d'un échéancier de décaissements et sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées dès lors que le Groupe a établi un plan formalisé et détaillé dont l'annonce a été faite aux parties concernées.

Lorsqu'une obligation légale, contractuelle ou implicite rend nécessaire le réaménagement de sites, une provision pour frais de remise en état est comptabilisée en autres charges d'exploitation. Elle est comptabilisée sur la durée d'exploitation du site en fonction du niveau de production et d'avancement de l'exploitation dudit site.

Les coûts engagés pour limiter ou prévenir des risques environnementaux et engendrant des avantages économiques futurs, tels que l'allongement des durées de vie des immobilisations, l'accroissement de la capacité de production et l'amélioration du niveau de sécurité, sont immobilisés. Lorsque le Groupe estime qu'il a une obligation légale ou implicite liée à un risque environnemental

dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressource, une provision correspondant aux coûts futurs estimés est comptabilisée sans tenir compte des indemnités d'assurance éventuelles (seules les indemnités d'assurance quasi certaines sont comptabilisées à l'actif du bilan). Lorsque le Groupe ne dispose pas d'un échéancier de reversement fiable ou lorsque l'effet du passage du temps est non significatif, l'évolution de ces provisions se fait sur la base des coûts non actualisés. Les autres coûts environnementaux sont comptabilisés en charges de la période où ils sont encourus.

Le groupe applique également l'interprétation IFRIC 21 « Comptabilisation des taxes » pour les exercices ouverts à partir du 1er janvier 2015, tel que cela est requis par le Règlement Européen du 13 juin 2014. Cette interprétation pose comme principe que la taxe doit être comptabilisée à la date du fait générateur de l'acquittement de cette taxe.

L'interprétation considère que le fait générateur peut intervenir à une date spécifiée comme il peut intervenir à la suite de l'atteinte de certains seuils. Ceci a des impacts principalement au niveau des comptes intermédiaires.

Ainsi, la taxe professionnelle, la taxe sur services communaux et la taxe sur terrains non bâtis exigibles en totalité à la date d'arrêt des comptes intermédiaires est comptabilisée en totalité à cette date.

Par ailleurs la contribution sociale de solidarité n'est comptabilisée au niveau des comptes intermédiaires que lorsque les seuils la rendant exigible sont atteints à la date d'arrêt de ces comptes.

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation légale ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions tiennent compte d'un échéancier de décaissements et sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées dès lors que le Groupe a établi un plan formalisé et détaillé dont l'annonce a été faite aux parties concernées.

Lorsqu'une obligation légale, contractuelle ou implicite rend nécessaire le réaménagement de sites, une provision pour frais de remise en état est comptabilisée en autres charges d'exploitation. Elle est comptabilisée sur la durée d'exploitation du site en fonction du niveau de production et d'avancement de l'exploitation dudit site.

Les coûts engagés pour limiter ou prévenir des risques environnementaux et qui engendrent des avantages économiques futurs, tels que l'allongement des durées de vie des immobilisations, l'accroissement de la capacité de production et l'amélioration du niveau de sécurité, sont immobilisés.

3.25. Frais d'augmentation de capital

Les frais d'augmentation de capital sont imputés sur les primes d'émission, de fusion ou d'apport.

3.26. Passifs financiers

3.26.1. Dettes financières

Les emprunts et autres passifs financiers porteurs d'intérêt sont évalués selon la méthode du coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif de l'emprunt. Les frais et primes d'émission viennent impacter la valeur à l'entrée et sont étalés sur la durée de vie de l'emprunt via le taux d'intérêt effectif.

Dans le cas des dettes financières issues de la comptabilisation des contrats de location-financement, la dette financière constatée en contrepartie de l'immobilisation corporelle est initialement comptabilisée à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.



3.26.2. Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers concernent essentiellement les dettes fournisseurs et les autres créanciers. Ces passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti.

3.27. Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires du Groupe sont composés principalement des natures suivantes de chiffre d'affaires :

- › Ventes de biens et services produits ;
- › Contrats de construction ;
- › Revenus locatifs.

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés quand les biens ou les services promis aux clients sont fournis et pour un montant de la contrepartie que le Groupe s'attend à avoir droit en échange de ces biens ou services.

Ce principe fondamental est présenté sous forme d'un modèle en cinq étapes :

- › Identifier les contrats avec des clients,
- › Identifier les obligations de prestation prévues au contrat,
- › Déterminer le prix de transaction,
- › Répartir le prix de transaction entre les différentes obligations de prestation prévues au contrat, et
- › Comptabiliser les produits des activités ordinaires lorsque le Groupe a rempli (ou à mesure qu'elle remplit) une obligation de prestation.

Les produits des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Les produits des loyers sont comptabilisés de façon linéaire sur les durées fermes des baux. En conséquence, les dispositions particulières et avantages définis dans les contrats de bail (franchise, droit d'entrée...) sont étalés sur la durée ferme du bail.

Les remises commerciales ou rabais pour quantité sont comptabilisés en déduction du revenu à l'exception des actions commerciales prenant la forme d'attribution de produits gratuits qui sont comptabilisés dans le coût des ventes et provisionnés conformément aux dispositions d'IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels ».

Les produits des activités ordinaires relatifs à la vente de biens et d'équipements sont comptabilisés lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue, que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au Groupe.

3.28. Autres produits de l'activité

Les autres produits liés à l'activité incluent des produits à caractère non récurrent ou non directement liés aux opérations décrites dans le paragraphe « chiffre d'affaires ».

3.29. Coût de l'endettement net

Il inclut les charges et produits d'intérêts sur les emprunts bancaires, les emprunts obligataires et les autres dettes financières (y compris dettes sur contrat de location financement).

Les coûts d'emprunts qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif sont incorporés dans le coût de cet actif.

3.30. Évaluation à la juste valeur

i. Hiérarchie de la juste valeur

Tous les instruments financiers pour lesquels la juste valeur est comptabilisée ou mentionnée dans les présents états financiers sont classés selon la hiérarchie prévue par la norme IFRS 13.

En effet, cette norme classe selon trois niveaux d'importance les données d'entrée des techniques d'évaluation utilisées pour déterminer la juste valeur :

Niveau 1 :

Les données de ce niveau s'entendent des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation.

Niveau 2 :

Les données d'entrée de ce niveau 2 sont des données, autres que les prix cotés inclus dans les données d'entrée de niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement, soit indirectement.

Niveau 3 :

Les données d'entrée de ce niveau sont les données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui sont fondées sur des données non observables.

ii. Techniques d'évaluation

Les titres cotés sont évalués au cours de bourse de clôture, sauf lorsque ce dernier est jugé impertinent par rapport à la valeur des titres concernés.

Les titres non cotés sont évalués en fonction de leur situation nette comptable.

Les instruments dérivés sont évalués à leur valeur marché à la date de clôture.

3.31. Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat.

A ce jour, le Groupe n'a pas émis d'instrument financier ayant un effet dilutif. Dès lors, le résultat de base par action est équivalent au résultat dilué par action.



Évolution du périmètre de consolidation au cours de la période

3.32. Cessions

Le groupe Managem a concrétisé le 1^{er} Mars 2021 le second partenariat de coopération avec l'opérateur minier international Wanbao Mining visant le développement d'un projet aurifère de grande taille au Soudan.

A l'issue de ce partenariat, Managem a cédé 35% des parts (en excluant tout intérêt attribuable au gouvernement du Soudan) dans l'exploitation et le permis d'exploration du Block 15 (la mine d'or de Gabgaba et le projet d'extension qui y sont associés) ainsi que, les permis d'exploration affiliés aux blocs 9 et 24 au groupe Wanbao Mining et réciproquement, prise de participation de Managem à hauteur de 35% dans les 6 blocs d'exploration 64 a-b-c & 66 a-b-c, actuellement détenus par Wanbao Mining.

4 : Informations sectorielles

4.1 Niveaux d'information sectorielle

La segmentation primaire du Groupe Managem est basée sur les secteurs d'activité, la segmentation secondaire est basée sur les secteurs géographiques.

Les transactions inter secteurs portent principalement sur les ventes de l'acide sulfuriques qui interviennent entre CTT et certaines filiales relevant du secteur mine notamment CMG. Ces transactions sont facturées par CTT en se référant aux prix du marché international.

4.1.1 Premier niveau d'information sectorielle : secteurs d'activité

Exploitation minière

Cette activité consiste à exploiter plusieurs gisements par le Groupe Managem ainsi qu'à produire des concentrés aussi variés comme les concentrés de zinc, cuivre, plomb et la fluorine. La production concerne également les métaux précieux tels que l'or et l'argent.

Hydrométallurgie

Cette activité porte sur la transformation et la valorisation de minerais pour obtenir des produits à forte valeur ajoutée notamment les dérivés métalliques et spécialités chimiques, tels que les cathodes de cobalt, les dérivés de nickel, le sulfate de cuivre et le trioxyde d'arsenic, l'oxyde de Zinc. L'hydrométallurgie fait appel à des techniques et technologies spécifiques comme : l'extraction liquide, électrolyse, séchage, calcination, grillage, ...etc.

4.1.2 Deuxième niveau d'information sectorielle : secteurs géographiques

Le découpage géographique des activités du Groupe retenu est le suivant :

- › Maroc
- › Europe
- › Autre

4.2 Informations par secteur d'activité

31/12/2021	Mine	Hydro	Autres	Total
Chiffre d'affaires	7 375,4	34,5	13,0	7 422,8
Interne				
Total	7 375,4	34,5	13,0	7 422,8
Résultat des activités opérationnelles	1 182,5	107,5	-30,4	1 259,6
Résultat financier	-206,8	-51,8	10,0	-248,6
Impôts	-117,7	-21,1	-13,0	-151,8
Résultat des activités poursuivies	925,0	34,6	-33,4	926,2

Le chiffre d'affaires divers correspond principalement aux ventes réalisées par le segment opérationnel service notamment Reminex et Techsub.

Les principaux éléments du bilan peuvent être affectés aux différents secteurs d'activité de façon suivante :

31/12/2021	Mine	Hydro	Autres	Total
Actif	10 423,5	1 737,9	4 732,3	16 893,7
Total actif consolidé	10 423,5	1 737,9	4 732,3	16 893,7
Investissements	-1 943,7	-316,2	-101,7	-2 361,6
Total passif	10 563,4	1 182,3	-1 096,2	10 649,5

4.3 Informations par secteurs géographique

En MMAD	Maroc	Europe	Autres	Total
Chiffre d'affaires	124,5	5 924,5	220,0	7 422,8
Autres produits	- 24,6		220,0	209,9
Total	99,9	5 924,5	440,0	7 632,8
Investissements	- 1 056,9	- 0,6	- 1 304,1	- 2 361,6

5 : Chiffre d'Affaires

Le chiffre d'affaires (produit des activités ordinaires) du Groupe Managem est constitué des éléments suivants :

- › Ventes de biens et services produits ;
- › Contrats de construction ;
- › Revenus locatifs.

Le chiffre d'affaires se décompose de la manière suivante :

En millions de MAD	Décembre 2021	Décembre 2020
Chiffre d'affaires	7 422,8	4 725,8
Autres produits de l'activité	209,9	(8,0)
Total des activités ordinaires	7 632,9	4 717,8

(a) Y compris des prestations de services.

(b) Les autres produits de l'activité comprennent principalement la variation de stock de produits finis et autres produits d'exploitation

- › Croissance importante du Chiffre d'affaires à 7423 MDH grâce notamment au démarrage du projet aurifère TRI-K, la commercialisation des produits issus de l'offtake de LAMIKAL, la consolidation des performances des mines du Groupe et la hausse des cours des métaux;



6. Achats et autres charges externes

Les achats et charges externes se décomposent comme suit :

	Décembre 2021	Décembre 2020
Achats revendus de marchandises	0,0	0,0
Achats consommés de matières et fournitures	(3 253,9)	(1 967,4)
Achats	(3 253,9)	(1 967,5)
Loyers opérationnels	(59,8)	(34,4)
Entretien et réparations	(30,3)	(20,3)
Rémunération de personnel extérieur à l'entreprise	(19,7)	(25,3)
Charges externes diverses	(1 765,5)	(1 054,3)
Autres charges externes	(1 875,2)	(1 134,2)
Total achats et autres charges externes	(5 129,2)	(3 101,7)

Hausse des achats et autres charges externes de 65% par rapport à l'exercice 2020, suite aux effets ci-dessous :

- > Offtake Lamikal : +619 Mdhs
- > Consommables (Gasoil, réactifs, etc.) +440 Mdhs
- > Travaux miniers +678 Mdhs
- > Transport +139 Mdhs

7. FRAIS DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

7.1 Frais de personnel

Les charges de personnel de l'exercice sont détaillées, ci-dessous, par nature de coût :

	Décembre 2021	Décembre 2020
Salaires et traitements	(812,2)	(754,5)
Autres charges sociales	(306,5)	(307,0)
Dotations nettes aux provisions pour avantages du personnel	(19,9)	(23,1)
Total frais de personnel	(1 138,6)	(1 084,6)

La note 20 détaille les autres informations relatives aux avantages du personnel.

7.2 Rémunérations des organes d'administration et de direction

Les organes d'administration et de direction sont composés du :

- > Conseil d'administration dont les membres sont rémunérés par des jetons de présence ;
- > Comité exécutif dont les membres perçoivent des rémunérations salariales.

8. AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS D'EXPLOITATION

Les variations d'amortissements et de provisions ayant un impact sur le résultat d'exploitation courant pour les périodes clôturées au 31 Décembre 2021 et 31 Décembre 2020 se décomposent comme suit :

	Décembre 2021	Décembre 2020
Amortissements nets impactant le résultat d'exploitation courant		
Amortissements des immobilisations incorporelles	-365,3	-214,6
Amortissements des immobilisations corporelles	-947,2	-802,1
Amortissements des immobilisations en droit d'usage	-74,9	-83,9
Total des amortissements nets impactant le résultat d'exploitation courant	-1 387,4	-1 100,6
Provisions et pertes de valeurs nettes impactant le résultat d'exploitation courant		
Immobilisations	0,0	0,0
Stocks	-1,0	3,3
Créances	-18,7	0,0
Perte de valeur écart d'acquisition	0,0	0,0
Provisions pour risques et charges	-45,7	-28,1
Total des provisions et pertes de valeurs nettes impactant le résultat d'exploitation courant	-65,4	-24,8
Total des amortissements et provisions d'exploitation	-1 452,8	-1 125,5

(a) Une description des variations d'amortissement et des pertes de valeur des immobilisations est incluse dans la note 14 de ces états financiers.

(b) Le détail des variations des pertes de valeur relatives aux stocks et aux créances est inclus dans les notes 15 et 16 de ces états financiers.

9. AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres produits et charges d'exploitation s'analysent de la façon suivante :

	2021.12	2020.12
Cessions d'actifs	1,0	1,3
Charges de restructuration	0,0	0,0
Cessions de filiales et participations	0,0	0,0
Écarts d'acquisition négatifs	0,0	0,0
Résultat sur instrument dérivés de matières	8,9	-4,1
Résultat sur instruments dérivés de change	0,0	0,0
Autres produits et charges d'exploitation	1 416,4	1 087,3
Total autres produits et charges d'exploitation	1 426,3	1 084,5

Les variations de valeur entre les deux périodes sont imputables à la variation de juste valeur des dérivés classés en Trading du fait des éléments suivants :

a) Couverture métaux :

a. Le Trading matières reflète la partie des instruments financiers non éligible à la comptabilité de couverture correspondant ainsi à la partie asymétrique des options de ventes « Call »,

b) Couverture de change : correspond à la partie asymétrique des tunnels.



9.1 Autres produits et charges d'exploitation non courants

Les autres produits et charges d'exploitation non courants se détaillent comme suit :

En Millions de MAD	Décembre 2021	Décembre 2020
Autres produits non courants	5,4	11,2
Autres charges non courantes	(73,0)	(86,8)
Autres produits et charges d'exploitation nets *	1 484,0	1 162,9
Total autres produits et charges d'exploitation	1 416,4	1 087,3

Le poste autres produits et charges d'exploitation enregistre principalement :

- › les productions des immobilisations à soi-même, notamment les frais de recherche et développement et les infrastructures minières.

10. RÉSULTAT FINANCIER

Le résultat financier aux 31 Décembre 2021 et Décembre 2020 se décompose comme suit :

En Millions de MAD	Décembre 2021	Décembre 2020
Charges financières		
Intérêts sur emprunts	(312,7)	(238,7)
Autres charges financières	(0,7)	0,0
Pertes de valeur des actifs financiers	0,0	(414,3)
Dotations nettes aux provisions	(241,7)	414,3
Total charges financières	(555,1)	(238,7)
Produits financiers		
Intérêts et autres produits financiers	39,6	56,2
Autres produits	64,7	97,1
Reprises des pertes de valeur des actifs financiers	241,7	0,0
Gains et pertes de change financiers	(39,5)	(56,3)
Total produits financiers	306,4	97,0
Résultat financier	(248,6)	(141,7)

Baisse du résultat financier de 107 Mdhs par rapport à l'exercice précédent expliquée par :

- › La hausse de la charge d'intérêts +74 Mdhs corrélée à la hausse de l'endettement principalement TRI-K.
- › Résultat de change positif de 16 Mdhs suite à la dépréciation de la parité USD-MAD
- › Coûts d'emprunts incorporés dans le coût de production des immobilisations : -33 Mdhs

10.1 La charge d'impôt

En Millions de MAD	Décembre 2021	Décembre 2020
Charge d'impôt courant		
Charge de l'exercice	(79,7)	(46,1)
Ajustement de la charge d'impôt provenant d'exercices antérieurs	0,0	0,0
	(79,7)	(46,1)
(Charges) / produits d'impôts différés		
Variations des différences temporaires	89,9	(116,7)
Variations des taux d'imposition	0,0	0,0
Variation des déficits fiscaux antérieurs	(162,0)	120,3
	(72,1)	3,6
(Charge) / Produit total d'impôt	(151,8)	(42,3)

La charge d'impôt pour les exercices clos 2021 et 2020 s'analyse comme suit :

- › Hausse de l'impôt exigible expliquée principalement par la hausse des résultats des filiales SOMIFER, MANATRADE ET SMM atténuée par la Baisse de l'impôt exigible de MANUB, Reminex et SMI
- › La reprise partielle de la provision risque fiscal selon IFRIC 23
- › Dé-comptabilisation des IDA de AGM, CMG et CTT suite à l'amélioration des résultats au titre de l'exercice 2021,
- › La charge d'impôt courant correspond aux montants payés et/ ou restant à payer à court terme aux administrations fiscales au titre de l'exercice 2021 en fonction des règles en vigueur dans les différents pays et des conventions spécifiques.
- › Les produits d'impôts différés résultent de la comptabilisation d'un impôt différé actif sur les déficits fiscaux issus des amortissements indéfiniment reportables.

10.1.1 Impôts différés comptabilisés dans les capitaux propres

Les actifs nets d'impôts sont limités aux capacités de chaque entité fiscale à recouvrer ses actifs dans un proche avenir.

10.1.2 Impôts différés comptabilisés au bilan

En Millions de MAD	Actif		Passif		Net
	2021.12	2020.12	2021.12	2020.12	2021.12
Impôts différés					
Provenant des différences temporaires	(152,6)	(210,2)	32,2	33,1	(184,9)
Provenant des déficits fiscaux	281,2	441,5	0,0	0,0	281,2
Provenant des crédits d'impôt	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Total	128,6	231,3	32,2	33,1	96,4



10.1.3 Preuve d'impôt

	Décembre 2021 .11	Décembre 2020 .12
Résultat net comptable retraité IFRS - part du groupe	861,49	224,80
Quote-part de résultat des S.M.E.	67,00	- 10,60
Résultat hors groupe	- 64,67	- 24,10
Résultat net comptable retraité IFRS	859,16	259,60
Impôt sur les bénéfices	- 79,71	- 46,10
Impôts différés	- 72,11	3,60
Total charge fiscale retraitée IFRS	- 151,82	- 42,40
Résultat comptable retraité IFRS avant impôts	1 010,98	302,00
Charge fiscale théorique	- 262,86	- 66,80
Charge fiscale recalculée	- 313,40	- 180,00
Taux à contrôler par rapport à 30%	-31,00%	-31,00%

11. ACTIFS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS ET PASSIFS LIÉS

Actuellement, le Groupe ne dispose pas d'actifs ou passifs destinés à être cédés.

12. RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat.

Exercices clos le 31 Décembre 2021	31 déc.- 2021	31-déc.-2020
Nombre moyen pondéré:		
- d'actions ordinaires émises	9 991 308	9 991 308
- d'actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat		
- d'actions d'auto détention		
Nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat de base par action	9 991 308	9 991 308
Nombre d'instruments dilutifs		
Nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué par action	9 991 308	9 991 308

A ce jour, le Groupe n'a pas émis d'instrument financier ayant un effet dilutif. Dès lors, le résultat de base par action est équivalent au résultat dilué par action.

Exercices clos le 31 Décembre 2021	31 déc. 2021	31 déc. 2020
Résultat net de l'exercice imputable aux actionnaires de la société-mère	861,5	224,8
Nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat par action	9 991 308	9 991 308
Résultat de base par action	86,2	22,5
dont part sur activités non poursuivies		
Résultat dilué par action		
dont part sur activités non poursuivies		

13. Goodwill

En Millions de MAD	31-déc-2021	31-déc-2020
Au 1 ^{er} janvier	305,4	305,4
Valeur brute	811,4	812,4
Pertes de valeur cumulées	(506,0)	(507,0)
Variation de périmètre	0,0	0,0
Ecart de conversion	0,5	(1,0)
Cessions	0,0	0,0
Pertes de valeur	(0,5)	1,0
Autres mouvements	0,0	0,0
A la clôture de la période	305,4	305,4
Valeur brute	811,4	812,4
Pertes de valeur cumulées	(506,0)	(507,0)

Au bilan, les Goodwill (écarts d'acquisition) nets concernent les sociétés suivantes :

En Millions de MAD	31-déc-21	Décembre 2020
IMITER	161,2	161,2
CMG	130,9	130,9
CTT	13,3	13,3
RGGG	0,0	0,0
Total	305,4	305,4



14. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Frais de recherche & développement	Logiciels	Concessions, brevets & droits similaires	Autres immobilisations incorporelles	Total
OUVERTURE - 2020.12	4 905,9	2,7	208,6	1 266,2	6 383,4
Acquisitions	282,4	0,0	5,7	24,8	312,9
Variation de périmètre	(62,3)	(0,0)	0,0	0,0	(62,3)
Cessions et actifs classés en actifs détenus en vue de la vente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réévaluation des immos	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecart de conversion	(2,4)	(0,0)	(0,1)	(41,5)	(43,9)
Autres mouvements	(182,9)	0,0	0,7	231,8	49,6
CLOTURE - 2020.12	4 940,8	2,7	214,9	1 481,2	6 639,6
OUVERTURE - 2021.12	4 940,8	2,7	214,9	1 481,2	6 639,6
Acquisitions	280,9	2,8	2,2	206,5	492,4
Variation de périmètre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions et actifs classés en actifs détenus en vue de la vente	0,0	0,0	0,0	(5,3)	(5,3)
Réévaluation des immos	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecart de conversion	(1,9)	0,0	0,0	3,2	1,4
Autres mouvements	703,8	0,0	2,1	(675,5)	30,3
CLOTURE - 2021.12	5 923,6	5,5	219,3	1 010,0	7 158,4

	Frais de rech. & développ.	Logiciels	Concessions brevets et droits similaires	Autres	Total
OUVERTURE - 2020.12	-3 925,6	-1,0	-112,9	-181,7	-4 221,2
Amortissements	-215,8	-0,2	-2,3	-0,2	-218,5
Perte de valeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Reprise de perte de valeur	4,1	0,0	0,0	0,0	4,1
Cessions et actifs détenus en vue de la vente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecart de conversion	14,8	0,0	0,1	0,0	14,9
Variation de périmètre	-0,1	0,0	0,0	0,0	-0,1
Autres mouvements	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CLOTURE - 2020.12	-4 122,6	-1,2	-115,1	-181,8	-4 420,8
OUVERTURE - 2021.12	-4 122,6	-1,2	-115,1	-181,8	-4 420,8
Amortissements	-367,4	-0,6	-0,3	-1,0	-369,4
Perte de valeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Reprise de perte de valeur	4,1	0,0	0,0	0,0	4,1
Cessions et actifs détenus en vue de la vente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecart de conversion	-7,0	0,0	0,0	0,0	-7,1
Variation de périmètre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres mouvements	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CLOTURE - 2021.12	-4 493,0	-1,9	-115,5	-182,8	-4 793,2

Les amortissements de la période sont comptabilisés en résultat au niveau du poste « amortissements et provisions d'exploitation »
Le poste immobilisations incorporelles comprend essentiellement les dépenses relatives à l'exploration et à la recherche minière.



IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les principales variations s'expliquent par :

	Terrains	Construction	Matériel et outillage	Immobilisations corporelles en cours	Immeubles de placement	Autres	Total
OUVERTURE - 2020.12	34,3	6.091,2	5.866,6	885,7	8,9	1.758,4	14.645,1
Acquisitions	1,4	295,1	161,2	1.501,7	0,0	-28,9	1.930,5
Variation de périmètre	0,0	-15,1	-46,5	-0,8	0,0	-2,3	-64,7
Cessions et actifs classés en actifs détenus en vue de la vente	0,0	0,0	-0,9	0,0	0,0	-63,7	-64,5
Réévaluation des immos	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecart de conversion	0,0	-6,5	-4,5	-98,4	0,0	-8,3	-117,7
Autres mouvements	0,0	71,9	91,8	-221,5	0,0	8,3	-49,6
CLOTURE - 2020.12	35,7	6.436,6	6.067,6	2.066,7	8,9	1.663,5	16.279,1
OUVERTURE - 2021.12	35,7	6.436,6	6.067,6	2.066,7	8,9	1.663,5	16.279,1
Acquisitions	0,0	454,3	1.068,9	269,2	0,0	51,1	1.843,5
Variation de périmètre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions et actifs classés en actifs détenus en vue de la vente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-5,0	-5,0
Réévaluation des immos	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecart de conversion	0,5	9,3	32,3	13,7	0,0	6,3	62,0
Autres mouvements	17,0	563,3	779,8	-1.515,0	0,0	124,6	-30,3
CLOTURE - 2021.12	53,3	7.463,5	7.948,6	834,6	8,9	1.840,6	18.149,3

	Terrains	Construction	Matériel et outillage	Immo corporelles en cours	Autres	Total
OUVERTURE - 2020.12	-0,2	-4.180,3	-3.983,2	-32,5	-1.519,7	-9.715,8
Amortissements	0,0	-506,7	-343,1	0,0	-71,4	-921,2
Perte de valeur	0,0	-12,7	-4,3	0,0	0,0	-17,0
Reprise de perte de valeur	0,0	94,7	21,4	0,0	2,7	118,9
Cessions et actifs détenus en vue de la vente	0,0	0,0	0,9	0,0	0,9	1,8
Ecart de conversion	0,0	8,8	10,7	2,0	11,4	32,9
Variation de périmètre	0,0	1,6	14,4	0,0	0,3	16,3
Autres mouvements	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CLOTURE - 2020.12	-0,2	-4.594,6	-4.283,3	-30,5	-1.575,6	-10.484,2
OUVERTURE - 2021.12	-0,2	-4.594,6	-4.283,3	-30,5	-1.575,6	-10.484,2
Amortissements	-0,7	-520,6	-406,3	0,0	-72,9	-1.000,5
Perte de valeur	0,0	-40,7	-3,3	-0,1	-1,4	-45,4
Reprise de perte de valeur	0,0	75,7	22,8	0,0	0,2	98,7
Cessions et actifs détenus en vue de la vente	0,0	0,0	0,0	0,0	1,8	1,8
Ecart de conversion	0,0	-1,6	-1,6	-1,1	-6,1	-10,4
Variation de périmètre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres mouvements	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CLOTURE - 2021.12	-0,9	-5.081,7	-4.671,6	-31,8	-1.653,9	-11.440,0



Immeubles de placement

Le Groupe n'a pas procédé à la réévaluation à la juste valeur des immeubles de placement à fin décembre 2021, puisque la quasi-totalité de ces immeubles sont comptabilisés à la valeur de marché dans le cadre des opérations de lease back réalisées au cours de l'exercice 2009.

10.2 Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers du Groupe se décomposent en valeur nette comme suit :

Part non courante	2021.12	2020.12
Instruments dérivés de couverture		
Actifs financiers à la jv par résultat		
Prêts et créances non courants	56,5	53,8
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0,0	0,0
Titres disponibles à la vente	261,7	259,3
Autres actifs financiers	318,2	313,0
Part courante		
Instruments dérivés de couverture	0,0	1,8
Actifs financiers à la jv par résultat	0,0	0,0
Titres disponibles à la vente	0,0	0,0
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0,0	0,0
Prêts et créances	0,0	0,0
Actifs non courants détenus en vue de la vente	0,0	0,0
Autres actifs financiers courants	0,0	1,8

(*) Instruments financiers dérivés : correspondent aux gains sur opérations de couvertures des métaux

(**) Les actifs disponibles à la vente correspondent principalement aux bons de trésor acquis dans le cadre de l'utilisation de la provision réglementée fonds social (20% de la PRG), soit 246,9 Mdhs

10.3 Instruments financiers dérivés**10.3.1 Actifs financiers**

Les instruments financiers dérivés dont la juste valeur est positive sont comptabilisés à l'actif et se répartissent comme suit :

En millions de MAD	2021.12	2020.12
	JV	JV
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0,0	0,0
Total	0,0	0,0

Les instruments dérivés dont la juste valeur est négative sont comptabilisés au passif et se répartissent comme suit :

En millions de MAD	2021.12	2020.12
	JV	JV
Instruments matières	-214,9	-453,0
Contrat à terme		
Autres instruments matières	-214,9	-452,0
Instruments de change		
Change à terme		
Autres instruments de change		
Autres instruments dérivés		
Dérivés de taux		
Autres dérivés		
Total	-214,9	-453,0

10.4 Actifs financiers disponibles à la vente ou titres disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente comprennent les titres de participation non consolidés, les autres titres immobilisés et les titres et valeurs de placement non reclassés en équivalent de trésorerie.

L'ensemble de ces éléments est évalué à la juste valeur à la date de clôture.

Les actifs financiers disponibles à la vente se décomposent de la façon suivante au 31 Décembre 2021 et au 31 décembre 2020 :

En millions de MAD	Juste valeur	% d'intérêt	Capitaux propres	Résultat	Date de clôture
Au 31 Décembre 2021	261,7				31/12/2021
Autre : titres non consolidés	14,8				
Entité : Autres (bons de trésor)	246,9				
Au 31 Décembre 2020	259,3				31/12/2020

10.5 Prêts et créances

Les prêts et créances au 31 Décembre 2021 se composent essentiellement des dépôts et cautionnement.



15 : STOCKS ET EN-COURS

Les stocks et en-cours se décomposent comme suit pour les périodes closes les 31 Décembre 2021 et 31 décembre 2020 :

	2021.12	2020.12
Stocks de marchandises	6,3	6,3
Stocks - Matières et fournitures consommables	669,9	596,7
Stocks - en-cours de production	149,0	0,0
Stocks -pds finis et intermédiaires	328,0	285,2
Total des stocks en valeur brute en fin d'exercice	1 153,2	888,3
Montant de la perte de valeur des stocks en début d'exercice	-20,7	-24,2
Dotation exploitation	-19,5	-18,5
Reprise (prov utilisée)	15,4	19,5
Reprise (prov non utilisée)	3,1	2,3
Autres mouvements	-0,1	0,2
Montant de la perte de valeur des stocks en fin d'exercice	-21,9	-20,7
Total des stocks en valeur de réalisation	1 131,3	867,6

(*) Les stocks produits finis et intermédiaires sont évalués au plus bas de leur coût de revient ou de leur valeur nette de réalisation.,

Le coût de revient correspond au coût d'acquisition ou aux coûts de production encourus pour amener les stocks dans l'état et à l'endroit où ils se trouvent.

La valeur nette de réalisation des stocks correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité diminué des coûts estimés pour achever les produits et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente

Le dépassement du coût de revient par rapport à la valeur nette de réalisation fait l'objet d'une dépréciation

Au cours de l'année 2021 :

- › Le montant des provisions est de -19,5 millions de dirhams ;
- › Le montant des reprises s'élève à 15,4 millions de dirhams.

16 : CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

La valeur brute et la valeur de réalisation des créances clients au 31 Décembre 2021 et 31 décembre 2020 sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

	2021.12	2020.12
Clients et comptes rattachés	2 239,5	989,7
Dép clients et comptes rattachés	-12,4	-12,3
Total créances clients	2 227,1	977,4
Fournisseurs débiteurs - avances et acomptes	94,8	80,5
Personnel – débiteur	17,2	17,4
Etat – débiteur	725,9	925,2
Comptes d'associés débiteurs	697,6	510,4
Autres débiteurs	65,3	71,0
Compte de régularisation – actif	112,4	169,6
Dép fournisseurs débiteurs - av & acptes	-2,4	0,0
Dép comptes d'associés débiteurs	-174,4	-151,3
Total autres débiteurs courants	1 536,4	1 622,8

Compte de régularisation – Actif : correspond aux réceptions de consommables et PDR en cours de route

Les créances clients et autres débiteurs enregistrent une hausse de 1 163,3 Mdhs expliquée principalement par :

- › Hausse des créances clients de 1249,6 MMAD corrélée à la hausse du chiffre d'affaires
- › Baisse des créances sur l'ETAT, expliquée principalement par le recouvrement des créances de crédits TVA pour 630 MDH dont 500 MDH par voie d'affacturage;
- › Hausse des avances en compte courant d'associés envers les filiales non consolidées



17. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de fonds de caisse, des soldes bancaires ainsi que des placements à court terme en instruments monétaires. Ces placements, d'échéance inférieure à douze mois, sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

En Millions de MAD	31-déc.-21	31-déc.-20
Titres et valeurs de placement	149,0	0,0
Banque	1467,0	909,2
Autres comptes de trésorerie	110,9	8,6
Total	1.726,9	917,9

18. CAPITAUX PROPRES

18.1 Politique de Gestion du capital

Dans le cadre de la gestion de son capital, le Groupe a pour objectif de préserver sa continuité d'exploitation, afin de servir un rendement aux actionnaires, de procurer des avantages aux autres partenaires et de maintenir une structure de capital optimale susceptible de réduire le coût du capital.

Pour maintenir ou ajuster la structure du capital, le Groupe peut soit :

- › Ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires ;
- › Rembourser le capital aux actionnaires ;
- › Émettre de nouvelles actions ; ou
- › Vendre des actifs pour réduire le montant des dettes.

Le Groupe utilise différents indicateurs, dont le levier financier (endettement net / capitaux propres), qui fournit aux investisseurs une vision de l'endettement du Groupe comparativement au total des capitaux propres. Ces fonds propres incluent notamment la réserve des variations de valeur des couvertures des flux de trésorerie et la réserve de variation de valeur des actifs financiers disponibles à la vente (AFS).

18.2 Variation des capitaux propres part du Groupe

En millions de MAD	31 décembre 2021	31-déc-20
Capitaux propres consolidés Part du Groupe début d'ex	4 214, 2	4 470,9
Dividendes versés	0,0	0,0
Écart de conversion	94,2	-90,1
Variation nette de JV des instruments financiers	187,8	-391,0
Autres variations*	444,9	-26,3
Augmentation de capital	0,0	0,0
Résultat net (Part du Groupe) de la période	861,5	224,9
Impôts relatifs aux autres éléments du résultat global	-13,6	26,1
Capitaux propres consolidés Part du Groupe	5 789,0	4 214, 2

18.3 Variation des intérêts minoritaires

En millions de MAD	31-déc-2021	31-déc-2020
Intérêts minoritaires en début d'exercice	280,1	395,1
Dividendes versés	-16,2	-73,5
Variation nette de JV des instruments financiers	48,5	-76,8
Pertes et profits de conversion	-6,4	11,0
Autres variations*	89,8	-5,8
Augmentation de capital	0,0	0,0
Résultat de l'exercice	64,7	24,1
Impôts relatifs aux autres éléments du résultat global	-5,7	5,9
Intérêts minoritaires	454,8	280,1
Intérêts minoritaires	454,8	280,1

- › L'effet autre variations s'explique principalement par le partenariat conclu avec le groupe Wanbao qui s'est traduite par un impact de 555 sur les capitaux propres de l'ensemble consolidé, en effet, il s'agit d'une transaction qui n'entraîne pas la perte du contrôle ; conformément à l'approche de « l'entité économique » la cession partielle des titres sans perte de contrôle d'une entreprise déjà intégrée globalement n'a pas d'incidence sur résultat, il s'agit d'une transaction entre deux catégories de propriétaires (les majoritaires et les minoritaires) en tant que détenteurs des capitaux propres de la même entité économique.

19. PROVISIONS

Les provisions courantes et non courantes s'analysent comme suit :

En Millions de MAD	31-déc-2021	31-déc-2020
Provision environnement	33,5	28,0
Restructuration	-	-
Litiges	-	-
Garanties	-	-
Autres risques	127,5	87,4
Total	161,0	115,4

En millions de MAD	31-déc.-20	Ecart de conversion	Changement de périmètre	Dotations de l'exercice	Reprise provisions utilisées	Reprise provisions non utilisées	31-Déc-2021
Provision environnement	28,0	(1,0)	0,0	9,1	(2,5)	0,0	33,5
Restructuration	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Litiges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Garanties	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres risques	87,4	1,0	0,0	109,6	(66,8)	(3,7)	127,5
Total	115,4	(0,1)	0,0	118,7	(69,3)	(3,7)	161,0
Dont:							
- Part non courante	115,4	(0,1)	0,0	118,7	(69,3)	(3,7)	161,0
- Part courante	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

- › Les provisions constituées au 31 Décembre 2021 portent principalement sur les risques liés aux maladies professionnelles non couverts par la compagnie d'assurance durant la période 2003 à 2006
- › Provision pour démantèlement et remise en état de sites (Réhabilitation)



20. AVANTAGES DU PERSONNEL

Les hypothèses retenues au 1er janvier 2006, au 31 décembre 2006 et au 31 Décembre 2021 se détaillent comme suit :

Au 1^{er} janvier 2006 :

Hypothèses économiques :

› Date d'évaluation :	01.01.2006
› Taux d'inflation :	1,50%
› Taux d'inflation médicale :	4%
› Taux d'actualisation	
› Frais de santé	6,20% ou 6,95% selon les entités
› Indemnité de fin de carrière	6,20%
› Taux moyen des charges sociales	15,00%
› Taux d'augmentation des rémunérations (brut d'inflation)	3,50%
› Taux de revalorisation des indemnités forfaitaires	1,50%

Hypothèses démographiques :

› Mortalité	TVF 88-90
› Invalidité	Non prise en compte
› Taux de mobilité par tranches d'âges	

Tranches d'âges	Cadres	Non cadres
29 ans et avant	20,00%	10,00%
30 à 34 ans	10,00%	5,00%
35 à 39 ans	7,50%	3,75%
40 à 44 ans	5,00%	2,50%
45 à 49 ans	2,00%	1,00%
50 ans et plus	0,00%	0,00%

› Taux d'occupation jusqu'à la retraite	Identique à celui de la date d'évaluation	
› Age de départ à la retraite	Personnel non minier	: 60 ans
	Personnel minier	: 55 ans

Au 31 décembre 2014

› Date d'évaluation :	30.12.2021
› Taux d'actualisation	
Frais de santé	3,70%
Indemnité de fin de carrière	3,70%

Le reste des hypothèses économiques et démographiques est resté inchangé par rapport au 1er janvier 2006.

Conformément à la norme IAS 19 révisée, le Groupe comptabilise immédiatement la totalité des écarts actuariels en autres éléments du résultat global

Le Groupe estime que les hypothèses actuarielles retenues sont appropriées et justifiées mais les modifications qui y seront faites dans le futur peuvent cependant avoir un impact significatif sur le montant des engagements ainsi que sur le résultat du Groupe. Le test de sensibilité au taux d'actualisation est effectué à la date de clôture annuelle.

Au 31 décembre 2021

Autres avantages long terme

en millions de MAD	Retraites et indemnités assimilées		Avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi autres que les retraites	
	31-déc-20	31-déc-21	31-déc-20	31-déc-21
Montant des engagements à l'ouverture de l'exercice	81,1	87,0	149,4	171,8
Coût des services	6,8	7,9	14,6	15,4
Charge d'intérêt	3,0	3,0	5,4	5,9
Cotisations des participants	0,0	0,0	0,0	0,0
Modifications des plans (Coût des services passés)	0,0	-2,9	0,0	-1,8
Variations de périmètre /	0,0	0,0	0,0	0,0
Business Combination (seulement si significatif)	0,0	0,0	0,0	0,0
Réduction	0,0	0,0	0,0	0,0
Liquidation de régimes	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations payées	-3,0	-1,5	-3,7	-6,1
Pertes / Gains actuariels	-0,9	4,0	6,1	15,5
Écarts de Change	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres: Reclassement IFRS 5 (groupes destinés à être cédés)	0,0	0,0	0,0	0,0
Montant des engagements à la clôture de l'exercice	87,0	97,4	171,8	200,8

en millions de MAD	Retraites et indemnités assimilées		Avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi autres que les retraites	
	31-déc-20	31-déc-21	31-déc-20	31-déc-21
Valeur de marché des actifs affectés aux plans à l'ouverture	0,0	0,0	0,0	0,0
Rendement attendus des actifs	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations de l'employeur	3,0	0,0	3,7	0,0
Cotisations des participants	0,0	1,5	0,0	6,1
Variations de périmètre /	0,0	0,0	0,0	0,0
Business Combination (seulement si significatif)	0,0	0,0	0,0	0,0
Réduction	0,0	0,0	0,0	0,0
Liquidation de régimes	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations payées	-3,0	-1,5	-3,7	-6,1
Pertes/Gains actuariels	0,0	0,0	0,0	0,0
Écarts de conversion	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0
Valeur de marché des actifs affectés aux plans à la clôture	0,0	0,0	0,0	0,0



	Retraites et indemnités assimilées		Avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi autres que les retraites	
	31-déc-20	31-déc-21	31-déc-20	31-déc-21
Coût des services	6,8	7,9	14,6	15,4
Charge d'intérêt	3,0	3,0	5,4	5,9
Rendements attendus des actifs	0,0	0,0	0,0	0,0
Effet de la limitation des surplus	0,0	0,0	0,0	0,0
Amortissement du coût des services passés	0,0	-2,9	0,0	-1,8
Amortissement des pertes/gains actuariels	0,0	0,0	0,0	0,0
Réduction	0,0	0,0	0,0	0,0
Liquidation suppression	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0
Charge de la période	9,8	8,0	20,0	19,6

	Retraites et indemnités assimilées		Avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi autres que les retraites	
	31-déc-20	31-déc-21	31-déc-20	31-déc-21
Engagement net	87,0	97,4	171,8	200,8
Limitation de l'actif de retraite	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts des services passés non reconnus	0,0	0,0	0,0	0,0
Gains/Pertes actuariels non reconnus	0,0	0,0	0,0	0,0
Actif/Provision net figurant au bilan	87,0	97,4	171,8	200,8

	31-déc-2021	31-déc-20
Montant (Provisions) à l'ouverture	-230,5	-258,8
Dotations de la période / Charges de la période (y compris les reprises de provision)	-29,8	-27,5
Reprises pour utilisation / Prestations payées	6,7	7,7
Variation de périmètre	0,0	0,0
Business combination (seulement si significatif)	0,0	0,0
Ecart de conversion	0,0	0,0
Coût de services passés	0,0	0,0
OCI (première application IAS 19 R)	-5,2	-19,5
Montant (Provisions) à la clôture	-258,8	-298,3

› Sensibilité de l'engagement par rapport au taux d'actualisation

	31-déc-21
Sensibilité de l'engagement	-12,3%
Sensibilité du coût des services	-15,1%
Sensibilité de la charge d'intérêt (taux d'actualisation)	15,9%

› Sensibilité de l'engagement par rapport au taux d'inflation médicale

	31-déc-21
Sensibilité de l'engagement	12,0%
Sensibilité du coût des services	20,8%
Sensibilité de la charge d'intérêt (taux d'actualisation)	12,0%

21. DETTES FINANCIÈRES

Les dettes financières courantes et non courantes du Groupe se décomposent comme suit :

	2021.12	2020.12
Dettes représentées par un titre	2 500,0	1 000,0
Dettes envers les établissements de crédit	2 588,1	1 835,4
Dettes liées aux contrats de location financement	0,0	0,0
Dettes liées aux contrats à droit d'usage	132,7	158,9
Autres dettes	0,0	0,0
Instruments dérivés de couverture	205,1	449,6
Total dettes financières non courantes	5 425,8	3 443,9
Dettes représentées par un titre	0,0	0,0
Dettes envers les établissements de crédit	532,7	3 210,1
Dettes liées aux contrats de location financement	0,0	0,0
Dettes liées aux contrats à droit d'usage	0,0	0,0
Autres dettes	0,0	0,0
Instruments dérivés de couverture	9,9	3,4
Total dettes financières courantes	542,6	3 213,4
Total des dettes financières	5 968,4	6 657,3

Les dettes financières non courantes ont connu une hausse de 688,9 millions de dirhams expliquée par :

- › Emprunt obligataire + 1 500 Mdhs
- › Billet de trésorerie : Remboursement 1 000 Mdhs, nouvel emprunt 1 000 Mdhs
- › Nouveaux emprunt : + 1 121 Mdhs
- › Remboursement emprunt - 405 Mdhs
- › Dettes liées aux contrats à droit d'usage : -26 Mdhs



22. DETTS FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

Par échéance en millions de MAD	- 1 an (*)	1 à 5 ans	+ 5 ans	Clôture
Dettes fournisseurs	1 327,3	-	-	1 327,7
Autres crédateurs	2 863,6	1,7	-	2 861,9
Au 31 décembre 2021	4 190,8	1,7	-	4 189,6
Au 31 décembre 2020	2 103,5	1,1	-	2 102,5

23. INSTRUMENTS FINANCIERS

23.1 Juste valeur des actifs financiers

En raison de leur caractère court terme, la valeur comptable des créances d'exploitation, de la trésorerie, des comptes courants de trésorerie est une estimation de leur juste valeur.

La juste valeur des autres instruments financiers est déterminée par référence au prix de marché résultant d'échanges sur une bourse de valeurs nationales ou un marché de gré à gré.

Lorsqu'aucun cours de marché coté n'est disponible, la juste valeur est estimée à partir d'autres méthodes de valorisation, telle que la valeur actualisée des flux de trésorerie. En tout état de cause, l'estimation des valeurs de marché se fonde sur une certaine interprétation des informations de marché nécessaires à la valorisation. L'utilisation de différentes estimations, méthodes et hypothèses peut avoir un effet important sur les montants estimés de juste valeur. Les méthodes utilisées sont les suivantes :

› Titres de participation dans des sociétés non consolidées :

Pour les actions de sociétés cotées, la juste valeur est déterminée sur la base du cours de bourse publié le jour de la clôture considérée.

Pour les actions de sociétés non cotées, lorsque la juste valeur ne peut être déterminée de façon fiable, les titres sont valorisés à la quote-part de la situation nette IFRS, ou à défaut à la quote-part de la situation nette établie selon les règles marocaines. En l'absence d'information sur la situation nette IFRS ou Maroc Gaap, les titres sont valorisés à leur coût.

› Instruments dérivés : la valeur de marché des opérations de taux, de change et de matières est estimée à partir de valorisations provenant des contreparties bancaires ou de modèles financiers communément utilisés sur les marchés financiers, sur la base des données de marché à la date de clôture de l'exercice.

23.2 Juste valeur des passifs financiers

En raison de leur caractère court terme, la valeur comptable des concours bancaires courants, des dettes fournisseurs et autres crédateurs et des emprunts à court terme apparaît comme une estimation de leur juste valeur.

La juste valeur des autres instruments financiers est déterminée par référence au prix de marché résultant d'échanges sur une bourse de valeurs nationales ou un marché de gré à gré.

Lorsqu'aucun cours de marché coté n'est disponible, la juste valeur est estimée à partir d'autres méthodes de valorisation, telle que la valeur actualisée des flux de trésorerie. En tout état de cause, l'estimation des valeurs de marché se fonde sur une certaine interprétation des informations de marché nécessaires à la valorisation. L'utilisation de différentes estimations, méthodes et hypothèses peut avoir un effet important sur les montants estimés de juste valeur. Les méthodes utilisées sont les suivantes :

› Dettes de financement : la juste valeur des dettes de financement (emprunts obligataires, dettes auprès des établissements de crédit...) correspond à leur coût amorti (valeur nominale diminuée des frais d'émission de l'emprunt si ces derniers représentent au moins 1% de cette valeur).

› Instruments dérivés : la valeur de marché des opérations de taux et de change est estimée à partir de valorisations provenant des contreparties bancaires ou de modèles financiers communément utilisés sur les marchés financiers, sur la base des données de marché à la date de clôture de l'exercice.

Le tableau ci-après détaille la valeur comptable et la juste valeur des passifs financiers comptabilisés au bilan pour lesquels ces deux valeurs sont identiques :

En millions de MAD	31-déc-21	31-déc-20
	Valeur comptable <=> Juste valeur	
Concours bancaires courants	532,5	3 210,0
Fournisseurs et autres crédateurs	4 189,3	2 102,0
Emprunts obligataires	2 500,0	1 000,0
Dettes liées aux contrats à droit d'usage	132,6	159,0
Autres passifs financiers	9,9	3,0
Options de vente octroyées à des minoritaires		
Dettes de financement	2 588,1	1 835,4
Total	9 953,0	8 309,0

23.3 Gestion des risques

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux fluctuations de cours de change et de prix de matières premières.

Les risques de change et de matières premières font l'objet d'une gestion décentralisée au niveau des filiales qui gèrent en concertation avec le holding, leurs risques de marchés.

23.4 Risque de prix couverts :

Compte tenu de la nature de ses activités, le Groupe Managem est largement exposé aux fluctuations des prix des matières premières qu'il commercialise aux taux de change avec lesquels sont libellées ses ventes.

La politique de couverture vise à protéger le Groupe Managem des risques de prix susceptibles d'avoir un impact significatif sur sa rentabilité à court et à moyen terme.

Pour gérer ces risques de marchés, le recours aux instruments financiers dérivés (matières premières et change), est admis dans l'objectif exclusif de couverture.

Les produits dérivés utilisés par le groupe sont qualifiés de couverture de flux de trésorerie (cash-flow hedge) ou de Trading.

24.4.1.1 Risques de prix des métaux

Managem couvre le risque attribuable aux variations du prix de vente des métaux, qui sont exprimées en dollars US.

La relation de couverture correspond à la couverture de flux de trésorerie futurs, issus de ventes futures de matières premières (zinc, plomb, cuivre, argent et or) déterminées en fonction d'un planning de production.



Les instruments dérivés ont vocation à couvrir un budget prévisionnel soit des flux de trésorerie futurs. C'est une relation de type cash-flow hedge.

24.4.1.2 Risques de change

La politique du risque de change au sein du groupe vise à couvrir les expositions budgétaires en devises hautement probables et /ou les engagements fermes à l'importation et à l'exportation.

Les expositions futures en devises sont déterminées dans le cadre d'une procédure budgétaire régulièrement réactualisée.

L'horizon de couverture actuel, n'excède pas l'année à chaque date de clôture.

Les instruments de couverture de change ont vocation à couvrir un budget prévisionnel soit des flux de trésorerie futurs. C'est une relation de type cash-flow hedge.

24.4.2 Comptabilisation au 31 Décembre 2021

24.4.2.1 Risque sur matières premières

Au 31 décembre 2021, l'enregistrement dans le bilan à la juste valeur des produits dérivés liés à la couverture du risque de matières premières s'est traduit par une perte de -205,3 MMAD enregistrée pour -204,8 MMAD en couverture de flux de trésorerie et -0,5 MMAD en Trading.

En millions de MAD	31-déc-21	31-déc-20
	Total MTM	Total MTM
Couverture de flux de trésorerie (a)	-204,8	-442,7
Argent	-2,4	-136,5
Or	-194,3	-301,8
Zinc	-6,3	-0,9
Plomb	-0,5	0,0
Cuivre	-1,3	-3,4
cobalt	0,0	
Dérivés classés en trading (b)	-0,5	-9,4
Total (a) + (b)	-205,3	-452,0

24.4.2.2 Risque de change :

Au 31 Décembre 2021, la valeur de marché des produits dérivés liés à la couverture du risque de change est de -8,9 MMAD dont -8,9 MDH en couverture de flux de trésorerie.

En millions de MAD	31-déc-21	31-déc-20
	Total MTM	Total MTM
Couverture des flux de trésorerie	-8,9	1,8
Dérivés non qualifiés de couverture	0,0	0,0
Total	-8,9	1,8

24.4.3 Analyse de sensibilité

24.4.3.1 Risque de matières premières

En millions de MAD	MTM au 31/12/2021 (a)	MTM +10% variation (b)	Variation Total du MTM (b-a)	Impact sur le résultat	Impact sur les capitaux propres
+ 10% sous-jacent	-205,3	-434,3	-228,9	-0,8	-433,5
Argent	-2,9	-4,6	-1,7	-0,8	-3,8
Or	-194,3	-377,9	-183,5	-	-377,9
Zinc	-6,3	-19,5	-13,3		-19,5
Plomb	-0,5	-3,5	-2,9	-	-3,5
Cobalt	-	-	-		-
Cuivre	-1,3	-28,8	-27,5	-	-28,8

Le scénario correspond à des variations de cours des métaux de +10% maximisant le risque sur matières premières du Groupe, à savoir une hausse de +10% des cours de l'Argent, de l'Or, du Zinc, du Plomb et du Cuivre par rapport aux cours spot de clôture entraînerait une perte de -434,3 MMAD enregistrée en capitaux propres pour un montant de -433,5 Mdhs et -0,8 en résultat, soit une variation de -228,9 MMAD.

En millions de MAD	MTM au 31/12/2020(a)	MTM -10% variation (b)	Variation Total du MTM (b-a)	Impact sur le résultat	Impact sur les capitaux propres
- 10% sous-jacent	-205,3	-2,2	203,1	-0,2	-2,0
Argent	-2,9	-1,2	1,7	-0	-1,0
Or	-194,3	-33,6	160,7	-	-33,6
Zinc	-6,3	5,9	12,2		5,9
Plomb	-0,5	2,2	2,7		2,2
Cobalt	-	-	-		-
Cuivre	-1,3	24,5	25,9	-	24,5

Le scénario correspondant à des variations de cours des métaux de -10% minimisant le risque sur matières premières du Groupe, à savoir une baisse de -10% des cours de l'Argent, de l'Or, du Zinc, du Plomb et du Cuivre par rapport aux cours spot de clôture entraînerait une perte de -2,2 MMAD enregistrée en capitaux propres pour -2,0 Mdhs et -0,2 en résultat, soit une variation de +203,1 MMAD.

24.4.3.2 Risque de change

Le niveau de la juste valeur des dérivés de change du groupe au 31 décembre 2021 est de -8,9 MMAD.

En millions de MAD	MTM au 31/12/2021(a)	MTM +10% variation (b)	Variation Total du MTM (b-a)	Impact sur le résultat	Impact sur les capitaux propres
+ 10% sous-jacent	-8,9	-36,7	-27,8	-	-36,7
Managem	-8,9	-36,7	-27,8	-	-36,7

Le scénario d'une hausse de +10% des cours de change, par rapport aux cours spot de clôture entraînerait une perte de -36,7 MMAD enregistrée en capitaux propres pour un montant de -36,7 Mdhs et 0,00 en résultat, soit une variation de -27,8MMAD.



En millions de MAD	MTM au 31/12/2020(a)	Mtm -10% variation (b)	Variation Total du MTM (b-a)	Impact sur le résultat	Impact sur les capitaux propres
- 10% sous-jacent	-8,9	18,9	27,8	-	18,9
Managem	-8,9	18,9	27,8	-	18,9

Le scénario correspond à des variations de -10% minimisant les cours de change à savoir une baisse de -10% des cours de change, par rapport aux cours spot de clôture entraînerait un gain de 18,9 MMAD enregistrée en capitaux propres pour un montant de 18,9 MMAD et 0,00 en résultat, soit une variation de 27,8 MMAD.

Au 31 Décembre 2021, les flux contractuels (principal et intérêts) non actualisés sur l'encours des passifs financiers par date de maturité sont les suivants :

En Millions de MAD	Décembre 2021	Décembre 2020
Emprunts obligataires	2 500,0	1 000,0
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 588,1	1 835,4
Dettes de location financement	132,7	159,0
Autres dettes financières	-	-
Instruments financiers dérivés	205,1	450,0
Total dettes financières non courantes	5 425,9	3 444,4
Emprunts obligataires	-	-
Emprunts auprès des établissements de crédit	532,7	3 210,1
Dettes de location financement	-	-
Instruments financiers dérivés	9,9	3,4
Total dettes financières courantes	542,6	3 213,5
Total	5 968,5	6 657,9

24. AUTRES ENGAGEMENTS

Engagements donnés

En Millions de MAD	Décembre 2021	Décembre 2020
Avals, cautions et garanties donnés	102,9	96,0
Dettes garanties par des actifs nantis ou hypothéqués	-	-
Autres engagements donnés	19,6	2,6
Total	122,6	98,6

Engagements reçus

En Millions de MAD	Décembre 2021	Décembre 2020
Avals, cautions et garanties reçus	112,2	57,3
Autres engagements reçus	-	-
Total	112,2	57,3

25. PASSIFS ÉVENTUELS

Aucun.

26. PARTIES LIÉES

26.1 Transactions avec les autres parties liées

Les transactions avec les autres parties liées se décomposent de la façon suivante :

En Millions de MAD	31 Déc. 2021	31 Déc. 2020
Actif		
Créances client (net)	-	-
Autres débiteurs courants		
Autres actifs non courants		
Passif		
Dettes fournisseurs	3,3	2,8
Autres dettes courantes (CCA)	400,0	100,0
Autres dettes à long terme		
	403,3	102,8

En Millions de MAD	31 Déc. 2021	31 Déc. 2020
Chiffre d'affaires		
Autres produits		
Achats et autres charges externes	16,1	9,3
Autres (FF)	12,3	3,7
	13,0	13,0

Les autres parties liées comprennent la maison mère AI MADA Les transactions portent sur les intérêts sur avances en comptes courants et les rémunérations de gestions.

27. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

27.1 Détail de l'incidence de la variation du BFR sur la trésorerie de l'exercice

En Millions de MAD	31 déc.2021	31 Déc. 2020
Variation des stocks	-262,3	51,7
Variation des créances	-934,4	- 227,7
Variation des dettes	1 542,8	276,6
Variation du BFR	346,1	100,6

27.2 Réconciliation de la trésorerie affichée au bilan et au TFT

En Millions de MAD	31 Déc. 2021	31 déc. 2020
Trésorerie et équivalents de trésorerie nette – bilan	1 446,6	- 2 037,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie – TFT	1 446,6	- 2 037,7



28. ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Plan social SAMINE

L'arrêt programmé de l'activité fond de SAMINE décidé le 02 /12/2021 par la direction en présence du comité d'entreprise est devenu effectif à partir de janvier 2022

En conséquence, à partir du mois de février la société a commencé l'exécution du plan social qui en découle. Concomitamment un plan de désinvestissement matérialisé par des cessions de certains équipements de l'activité minière a été entamé

Projet TIZERT

En date du 7 février 2022, le comité stratégique d'investissements a donné son feu vert (GO) pour le lancement des travaux de construction du projet Tizert

D'ailleurs, cette décision (GO) a été entérinée par le conseil d'administration de Managem tenu le 23 Mars 2022

Le projet de TIZERT est un projet ambitieux d'une dimension internationale, il permettra de développer une région enclavée complètement dépourvue d'un tissu industriel et permettra de relancer l'économie régionale à travers plusieurs axes :

1. Booster les réserves en devise : le projet générera un chiffre d'affaires à l'export de 190 Millions de dollar par an
2. Gros pourvoyeur d'emploi direct et indirect : le projet permettra de créer 1500 emplois directs et 500 emplois indirects
3. Le projet sera pionnier et à la pointe de la technologie, il ambitionne de faire de Tizert une mine digitale ou les machines souterraines seront complètement connectées et télécommandées et l'usine d'un très grand niveau d'automatisme.
4. Participe au développement durable à travers l'utilisation des eaux usées recyclées et l'énergie éolienne
5. Assure le développement d'un tissu de sous-traitance locale
6. Offrir la possibilité d'exploiter plusieurs gites et potentiels de la région
7. Développer une zone industrielle de métallurgie dans la région de TAROUDANTE permettant ainsi de valoriser les ressources que recèle la boutonnière d'IGHREM et de capter le maximum de valeur ajoutée sur toute la chaîne de valeur à travers la production à terme de la cathode de cuivre produit à forte valeur ajoutée
8. Diversifier les activités économiques de la région de TAROUDANTE, région à vocation agricole, dans ce contexte marqué par un sévère stress hydrique devenu structurel (réduire la forte dépendance aux aléas climatiques)

29. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 31 DÉCEMBRE 2021

Dénomination sociale	Pays	Déc 2020	Déc 2021	Méthode de consolidation
Managem	Maroc	100.00%	100.00%	Consolidante
Compagnie Minière des Guemassa	Maroc	86.96%	86.96%	IG(*)
Compagnie de Tifnout Tighanimine	Maroc	99.79%	99.79%	IG
Akka Gold Mining	Maroc	93.48%	93.48%	IG
Manatrade	Suisse	100.00%	100.00%	IG
Managem international	Suisse	100.00%	100.00%	IG
Manadist	Suisse	100.00%	100.00%	IG
Société Métallurgique d'Imiter	Maroc	80.26%	80.26%	IG
Société Anonyme d'entreprise Minière	Maroc	99.79%	99.79%	IG
Somifer	Maroc	99.79%	99.79%	IG
Reminex	Maroc	100.00%	100.00%	IG
Techsub	Maroc	99.87%	99.87%	IG
Cie minière de SAGHRO	Maroc	100.00%	100.00%	IG
Cie minière Dades	Maroc	100.00%	100.00%	IG
Cie minière d'Oumejrane	Maroc	100.00%	100.00%	IG
REG	Gabon	75.00%	75.00%	IG
LAMIKAL	RDC	20.00%	20.00%	ME (**)
MANUB	Soudan	78.00%	50,70%	IG
MANAGOLD	EAU	100.00%	100.00%	IG
MCM	Soudan	100.00%	65.00%	IG
TRADIST	EAU	100.00%	100.00%	IG
MANAGEM GABON	Gabon	100.00%	100.00%	IG
SMM	GUINEE	85.00%	85.00%	IG
MANACET	MAROC	100.00%	100.00%	IG
Mawa holding	EAU		65.00%	IG
MW GOLD	EAU		65.00%	IG
Manaholding	Soudan		65.00%	IG

(*) IG : intégration globale

(**) : mise en équivalence





Fidaroc Grant Thornton
7, Boulevard Driss Slaoui
20160 Casablanca, Maroc



Deloitte Audit
Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 –
3ème étage

Aux Actionnaires de la Société
MANAGEM S.A.
TWIN CENTER, Tour A, Angle Bd. Zerktouni et Bd. Al Massira Al Khadra
Casablanca

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{er} JANVIER 2021 AU 31 DECEMBRE 2021

Audit des états de synthèse

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 25 juin 2020, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société MANAGEM S.A, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2021, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 2 742 257 812,03 MAD dont un bénéfice net de 618 283 922,83 MAD. Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 24 mars 2022 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société MANAGEM S.A. au 31 décembre 2021, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

1. Evaluation des titres de participation non cotés et des avances accordées aux filiales non cotées.

Question clé identifiée	Notre réponse
Les titres de participation non cotés et les avances accordées aux filiales non cotées, figurent au bilan au 31 décembre 2021 pour des montants nets respectifs de 2 107 MMAD et 2 718 MMAD.	Nos travaux ont consisté principalement à : <ul style="list-style-type: none"> Prendre connaissance du processus de détermination de la valeur actuelle des titres de participation non cotés et des avances aux filiales non cotées ; Examiner les méthodes d'évaluation et les éléments chiffrés utilisés par la direction pour déterminer les valeurs actuelles ; Tester par sondage l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs actuelles retenues par la direction.
Les titres de participation non cotés et les avances accordées aux filiales non cotées sont comptabilisés respectivement à leur date d'entrée au prix d'achat et à la valeur nominale et sont dépréciés sur la base de leur valeur actuelle.	
Comme indiqué dans la note A1 de l'ETIC, la valeur actuelle des titres non cotés y compris les avances accordées aux filiales non cotées est estimée par la direction par référence à la quote-part des capitaux propres que les titres représentent, celle-ci étant, le cas échéant, rectifiée pour tenir compte notamment des perspectives de développement et de la performance de ces participations.	
L'estimation de la valeur actuelle des titres non cotés y compris les avances accordées aux filiales non cotées requérant l'exercice du jugement de la direction dans son choix des éléments à considérer selon les participations concernées, nous avons considéré que l'évaluation de ces actifs constitue un point clé de l'audit.	

Responsabilités de la direction et des responsables de la Gouvernance à l'égard des états de synthèse

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que,



individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 28 avril 2022

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON
 Member Réseau Grant Thornton
 International
 7 Bd. Driss Sijouli - Casablanca
 Tél : 05 22 54 48 00 - Fax : 05 22 29 66 70

Faïçal MEKOUAR
 Associé

DELOITTE AUDIT

Deloitte Audit
 Mohamed Benabdallah
 Batimani C. - Niveau 3, La Marina
 Casablanca
 Tél: 05 22 22 40 25 / 05 22 22 47 34
 Fax: 05 22 22 40 78 / 47.59

Sakina BENSOUA KORACHI
 Associée





Fidaroc Grant Thornton
7, Boulevard Driss Slaoui
20160 Casablanca, Maroc



Deloitte Audit
Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – 3ème étage
La Marina, Casablanca

Aux Actionnaires de la Société

MANAGEM S.A.

TWIN CENTER, Tour A, Angle Bd. Zerktouni et Bd. Al Massira Al Khadra
Casablanca

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE DU 1^{er} JANVIER 2021 AU 31 DECEMBRE 2021

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la société MANAGEM S.A. et de ses filiales (Groupe MANAGEM), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2021, ainsi que l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de 6 244 MMAD dont un bénéfice net consolidé de 926 MMAD. Ces états ont été arrêtés par le conseil d'administration le 24 mars 2022 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du Groupe MANAGEM au 31 décembre 2021, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

1. Evaluation des écarts d'acquisition (Goodwill), immobilisations incorporelles et corporelles des filiales minières.

Question clé identifiée	Notre réponse
<p>Au 31 décembre 2021, la valeur nette des écarts d'acquisition (Goodwill), des immobilisations incorporelles et corporelles s'élève respectivement à 305 MMAD, 2 365 MMAD et 6 701 MMAD.</p> <p>Ces actifs sont comptabilisés comme indiqué aux notes annexes n°3.8 « Goodwill », n°3.9 « Immobilisations incorporelles » et, n°3.10 « Immobilisations corporelles ».</p> <p>Ces actifs peuvent présenter un risque de dépréciation lié à des facteurs internes ou externes, comme par exemple la détérioration de la performance du Groupe, l'évolution de l'environnement concurrentiel, des conditions de marché défavorables et des changements de législations ou de réglementations. Ces évolutions sont susceptibles d'avoir une incidence sur les prévisions de flux de trésorerie du Groupe et par conséquent, sur la détermination des valeurs recouvrables de ces actifs.</p> <p>Comme indiqué dans la note annexe 3.14 « Test de dépréciation et pertes de valeurs des actifs », le test de dépréciation annuel se fonde sur la valeur recouvrable de chaque unité génératrice de trésorerie testée, déterminée sur la base de flux de trésorerie nets futurs actualisés.</p> <p>Le goodwill et les immobilisations incorporelles et corporelles impactent de manière significative les comptes du Groupe et font par ailleurs appel, pour les besoins de leur évaluation, au jugement et aux estimations de la Direction. De ce fait, nous avons considéré que l'évaluation de ces actifs constitue un point clé de l'audit.</p>	<p>Nos travaux ont consisté principalement à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prendre connaissance du processus appliqué par le Groupe pour l'identification des indices de pertes de valeur et la mise en œuvre des tests de dépréciation pour ces actifs, et examiner les contrôles clés y afférents ; • Apprécier la cohérence des hypothèses retenues avec l'environnement économique à la date de clôture ; • Examiner au niveau des business plan les flux de trésorerie prévisionnels ; • Tester par sondage l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs recouvrables retenues par le Groupe ; • Examiner l'information présentée dans l'annexe.



Responsabilités de la direction et des responsables de la Gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 28 Avril 2022

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton
International
7 Bd. Ouisa Sigouï - Casablanca
Tél : 05 22 54 48 00 - Fax : 05 22 29 66 70

Faïçal MEKOUAR
Associé

DELOITTE AUDIT

Deloitte Audit
Bd. Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment "C", Niveau 3, La Marina
Casablanca
Tél: 05 22 22 40 25 / 05 22 22 47 34
Fax: 05 22 22 40 78 / 47 59

Sakina BENSOUA KORACHI
Associée





Fidaroc Grant Thornton
7, Boulevard Driss Slaoui
20160 Casablanca, Maroc



Deloitte Audit
Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 –
3ème étage

Aux Actionnaires de la Société

MANAGEM S.A.

TWIN CENTER, Tour A, Angle Bd. Zerkouni et Bd. Al Massira Al Khadra
Casablanca

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{er} JANVIER 2021 AU 31 DECEMBRE 2021

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées conformément aux dispositions des articles 56 à 59 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée.

Il nous appartient de vous présenter les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés par le président du Conseil d'Administration ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé, ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon la loi ci-dessus, de vous prononcer sur leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard des normes de la profession au Maroc. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été communiquées avec les documents de base dont elles sont issues.

I. CONVENTIONS NOUVELLES CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE 2021

Le Président de votre Conseil d'Administration ne nous a donné avis d'aucune convention nouvelle conclue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

II. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DES EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

2.1. Convention de compte courant conclue entre MANAGEM SA et sa filiale Société des Mines de Mandiana « SMM »

- Nature et objet de la convention :

Cette convention prévoit la mise à la disposition de la société des mines de MANDIANA « SMM » d'avances en comptes courants à hauteur de 7 615 000,00 USD en 2020, dans le but de participer au développement des projets de cette dernière.

- Modalités essentielles :

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021, ces avances de trésorerie octroyées ont été rémunérées aux taux Libor USD majoré de 7%.

- Montant comptabilisé : Au titre de l'exercice 2021, les produits comptabilisés par MANAGEM S.A., dans le cadre de cette convention, s'élèvent à 608 KMAD « Hors Taxes ».
- Montant encaissé : Au cours de l'exercice 2021, le montant encaissé, dans le cadre de cette convention, s'élève à 7 407 KMAD.

2.2. Convention d'avances en compte courant conclue entre MANAGEM SA et sa filiale MANAGOLD

- Nature et objet de la convention :

Cette convention prévoit la mise à la disposition de la société MANAGOLD d'avances en comptes courants à hauteur de 80 157 647,00 USD en 2020, dans le but de participer au développement des projets de cette dernière.

- Modalités essentielles :

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021, ces avances de trésorerie octroyées ont été rémunérées aux taux Libor USD majoré de 7%.

- Montant comptabilisé : Au titre de l'exercice 2021, les produits comptabilisés par MANAGEM S.A., dans le cadre de cette convention, s'élèvent à 60 494 KMAD « Hors Taxes ».
- Montant encaissé : Aucun montant n'a été encaissé, dans la cadre de cette convention, au cours de l'exercice 2021.

2.3. Convention d'avances en compte courant conclue entre MANAGEM SA et sa filiale MANAGOLD

- Nature et objet de la convention :

Cette convention prévoit la mise à la disposition de la société MANAGOLD d'avances en comptes courants à hauteur de 35 899 248,82 Euros en 2020, dans le but de participer au développement des projets de cette dernière.

- Modalités essentielles :

Ces avances en comptes courants créditeurs sont rémunérées au taux annuel de 5,13% en 2021.

- Montant comptabilisé : Au titre de l'exercice 2021, les produits comptabilisés par MANAGEM S.A., dans le cadre de cette convention, s'élèvent à 16 459 KMAD « Hors Taxes ».
- Montant encaissé : Au cours de l'exercice 2021, le montant encaissé, dans le cadre de cette convention, s'élève à 81 993 KMAD (TTC).

2.4. Convention de détachement de personnel conclue avec la société LA MINIERE DE LA LUKUGA S.P.R.L (LAMILU) faisant partie du GROUPE MANAGEM

- Nature et objet de la convention :

Cette convention prévoit la mise à disposition du personnel de MANAGEM SA et ses filiales au profit de la société LAMILU en République Démocratique du Congo (RDC).

- Modalités essentielles :

Cette prestation de mise à disposition du personnel est facturée au prix coûtant, toutes charges comprises.

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effets au titre de l'exercice 2021.
- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé, dans la cadre de cette convention, au cours de l'exercice 2021.

2.5. Convention de détachement de personnel conclue avec la société TANGANYIKA MINING COMPANY (TMC) faisant partie du GROUPE MANAGEM

- Nature et objet de la convention :

Cette convention prévoit la mise à disposition du personnel de MANAGEM et ses filiales au profit de la société TMC en République Démocratique du Congo (RDC).



- Modalités essentielles :

Cette prestation de mise à disposition du personnel est facturée au prix coûtant, toutes charges comprises.

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effets au titre de l'exercice 2021.

- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé, dans la cadre de cette convention, au cours de l'exercice 2021.

2.6. Convention de rémunération de la caution donnée, au titre de l'emprunt octroyé par CHAABI INTERNATIONAL BANK OFFSHORE au profit de RGGG, faisant partie du GROUPE MANAGEM

- Nature et objet de la convention :

Cette convention porte sur l'engagement de cautionnement solidaire, pris par MANAGEM S.A. au profit de RGGG (Gabon), dans le cadre du financement du projet BAKOUDOU dont le montant principal s'élève à 20 000 000,00 USD.

- Modalités essentielles :

MANAGEM S.A. reçoit une rémunération au taux annuel de 2.5% appliqué sur l'encours de l'emprunt.

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effets au titre de l'exercice 2021.

- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé, dans la cadre de cette convention, au cours de l'exercice 2021.

2.7. Convention de mise à disposition du personnel conclue avec la société CTT filiale de MANAGEM S.A.

- Nature et objet de la convention :

Cette convention prévoit la mise à disposition du personnel de MANAGEM S.A. au profit de la société CTT.

- Modalités essentielles :

Cette prestation de mise à disposition du personnel est facturée au prix coûtant, toutes charges comprises.

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effets au titre de l'exercice 2021.

- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé, dans la cadre de cette convention, au cours de l'exercice 2021.

2.8. Convention de mise à disposition du personnel conclue avec la société MCM (Managem International For Mining Compagny) filiale de MANAGEM

- Nature et objet de la convention :

Cette convention prévoit la mise à disposition du personnel de MANAGEM SA au profit de la société MCM au Soudan.

- Modalités essentielles :

Cette prestation de mise à disposition du personnel est facturée au prix coûtant, toutes charges comprises.

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effets au titre de l'exercice 2021.

- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé, dans la cadre de cette convention, au cours de l'exercice 2021.

2.9. Convention de mise à disposition du personnel conclue avec la société Lamikal filiale de MANAGEM

- Nature et objet de la convention :

Cette convention prévoit la mise à disposition du personnel de MANAGEM SA au profit de la société Lamikal (République Démocratique du Congo).

- Modalités essentielles :

Cette prestation de mise à disposition du personnel est facturée au prix coûtant, toutes charges comprises.

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effets au titre de l'exercice 2021.

- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé, dans la cadre de cette convention, au cours de l'exercice 2021.

2.10. Convention de mise à disposition du personnel conclue avec la société RGGG filiale de MANAGEM S.A.

- Nature et objet de la convention :

Cette convention prévoit la mise à disposition du personnel de MANAGEM SA au profit de la société RGGG (Gabon).

- Modalités essentielles :

Cette prestation de mise à disposition du personnel est facturée au prix coûtant, toutes charges comprises.

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effets au titre de l'exercice 2021.

- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé, dans la cadre de cette convention, au cours de l'exercice 2021.

2.11. Convention de mise à disposition du personnel conclue avec la société COMISA (Compagnie Minière les SARAS) en République du Congo filiale du GROUPE MANAGEM

- Nature et objet de la convention :

Cette convention prévoit la mise à disposition du personnel de MANAGEM SA au profit de la société COMISA en République du Congo.

- Modalités essentielles :

Cette prestation de mise à disposition du personnel est facturée au prix coûtant, toutes charges comprises.

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effets au titre de l'exercice 2021.

- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé, dans la cadre de cette convention, au cours de l'exercice 2021.

2.12. Convention de mise à disposition du personnel conclue avec la société Managem Gabon filiale du GROUPE MANAGEM

- Nature et objet de la convention :

Cette convention prévoit la mise à disposition du personnel de MANAGEM S.A. au profit de la société Managem Gabon.

- Modalités essentielles :

Cette prestation de mise à disposition du personnel est facturée au prix coûtant, toutes charges comprises.

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effets au titre de l'exercice 2021.

- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé, dans la cadre de cette convention, au cours de l'exercice 2021.



2.13. Convention de mise à disposition de cadres conclue avec la société REMINEX filiale de MANAGEM

- Nature et objet de la convention :

Cette convention prévoit la mise à disposition de cadres de REMINEX au profit de MANAGEM S.A.

- Modalités essentielles :

Cette prestation de mise à disposition de cadres est facturée au prix coûtant, toutes charges comprises.

- Montant comptabilisé : Au titre de l'exercice 2021, les charges comptabilisées par MANAGEM S.A., dans le cadre de cette convention, s'élèvent à 5 387 KMAD « Hors Taxes ».

- Montant décaissé : Au cours de l'exercice 2021, le montant décaissé, dans le cadre de cette convention, s'élève à 7 214 KMAD.

2.14. Conventions de rémunérations de gestion conclues entre MANAGEM S.A. et ses filiales

2.14.1. Convention d'administration des affaires

- Nature et objet de la convention :

Cette convention porte sur les prestations fournies par MANAGEM S.A. à ses filiales, dans les domaines de la Direction Générale, de la gestion courante des opérations de trésorerie, du contrôle de gestion, de l'assistance financière, juridique, fiscale, du développement et de l'administration des systèmes d'information, de la commercialisation et de l'administration des ventes.

- Modalités essentielles :

La rémunération varie selon les filiales, entre 1,65 %, 2,5 & 4.65 % du chiffre d'affaires hors taxes.

- Montant comptabilisé :

Au titre de l'exercice 2021, le montant total des produits comptabilisés par MANAGEM S.A., dans le cadre de cette convention, s'élève à 174 238 KMAD « Hors taxes » détaillé comme suit par filiale :

Filiale	Taux	Rémunération (En MAD)
CMG	1,65 %	14 140 152.79
CTT	1,65 %	16 936 385.00
SMI	4,65 %	31 724 595.19
SAMINE	4,15% et 4,65%	5 917 239.29
AGM	3,15 %	21 064 546.80
REMINEX	3,15 %	5 987 422.10
TECHSUB	1,65 %	3 372
SMM	2,5 %	590.25
CMO	3,15 %	42 726
MANUB	2,5 %	447.39
SOMIFER	1,65 %	8 177
		815.90
		14 858
		775.11
		9 332 186.46
Total		174 238 156.28

2.14.2. Convention de gestion et de suivi des approvisionnements

- Nature et objet de la convention :

La convention prévoit que MANAGEM SA assure les approvisionnements en consommables et pièces de rechange pour les besoins de l'exploitation et de la maintenance de ses filiales.

- Modalités essentielles :

La rémunération est fixée pour l'ensemble des filiales à 3% & 5% des achats stockés.

- Montant comptabilisé :

Au titre de l'exercice 2021, le montant total des produits comptabilisés par MANAGEM S.A., dans le cadre de cette convention, s'élève à 95 495 KMAD « Hors taxes » détaillé comme suit par filiale :

Filiale	Taux	Rémunération (En MAD)
CMG	3 %	5 452 438.21
CTT	3 %	6 022 619.38
SMI	3 %	4 482 429.93
SAMINE	3 %	633 881.51
AGM	3 %	2 490 698.34
REMINEX	3 %	157 021.25
TECHSUB	3 %	2 088 726.88
SOMIFER	3 %	897 775.01
CMO	3 %	1 713 417.65
SMM	5 %	71 556 074.14
Total		95 495 079.94

2.14.3. Convention d'administration du personnel

- Nature et objet de la convention :

Cette convention prévoit que MANAGEM SA assure la gestion de la paie, le recrutement des agents de maîtrise et des ouvriers, la formation, la communication et la mise en place de la démarche qualité.

- Modalités essentielles :

La rémunération est fixée à 2,5 % & 5% de la masse salariale pour l'ensemble des filiales.

- Montant comptabilisé :

Au titre de l'exercice 2021, le montant total des produits comptabilisés par MANAGEM S.A., dans le cadre de cette convention, s'élève à 23 794 KMAD « Hors taxes » détaillé comme suit par filiale :

Filiale	Taux	Rémunération (En MAD)
CMG	2,5 %	3 622 625.00
CTT	2,5 %	5 217 864.16
SMI	2,5 %	5 542 103.93
SAMINE	2,5 %	1 167 715.76
AGM	2,5 %	1 363 377.91
REMINEX	2,5 %	2 702 962.64
TECHSUB	2,5 %	1 827 685.98
SMM	5 %	480 251.38
SOMIFER	2,5 %	731 420.68
CMO	2,5 %	1 137 851.17
Total		23 793 858.60

- Montant encaissé :

Le montant total encaissé dans le cadre de ces conventions (2.14.1, 2.14.2 et 2.14.3) s'élève à 168 997 KMAD, au cours de l'exercice 2021.

2.15. Convention de gestion de trésorerie conclue entre MANAGEM SA et ses filiales- Nature et objet de la convention :

Cette convention prévoit la mise en commun de l'ensemble des disponibilités des différentes unités du Groupe dans le but d'optimiser, à la fois le recours au crédit et le placement des excédents de trésorerie.

- Modalités essentielles :

Les comptes courants débiteurs et avances de trésorerie, octroyées par MANAGEM S.A. à ses filiales ainsi que les comptes courants créditeurs et avances de trésorerie, octroyées par les filiales à MANAGEM SA sont rémunérés au taux maximum des intérêts déductibles des comptes courants d'associés fixé annuellement par arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances. A ce titre, le taux de rémunération appliqué en 2021 a été de 3,13%.

Le compte courant créditeur et les avances octroyées par les filiales SMI, SOMIFER, & DADES à MANAGEM SA ont été rémunérés au taux de 4,15 % & 3.13 % en 2021.

- Montant comptabilisé : Au titre de l'exercice 2021, les produits et charges, comptabilisés par MANAGEM S.A., dans le cadre de cette convention, s'élèvent respectivement à 74 641 KMAD et 15 227 KMAD.

- Montant encaissé ou décaissé : Au cours de l'exercice 2021, cette convention a généré des encaissements de 76 467 KMAD (TTC) et des décaissements de 13 362 KMAD (TTC).

2.16. Convention de couverture des métaux conclue entre MANAGEM SA et ses filiales- Nature et objet de la convention :

Cette convention prévoit la réalisation par MANAGEM S.A. pour le compte de ses filiales des opérations de couverture de métaux.

- Modalités essentielles :

L'encours global de ces opérations de couverture, assorties d'une garantie de MANAGEM SA s'élève à -214 284 KMAD au 31 décembre 2021.

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effets au titre de l'exercice 2021.

- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé, dans la cadre de cette convention, au cours de l'exercice 2021.

2.17. Convention de rémunération de gestion de couverture conclue avec la société RGGG faisant partie du GROUPE MANAGEM- Nature et objet de la convention :

Cette convention prévoit la mise en place d'un programme de couverture de l'OR au profit de la société RGGG.

- Modalités essentielles :

Cette prestation de couverture est facturée au prix coûtant, toutes charges comprises.

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effets au titre de l'exercice 2021.

- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé, dans la cadre de cette convention, au cours de l'exercice 2021.

2.18. Convention de gestion de trésorerie conclue entre AL MADA et sa filiale MANAGEM SA- Nature et objet de la convention :

Cette convention prévoit la mise en commun de l'ensemble des disponibilités des différentes unités de AL MADA dans le but d'optimiser, à la fois le recours au crédit et le placement des excédents de trésorerie.

- Modalités essentielles :

Les comptes courants créditeurs et avances de trésorerie, octroyées par la société AL MADA à MANAGEM S.A., ont été rémunérés aux taux de 2.93 % & 3.10% en 2021.

- Montant comptabilisé : Au titre de l'exercice 2021, les charges, comptabilisées par MANAGEM S.A., dans le cadre de cette convention, s'élèvent à 12 300 KMAD « Hors Taxes ».

- Montant encaissé ou décaissé : Au cours de l'exercice 2021, le montant décaissé, dans le cadre de cette convention, s'élève à 11 186 KMAD (TTC).

Casablanca, le 28 avril 2022

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton
International
7-Bd. Driss/Sigouj - Casablanca
Tél : 05 22 54 40 00 - Fax : 05 22 29 66 70

Faïçal MEKOUAR
Associé

DELOITTE AUDIT

Deloitte Audit
Bd. Sidi Mohammed Ben Abdellah
Bâtiment "C", Impasse 3, La Marina
Casablanca
Tél : 05 22 22 47 34
Fax : 05 22 22 40 78 / 47 59

Sakina BENSOUA KORACHI
Associée



Etat des honoraires versés aux contrôleurs de comptes

	FIDAROC GT						DELOITTE					
	Montant/Année			Pourcentage/Année *			Montant/Année			Pourcentage/Année *		
	2021	2020	2019	2021	2020	2019	2021	2020	2019	2021	2020	2019
Commissariat aux comptes, Certification, Examen des comptes individuels et consolidés	1	765	800	97%	97%	98%	410	270	270	91%	93%	90%
Emetteur	135	135	135	11%	17%	16%	135	135	135	30%	47%	45%
Filiales	1	630	665	85%	80%	81%	275	135	135	61%	47%	45%
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire au comptes	40	20	20	3%	3%	2%	40	20	30	9%	7%	10%
Emetteur	40	20	20	3%	3%	2%	40	20	30	9%	7%	10%
Filiales	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	0%	0%	0%
Sous-total	1	785	820	100%	100%	100%	450	290	300	100%	100%	100%
Autres prestations rendues	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	0%	0%	0%
Autres	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	0%	0%	0%
Sous-total	-	-	-				-	-	-			
Total Général	1	785	820	100%	100%	100%	450	290	300	100%	100%	100%





Managem

Creating value beyond mining